

Auteur ou collectivité : Thomas, Pierre Philippe Urbain

Auteur : Thomas, Pierre Philippe Urbain (1776-1854)

Titre : Essai de statistique de l'île Bourbon : considérée dans sa topographie, sa population, son agriculture, son commerce, etc. ; suivi d'Un projet de colonisation de l'intérieur de cette île

Auteur : Thomas, Pierre Philippe Urbain (1776-1854)

Titre du volume : Tome second

Adresse : Paris : Bachelier : Selligie, 1828

Collation : 1 vol. (402 p.-[4] f. de pl. dépl.) : ill., tableaux ; 22 cm

Cote : CNAM-BIB 8 To 41 (2)

Sujet(s) : Réunion -- Géographie

URL permanente : <http://cnum.cnam.fr/redir?8TO41.2>

**ESSAI**  
**DE STATISTIQUE**  
**DE L'ÎLE BOURBON.**

---

IMPRIMERIE DE SELIGUE,  
Rue des Jeûneurs, n°. 14.

**ESSAI**  
**DE STATISTIQUE**  
**DE L'ILE BOURBON,**

CONSIDÉRÉE DANS SA TOPOGRAPHIE, SA POPULATION, SON  
AGRICULTURE, SON COMMERCE, ETC. ; OUVRAGE  
COURONNÉ EN 1828 PAR L'ACADÉMIE  
ROYALE DES SCIENCES.

SUIVI  
D'UN PROJET DE COLONISATION  
DE L'INTÉRIEUR DE CETTE ILE.

*Par M. P.-P.-U. Chomas,*

ANCIEN COMMISSAIRE DE LA MARINE, ORDONNATEUR A L'ILE BOURBON.

La statistique est une science de faits. Elle est formée d'un grand nombre de résultats positifs fidèlement représentés. Elle multiplie les observations, les détails utiles, et surtout les évaluations et les mesures.

(Programme publié par l'Institut, 1827.)

---

**TOME SECOND.**

---

**PARIS.**

**BACHELIER, LIBRAIRE,**

Quai des Augustins, n° 55.

**SELLIGUE, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,**

Rue des Jeûneurs, n° 14.

---

**1828.**





# ESSAI DE STATISTIQUE

DE  
L'ILE BOURBON.

---

## AGRICULTURE.

---

L'ILE BOURBON était préparée par la nature pour être une colonie agricole. Les forêts dont étaient couverts les flancs de ses montagnes, les savanes naturelles qui tapissaient les plaines limitrophes de la mer en étaient le signe certain ; et dès les premiers temps qu'elle fut habitée, le riz, le blé, le maïs, objet des soins des colons, et qui y croissaient avec le plus grand succès, furent le gage de sa prospérité future. Les nouveaux habitants y joignirent bientôt la culture du tabac et celle de quelques plants de cannes à sucre, dont le jus mis en fermentation leur fournissait une liqueur spiritueuse : le café y croissait spontanément.

Lorsque la compagnie des Indes fut mise en possession de l'île, son administration ne tarda pas à reconnaître quel parti avantageux elle en pourrait tirer. A mesure qu'elle augmenta le nombre des colons, elle leur concéda des terres à charge de culture ; elle fit des avances de fonds. Mais l'abus vient toujours

se placer à côté du bienfait. Ce qui eût été d'une réelle utilité si la pensée de la compagnie eût été mise en pratique, devint presque nul dans l'exécution. De grands espaces furent accordés à un petit nombre de blancs qui ne pouvaient mettre tout en rapport; les avances furent le plus souvent faites, moins en raison de l'industrie du cultivateur qu'en raison de la protection qu'il savait se ménager auprès des agens locaux; et l'on fut loin d'atteindre le résultat qu'on avait espéré. Cependant la terre produisait avec tant de libéralité, elle demandait si peu pour donner beaucoup, que ces premiers instans faisaient apercevoir la plus heureuse perspective. La compagnie s'était réservé la fourniture exclusive de tous les besoins, et, par une conséquence naturelle, le monopole de tous les produits. C'était dans ses magasins que les colons venaient s'approvisionner; c'était dans ses magasins qu'ils livraient toutes les récoltes. On l'a vue souvent, imitant le sordide exemple donné aux Moluques par la compagnie hollandaise, jeter à la mer, anéantir ce qui excédait le nécessaire à la consommation, ou ce qui, par trop d'abondance, aurait fait baisser les prix et réduit la somme de ses profits (1).

Mais si l'on peut regarder que le meilleur moyen à employer pour commencer la colonisation d'un pays soit de le livrer à des compagnies, ce n'est pas à coup

(1) On a évalué que pendant la durée de son privilège, les bénéfices de la compagnie sur ses envois en marchandises européennes étaient de 100 p. cent, et de 50 p. cent sur les retours.

sûr celui qui convient quand il est déjà parvenu à un certain degré d'accroissement. Il faut à un pays nouveau la réunion de forts capitaux, et surtout la surveillance de l'intérêt personnel pour commencer son existence. L'enfant qui naît a besoin de sa nourrice pour recevoir des secours qu'il ne peut se procurer lui-même; mais dès qu'il essaye à marcher seul, cette habitude de soins craintifs, si précieux au premier âge, devient alors funeste; ils s'opposeraient à ses premiers pas, ils retarderaient le moment où, se livrant à ses forces, il prendra de l'assurance et marchera seul et sans soutien dans une carrière qu'il doit parcourir avec toute la vigueur de la jeunesse : ce sont alors les soins paternels qu'il lui faut; c'est par eux qu'il apercevra les écueils semés sur la route, qu'il s'engagera avec assurance dans la bonne voie, et s'y maintiendra avec fermeté. Si je prolongeais la comparaison, nous verrions qu'il en est absolument de même de nouvelles colonies. Pour ne pas nous éloigner de celle à laquelle cet ouvrage est consacré, il est à remarquer qu'elle eût plutôt atteint le degré de prospérité auquel elle est parvenue, si elle fût restée moins long-temps dans les langes de la compagnie des Indes. On en put concevoir l'espérance quand le roi en reprit l'administration; mais d'autres entraves l'éloignèrent encore : elle ne s'est vraiment réalisée que depuis que, libre enfin de prendre son essor, la colonie a pu essayer ses forces, et se livrer à tout le développement dont elles sont susceptibles. C'est alors qu'on a vu donner une extension nouvelle à d'anciennes cultures, tenter l'amélioration de pro-

duits jusque-là peu profitables, introduire de nouveaux moyens de richesse, essayer de nouveaux procédés. On eût pu douter avec raison, sinon d'un succès individuel, au moins d'un succès général, d'une imitation universelle, si la protection paternelle du gouvernement, si de sages conseils, si des éloges qui excitent l'émulation, des applaudissemens qui l'entretiennent, si des encouragemens, des récompenses distribués avec discernement et justice, ne fussent venus appuyer ces honorables tentatives, en assurer, en garantir la réussite. En vain se le dissimulerait-on : dans les colonies, l'homme ne vit que pour soi ; toute amélioration qui n'a pas un avantage instantané, n'est pas celle qui captive son attention ; c'est pour lui, non pour ses héritiers, qu'il travaille. Les essais ne sont rien, le succès est tout. Par une conséquence qui sera aisément sentie, l'administration doit tenir les yeux constamment ouverts sur les tentatives, les essais ; elle doit les encourager, les proclamer, porter la généralité des colons par des voies presque inaperçues à suivre ces généreux exemples, à fonder ainsi le bonheur public, qui ne se compose que de la somme des intérêts particuliers, et à confondre dans le même hommage de gratitude le gouvernement du roi, et les colons distingués qui ont contribué d'une manière si notable à la prospérité du pays. Nous verrons dans la suite de cet ouvrage à qui la colonie doit la plus grande partie de sa richesse, et par quels moyens le gouvernement y a concouru. Je n'ai pas sans doute la prétention de vouloir exciter la reconnaissance et l'amour des colons

envers leur royal protecteur ; ils en ont manifesté toute l'étendue : je n'ai pas non plus le tort de penser qu'il soit nécessaire de leur rappeler quels sont ceux d'entre eux qu'on peut, à juste titre, nommer les bienfaiteurs du pays ; ce serait méconnaître leurs sentimens, et je sais combien profondément ces noms sont gravés dans leurs cœurs. Mais c'est céder à un besoin, c'est remplir un devoir que de les consigner dans un ouvrage dont le but est de faire connaître toute l'importance de cette belle colonie.

On évalue généralement à 126,000 hectares la surface cultivable de l'île. Dans cette évaluation n'est pas comprise la vaste coupe qui en forme l'intérieur, séparée des côtes par les montagnes. Ces 126,000 hectares ne sont que la partie inférieure de la pente de ces montagnes, en descendant vers la mer. Dans un mémoire que j'ai lieu de croire avoir été écrit de 1775 à 1780, cette étendue était indiquée être de 300,000 arpens, dont un tiers environ cultivé et le reste en friche. Je trouve la même quantité de 300,000 arpens dans un autre mémoire daté de 1804, qui a toujours été regardé comme méritant toute confiance, autant à cause du caractère de son auteur, qu'en égard aux éminentes fonctions dont il était alors revêtu (1). Cette quantité exprimée en hectares

(1) M. Thibault de Chanvallon, ancien ordonnateur général des deux îles en 1798, et spécialement chargé de l'administration de Bourbon de 1785, à 1789. Ce respectable administrateur a bien voulu me procurer une partie des documens qui m'ont servi à composer cet ouvrage ; c'est en dire l'authenticité.

donne celle de 126,525; je peux donc m'en tenir au chiffre indiqué,

La mesure vulgaire à Bourbon est la gaulette de 15 pieds carrés. Dans la seule paroisse de Sainte-Marie elle est de 12 pieds. Je l'ai réduite à la mesure commune dans le tableau des surfaces occupées par les diverses cultures que l'on trouvera ci-après. Ce tableau donne un total de 17,105,305 gaulettes cultivées. En le transformant en hectares on obtient un nombre de 54,148 hect. 55.

Il résulte de ceci que la culture, qui était de 42,000 hectares environ à l'époque où la compagnie des Indes a cessé d'être propriétaire de la colonie, a été portée depuis à 54,000 hectares, c'est-à-dire, augmentée de deux septièmes; et l'on peut assigner pour époque de cet accroissement celle de la rétrocession en 1815, puisque, dans les états remis lors de la conquête, en 1810, on n'évaluait encore la quantité de terres cultivées qu'au tiers de la surface cultivable, comme antérieurement, et qu'il est notoire qu'elle n'a reçu aucun accroissement pendant l'occupation étrangère.

Les terres non cultivées forment d'après cela une quantité de 71,850 hectares à peu près. Une partie est couverte du produit d'éruptions volcaniques trop récentes, comme dans les quartiers Sainte-Rose et Saint-Joseph; ou bien est annuellement labourée par des torrens qui charrient des roches de toutes dimensions et de toutes grandeurs, qui changent continuellement de lit et ne souffrent aucun des travaux de l'homme comme le bas de la rivière des

Pluies. Une partie encore exigerait des soins étendus et multipliés pour être remise en état de produire. Le canal de Saint-Étienne vient de rendre susceptibles d'être cultivées une partie des terres à la gauche de cette rivière; une dérivation bien entendue des eaux de la rivière des Galets produirait le même bienfait dans la plaine de la Possession. Une partie enfin de ces terres non cultivées est dans une zone où il y aurait une double imprudence à vouloir s'établir, puisque d'une part les cultures coloniales ne pourraient y réussir à cause de son élévation, et que de l'autre continuer à la dégarnir des arbres qui la couvrent encore, serait s'avancer plus rapidement vers un état d'aridité qui, si l'on n'y prend garde, finira par forcer à abandonner entièrement le pays.

Le développement donné à la culture a produit d'immenses avantages, mais on se tromperait cependant si l'on pensait qu'il n'en soit pas résulté d'inconvéniens.

Lors des premières concessions, on ne stipula point les limites supérieures des défrichemens : c'est le malheur des premiers instans des colonies : on ne voit que le présent; on en est trop occupé pour songer à l'avenir. On défricha les terres les plus voisines de la mer; mais quand elles furent toutes mises en valeur, on s'étendit de proche en proche sur la pente des montagnes, on diminua l'étendue des savanes destinées au pâturage des nombreux troupeaux qui étaient un des moyens de richesse de la colonie. On détruisit peu à peu les arbres qui, dans celles élevées surtout, comme dans une partie de Saint-Leu,



entretenaient un ombrage et une fraîcheur salutaires. Ces lieux se sont ainsi successivement dépeuplés, sont devenus déserts, et par un abandon irréfléchi, dont ils ont éprouvé plus tard les fâcheuses conséquences, les colons se sont privés d'une ressource précieuse qu'il est difficile de faire renaître. Ce n'est pas chose aisée que de raviver, de replanter des savanes tellement desséchées, qu'à peine dans la saison des pluies elles se couvrent d'un gazon court, maigre et qui n'offre, pendant un bref espace de temps, qu'une nourriture médiocre aux rares troupeaux qui le paissent.

Les premiers colons durent rechercher quelles terres étaient plus propres à certaines cultures et s'attacher à reconnaître les indications que fournissaient les localités elle-mêmes. Par suite de ces examens, les quartiers sous le vent, qui offrent des plaines étendues sur une pente douce et prolongée, furent plus spécialement affectés aux céréales et aux légumineuses, tandis que dans les quartiers du vent on s'occupa avec avantage, outre les plantations nécessaires de vivres, de la culture du cotonnier, jusqu'à ce qu'on l'abandonnât pour la remplacer par celle du cafier, dans la suite par les arbres à épices qui furent naturalisés beaucoup plus tard, et enfin récemment par la canne à sucre, qui y était connue dans le commencement, mais dont on n'extrayait que le vesou, sans donner à la culture de ce roseau et à l'élaboration de ses produits, une extension et une activité qu'elles n'ont reçues que depuis quelques années.

Ainsi, comme on le voit, c'est moins la quantité de terres livrées à la culture, qui a procuré à la colonie l'état prospère où elle se trouve, que la nature des cultures auxquelles on s'est successivement appliqué, et surtout l'augmentation et l'amélioration des moyens de culture. Si donc l'on a été amené à ce résultat heureux par la fondation du nouveau quartier Saint-Joseph et par des défrichemens récents dans les autres, on y a été conduit aussi notamment par l'introduction du giroflier et depuis surtout par celle de la canne à sucre, ce que j'aurai plus tard occasion de démontrer.

Les cultures auxquelles on se livra d'abord à Bourbon, furent, comme je l'ai dit, celles qui devaient procurer des moyens de subsistance à la nouvelle colonie, en fournir à sa voisine peu productive par elle-même, et alimenter les nombreuses escadres qui venaient relâcher à l'île de France pendant les guerres de l'Inde. Elles furent éminemment excitées par M. de la Bourdonnaye. Celles qui devaient livrer des produits au commerce ne furent longtemps que secondaires, et ne sont devenues principales, à bien dire, que depuis la division des deux îles entre les deux puissances, voisines en Europe comme elles le sont dans toutes leurs possessions des deux Indes.

Le riz et le maïs sont la base de la nourriture des créoles et des esclaves. Le maïs était et est encore presque la seule nourriture de ceux-ci. Il est cultivé dans tous les quartiers et réussit également bien partout. Dans les quartiers du vent, on le sème en sep-

tembre, octobre et novembre ; sous le vent, depuis octobre jusqu'en mars. Au vent on le récolte en janvier, février et mars ; sous le vent, celui qui a crû dans les torrens bas est récolté cinq mois après qu'il a été semé, mais celui auquel des terrains élevés ont été consacrés, n'est en maturité qu'au bout de six à sept mois. Le produit de cette culture fut, en 1776 (1), de 449,236,000 quintaux. Il n'était déjà plus que de 20,000 quintaux en 1804. Le produit moyen actuel est de 28,850 quintaux environ. La différence est grande sans doute entre les premiers produits et ceux d'aujourd'hui, et bien que l'on n'ait plus à approvisionner l'île de France, il n'en résulte pas moins la nécessité de recourir à l'étranger pour compléter les quantités nécessaires à la consommation locale.

---

Le riz peut être cultivé dans tous les quartiers, et il l'est en effet dans tous, excepté à Saint-Denis, Sainte-Marie et Saint-Leu. C'est à Sainte-Suzanne et Saint-André, au vent, à Saint-Paul et Saint-Louis, sous le vent, qu'on s'en occupe davantage, parce que c'est là qu'il y a plus de terrains bas faciles à inonder. On prise le riz de Bourbon beaucoup plus que les variétés fournies par Madagascar, et que celles en bien plus grand nombre cultivées au Bengale et sur les côtes de Malabar et de Coromandel. On le préfère pour les malades et il est surtout consommé par les gens riches et les estomacs délicats. On le sème en septembre, octobre et novembre, dans les quartiers

(1) Quantité rapportée par Raynal.

du vent; sous le vent, celui qui exige des terres humides est semé en juin pour être récolté en novembre; celui qui se contente de terres sèches n'est semé qu'en novembre et décembre, et est récolté en mars et avril. La récolte du riz dans les quartiers du vent a lieu en février, mars et avril. A la même époque de 1776, déjà citée, la récolte du riz donna 63,828,800 quintaux, elle n'est plus maintenant que de 26,100 et quelques quintaux, dont il ne se consomme pas la moitié dans le pays. Ce qui est exporté l'est pour l'île Maurice, et en plus grande partie par les bâtimens français qui le consomment dans leur traversée de retour.

---

Le blé n'est destiné qu'aux Européens et à quelques créoles blancs, de ceux surtout qui habitent les villes. La presque totalité du produit de l'île était autrefois employée au ravitaillement des escadres de la marine royale, ainsi qu'à la consommation des Européens établis au port Louis de l'île de France. Ce produit fut, en 1776, de 5,441,025 quintaux. Suivant le mémoire de 1804, il s'est élevé souvent, avant la révolution, de 70 à 80,000 quintaux. Alors, c'est-à-dire à l'époque de ce mémoire, il ne passait guères 20,000 quintaux. Le produit moyen annuel est actuellement de 18,500 quintaux, dont à peu près la moitié est consommée dans l'île. Cette diminution remarquable a eu plusieurs causes : d'abord les terres qui rapportaient il y a quarante ans jusqu'à 80 et 100 pour un, donnent maintenant au plus quelquefois 40, presque généralement 20 et souvent moins. Le

sol, fréquemment humecté par les pluies lorsque les montagnes étaient encore couvertes de forêts, éprouve, depuis les défrichemens qui ont été faits, de longues et fréquentes sécheresses qui nuisent d'une manière notable au graminée dont il s'agit. D'autre part les débouchés qui lui étaient ouverts autrefois s'étant fermés, les greniers étant restés pleins, et les prix ayant beaucoup baissé, plusieurs colons ont abandonné une culture qui ne leur donnait plus le profit accoutumé, pour se livrer à celles qui leur présentaient des avantages.

On sème le blé en mai et juin ; on récolte au bout de six mois celui qui est cultivé dans les quartiers du vent ; sous le vent, c'est en septembre et octobre. Le cours s'établit à la fin de ce mois ; le marché de Saint-Pierre le règle. C'est dans une partie de ce quartier, mais notamment dans les belles et vastes plaines de Saint-Louis, qu'on se livre le plus à cette culture. A l'époque où les blés, déjà parvenus à leur hauteur, commencent à jaunir, elles rappellent la Beauce ou le pays Chartrain ; mais qu'il y a loin du mode de culture usité dans la colonie et surtout de la qualité du grain !

Aucun des procédés européens, aucune de ces heureuses innovations, fruit des recherches de nos savans et de nos économistes, ne sont en usage à Bourbon. On n'y connaît point la charrue, et la terre y est partout travaillée à la pioche. Sans doute dans beaucoup de lieux le peu de profondeur de la terre végétale, la quantité de roches plus ou moins grosses qui l'embarrassent, sont autant d'obstacles au mode de

labourage européen ; mais enfin il y a des contrées où il serait praticable, et une partie au moins du quartier Saint-Louis m'a paru dans ce cas. On peut dire, en général, que pour la culture les habitans des quartiers sous le vent sont d'un demi-siècle en retard à l'égard de ceux de la partie du vent. Les terres y sont meilleures et d'une plus grande étendue, et cependant ne donnent pas la moitié des produits que l'on retire de celles de l'autre côté. On y suit une aveugle routine sans chercher à améliorer les procédés. Depuis quelques années, sur les demandes des gouverneurs, le ministre de la marine a fait parvenir dans la colonie des charrues et plusieurs instrumens de culture dont les modèles sont déposés au Conservatoire des arts et métiers. Divers essais ont été tentés par deux ou trois colons (1), l'attention publique a été plusieurs fois portée sur l'avantage de ces moyens ; mais de petites expériences, un essai mollement entrepris et bientôt abandonné, et qui semblait au public être plutôt un objet de curiosité qu'avoir un but réel d'utilité, n'ont pu prévaloir sur l'ancienne routine, et la terre continue à être travaillée à bras. On conçoit aisément que si parfois, souvent même, il peut y avoir nécessité d'en agir ainsi, si même il est impossible dans plusieurs quartiers de faire autrement, il y aurait dans l'action de nos instrumens une économie de temps tellement remarquable, un emploi tellement moindre des forces

(1) Notamment M. Fréon de Sainte Suzanne et M. Robin de Saint Pierre.

de l'homme, et conséquemment un tel avantage pécuniaire, qu'on ne saurait manquer de désirer voir adopter ce parti. Des instructions sur les meilleurs principes de culture seraient perdues, l'exemple seul peut avoir de l'autorité; mais il ne faut pas l'attendre des Européens persuadés qu'on ne va pas aux colonies pour cultiver les grains de leur pays: des colons seuls peuvent inspirer par leurs travaux une utile et louable émulation, soutenue et excitée par leurs succès.

Il n'aura pas échappé que, si en France il s'écoule ordinairement neuf mois entre l'ensemencement des terres à blé et la récolte de ce grain, il n'y a à Bourbon que quatre à cinq mois entre l'une et l'autre époque. On sème quand la saison des pluies et des ouragans est passée; et c'est lorsque le soleil revient de ce côté de la ligne que l'on récolte. La terre, humide et chaude, donne une grande activité à la végétation. A Saint-Benoît, par exemple, où elle est continuellement arrosée par des pluies fréquentes, le chaume pousse avec une vigueur étonnante; mais après que l'épi s'est montré, la chaleur ne lui donne pas le temps de se nourrir, et le grain rend peu. Dans les quartiers sous le vent, qui, au contraire, éprouvent ordinairement de fortes sécheresses, le chaume est loin d'acquérir le développement auquel il parvient dans la zone tempérée; l'épi se fait voir de bonne heure, mais l'action des rayons solaires dessèche bientôt la plante; elle meurt avant que le grain soit convenablement nourri, et l'épi est sec avant d'être mûr. C'est à cela sans doute qu'il faut

attribuer la non conservation de ce grain et même de la farine qui en provient, soit qu'elle reste en cet état, soit qu'elle ait été convertie en biscuit, conservée à terre ou embarquée. J'ai vu souvent de ce pain, fabriqué avec tout le soin possible, et de la plus belle apparence, supporter à peine un mois de navigation.

Cette observation au reste n'est pas nouvelle; et je la trouve consignée dans le Voyage de le Gentil en 1717. Ce fut pour remédier à ce très-grave inconvénient, que M. de Crémont, ordonnateur de l'île Bourbon lors de la rétrocession par la compagnie des Indes en 1767, fit construire à Saint-Denis des étuves pour la dessiccation de la farine destinée au service des bâtimens de guerre (1). Ce n'était pas

(1) M. de Crémont, chargé en 1767, conjointement avec M. de Bellecombe, de reprendre possession de la colonie au nom de Sa Majesté, y a laissé les monumens les plus honorables de son administration. Lorsqu'il y arriva, il n'y avait d'autres moyens de réduire le grain en farine pour la subsistance des rationnaires qu'un moulin à vent, qui, la plupart du temps, ne pouvait suffire à sa destination. L'ordonnateur fit dériver les eaux perdues de la rivière Saint-Denis dans un canal latéral où, retenues par une digue à une hauteur toujours égale, elles impriment le mouvement à plusieurs roues de moulin. Quelques particuliers ont depuis établi d'autres moulins, d'autres usines sur ce canal.

La ville manquait de fontaines, on allait prendre l'eau nécessaire à la consommation dans la rivière Saint-Denis, ou au ruisseau des Noirs. M. de Crémont fit conduire les eaux de celui-ci par un long aqueduc à Saint-Denis, près le jardin du roi, d'où elles sont distribuées par deux fontaines publiques,



là le point. Ce n'est point par l'humidité qu'elle conserve que pêche la farine provenant du blé de l'île

l'une sur la place qui précède le jardin , l'autre vers le milieu de la rue Royale, et réparties dans divers établissemens comme l'hôpital, les casernes, la geole, le parc d'artillerie et du génie, les hôtels du gouvernement et de l'intendance.

Un bazar commode fut établi au centre de la ville.

Le jardin du roi reçut des améliorations notables qui en ont fait une agréable promenade.

Sous l'administration de M. de Crémont, furent élevés le pont de la rivière Saint-Denis, le pont de débarquement et le parc d'artillerie. L'hôpital fut agrandi et entouré d'un mur. On bâtit les étuves à l'occasion desquelles cette note se trouve placée ici, et qui ont été détruites en 1816.

C'est à lui qu'on doit le bel hôpital de Saint-Paul. Il fit réparer les magasins en pierre du quartier Saint-Leu, et ceux de Sainte-Suzanne, qui depuis ont été abandonnés et démolis par l'administration britannique.

Pendant qu'il s'occupait avec une ardeur soutenue de ces importants travaux, il ne négligeait ni les finances ni la police; le recueil des ordonnances rendues par lui seul, ou concurremment avec le gouverneur, en fait foi. Il donnait une attention particulière à l'accroissement de la culture des grains nourriciers, et c'est aux soins qu'il avait pris que son successeur dut, pendant la guerre de 1773 à 1783, de pourvoir, sans secours étrangers, aux nombreux besoins en grains, farines et biscuit des troupes et des escadres employées dans les mers de l'Inde, sous les ordres de M. de Bussi et du bailli de Suffren.

Après avoir administré la colonie pendant dix ans avec autant de zèle que de désintéressement, M. de Crémont la quitta emportant avec lui, pour toute fortune, le faible produit de son mobilier, mais riche du bonheur de n'avoir rien

Bourbon ; la véritable cause est la non maturité du grain , quoiqu'il soit parfaitement sec au moment où on le récolte. Il est bon de noter ici que ce qui a concouru à diminuer la culture du blé est la difficulté de le conserver.

Des autres graminées d'une culture générale en France , je ne connais que l'avoine qui ait été introduite à Bourbon ; encore n'y a-t-il qu'un seul habitant qui s'en occupe à Sainte-Suzanne , et n'est-ce que pour un emploi médicinal.

---

Le manioc , que plusieurs ont cru originaire d'Amérique , semble ne pouvoir être contesté à l'Afrique.

négligé pour la prospérité du pays. Accueilli comme il le méritait par les ministres qui l'employèrent utilement auprès d'eux , il obtint , en 1788 , une pension de 6,000 fr. de retraite et le brevet d'intendant de la marine et des colonies. La pension ayant été suspendue en 1790 , M. de Crémont fut bientôt réduit à un tel état de gêne , que , dans les dernières années d'une existence devenue bien pénible , il fut obligé d'accepter une place de 1,500 fr. au bureau des archives des colonies , à Versailles.

Cette note m'a été fournie par M. Motais de Narbonne , qui , après avoir servi sous M. de Crémont pendant le cours de sa longue administration , a eu l'honneur de remplir les mêmes fonctions en 1784 jusqu'au 12 octobre 1785. Il fut , à cette époque , nommé commissaire général ordonnateur des deux îles , et resta chargé de cette administration jusqu'en 1789 qu'il la remit à M. Dupuy , intendant général des établissements français au-delà du cap de Bonne-Espérance. M. Motais vivait entouré de l'estime et du respect des habitants , quand j'ai quitté moi-même la colonie en 1824.

Depuis un temps immémorial il est la base de la nourriture de la plus grande partie des noirs de ces contrées. Il est cultivé à Bourbon par toute la colonie, et paraît quelquefois sur la table des habitants. Il concourt, avec le riz et le maïs, à la subsistance des esclaves. C'est à M. de la Bourdonnaye qu'on en doit l'introduction dans le pays. On le plante au vent en septembre et octobre, un mois plus tard dans la partie sous le vent. La plantation dure dix-huit mois à deux ans; c'est au bout de ce temps qu'on fait la récolte de cette racine, qui se multiplie de bouture. Il est remarquable que, tandis qu'en Amérique le suc exprimé de la racine est mortel, il est innocent aux îles de France et de Bourbon.

---

Les pommes de terre et les patates sont depuis plusieurs années à Bourbon l'objet d'une culture assez étendue, d'un usage utile et peu coûteux; elles servent à la nourriture de toutes les branches de la population; quant aux noirs, on leur en donne deux kilogrammes par jour. Les quartiers Saint-Paul, Sainte-Marie et Saint-Benoît sont ceux qui en produisent davantage: presque tout est consommé dans le pays. Les navires qui retournent en Europe, embarquent, pour les besoins de la traversée, une partie de ce qui est mis dans le commerce; le reste est exporté pour l'île Maurice. On les plante de janvier à mars; on peut les récolter au bout de quatre mois sous le vent, et après six mois dans la partie du vent. Les patates sont plus cultivées à Saint-Benoît: elles

rendent beaucoup. Une variété connue sous le nom de patates-paul fructifie d'une manière étonnante, est très-nourrissante, et d'un goût, d'une saveur fort agréables. Elle a été récemment introduite ; j'ai le regret de ne pouvoir indiquer par qui. Les terrains sablonneux de Saint-Paul et de Saint-Leu conviennent mieux aux pommes de terre.

---

L'igname et la canbare, racines d'un goût fort agréable et très-nutritives, sont cependant peu estimées à Bourbon, et conséquemment y sont peu cultivées. Elles sont ordinairement un supplément de nourriture pour les noirs, et leur sont le plus souvent abandonnées à discrétion. Ce n'est que dans des circonstances difficiles qu'elles sont données en ration, et alors c'est à raison de deux kilogrammes par jour. On ne s'en occupe, à bien dire, que quand la récolte des grains a été faite. On les plante, au vent, d'août en octobre, un mois plus tard sous le vent. La récolte ne se fait que neuf à dix mois plus tard.

---

Quant aux songes, que l'on nomme aussi gouets, et qui ne sont autres que la racine connue en Amérique sous le nom de chou-caraïbe, ils sont cultivés dans les terrains hauts. Leur produit, presque toujours abandonné aux noirs, n'est donné en ration qu'en cas de disette ; la distribution a lieu alors à raison de deux kilogrammes par jour. Ils se plantent au vent pendant les mois d'octobre, novembre

et décembre, un mois plus tôt sous le vent. Dans ces derniers quartiers la récolte se fait en juillet et août ; mais dans les autres la racine n'a acquis sa maturité qu'au bout de deux ans de plantation.

---

L'ambrevade est produit par un arbrisseau dont on couvre des terres fatiguées. C'est, je crois, le même connu aux Antilles sous le nom de pois d'Angole, et qui est originaire de l'Afrique. Comme lui, l'ambrevade est pourvu de feuilles minces et allongées ; ses fleurs jaunâtres et irrégulières sont disposées en bouquets à l'extrémité des rameaux. Comme le pois d'Angole aux Antilles, l'ambrevade est semé à Bourbon dans des terres qu'il revivifie, tant par l'humidité et la fraîcheur qu'il y entretient, que par l'engrais que procure la chute de ses nombreuses feuilles, plus utile sous ce rapport que comme donnant un produit nutritif. La plantation dure un an et dix-huit mois dans les quartiers du vent, et jusques à trois ans dans les quartiers sous le vent. Le pois que contiennent les gousses se récolte en août, septembre et octobre. C'est un mets fort agréable et assez délicat quand il est frais ; sec, il ne sert qu'à la nourriture des noirs. On le donne à raison de cent vingt grammes par jour.

---

Les haricots et pois du Cap ont autrefois été l'objet d'une culture beaucoup plus étendue qu'à présent. Les quartiers sous le vent qui ont le plus résisté aux innovations en ce genre, fournissent cinq fois

plus de ces légumes que ceux du vent, où ils ne paraissent guère que dans les jardins potagers, et uniquement pour la table des habitants. Dans ceux où ils sont encore un objet de spéculation, leur produit est souvent incertain et quelquefois très-réduit, tantôt par la sécheresse, tantôt parce qu'ils sont désolés par une grande quantité de chenilles et de pucerons noirs qui s'attachent à la plante, et causent bientôt sa mort. On sème les haricots en mai, juin et juillet dans les quartiers Saint-Joseph, Saint-Pierre et Saint-Louis; en octobre et novembre à Saint-Leu et Saint-Paul. On les récolte au bout de quatre mois. Quant aux pois du Cap, on les sème dans tous les quartiers sous le vent, depuis novembre jusqu'en mars, c'est-à-dire pendant toute la saison pluvieuse. La récolte se fait en août et septembre.

---

Tous les légumes cultivés en France le sont à Bourbon, et toujours avec succès par la facilité que l'on a de choisir la nature des terres, le degré de température et l'exposition convenables. Mais une remarque faite dans d'autres lieux, et qui est commune à tous les climats intertropicaux, c'est que les graines y dégénèrent promptement, et qu'employer celles qui ont été récoltées dans le pays, c'est s'exposer à ne plus avoir que des produits rares, petits et sans saveur. Les asperges, par exemple, qui, provenant de graines récemment parvenues d'Europe, sont aussi belles qu'à Paris, n'apparaissent plus après peu d'années qu'avec la grosseur d'un tuyau de plume. Il en est

de même des carottes, qui ne sont plus que des filets, des choux-fleurs, qui ne sont plus gros que comme une orange, etc. ; ainsi c'est une nécessité de renouveler presque entièrement les graines nécessaires.

Le jardinage, ainsi qu'on le verra dans un des tableaux placés ci-après, est d'un produit très-avantageux, surtout depuis que la paix a amené dans les deux ports ouverts au commerce tant de navires et tant d'Européens qui se fixent momentanément dans le pays. Les habitants qui n'envoient pas au marché consacrent toujours au jardinage une certaine étendue de terrain, et se plaisent à donner eux-mêmes des soins à une culture qui satisfait à une partie des besoins du ménage, mais qui surtout leur rappelle la patrie.

Après cette rapide description des cultures utiles à l'existence, auxquelles se sont livrés d'abord les habitants de l'île Bourbon, et qui ne sont plus maintenant qu'une partie des objets de leurs soins, je vais parler de celles dont les produits livrés au commerce, soit de l'Europe, soit de l'Inde, ont causé d'une manière si notable l'accroissement de la prospérité de cette colonie. Sans m'assujétir ici à les classer dans l'ordre de leur introduction dans le pays, je les placerai suivant l'importance dont elles sont maintenant. Je commencerai donc par la canne à sucre, puis je parlerai du cafier, du giroflier et des autres arbres à épices, du cotonnier, de la plante qui fournit l'indigo, du rocou, et enfin de quelques autres arbres et arbustes susceptibles d'augmenter les moyens de richesse des colons.

La canne à sucre était connue à Bourbon dès la fondation de la colonie ; et bien qu'il en ait été récemment introduit plusieurs variétés , on a lieu de croire avec quelque fondement qu'elle y est indigène. Cette opinion ne contrarie pas celle que ce roseau est originaire des Indes orientales , quoiqu'il soit assez généralement reconnu que transplanté en Sicile vers le douzième ou le treizième siècle , c'est de là qu'il passa en Espagne , aux Canaries , en Amérique , et revint par ces circuits aux côtes de Malabar et de Coromandel , à Ceylan , aux Moluques et même à Otaïti. La canne , qui se propageait de graine , a perdu cette faculté par la culture , et ne se reproduit plus aujourd'hui que par ses boutures. Ce moyen est d'ailleurs plus prompt , et met plus tôt en état d'avoir des produits.

M. de la Bourdonnaye a le premier fait à Bourbon de grandes plantations de cannes à sucre. Cependant on n'a eu long-temps d'autre but que d'en extraire une liqueur spiritueuse qui joue à présent un si grand rôle dans le pays sous le rapport financier , et sous ceux de salubrité et d'ordre public , que je lui consacrerai un article spécial. Quelques familles se procuraient , par l'ébullition du vesou dans des chaudières ordinaires , un sucre de médiocre qualité , destiné à leur seule consommation. Il y a peu d'années encore , on ne connaissait dans l'île qu'une seule sucrerie , celle de M. Azéma du Tilleul , au bras Panon , quartier Saint-Benoît. Ses produits et les



sucres de famille dont je viens de dire un mot, ne suffisaient pas aux besoins de la colonie, qui en recevait le complément de l'Inde et de Batavia. Il paraît même qu'on ne pensait guères alors à y pourvoir par les moyens du pays; du moins on lit dans le Mémoire de 1804, déjà cité plusieurs fois, cette phrase aujourd'hui digne de remarque : « On y récolte un peu » de cacao et de *sucré*, ainsi que du poivre et de la » muscade; mais ces articles *ne seront jamais un objet » intéressant de commerce.* » Ce qui est encore vrai pour les deux derniers articles est loin de l'être à présent pour le sucre.

Ce fut sur les derniers temps de l'occupation de l'île par les Anglais que l'on commença à y donner une sérieuse attention. M. Charles Panon Desbassyns fonda une sucrerie sur ses magnifiques propriétés du Chaudron et de la rivière des Pluies, et doit être, à juste titre, rangé sous ce rapport parmi ceux qui ont ouvert un des plus riches canaux de la prospérité du pays.

Il était sans doute d'un très-grand avantage pour la colonie, qui, pendant les longues années de la révolution, avait éprouvé de notables dommages, dont les produits avaient souvent manqué de débouchés, qui avait été ruinée par plusieurs ouragans, qui enfin, pendant les cinq ans qu'elle a été courbée sous le joug de l'étranger, avait été victime du monopole de la compagnie anglaise des Indes; il était, dis-je, du plus haut intérêt de trouver à l'instant une culture facile, et qui donne promptement d'abondans produits. Elle exigeait, il est vrai, une nouvelle

mise dehors considérable ; mais les rentrées se font attendre si peu qu'il n'y avait pas à hésiter. Il fallait indispensablement saisir ce moyen unique d'acquitter les anciennes dettes, et de se procurer des capitaux qui assurent au pays une richesse durable, surtout par l'impulsion que devait en recevoir le commerce extérieur. Les colons ne s'y méprirent pas.

Le gouvernement sentait comme eux cette vérité ; et tandis que, d'une part, il faisait publier les méthodes si heureusement pratiquées aux Antilles, en faisait expliquer les avantages et conduisait ainsi à leur adoption, de l'autre, il réduisait les droits d'entrée sur les machines qui devaient être employées dans ces belles manufactures. Ce fut encore M. Charles Desbassyns qui fit le premier monter à son habitation du Chaudron une machine à vapeur à double effet, par l'emploi de laquelle deux hommes remplacèrent les efforts de quarante. C'était une double conquête, d'autant plus importante que la colonie a plus que toute autre le besoin de suppléer à la disette des bras ; et si quelque part on a pu douter de la nécessité de l'emploi des machines, ce n'est pas à Bourbon, où tout ce qui tend à économiser les forces de l'homme ne saurait être trop ni trop promptement accueilli.

La culture de la canne et les moyens de la fabrication du sucre furent adoptés avec un vif empressement ; et chacun se hâta d'imiter l'habile et sage colon qui donnait un si utile exemple. Dès 1820, c'est-à-dire cinq ans après que la colonie eut été rendue à Sa Majesté, on y comptait déjà quatre-vingt-

onze moulins à sucre, cent trente-cinq en 1821, cent soixante-huit en 1822. Les pompes à feu, qui n'étaient en 1820 qu'au nombre de trois, avaient été portées à vingt en 1822. Il en devait être ainsi quand on considérait que le prix d'une pompe à feu n'est que deux fois plus élevé que celui des mulets nécessaires pour la mise en mouvement d'un moulin à manège ; que le combustible qui les alimente, fourni par le roseau dont le jus a été extrait, ne peut entrer en ligne de compte ; que la dépense d'entretien de la machine est loin d'égaliser celle du remplacement annuel des mulets ; que moins d'animaux exigent moins de surveillance et moins de pâturages. La célérité du travail permet d'enlever les récoltes plus promptement et au moment le plus opportun pour l'exploitation, la quantité et la qualité des produits. Le travail est plus égal qu'avec les moulins à manège, qui en font moins et emploient plus de bras. Les plantations devaient conséquemment s'étendre, et le revenu augmenter en proportion. L'activité naturelle aux créoles, cette ardeur qui les porte à réaliser promptement les projets dont les avantages leur sont démontrés ; les succès obtenus sous leurs yeux par ceux qui, les premiers, s'étaient engagés dans cette route, multiplièrent rapidement les plantations et les sucreries ; et la récolte, qui donna en 1820 quatre millions cinq cent mille kilogrammes de sucre, près de sept millions en 1822, portée à dix millions en 1826, est présumée devoir être de quinze millions de kilogrammes en 1827.

Je mets ici sous les yeux du lecteur le tableau des

divers moulins à sucre existant au 1<sup>er</sup> janvier des années 1820, 1821, 1823. Les moulins à vent ont été supprimés avec raison; il faut pour élaborer les produits de la canne, des moyens d'une action plus continue et plus indépendante des accidens météorologiques. Les moulins à manéges de bœufs l'ont été également, ils sont d'un mouvement trop lent; et quant aux moulins à bras, ils ne sont employés que par de petits propriétaires qui ont peu de cannes à exploiter.

En supposant les pompes à feu égales chacune à la force moyenne de dix chevaux, et le nombre de ces machines étant de vingt, elles représenteront la force de deux cents chevaux ou celle de seize cents hommes, d'après les bases indiquées dans la note, page 270. vol. 1. Ajoutant ce nombre à celui de sept mille sept cent vingt-six qui expose la force humaine que remplace celle des animaux, on verra que l'introduction des animaux et des machines qui a eu lieu ces dernières années à Bourbon, supplée à celle de neuf mille trois cent vingt-six noirs, résultat important et sur lequel on ne saurait trop attirer l'attention des colons.

## MOYENS D'EXPLOITATION.

## MOULINS A SUCRE.

*Situation au 1<sup>er</sup> janvier de chacune des années indiquées*

NOMS DES QUARTIERS.	MOULINS MUS PAR						TOTAL.
	Le feu.	L'eau.	L'air.	Les bœufs.	Les chevaux et les mulets.	Les bras.	
	1820.						
Saint-Denis. . .	"	"	"	"	"	"	"
Sainte-Marie. . .	"	"	"	"	"	"	24
Sainte-Suzanne. . .	"	"	"	"	"	"	20
Saint-André. . .	"	"	"	"	"	"	13
Saint-Benoît. . .	"	"	"	"	"	"	17
Sainte-Rose. . .	"	"	"	"	"	"	2
Saint-Joseph. . .	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Pierre. . .	"	"	"	"	"	"	8
Saint-Louis. . .	"	"	"	"	"	"	2
Saint-Leu. . .	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Paul. . .	"	"	"	"	"	"	5
TOTAUX. . .	2	27	"	3	51	8	91

NOMS DES QUARTIERS.	MOULINS MUS PAR						TOTAL.
	Le feu.	L'eau.	L'air.	Les bœufs.	Les chevaux et les mulets.	Les bras.	
	1821.						
Saint-Denis. . .	1	"	1	"	3	5	10
Sainte-Marie. . .	"	2	"	"	20	8	30
Sainte-Suzanne. . .	1	8	"	"	15	"	24
Saint-André. . .	1	5	"	"	11	"	17
Saint-Benoît. . .	"	9	"	"	10	1	20
Sainte-Rose. . .	"	1	"	"	1	"	2
Saint-Joseph. . .	"	3	"	"	"	"	3
Saint-Pierre. . .	"	"	"	3	6	2	11
Saint-Louis. . .	"	1	"	"	"	1	2
Saint-Léon. . .	"	"	"	"	2	2	4
Saint-Paul. . .	"	4	"	1	3	4	12
TOTAUX. . .	3	35	1	4	71	23	135

NOMS DES QUARTIERS.	MOULINS MUS PAR						TOTAL.
	Le feu.	L'eau.	L'air.	Les bœufs.	Les chevaux et les mulets.	Les bras.	
	1823.						
Saint-Denis. . .	2	»	1	»	11	»	14
Sainte-Marie. . .	8	2	1	»	35	10	56
Sainte-Suzanne. . .	4	9	»	»	10	»	23
Saint-André. . .	2	6	»	»	10	»	18
Saint-Benoît. . .	3	9	»	»	7	»	19
Sainte-Rose. . .	»	1	»	»	3	»	4
Saint-Joseph. . .	»	2	»	»	»	»	2
Saint-Pierre. . .	1	»	»	»	5	5	11
Saint-Louis. . .	»	1	»	»	»	3	4
Saint-Leu. . .	»	»	»	»	3	»	3
Saint-Paul. . .	»	4	»	1	5	4	14
TOTAUX. . .	20	34	2	1	89	22	168

## RÉCAPITULATION.

ANNÉES.	MOULINS MUS par						TOTAL.	OBSERVATIONS.
	Le feu.	L'eau.	L'air.	Les bœufs.	Les chevaux et les mulets.	Les bras.		
1820	3	27	»	3	51	8	91	Il paraît que j'ai égaré le tableau de la situation des moulins à sucre au 1 <sup>er</sup> janvier 1822.
1821	3	33	1	4	71	23	135	
1823	20	34	2	1	89	22	168	

Cependant en félicitant le pays sur un succès si beau, obtenu dans une progression toujours croissante pendant une période de dix années, qu'il soit permis de présenter quelques observations sur la culture de la canne à Bourbon.

Parce qu'une culture est depuis long-temps la cause des richesses d'une colonie, prétendre qu'elle doive procurer les mêmes avantages à une autre, et, conséquemment à cette opinion, la substituer exclusivement à celles qui jusqu'alors ont été heureusement pratiquées, et ne reconnaître aucune limite à l'extension qui lui est donnée, ce serait une idée qui, pour prendre sa source dans un sentiment louable et généreux, n'en serait pas moins erronée, et qui ne s'appuierait pas sur les importantes considérations qui doivent déterminer dans des circonstances aussi graves. Toutes terres ne sont pas propres à toutes cultures; toutes colonies ne doivent pas être consacrées aux mêmes produits. La nature s'y oppose et repousse les prétentions de l'homme. S'il y a peu de différence entre la distance de l'équateur, les saisons, la température, l'élévation au-dessus du niveau de la mer, l'humidité ou la sécheresse habituelles, les vents constamment régnans, la nature du sol; la culture nouvelle réussira sans doute; et les faits repousseraient toute incertitude. Mais il y aura entre la qualité des produits une différence composée de la somme des différences partielles, et cette différence totale variera suivant la proportion des différences partielles dont elle se compose. Ceci se prouve par la différence qui existe entre les sucres



de l'Inde et ceux d'Amérique; entre les sucres des continens et ceux des îles; entre ceux des îles du vent et ceux des îles sous le vent, et, pour ne pas éloigner les termes de comparaison, entre ceux que produit l'île Bourbon et ceux de l'île Maurice, qui en est si peu distante qu'on pourrait les dire soumises aux mêmes influences.

Nous trouverons une nouvelle et plus forte preuve de cette vérité dans les différences qui existent entre les produits des divers quartiers d'une même île. Ainsi à Bourbon, quoique le sucre de la partie du vent soit en général aussi beau, aussi parfait, celui cependant que l'on récolte à Sainte-Marie et dans une partie de Sainte-Suzanne, est d'un grain plus fin et d'une couleur plus agréable que tout autre. On a remarqué aux Antilles, et l'on a pu faire la même remarque à Bourbon, que si le sol où la canne est plantée est solide, pierreux, incliné, les cristaux sont blancs, gros et angulaires; ils sont sphériques, d'une couleur terne, et le sucre fuit sous le doigt si le sol est gras et spongieux; s'il est plus humide, le sucre sèche avec peine et reste gras et onctueux, quelque soin qu'on apporte dans la cuisson des sirops et dans l'exposition plus prolongée à l'action évaporative du soleil. Si les champs de canne sont peu distans de la mer et peu élevés au-dessus de son niveau, le vesou contient des particules alcalines qui ne permettent pas la cristallisation et ne se séparent de la matière sucrée que par la distillation. C'est ce qui explique pourquoi l'on n'a jamais pu convertir en sucre le produit de certains champs à gauche de

l'embouchure de la rivière des Galets. De ces différences de qualités primitives résultent des modifications infinies dans les opérations auxquelles le vesou doit être soumis jusqu'à la complète élaboration, modifications qu'on ne peut espérer que de cultivateurs attentifs et observateurs, qualités qui distinguent si éminemment ceux des colons de l'île Bourbon qui se livrent à l'exploitation de la canne à sucre.

Mais ces considérations, tout importantes qu'elles soient, ne sont pas les seules auxquelles il faut faire attention dans l'adoption d'un système de culture autre que celui suivi jusque-là. Il faut aussi remarquer la distance des lieux d'origine aux lieux des marchés, et les avantages ou les inconvénients des transports. Ainsi, si l'on voulait à une culture dont le produit a une grande valeur sous un petit volume, en substituer une dont au contraire le produit présenterait un volume considérable et une faible valeur relative, et si le lieu d'origine plus éloigné du lieu de vente imposait indispensablement des chances dangereuses, on pourrait conclure de prime abord qu'une substitution absolue serait ruineuse. Ainsi, car en ces sortes de questions il faut toujours appuyer le raisonnement par des faits et des calculs, ce serait une extrême inconséquence que de vouloir substituer ENTièrement à Bourbon la culture de la canne à celle du caféier, par le motif que la première a été plus profitable que l'autre à la Martinique. Le sucre est la plus lourde denrée coloniale : elle réunit la pesanteur à l'encombrement. Aussi le tonneau de

sucré est-il de deux milles livres ou vingt balles de cent livres, et dans l'arrimage place-t-on toujours le sucre dans les fonds et plus au centre qu'aux aîles. Le café au contraire n'est que de quatorze cents livres ou quatorze balles de cent livres au tonneau. Moins lourd, il est d'un plus grand encombrement relatif, et se place toujours dans la partie supérieure de la cale. La valeur du sucre a varié de cinq à huit piastres le quintal, points extrêmes, de six à sept piastres, points moyens. Celle du café a varié de quinze à vingt deux piastres, points extrêmes, de seize à dix-huit, points moyens. Ainsi le tonneau de sucre vaut cent trente piastres, terme moyen, tandis que celui du café en vaut deux cent cinquante - deux. Le sucre a donc le désavantage en poids et en valeur, quoique le prix du transport soit le même.

Les chances de conservation à bord sont plus fortes contre le sucre que contre le café. Elles augmentent dans une forte proportion en raison des distances à parcourir. Ainsi la colonie qui sera trois fois plus éloignée des marchés où les produits doivent être portés, verra nécessairement leurs prix réduits d'autant plus, puisque les risques de la mer sont plus nombreux et plus grands, que le voyage est plus long, que le temps pendant lequel les fonds du commerçant sont inactifs est plus considérable, et qu'enfin le prix du fret est plus élevé tant en lui-même que relativement à la valeur de la denrée. S'il n'y a pas une différence de qualité qui, en élevant le prix, compense tous ces désavantages, il est évident qu'il y aura perte pour la denrée provenant de la colonie

la plus éloignée, puisque l'acheteur devra, pour maintenir ses bénéfices au marché, donner un moindre prix au cultivateur, qui supportera seul la différence. Tel est absolument le cas où se trouve l'île Bourbon.

Mais si, au lieu d'une substitution totale, on ne veut qu'ajouter un nouveau produit aux anciens, remplacer une culture dont les produits ont diminué de prix par une autre qui rapporte une plus grande somme de profits, alors il faut avoir soin de maintenir ce produit nouveau dans un rapport convenable de volume et de prix avec les anciens, et ne pas perdre de vue que ceux qui, sous un plus faible volume, présentent de fortes valeurs, devront toujours avoir et auront toujours l'avantage ; et encore ici les faits devront venir appuyer le raisonnement : ils doivent même en ce cas le diriger. Il est aisé d'observer quel développement a pris le commerce extérieur par suite de celui qu'a reçu la culture dans la colonie. Ce double développement a un terme, et ce terme est celui de la consommation. Vainement dira-t-on que plus la colonie produira de denrées, plus il viendra de navires les chercher. Ce n'est pas seulement pour se procurer des denrées coloniales que le commerce de la métropole fait des expéditions : c'est aussi et surtout pour dépenser les produits du sol et de l'industrie de la France. Il expédie en raison du plus ou moins de facilité de la vente, du plus ou moins de bénéfices qu'elle procure. Plus une colonie produit, plus les colons ont d'aisance, plus ils consomment, plus on alimentera

leur consommation, ou, en d'autres termes, les expéditions européennes seront toujours en raison des consommations des colonies. Sommes-nous arrivés au point de la plus forte consommation? c'est la question de la solution de laquelle dépend l'étendue qui doit être raisonnablement donnée à la culture de la canne. Or l'on peut dire avec quelque fondement que si ce point n'est pas encore atteint on en est peu éloigné; et ce qui amène à cette conclusion, c'est la composition des cargaisons, le prix de la vente des objets qui les composent, et la durée de leur écoulement. Maintenant le tonnage des bâtimens qui viennent à Bourbon varie de douze mille à vingt mille tonneaux. Les quantités de café, girofle et autres produits coloniaux exportables, varient de quatre à cinq mille tonneaux. Il resterait donc nécessaire un complément d'environ douze mille tonneaux. Qu'on suppose ce complément de chargement composé seulement en sucre, il représenterait une quantité de douze millions de kilogrammes. Que l'on arrête la culture à ce taux, nous concevons que ce sera rendre l'innovation heureuse, pour quelque temps du moins, que ce sera même user largement de l'avantage qu'elle procure d'obtenir en peu de temps des produits élevés.

Je n'ai exposé jusqu'ici que la valeur vénale de ces produits; mais si l'on calcule les élémens de cette valeur, si l'on compare le montant brut des produits, et la somme des frais de toute espèce que l'exploitation exige, on obtiendra ce résultat, que la culture dont les frais, considérés quant au dépérissement des

moyens et quant au prix primitif de ces moyens, sont plus élevés, est la moins profitable au pays, et qu'on ne doit s'y livrer qu'avec cette prudente circonspection qui sait tirer profit des choses même désavantageuses, pourvu qu'on les emploie avec opportunité. Si l'on applique ces principes à la culture de la canne, on remarquera qu'elle use considérablement les terres. Après la troisième année de plantation des cannes, celles-ci ne reproduisent plus qu'une quantité de vesou disproportionnée à l'espace qu'elles occupent et aux frais de leur exploitation. La terre est entièrement épuisée, elle a besoin de repos; elle doit être couverte d'arbrisseaux et de plantes qui d'abord y entretiennent une fraîcheur salubre, procurent ensuite par leurs détritiques une partie des engrais qui la réconfortent, et lui rendent les sucres qui en ont été aspirés avec tant de force. Ce repos doit être de plusieurs années, pendant lesquelles la terre reste à peu près improductive. Ce n'est qu'alors qu'on peut remettre des cannes dans les mêmes champs. On doit donc tellement calculer l'emploi des terres, qu'on ne soit pas obligé ou de les épuiser totalement en ne leur donnant pas de repos et tâchant d'obtenir par les seuls engrais artificiels ce retour de jeunesse qu'ils ne peuvent réussir à donner promptement quelque actifs qu'ils soient, ou de suspendre les cultures, ce qui ne pourrait manquer d'arriver si l'on accroissait immodérément la quantité de terrain consacré à la canne.

Mais les terres ne sont pas à Bourbon d'une immense étendue, et l'on ne peut en affecter à un

genre de culture sans en ôter à un autre. Nous avons déjà vu combien sont réduites les surfaces qui jadis se couvraient de grains nourriciers, ou auxquelles on confiait des racines nutritives. Cette réduction a eu pour cause, il y cinquante ans, l'introduction des arbres à épices. Elle remonte, comme on le verra, aux époques de 1775 à 1780. On y trouva alors un avantage réel, ainsi que cela sera démontré. Alors même il restait suffisamment de terrain pour subvenir à la nourriture des hommes et pour permettre de se livrer d'une manière profitable à l'éducation des troupeaux (1). Cependant, à force d'empiéter sur les terres à vivres, on en est venu à un tel point qu'elles sont maintenant insuffisantes, et qu'il faut tirer du dehors une grande portion des vivres nécessaires; qu'ayant converti les pâturages en culture, le nombre des bestiaux a diminué, quoique celui des consommateurs ait augmenté, et que les nouvelles cultures entraînent l'emploi d'un plus grand nombre d'animaux.

D'un autre côté, la fabrication du sucre exige une mise dehors considérable pour se procurer les moulins nécessaires, quel qu'en soit le moteur : elle exige, autant pour l'exploitation que pour le transport aux embarcadaires, un nombre considérable de bêtes de trait ou de somme : elle exige de nombreux ateliers de noirs; elle leur impose, durant la roulaison (c'est ainsi qu'on exprime le temps de la manipulation des

(1) Je ne parle ici que des bœufs, vaches et moutons; les cabris et les cochons sont le plus ordinairement élevés en parcs dans les habitations. Voy. 1<sup>er</sup> vol., art. *Troupeaux*.

cannes) , un travail continu et fatigant qui ne permet presque aucun repos. De là, malgré une nourriture plus abondante, des maladies qui n'apparaissent souvent que quelque temps après; de là une mortalité qui en est l'inévitable conséquence. Et qu'on ne dise pas que ceci est inventé à plaisir : c'est un fait incontestable, depuis long-temps reconnu aux Antilles, et qui s'est déjà vérifié à Bourbon depuis que cette culture y a été introduite.

Or quel est en définitive le résultat de tout ceci ? c'est que les produits ne seront plus proportionnés aux frais. Une telle fin est contraire à toutes les idées d'une sage et véritable économie. La conséquence nécessaire est qu'on ne saurait trop apporter d'attention à donner à la culture de la canne, les bornes posées par cette circonspection prévoyante et réfléchie qui garantit tous les intérêts, à conserver les cultures qui protègent davantage ces intérêts et assurent au pays une plus longue existence, ainsi qu'on l'a vu en examinant la situation de la population.

Ce n'est pas au reste que je veuille faire la critique d'un parti si heureusement adopté; les faits que j'expose moi-même me démentiraient et je tomberais dans une contradiction aussi étrange qu'elle serait étonnante. Mais il s'agit d'éclairer par le raisonnement, d'avertir en rapportant ce que démontre l'expérience; et les considérations que je viens d'exposer me semblent tellement graves, qu'elles ne peuvent manquer de fixer l'attention, non seulement des hommes d'état qui, par devoir, veillent à la conservation des colonies et au maintien de leur prospé-



rité, mais aussi des colons dont l'intérêt particulier y est si fortement attaché et qui doivent en faire sans cesse l'objet des plus sérieuses réflexions.

Quoi qu'il en soit, d'après des renseignemens à la véracité desquels on peut croire, la culture de la canne occupe à Bourbon une surface de 1,704,200 gaulottes, c'est-à-dire à peu près la dixième partie de celle cultivée. Ce roseau est planté dans les quartiers du vent en août, septembre et octobre, et dans les trois mois suivans sous le vent. Il est arrivé presque partout à sa maturité en juillet. On le coupe depuis cette époque jusqu'en novembre. La plantation dure trois ans, au bout desquels elle doit être renouvelée. Je n'entrerai point ici dans les détails de l'exploitation : je me bornerai à dire que les sucres de l'île Bourbon sont parfaitement cristallisés, d'un beau grain et d'une couleur agréable, qu'ils sont mis immédiatement dans le commerce et passent de la balance à la vente en détail. Ils s'expédient en sacs de cent livres et sont d'une telle essence, qu'il est impossible de les confondre avec ceux de Maurice, qui sont toujours gras, d'un jaune foncé et ne peuvent être destinés qu'aux raffineries. L'éminente supériorité des sucres bruts de l'île Bourbon, due surtout à la qualité du sol, aux soins donnés à l'introduction des meilleures variétés de canne, comme à la culture de ce roseau et à l'élaboration de ses suc, a fait quelque temps croire en France qu'ils étaient terrés. Cependant trois ou quatre habitans seulement ont fait cette expérience sur de faibles quantités destinées à leur consommation. Ces sucres devenaient d'un blanc

gris, peu agréable à l'œil; et comme le terrage ne produisait aucune amélioration réelle, pas même celle de les purger davantage, qu'il ne diminuait ni le poids ni le volume et ne rendait pas la vente plus facile ou d'un prix plus élevé, on y a absolument renoncé. La consommation locale s'élève par approximation à deux cent quarante mille kilogrammes.

Les premiers colons de l'île Bourbon y trouvèrent le café marron ou sauvage. Y serait-il indigène, ou y aurait-il été apporté par des navigateurs qui, sans y faire d'établissement, y auraient débarqué avant que les Français ne l'occupassent exclusivement? Cette double question ne sera vraisemblablement jamais décidée; mais ce qui est certain, c'est que l'espèce actuellement cultivée vient d'Arabie, et qu'on est redevable de cette précieuse acquisition au capitaine Dufougerais-Grenier, expédié de France en 1717, sur le navire *le Triton*. Je vais exposer tout ce que j'ai recueilli à ce sujet.

On lit dans un mémoire manuscrit du chevalier Bancks, ancien habitant de l'île et dont j'ai connu le fils, que le café fut apporté directement de Moka à Bourbon en 1715. Le Gentil de la Barbinais, que je cite souvent parce qu'il donne des notions assez exactes sur la situation de la colonie en 1717, époque à laquelle il la visita, dit positivement : « Le » café y *croissait* naturellement; mais c'est en le cultivant qu'on pourra le rendre bon. Ce café sauvage » est plus beau, plus gros que celui d'Arabie, mais » il est moins onctueux, plus amer, d'un parfum

« moins agréable. Il pourrait, avec le temps, devenir » l'objet d'un grand commerce. » A coup sûr, si le café avait été importé de Moka en 1715, le Gentil n'aurait pas manqué de le dire en 1717, et il ne parle que du café marron. Cependant d'autres mémoires présentent des détails qui pourraient accorder les deux opinions. Suivant eux, le hasard qui amena en 1715 à Bourbon un navire marchand, à bord duquel étaient quelques plants de cafier chargés de cerises qu'il avait pris à Moka, donna lieu à quelques habitants de reconnaître que leur île possédait des arbustes semblables. M. Parat, alors gouverneur, se hâta de venir en France solliciter de la compagnie des Indes les moyens de pourvoir la colonie de plants du cafier de Moka. La compagnie partagea ses espérances : elle acquiesça à ses demandes, et M. Beauvollier de Courchant, officier de marine, s'embarqua sur une flûte commandée par M. Dufougerais-Grenier. Ces messieurs rapportèrent en 1717 à Bourbon des plants de cafier qui moururent tous, excepté un. Mais celui-ci donna en 1718 trois à quatre cents grains, un plus grand nombre en 1719, et sept cent cinquante en 1720 : ces sept cent cinquante grains furent de suite mis en terre. On commença les plantations (ou transplantations) en 1726, et dès 1736 la colonie put livrer au commerce, disent les mémoires dont j'extraits ces détails, 15 à 1,800,000 livres de café, ou quinze à dix-huit milles balles de cent livres chacune.

Si l'on donne confiance à ceci, et il n'y a pas de raisons pour en douter, quoique je n'aie pu le véri-

fier, il est vraisemblable que l'arrivée de M. Dufougerais-Grenier à Bourbon n'eut lieu qu'après le départ de le Gentil de la Barbinais, car ce voyageur n'eût pas négligé de citer un fait si intéressant, si récent, et qui appartenait à un de ses compatriotes, M. Dufougerais - Grenier, comme lui de Saint-Malo. D'un autre côté, Raynal, dans son histoire philosophique et politique du commerce des Européens dans les deux Indes, dit que « la découverte faite en » 1718 à Bourbon de quelques cafiers sauvages, fit » imaginer de tirer d'Arabie des pieds de café, qui » multiplièrent heureusement dans cette colonie. » Mais cet auteur erre sur trop de points pour que l'on s'en rapporte à un exposé qui manque des appuis nécessaires pour contredire des faits plus positivement énoncés par des personnes qui devaient être mieux informées. Je m'en tiens donc à attribuer l'introduction du café Moka à Bourbon : 1° aux démarches de M. Parat; 2° à l'expédition de M. Beauvillier et de M. Dufougerais-Grenier. Cette opinion est d'ailleurs conforme à celle d'anciens habitans avec lesquels je m'en suis souvent entretenu, et notamment à celle de M. Joseph Hubert, correspondant de la société royale d'agriculture, et qui avait réuni sur la richesse agricole de la colonie les renseignemens les plus étendus et les plus certains.

Le café est originaire de la haute Éthiopie, où il a été connu de temps immémorial et où il est toujours cultivé avec succès. Sa fève y est plus grosse, un peu plus allongée, moins verte, et presque aussi parfumée que celle que l'on commença vers la fin

du quinzième siècle à recueillir en Arabie. Moka est devenu le principal marché de cette dernière contrée pour l'exportation, et a donné son nom à l'exquise qualité de café que l'on récolte sur le territoire de Bet-el-Faguy, dans l'Yemen, à dix lieues des côtes de la mer Rouge. Celui qui y croît sur les lieux élevés est plus petit, plus vert, plus pesant, et préféré généralement à celui qui croît dans le sable aride dont se composent la plus grande partie des plaines de cette contrée. Des graines de ce café, importées à Batavia, s'y naturalisèrent aisément, mais perdirent de leur qualité, ce qu'il faut indubitablement attribuer à la différence extrême du climat si sec et des terrains si sablonneux qui leur étaient naturels, avec ceux si humides et si marécageux de l'île Java. De là ce café passa à Amsterdam. M. de Resson en fit venir à Paris en 1713 un plant qui mourut peu après. M. Pancras, bourgmestre d'Amsterdam, qui le sut, se hâta d'adresser en 1714 un nouveau plant à Louis XIV lui-même. Cet arbuste fructifia au Jardin du Roi; M. de Clieux obtint un de ses rejetons en 1720, et le transporta à la Martinique, d'où le cafiier se répandit dans les autres Antilles. La colonie française de Cayenne le reçut de la Guiane hollandaise.

J'ai tracé ce rapprochement pour établir la différence d'origine du cafiier cultivé en Amérique et de celui cultivé à Bourbon, d'où résulte la différence de qualité de l'un et de l'autre.

Ce riche présent changea presque tout à coup la face de la nouvelle colonie de la France dans la mer

des Indes. Le cafier y multiplia de la manière la plus heureuse : il trouvait une analogie rapprochée entre le climat et le sol où il venait d'être transplanté et ceux qu'il quittait. Les colons lui donnèrent tous leurs soins, délaissant la culture des grains, qui, par la trop grande extension qu'elle avait déjà reçue, était devenue d'un produit inférieur à celui qu'ils devaient naturellement espérer du cafier. Ils entrevirent dans le nouveau moyen d'échange qui leur était offert la source d'abondantes richesses. La compagnie des Indes, qui, mieux encore que les colons, reconnut les avantages que devait lui procurer l'émission d'une aussi belle qualité de café dans les marchés européens, où elle pouvait se mettre avec profit en concurrence avec les Hollandais, et où elle devait devancer les colons des Antilles, encouragea les habitans, soit par des avances de fonds, soit par des importations d'esclaves nécessaires aux nouvelles exploitations : elle fit de nouvelles concessions de terres ; elle autorisa de nouveaux défrichemens ; on s'occupa avec plus d'attention et de fruit de l'abornement des propriétés, et d'en assurer la jouissance paisible aux anciens concessionnaires et aux nouveaux acquéreurs. Le cafier répondit aux soins et aux faveurs dont il était l'objet en donnant des recettes productives. Il prit dans nos marchés la place que son éminente qualité lui donnait après le café de Moka, et jouit long-temps d'une réputation méritée, à laquelle n'ont pu nuire parmi les véritables connaisseurs, ni l'abondance, ni l'amertume, ni la couleur plus foncée des cafés des Antilles.

Le cafier se multiplie de graines. Il est semé de sep-

tembre à décembre dans les quartiers du vent, de novembre à janvier sous le vent, c'est-à-dire avant le commencement et dans les premiers temps de la saison pluvieuse. On ne le transplante qu'au bout de deux ans, et il ne rapporte qu'à l'âge de six à sept ans. Chaque arbuste donnait originairement deux livres de café, et la compagnie des Indes tarda peu à en mettre dans le commerce cent soixante-dix mille balles. Cette indication, que je trouve dans l'ouvrage de Raynal, me paraît exagérée; je la cite, mais c'est avec d'autant plus de défiance, que dans le même paragraphe ce produit n'est porté qu'à 42,500 balles pour l'année 1776, c'est-à-dire après cinquante ans de culture, et quoique le nombre des cafiers eût certainement augmenté pendant ce temps. Aussi cette seconde indication me semble trop réduite, surtout en la comparant aux 18,000 balles que les mémoires cités plus haut donnent pour le produit obtenu après les dix premières années de plantation. En me bornant à les rapporter, je dois avertir que je ne puis avoir ni recommander une grande confiance dans les assertions écrites en France par un homme qui n'avait jamais vu les colonies, et dont le travail, intéressant sous beaucoup de rapports, n'est pas, à beaucoup près, exempt de reproche et de blâme sous beaucoup d'autres. Je donnerai plus de foi à ce que j'ai recueilli moi-même sur les lieux, pendant un séjour de huit années, et à ce qui est consigné dans des rapports officiels, dans des mémoires écrits avec candeur par des hommes que leur caractère, leurs goûts et leurs devoirs ont dû faire parler avec la plus exacte vérité.

Or en 1804, après soixante-dix-huit ans de naturalisation et de culture, le produit moyen de la colonie était de 51,200 balles. A cette époque, la culture du cafier était celle à laquelle les colons se livraient principalement, mais non d'une manière exclusive, et depuis plus de vingt ans celle du giroflier partageait leur attention. La première avait pris un grand accroissement et paraissait devoir faire encore des progrès. Les quartiers le plus au vent lui étaient moins favorables, à cause sans doute de l'humidité qui y est continuelle et altère la qualité de la sève; mais depuis Sainte-Marie et dans tous les quartiers sous le vent, le cafier réussit de la manière la plus avantageuse (1). On distingue plusieurs terrains qui donnent une qualité infiniment supérieure, comme ceux à la droite de la rivière des Pluies, ceux de la ravine à Marquet sur la pente qui domine la plaine de la Possession à droite de la rivière des Galets, et aussi tout le quartier Saint-Leu, qui, sous ce rapport, est le plus riche de la colonie. Pour peu que l'on jette les yeux sur la carte de l'île et que l'on se reporte à ce que j'ai dit précédemment sur les divers élémens de la constitution physique des différens quartiers, sur l'influence de ces élémens, relativement aux produits de l'agriculture, on reconnaîtra aisément la cause de ces différences de qualité qui viennent se grouper à l'appui de ce que le raisonnement expose, comme je l'ai déjà fait remarquer.

(1) Il y a eu des cafiers dont on pouvait tirer des pièces équarries d'un pied de côté. (Note de M. Joseph Hubert.)



Malheureusement la cause qui ajoute à la qualité du café, la sécheresse convenable du climat et du sol, contribue aussi à la multiplication d'insectes qui lui nuisent. Les fourmis, les pucerons noirs, appelés dans le pays poux de café, font plus de ravages dans les caféteries sous le vent, que dans celles des quartiers du vent; mais ceux-ci sont, de leur côté, maltraités par des escargots récemment, dit-on, introduits dans les îles. Cette humidité trop continuelle donne d'ailleurs trop de vigueur à l'arbuste, qui pousse plus de branches et de feuilles qu'il ne donne de fleurs, et une partie même des fleurs qu'il fournit est sujette à avorter.

Il existe dans la colonie deux autres variétés du cafier. L'une, que l'on nomme café d'Eden, est produite par un arbuste moins élevé et plus délicat que celui cultivé généralement. Ses feuilles sont d'un vert plus clair et rougeâtres à leur extrémité; sa fève est plus rapprochée de la forme sphérique. L'autre variété a retenu le nom de café le Roy. Il paraît qu'il y a environ vingt-cinq ans, un capitaine de navire marchand qui venait de la côte orientale de l'Afrique, en apporta quelques grains dont M. Bordier, ingénieur de la colonie, à qui il les donna, fit un semis. Il en distribua les plantes à plusieurs habitants de la partie du vent. Cet arbuste est pyramidal et s'élève moins que le premier dont j'ai parlé. Ses branches partent toutes de la tige; elles sont plus rapprochées les unes des autres et moins rameuses; elles conservent plus long-temps leurs feuilles. Ce cafier s'arrange mieux des régions élevées et froides. Il s'accommode très-bien

des terrains pierreux, et il est cultivé avec avantage dans les hauts des habitations, dont la terre végétale a été en partie entraînée par les pluies vers les plaines. Il rapporte davantage, le grain est plus alongé, plus amer; cependant la différence est peu sensible quand il a vieilli et il est aussi riche en parfum et en huile essentielle que celui cultivé dans les bas.

Au surplus la quantité récoltée maintenant est bien inférieure à ce que je viens de dire. Les terres se sont appauvries, les arbustes ont vieilli. Leur durée n'est guères que de vingt ans. L'introduction des arbres à épices a empiété sur les surfaces que le caféier occupait, et tout récemment la canne est venue en envahir une grande partie. Nombre d'anciennes caféteries ont été remplacées par des champs de ce roseau; et l'on ne fait guère à présent plus de 30 à 35 mille balles de café dans toute la colonie.

Si la culture du caféier a pu être réduite par la succession de nouvelles cultures, et si ce parti a pu être déterminé par l'espoir que celles-ci présentaient des bénéfices plus prompts et plus élevés, quoique moins constans, et, toute comparaison faite, moins réels que ceux dont on abandonnait la source, cette résolution a été fondée aussi sur une considération qui ne pouvait manquer d'avoir une puissante influence.

Une caféterie est un bosquet charmant dans lequel on ménage des sentiers tortueux ou de longues avenues, moins pour procurer à l'habitant une promenade agréable que pour y rendre plus libre la circulation de l'air et les cueillettes plus faciles. Rien de

plus délicieux que ces bosquets lorsque les arbustes couverts de fleurs embaument l'air du parfum qu'elles exhalent, où quand à ces innombrables fleurs d'une éblouissante blancheur ont succédé les cerises, qui laissent apercevoir leur couleur rouge, vive et tranchante au milieu des feuilles vertes et lisses qui couvrent les branches. Mais le cafier a besoin pour prospérer d'être protégé contre la fréquente violence des vents, et contre les trop vives ardeurs du soleil. Le bois noir (*Mimosa lebeli*) remplit cet office. Ce protecteur donne un grand mouvement à l'air par la ténuité et la mobilité continuelle de ses feuilles ; et comme il les perd chaque année, il concourt à former dans la caféterie un utile engrais, et maintient la terre dans une activité qui se renouvelle sans cesse. Comme d'ailleurs il parvient à une grande élévation, il reste entre la sommité du cafier et les branches inférieures du bois noir, un espace assez considérable pour que l'arbuste ne soit pas étouffé et reçoive l'impression de la chaleur solaire sans être brûlé par les rayons qu'amortit l'immense parasol qui le garantit. La plantation des bois noirs donne de loin aux caféteries l'aspect de belles futaies. Mais toujours à côté des avantages se trouvent les inconvénients. Lorsque le bois noir meurt, soit par vétusté, soit par suite de maladies auxquelles il est très-sujet, ses racines empoisonnent tout ce qu'elles touchent, tout ce qu'elles approchent. Le venin qu'elles répandent autour d'elles tue tout ce qu'il atteint, et telle est souvent la cause de la perte de caféteries qui donnaient les plus belles espérances. Il n'y a d'autre

remède que de se hâter d'enlever toutes les racines mortes, même les plus petites, de laisser la terre qui les environnait exposée d'abord à l'action de l'air et du soleil, et pendant quelque temps dans un repos absolu; de la couvrir ensuite de plantes légumineuses, d'ambrevades qui la tiennent fraîche et humide, qui l'engraissent, la revivifient, et la rendent propre à recevoir de nouvelles plantations.

Le cafier d'ailleurs, comme je l'ai dit, ne dure guère maintenant à Bourbon plus de vingt ans, et déjà un peu avant cet âge la réduction des produits annonce la vieillesse de l'arbuste et présage la nécessité de son remplacement. Mais il ne peut être immédiatement opéré, et pour que les jeunes cafiers prospèrent, la terre où leurs prédécesseurs ont vécu a besoin aussi de repos, quoiqu'elle n'exige pas les mêmes soins que dans l'état dont je viens de parler.

Ce sont ces terres à renouveler que des colons judicieux ont plantées en cannes, et de cet exemple, des imprudens se sont maladroitement autorisés pour détruire des cafétérias encore vivaces.

Cependant on ne pouvait perdre de vue que si le café a long-temps été la seule cause de la richesse agricole de l'île Bourbon, si depuis qu'il est entré en concurrence avec les arbres à épices, il a cependant contribué pour une forte part à la somme de cette richesse, il doit encore être compté pour un de ses élémens les plus réels. Les saines idées des colons instruits commencent à dominer : la culture du cafier n'est plus dédaignée, elle commence à reprendre faveur.

On a dû saisir cette heureuse disposition des esprits dès qu'elle s'est laissée apercevoir, et en favoriser le développement. Il n'avait été fait aucune introduction directe de Moka, ou s'il y en avait eu quelque-une, elle avait été presque inaperçue. Le moment était opportun et des plus favorables, tant sous les rapports politiques que sous ceux qui touchent à l'agriculture et au commerce de l'île Bourbon. Dès l'année 1821, un bâtiment du roi fut destiné pour la mer Rouge : cette expédition ne réussit pas, et le navire revint sans s'être même approché du détroit. L'année suivante, cette mission, dont le projet avait été soumis au ministre de la marine par M. le baron Milius, qui l'avait conçu, fut confiée par son successeur, M. de Freycinet, au capitaine de frégate Forsans. Cet officier y convenait parfaitement par le bon esprit qui l'anime, l'instruction, le zèle et toutes les qualités qui le distinguent; il savait combien le succès était important pour le pays, il y attachait beaucoup d'honneur, il ne pouvait manquer de l'obtenir, et son nom aussi doit se trouver placé parmi ceux que conserve la tradition des services rendus à la colonie.

Les graines qu'il rapporta furent distribuées aux habitants, toutes ne germèrent pas, et l'on vit se renouveler ces idées des premiers colons, que les Arabes, pour se conserver une branche si importante de leur commerce, desséchaient la fève au four, ou la trempaient dans l'eau salée, dans l'eau bouillante, afin de lui ôter toute vertu germinative. On avait oublié, ce qui avait pourtant été reconnu long-temps auparavant,

qu'il en est du café comme de beaucoup d'autres plantes du même genre. Sa semence est improductive si elle n'est mise en terre peu après qu'elle a été recueillie. Quoi qu'il en soit de la cause, l'effet est certain : aussi le sieur Bréon, jardinier botaniste du roi, qui avait été attaché à l'expédition, et qui y avait déployé son zèle habituel, avait-il pris soin de stratifier sur le lieu même presque tout l'achat de graines apporté par le capitaine Forsans; mais il ne put remédier qu'à une partie du mal. Il aurait fallu pour un entier succès arriver au moment même des cueillettes, et stratifier les grains aussitôt. Cependant une grande partie des semis prospère et renouvelle de la manière la plus satisfaisante la plantation de café. Ce nouveau produit mis dans le commerce rendra dans quelques années à cette intéressante portion des denrées coloniales son ancienne réputation, et justifiera ceux qui se sont livrés à lui donner des soins constans, par le beau dédommagement que leur procureront des profits si justement acquis.

Une des préparations, ou, pour mieux dire, la seule préparation que subit le café, après qu'il a été bien desséché au soleil sur la plate-forme, et pour être en état de livraison, consiste à séparer la fève de la coque, c'est-à-dire à briser cette première enveloppe et à détacher la pellicule interposée entre l'écorce et les deux lobes intérieurs. Elle se fait encore dans presque toutes les habitations en plaçant le café dans de grands mortiers hémisphériques, creusés à la suite l'un de l'autre dans une longue pièce de bois, et dans lesquels deux files de noirs laissent tomber

et retomber en mesure de lourds pilons d'un bois dur et compact, nommés acalous. A mesure que le café est pilé on le vanne, soit au moulin, soit en le laissant tomber d'un échafaud sur la plate-forme. L'écorce brisée, ainsi que la pellicule, achèvent de se séparer et s'envolent; la fève seule demeure. On achève le travail en séparant les grains qui ont pu rester entiers et que l'on renvoie au pilon, et ceux que l'acalou a brisés et que l'on réserve pour la consommation de la famille; enfin on le met en sacs.

Le vannage et le triage sont le travail des négresses et des enfans; le pilage est celui des hommes. Huit heures du travail d'un noir sont nécessaires pour piler une barrique de café en coque, c'est-à-dire pour obtenir environ cent quinze livres de café marchand. Le mouvement alternatif et continu des bras qui soulèvent et laissent retomber les pesans acalous, la poussière qui se dégage pendant l'opération, la rendent très-fatigante et nuisible à la santé. Elle exige beaucoup de temps. Frappé de ces observations et convaincu de la nécessité de suppléer par l'emploi des machines à la diminution constante du nombre des noirs, un habitant, M. Vassal, a essayé d'introduire à Bourbon l'usage d'un moulin à piler qu'il se souvenait d'avoir vu employer à St.-Domingue. Ce n'est autre chose qu'une auge circulaire de 18 à 20 pouces de large dans sa partie supérieure, et seulement de 8 pouces dans sa partie inférieure, dans laquelle roulent successivement deux meules en bois, dont une est du poids de 1400 livres, et celle qui la suit de 1100 livres seulement. Ces meules sont mises en mouvement

par des mulets. Plusieurs expériences dont j'ai recueilli les résultats ont prouvé, que terme moyen, le travail de deux mulets pendant douze heures, donne au moins trente balles de café pilé, tandis que quarante noirs pilant à l'acalou pendant le même temps, ne donnent que trente à trente-cinq balles. En améliorant et perfectionnant le moulin de M. Vassal, en choisissant un temps sec et favorable, on obtiendrait un résultat encore plus économique. La machine ne revient qu'à cent ou cent cinquante piastres au plus (1).

Je ne saurais trop répéter ce que j'ai dit plus haut, combien dans une colonie comme celle de l'île Bourbon, il est essentiel de suppléer aujourd'hui par les machines à l'emploi des forces de l'homme. A coup sûr, cette réflexion n'aura pas échappé à ces colons observateurs, si capables d'amener à leur imitation par la double autorité de la considération dont ils jouissent et de la confiance qu'ils inspirent, mais surtout des succès qu'ils obtiendront.

---

Si l'introduction du café causa une révolution complète dans l'agriculture de l'île Bourbon, si elle fut le commencement d'intéressants rapports commerciaux avec l'Europe, on peut dire avec vérité que celle des arbres à épices, qui eut lieu cinquante ans après, eut aussi une bien grande influence sur la prospérité de ce pays. Qu'il me soit permis de retra-

(1) Il en existait déjà 5 en 1824.



cer ici quelques-unes des principales circonstances de cette précieuse importation.

Sur la fin du règne de Louis XV, M. le duc de Choiseul-Praslin étant ministre de la marine, M. Poivre fut nommé intendant des îles de France et de Bourbon. C'était, comme on disait alors, un homme sans naissance ; il n'avait aucun grade dans l'administration, il y était totalement étranger ; mais il était pourvu d'une intelligence supérieure et d'un zèle autant étendu que réfléchi. Il avait été lazarus, il avait voyagé dans l'Inde beaucoup et avec fruit. Dans ses courses, il conçut l'idée d'enrichir des arbres à épices les colonies que la France possédait dans ces mers. Les Hollandais les concentraient aux Moluques ; ils s'en attribuaient le monopole par l'esclavage dans lequel ils tenaient une partie des insulaires, et par des traités qui liaient à leur domination ceux qu'ils n'avaient encore pu soumettre par les armes. Au retour d'un voyage à Manille, M. Poivre avait remis au conseil supérieur de l'île de France, le 8 juin 1755, des plants qu'avec des difficultés innombrables il avait enlevés à Timor et qui furent reconnus être des épiceries fines. Deux ans auparavant, il avait rapporté cinq plants de muscadier, pourvus de leurs racines. Devenu en 1767 administrateur des deux îles, lors de leur rétrocession au roi par la compagnie des Indes, il put exécuter le patriotique projet qu'il avait formé comme simple voyageur.

En mai de l'année suivante, 1768, M. Poivre chargea de la recherche des précieux végétaux qu'il convoitait, son ami M. Prévost, ancien écrivain de la

compagnie, conjointement avec M. de Trémigon, lieutenant des vaisseaux du roi, commandant le *Vigilant*. Ils partirent pour les Moluques en janvier 1769, et furent joints à Achem par la flûte *l'Étoile du matin*, dont M. Detcheveri, lieutenant de frégate, était capitaine. Ces deux commandans, après avoir visité infructueusement plusieurs îles, jugèrent à propos de se séparer pour suivre chacun de leur côté une route différente. Ils parcoururent tout l'est des Moluques, abordèrent plusieurs fois à l'île de Céram, et obtinrent enfin des rois de Gabi et de Palam, souverains indépendans des Hollandais, un grand nombre de baies et de noix, ainsi que des plants de plusieurs arbres à épices. M. Detcheveri échappa à son retour à une escadre hollandaise qui le poursuivait; et après avoir rejoint M. de Trémigon au rendez-vous convenu, ils arrivèrent à l'île de France le 24 juin 1770, avec soixante-dix pieds de girofler, une caisse de baies de girofle (1), dont plusieurs avaient déjà des pousses hors de terre, quatre cent cinquante plants de muscadier, et dix mille muscades germées ou près de germer. Le procès-verbal de la réception est daté du vingt-cinquième jour de juin.

Cette première importation eut peu de succès; mais M. Poivre n'était pas homme à perdre courage, et le résultat de la première expédition le détermina à en confier une seconde l'année suivante au même M. Prévost. Il partit le 25 juin 1771, sur la flûte du

(1) *Excochyllum aromaticum*.

roi *l'Ile-de-France*, commandée par M. de Coëtivy, enseigne de vaisseau. Ce bâtiment était accompagné par la corvette *le Nécessaire*, capitaine Coudé, ci-devant officier de la compagnie des Indes. Ils rapportèrent le 4 juin 1772 des plants et des graines qui furent distribués aux habitans des îles de France, de Bourbon et des Seychelles.

A ces noms qui ne peuvent sortir de la mémoire reconnaissante des habitans de ces colonies, se joignent ceux de MM. de Bougainville et Commerson, qui se trouvaient encore à l'île de France, revenant d'un voyage autour du monde, et qui attestèrent la vérité des plants par un certificat daté du 27 juin 1772. On doit y réunir aussi celui de M. Céré, alors directeur du jardin royal de Mont-Plaisir, quartier des Pamplemousses, auquel les nouveaux plants furent confiés. Leur conservation, leur reproduction sont dues aux soins journaliers, prudents et désintéressés de M. Céré. Ils ne se démentirent jamais pendant les longues années qu'exigèrent l'acclimatement et la naturalisation de cette importante et pacifique conquête.

Cette culture fut long-temps un sujet de contradiction continuelle entre les personnes qui dirigeaient à Versailles l'administration supérieure et même entre celles qui étaient à la tête de l'administration locale. Les uns désiraient la maintenir et la protégeaient ; les autres voulaient la détruire. Ceux-ci se fondaient sur la dépense qu'elle occasionnerait sans certitude d'un résultat avantageux ; ils disaient que, dans le cas d'un acclimatement qui était pour

le moins douteux, les habitants ne pourraient avoir ni les soins recherchés ni l'attention assidue que ces arbres exigent, et qu'enfin, le succès fût-il complet, les ouragans qui se font sentir si fortement dans les deux colonies, détruiraient en peu d'heures le fruit de plusieurs années. Quelque futiles que fussent ces motifs, ils trouvaient des partisans. M. Poivre, auquel un successeur avait été donné en 1772 dans l'administration des îles, voyait avec douleur compromis le don précieux qu'il leur avait fait. La direction du jardin de Mont-Plaisir avait été enlevée à M. Céré, et au lieu de cinq à six cents arbres qui auraient dû exister en 1775, il s'en trouvait au plus soixante à soixante-dix, en très-mauvais état. Malgré cet ingrat abandon, deux girofliers portèrent des fleurs qui se convertirent en fruits.

On a vraiment peine à concevoir aujourd'hui combien il a fallu de combats, de protections, de soins, d'intrigues même pour obtenir seulement la tolérance d'une culture qui devait être un jour si profitable à nos colonies et nous délivrer du tribut annuel que nous imposaient des besoins nouveaux, et que rendait insupportable l'avarice des Hollandais. On ne peut se figurer quels dangers M. Poivre avait personnellement affrontés, et combien avaient été périlleuses les deux expéditions entreprises par ses ordres; combien de peines pour apporter ces précieux arbres, les acclimater, les répandre dans les îles; de combien de soins attentifs ils durent être l'objet; et après cela quels combats journaliers et continuels il fallut soutenir, quelles vigoureuses attaques il fallut

repousser ! Il y avait d'une part à vaincre l'insouciance des colons, qui ne pouvaient se figurer les heureux résultats qu'ils devaient obtenir, de l'autre était la jalousie dont les Hollandais étaient animés. Ils voyaient avec le dépit de la honte échapper de leurs mains un profit qu'ils avaient voulu renfermer en elles seules, tarir une source de richesses dont ils avaient mis tant d'injustes et barbares soins à interdire l'accès aux autres peuples, et ils s'opposaient de toutes leurs forces au succès d'une conquête qu'ils n'avaient pu prévoir ni empêcher. Le système méticuleux du gouvernement, qui craignait de se compromettre vis-à-vis de voisins qu'on devait ménager dans les circonstances où se trouvait la France, était secondé par l'esprit de secte, qui élevait contre cette œuvre patriotique des encyclopédistes ceux qui, ne pouvant comprendre toute son importance, ne trouvaient pas de meilleur moyen de la déprécier que de la ruiner entièrement. Les amis de M. Poivre, les véritables patriotes, les politiques clairvoyans s'alarmèrent de cette conjuration. M. de Malesherbes se mit à leur tête, et, soutenu par MM. Tessier et Rochon, de l'académie des sciences, par M. Melon, de la société d'agriculture de Bretagne, il parvint à obtenir, pour cette nouvelle culture, l'intérêt de M. le maréchal de Castries. Bientôt des ordres positifs furent donnés à l'intendant de la colonie; il lui fut enjoint de rendre sans délai la direction du jardin à celui que M. Poivre avait jugé le plus en état de soigner les arbres à épices. Le succès suivit ces démarches; le giroflier prospéra. La nation y

prenait un vif intérêt, on attendait avec impatience, on lisait avec avidité les comptes qui parvenaient à de rares intervalles des colonies de l'Inde. Les savans soumettaient à des expériences comparatives les clous que l'on en recevait et ceux provenant des Moluques; et c'est en grande partie ce qu'ils publièrent à cet égard qui attira sur les premiers l'attention du commerce, et affermit enfin une branche si importante de la culture coloniale.

Si l'on rapproche l'enthousiasme qui accueillit le café à son arrivée à Bourbon, de tous les embarras qu'y éprouva le giroflier, on sera indispensablement porté à rechercher la cause de cette différence. Le café n'existait encore pour les Européens qu'en petite quantité, et dans les possessions hollandaises de Java : ces républicains l'avaient eux-mêmes donné à la France, sans prévoir les suites qu'aurait leur cadeau. Sa culture à Bourbon, dont le climat favorable devait lui rendre et lui conserver une qualité peu différente de celle qu'il a sur son sol natal, présageait aux Français des bénéfices certains, et sur l'évidence desquels on ne pouvait raisonnablement élever de doutes. Les Hollandais, seuls et exclusifs possesseurs du giroflier, avaient le privilège unique d'en alimenter l'Europe et l'Inde. Ils avaient la primauté du commerce, et l'on ne pouvait voir que dans une perspective éloignée, le moment où la France entrerait en concurrence avec eux et la soutiendrait avec avantage. Il était douteux que le giroflier s'acclimatât dans des îles dont la position géographique, la situation au milieu de l'Océan, la

nature du sol différent de celles où il est indigène. Admettant cette possibilité, on ne pouvait prévoir ce que seraient les récoltes ; si des produits nombreux auraient une égale qualité ; à quelle époque, ni quelle quantité on en pourrait livrer au commerce européen ; quelle influence aurait cette épice dans les marchés, ni comment elle pourrait s'y présenter en même temps et avec les mêmes avantages que celle des Hollandais. L'on devait croire ceux-ci disposés à tous les sacrifices pour se conserver une branche de commerce à laquelle ils attachaient tant de prix, que chez eux-mêmes ils arrachaient les plants qui auraient amené une trop grande abondance, et conséquemment une réduction dans les prix. Tout était doute quant au giroflier, tout avait été certitude pour le cafier. Cependant la véritable cause d'un accueil si différent ne serait-elle pas la différence du régime auquel les îles étaient soumises dans ces deux circonstances si remarquables pour elles ? Lors de l'introduction du cafier, elles appartenaient à la compagnie des Indes. Cette association de négocians ne manqua pas de voir dans cette précieuse denrée un moyen certain d'accroître ses bénéfices. Déterminée par ce mobile si puissant sur les hommes, l'intérêt personnel, elle ne négligea dans les commencemens aucun sacrifice. Elle les regardait avec raison comme les garanties de profits qui seraient, pour ainsi dire, en raison des avances. Nous avons vu ce qu'elle fit et quels succès elle obtint. Le colon, de son côté, sûr de placer avantageusement les produits de sa culture, s'y livrait avec d'autant

plus d'ardeur, que les acheteurs, étant aussi ses créanciers, étaient, par cette position même, intéressés à les faire valoir. Mais la compagnie n'existait plus quand le giroflier fut importé aux îles de France et de Bourbon. Elle les avait rendues à la souveraineté du roi, qui les régissait par ses administrateurs. Ce qui, sous tous les autres rapports, était un bienfait justement apprécié, présentait, sous le seul point de vue qui nous occupe en ce moment, un inconvénient notable. La puissance de l'intérêt général est grande sans doute ; mais, on voudrait en vain se persuader le contraire, elle est de tout point inférieure à l'intérêt particulier. L'administration royale ne pouvait ni faire d'avances pour encourager la culture, ni garantir la vente des produits, elle qui ne peut se livrer à aucune opération commerciale, et aux agens de laquelle la loi interdit d'y prendre aucune part directe ou indirecte sous peine de cassation. La seule voix de la persuasion pouvait se faire entendre ; mais en ce cas n'est-elle pas vraiment celle qui crie dans le désert ? Une culture entreprise dans un établissement public paraissait être plutôt un objet de curiosité qu'une cause future et prochaine de prospérité pour le pays. Le colon, je l'ai dit ailleurs, veut des bénéfices sûrs, mais prompts : il ne recevait que des encouragemens verbaux ; il était certain de n'obtenir aucun dédommagement réel en cas de non succès ; toutes les chances étaient à sa charge. Ce n'était que dans un avenir éloigné et douteux qu'il pouvait trouver quelque avantage, s'il luttait avec persévérance contre des embarras qui devaient le contrarier long-



temps. C'est à ces considérations sans doute qu'on doit attribuer l'insouciance des colons des deux îles pour le nouveau bienfait qui leur était donné par un homme dont ils ne prononcent plus aujourd'hui le nom qu'avec l'accent de la reconnaissance et du respect (1).

Cependant M. Céré, rendu à ses fonctions de directeur du jardin de Mont-Plaisir dès l'année 1776, et dont le zèle conservait toujours la même ardeur, multipliait le giroflier autant qu'il lui était possible. En 1785, on en comptait plus de deux mille plants dans cet établissement, sans parler de ceux qui se trouvaient chez les particuliers; et l'on espérait d'après leur produit et la progression calculée, qu'en 1800 on aurait au moins cent mille arbres en rapport. L'événement a justifié cette prévision.

M. Melon, que j'ai déjà cité, avait eu à cette époque, une mission pour l'île de France. Il s'y était confirmé dans l'opinion qu'il avait conçue dès le commencement, de tout l'intérêt que devaient inspirer les

(1) C'est aussi à M. Poivre que Cayenne doit le giroflier; les plants qui ont été envoyés dans cette colonie continentale par M. Maillard-Dumesle, en 1772, avaient été conditionnés sous les yeux et par les soins de son prédécesseur. Cet envoi, qui parvint à Cayenne le 3 février 1773 en soixante-quatre jours de traversée, a eu un véritable succès. Un second envoi, fait en 1776 par M. Maillard-Dumesle, ne réussit point par les avaries que le bâtiment éprouva dans sa navigation.

Le buste en marbre de M. Poivre est placé à St-Denis, au jardin du Roi, entouré des arbres si précieux dont la colonie lui doit l'introduction.

arbres à épices cultivés dans les îles françaises. De retour en 1786, il était parvenu à le faire comprendre au maréchal de Castries et au comte de Vergennes, appuyé qu'il était par le bailli de Suffren. Ce brave marin avait acquis aussi à cet égard une conviction personnelle pendant la guerre terminée depuis deux ans. Adoré des créoles, il les servit avec le dévouement de la probité et de l'attachement au retour de ses campagnes de l'Inde, où son nom reste entouré de la gloire dont il y couvrit le pavillon français.

Si c'est à M. Poivre que les deux îles sont redevables des arbres à épices, s'il doit être l'immortel objet de leur reconnaissance, les créoles de Bourbon n'oublient point celle qu'ils doivent à un de leurs compatriotes, honoré de l'amitié de l'illustre intendant. Les soins qu'il donna aux plants qu'il avait reçus de lui, et surtout son exemple, décidèrent les colons à se laisser aller à une impulsion qui devait avoir pour eux des conséquences si heureuses. Les premiers plants envoyés lors des deux expéditions de M. Prevost avaient été négligés. Si quelques-uns étaient restés, c'était pour accuser l'insouciance des propriétaires et prouver la possibilité de la réussite. La gloire, ou, pour mieux dire, le bonheur d'enrichir son pays était dû à un créole.

Je tiens de M. Joseph Hubert que, dans un voyage qu'il fit à l'île de France, étant allé visiter le jardin de Mont-Plaisir, et considérant avec attention les nouveaux arbres, il fut remarqué par M. Poivre. Une sympathie naturelle attire les hommes animés des mêmes sentimens. M. Poivre s'approcha de l'étran-

ger, et ne tardant pas à reconnaître en lui un homme digne de répondre à ses intentions généreuses, il lui fit don de plusieurs plants, et y ajouta avec une extrême bienveillance les instructions auxquelles il devait se conformer. M. Hubert apporta les girofliers à Bourbon avec le plus grand soin. Un seul survécut dans la charmante habitation du Bras-Mussard. Le tronc de cet arbre, victime du furieux ouragan de 1806 qui fit les plus grands ravages à Bourbon, est conservé sur cette même habitation avec un respect religieux. Cet excellent citoyen m'a plusieurs fois raconté cette expédition, et ne l'a jamais fait sans attendrissement. Un jour entre autres, après m'avoir redit toutes les peines qu'il avait eues pour protéger et propager cette précieuse culture, nous nous étions arrêtés devant les restes desséchés de ce premier giroflier. » Jamais, me disait-il, jamais douleur n'égala » la mienne quand je vis mes soins et ceux de tous » mes noirs réunis pour protéger ce bel arbre contre » la violence des vents qui le déracinaient, nos efforts » communs et opiniâtres pendant plusieurs heures, » pour le soutenir et empêcher sa chute, céder enfin... » quand je vis tomber à nos pieds ce père de la prospérité de mon pays ». C'est en effet de cet arbre que provient la très-grande majorité de ceux qui existent à l'île Bourbon.

Dès l'année 1786, M. Hubert en possédait huit mille pieds; il envoya cette année à Paris un échantillon d'une trentaine de livres de clous qui en provenaient, et qui furent présentés au roi. On les soumit à plusieurs expériences; ils furent jugés d'une

bonne qualité; très-aromatiques, quoique n'ayant pas encore la grosseur que devaient produire des arbres plus avancés en âge. C'est, à bien dire, de l'introduction faite par M. Hubert que date la culture du giroflier à Bourbon. Je ne la suivrai pas dans ses diverses phases. Je me bornerai à indiquer que ce n'était pas sans fondement que l'on craignait pour cet arbre si précieux l'effet des ouragans. Plusieurs fois, mais notamment en 1806 et en 1814, les plantations ont reçu de notables dommages; mais le nombre des arbres est tellement multiplié maintenant, qu'on peut éprouver des pertes sans qu'il puisse y avoir de total anéantissement.

La récolte de 1802 approcha de deux cents milliers de livres; mais le giroflier est capricieux dans ses produits : à peine celle de l'année suivante fut-elle de dix à douze milliers. Celle de 1804 s'éleva à cent quarante-quatre milliers. Ce n'était point ce à quoi l'on devait s'attendre, tant on avait étendu les plantations. On avait espéré que les récoltes s'élèveraient avant peu à près d'un million; on ne s'était trompé que du temps nécessaire pour y arriver; et en effet celle de l'année 1820 atteignit à peu près ce taux, malgré les dévastations que j'ai rapportées : elle fut de 932,200 livres. Il est vrai que les années suivantes ne donnèrent, savoir : 1821 que 337,500 livres et 1822 654,800 livres. Mais on a remarqué que sur cinq années une est très-productive, et une à peu près nulle; des trois autres deux sont médiocres, tandis que la cinquième leur est inférieure.

La culture du giroflier n'exige l'emploi de beau-

coup de bras qu'au moment des cueillettes, qui ont lieu de novembre à janvier dans les quartiers du vent, et d'octobre à novembre dans ceux sous le vent. Il faut se hâter de détacher le clou avant le développement des pétales et la fécondation du pistil. Lorsque ce bouton a atteint une couleur rosée et une certaine fermeté, on détache alors du rameau la griffe ou pédoncule, qui supporte cinq à six clous et souvent un plus grand nombre; on les porte à mesure à la case où l'on sépare le clou de la griffe; on les expose ensuite au soleil pour arriver à une parfaite dessiccation. Dans la plupart des habitations, cette exposition a lieu sur une plate-forme en terre, ou aire parfaitement aplanie; dans quelques-unes elle est en pierre; dans les quartiers humides, on opère cette dessiccation dans des étuves. M. J. Hubert employait presque toujours ce moyen dans ses habitations de Saint-Benoît.

Le clou de girofle, pour être parfait, doit être bien nourri, pesant, gros, facile à casser, d'une odeur excellente et pure, d'un goût chaud et aromatique, presque brûlant à la gorge, piquant les doigts quand on le presse, et y laissant une humidité oléagineuse; son odeur est telle qu'elle asphyxie si l'on reste quelque temps privé d'air extérieur dans le magasin qui renferme la récolte.

Le giroflier veut un terrain gras et fertile, il exige quelque humidité dans le sol, mais surtout qu'il soit propre et dégagé d'herbes, de plantes et d'arbrisseaux. J'ai vu à Sainte-Marie une belle giroflerie composée d'arbres jeunes et vigoureux, mais absolument impro-

ductifs; elle était sur un terrain pierreux, maigre et cependant couvert de chiendent et autres herbes nuisibles à cet arbre aussi jaloux dans sa culture qu'il est capricieux dans son rapport : il s'élèverait très-haut si on l'abandonnait à lui-même; on préfère l'arrêter pour rendre la cueillette plus facile. Le tronc, à peu de distance du sol, se partage en plusieurs branches principales, chargées de rameaux couverts de feuilles. Une plantation de girofliers semble une agglomération de longues pyramides d'un vert pâle, et présente un fort agréable aspect.

Lorsqu'on laisse les fleurs s'épanouir, elles produisent un fruit ovoïde appelé par les Indiens mère des fruits, par quelques Européens clou-matrice, ou matrice de girofle, par d'autres, antofles de girofle, et plus convenablement baies de giroflier. Oubliées souvent, ces baies tombent après complète maturité, germent et poussent sans soin auprès de l'arbre dont elles proviennent. Quand on veut former une giroflerie, on sème les baies dans une terre préparée, ou bien l'on transplante les rejetons que l'on trouve épars au pied des arbres. De quelque manière qu'ils soient obtenus, la transplantation n'a lieu ordinairement que lorsqu'ils ont deux ans; elle se fait de décembre à mars, c'est-à-dire pendant la saison chaude et humide. Le giroflier, dans les premières années de sa naturalisation, ne rapportait qu'au bout de sept à huit ans. On conjecture qu'il est entièrement acclimaté, maintenant qu'il montre des fleurs dès sa troisième année. Ce n'est qu'au bout de douze à quinze ans qu'il a pris toute sa croissance, et son produit

gagne en quantité et qualité à mesure qu'il acquiert un plus grand développement. Son existence est d'environ quarante ans.

Les quartiers de Sainte-Suzanne, Saint-André, Saint-Benoît, Sainte-Rose et Saint-Joseph, sont ceux qui lui donnent le plus de soins. M. Joseph Hubert, qui fut chargé de l'établissement de ce dernier quartier, et qui l'a commandé long-temps, avait indiqué cette culture aux nouveaux colons, comme celle qui convenait le plus à des habitans qui ne pouvaient disposer que de peu de forces; ils eurent le bon esprit de suivre ses conseils, et elle occupe le sixième des terres qu'ils ont défrichées.

---

Comme nous l'avons vu, dès l'année 1753 M. Poiré avait apporté à l'île de France cinq plants de muscadier (1); on en reçut en 1770 par M. Prévost quatre cent cinquante plants et dix mille muscades germées; la seconde expédition augmenta ce nombre deux ans après. Ces arbres furent aussi l'objet des soins attentifs des uns, des craintes et des murmures des autres. Pendant les démarches patriotiques des premiers, qui enfin obtinrent le succès espéré, on constata par de fréquens examens les progrès des constants efforts de M. Céré. Dans une de ces visites, qui eut lieu le 7 de septembre 1778, M. le chevalier de la Brillane, gouverneur général des deux îles, et M. Foucault, intendant, virent un muscadier pro-

(1) *Myristica aromatica*.

venant d'une noix plantée en 1770 par M. Poivre, et qui était chargé de fleurs et de fruits; ils en détachèrent une noix parvenue à l'état de maturité, et l'adressèrent au ministre pour être présentée à Sa Majesté, comme une preuve du succès obtenu.

Le muscadier semblait se naturaliser à l'île de France, où il jouissait de la plus belle et de la plus forte végétation; il avait le feuillage le plus vert et le plus fourni; cependant le giroflier réussissait infiniment mieux. On crut long-temps que le premier ne pouvait se multiplier que de graines que l'on sème en novembre, décembre et janvier. Par une suite d'observations minutieuses, assidues et dirigées avec sagacité, l'on découvrit qu'il pouvait aussi être provigné. Cette méthode avance de beaucoup le temps où l'arbre donne des fruits. Provenant de graines, il ne rapporte qu'au bout de sept à huit ans, tandis que les provins donnent des fleurs dès l'année qui suit leur plantation. On reconnut ensuite que le muscadier n'est pas hermaphrodite. Le muscadier mâle ne produit pas : on essaya d'y greffer le muscadier femelle; mais il faut plusieurs années avant de pouvoir distinguer le sexe des deux arbres. On ne marcha ainsi long-temps qu'à tâtons.

Le muscadier rappelle aux Européens l'idée du poirier ou du noyer ; il en a le port et le feuillage, surtout ceux du premier pour la forme et la teinte. Son tronc peu élevé est recouvert d'une écorce lisse et cendrée. Le fruit est neuf mois à se former. Il est recouvert d'un brou blanchâtre assez semblable pour la forme à celui de la noix, mais plus charnu, moins



sec et d'une couleur qui approche de celle du coing. Parvenu à sa maturité, il se fend et laisse apercevoir un réseau nacarat qui enveloppe une coque de couleur carmelite. Ce réseau est ce qu'on appelle *macis*, cette coque renferme la muscade. C'est le moment de la récolte. Plus tard, le macis se détacherait de la noix, celle-ci se desséchait et perdrait l'huile aromatisée qui la conserve et fait sa force. On cueille les muscades deux fois par an, la première en mai, la seconde en novembre et décembre.

Bien différent du giroflier, le muscadier aime un terrain humide, couvert de plantes et ombragé par de grands arbres, sans en être étouffé : il lève très-bien sous leur abri, il y croît avec vigueur ; il est peu cultivé à Bourbon ; on ne le rencontre que rarement dans les habitations, et il ne se trouve en vergers et comme objet de spéculation, que chez M. Marcelin Dejean père à Sainte-Suzanne, MM. Fin à la rivière des Roches, et Joseph Hubert à Saint-Benoît. On ne récolte par an que mille à douze cents livres de muscade. L'arbre qui la porte dure de quinze à vingt ans. Il n'exige que très-peu de soins pour sa culture, et n'occasionne aucun embarras pour la récolte ; cependant il est négligé. Parmi les causes de sa défaveur, et peut-être est-ce la première, doit être comptée l'opinion des Européens sur la qualité de ce produit de l'île Bourbon. On regarde généralement les muscades rondes comme préférables aux longues. Sans prétendre détruire d'un seul mot une erreur qui ne peut résister à un examen approfondi, à des observations judicieuses, exactes et réfléchies, je dois dire

que M. Joseph Hubert m'a souvent répété qu'il n'y avait aucune différence entre ces deux variétés de muscades qui croissent sur le même arbre, ce dont je me suis plusieurs fois convaincu moi-même. Il m'a ajouté que, les ayant soumises aux mêmes expériences comparatives, il avait toujours obtenu des résultats absolument identiques. Ce respectable colon, dont l'opinion en cette matière est du plus grand poids, a adressé plusieurs mémoires à ce sujet, tant aux ministres qu'à la société royale d'agriculture, dont il était correspondant. Son zèle et celui de ses amis n'ont encore pu parvenir à dissiper cette grossière erreur, que nous voyons même consacrée dans les tarifs des douanes, où les muscades rondes sont imposées à un droit de 6 f. 40 c. le kil., tandis que les muscades longues ne sont imposées qu'à moitié droit (1).

---

Le cacaoyer (*Theobroma cacao*) est cultivé à Bourbon dans les quartiers du vent, surtout à Sainte-Suzanne: il ne paraît pas étranger aux îles, et l'on ne s'y souvient ni de l'époque de son introduction, ni du nom du voyageur auquel elles en sont redevables. Cet arbre aime les terrains humides et ombragés. Il est d'une grandeur et d'une grosseur médiocres. Il dure

(1) Je ne dois pas terminer ce qui est relatif au muscadier sans dire que c'est aussi à M. Poivre que Cayenne doit ceux que possède cette colonie. Il en avait compris dans l'envoi parti de l'île de France en 1772, et arrivé en 1773 dans cette partie française du continent américain.

à peu près vingt-cinq ans. Son bois est poreux et léger. Ses feuilles larges et alongées sont d'un vert foncé. Les gousses (ou cabosses) qui contiennent le fruit sortent du tronc comme celles du jacquier, et commencent à peu d'élévation du sol : elles le garnissent, pour ainsi dire, en spirale. Elles ont la forme alongée d'un gros concombre, et sont taillées à la surface en côtes de melon. Chacune de ces côtes est séparée intérieurement par une cloison, et ces compartimens renferment les amandes, dont on fait le chocolat. Desséchées, elles sont mises dans le commerce, pour une quantité d'environ vingt-cinq mille kilogrammes. On en prépare dans le pays environ deux mille kilogrammes qui sont consommés par les colons. On récolte le cacao dans les mois d'octobre, novembre et décembre.

---

Il semble que lors de l'introduction des arbres à épices toute l'attention se porta d'une manière presque exclusive sur le giroffier et le muscadier. Cependant d'autres arbres de même genre avaient été importés, soit de l'Inde, soit de Madagascar, ou en même temps ou peu après; peut-être même ceux de l'île voisine l'avaient-ils été auparavant. Ce que je trouve de positif, c'est le procès verbal du 7 septembre 1778, qui, plus spécialement consacré à constater le succès du muscadier, cite aussi parmi les arbres exotiques cultivés au jardin de Mont-Plaisir, le cannellier de Ceylan et de la côte Malabar (1). En

(1) *Laureus cinnamomum*.

1785 il y avait dans ce jardin trois mille plants de cannellier dans le meilleur état de végétation. Quant à l'île Bourbon, qui avait eu part aux distributions des bienfaits de M. Poivre, les cannelliers qui y avaient été transportés s'y étaient parfaitement acclimatés, et j'ai vu entre autres sur l'habitation de M. Martin Flacourt à Sainte-Marie, quelques vieux pieds qui, par leur apparence, annonçaient un parfait état de santé, quoiqu'ils ne fussent plus propres à être écorcés. Je ne sais que M. J. Hubert qui ait cultivé le cannellier ; il s'en était occupé dès 1776 et n'a cessé de donner un exemple qui n'a malheureusement pas été suivi. J'ai vu chez lui, en 1822, de ses préparations de cannelle, qui, pour être inférieure à celle de Ceylan, est supérieure à celle de Cayenne ; résultat conforme à celui reconnu quarante ans auparavant. Sans doute, du moins c'est mon avis, si l'on se fût livré à cette spéculation on aurait eu des succès, on eût pu obtenir quelque amélioration dans la qualité, et l'on eût ouvert une nouvelle branche d'exportation à la colonie. Dans un voyage que M. Leschenault de la Tour, naturaliste du roi, fit dans l'Inde ces dernières années, il recueillit et apporta à Bourbon plusieurs plants de cannellier de Ceylan. Le gouvernement colonial fit répandre dans le pays un mémoire de ce savant, touchant la culture de cet arbre et la préparation de son écorce. J'ignore s'il y aura été donné quelque suite et quel succès on peut avoir obtenu. Ce qui est certain, c'est qu'on en peut espérer, d'après l'exemple fourni par un des hommes les

plus zélés pour la prospérité des colons, que l'île Bourbon ait jamais possédés.

---

Le ravensara, que l'on nomme aussi l'arbre aux quatre épices (1), est cultivé à Bourbon avec quelque soin. Il est gros et touffu, sa tête est pyramidale, son écorce est odorante. Les feuilles fraîches ou nouvellement desséchées donnent aux ragoûts un parfum agréable, et facilitent la digestion par l'excitation qu'elles produisent à l'estomac. Ses fruits, un peu plus gros que la cerise, et ronds comme elle, contiennent une amande d'une excellente odeur. Fraîche, elle a une saveur amère, âcre et piquante; mais desséchée elle acquiert un goût agréable et devient une épice d'un usage général dans l'Inde. Depuis quelque temps ces fruits sont un article d'exportation pour la France où ils remplissent le même objet. Cet arbre est originaire de Madagascar. On peut traduire par les mots *bonne feuille*, le nom de rav'sar, qu'il porte dans cette île et que l'on prononce comme je viens de l'écrire, en rendant muettes les lettres *en* de la deuxième syllabe, et *a* de la quatrième. C'est à M. Rochon, de l'académie des sciences, qu'on en doit l'importation à Bourbon.

---

On n'a pas conservé le souvenir de l'introduction du cotonnier à Bourbon, si toutefois il n'y est pas indigène. Dès 1717, c'est-à-dire quarante-cinq ans

(1) *Agalophyllum aromatiatum*.

depuis que la compagnie des Indes était propriétaire de l'île, c'était un des principaux objets des soins des habitans. Le Gentil de la Barbinais dit dans le récit du voyage que j'ai déjà cité : « C'est » dommage que ce peuple n'ait point de tisserands : » les femmes pourraient filer le coton et les hommes » en faire de la toile. » Je ne rapporte ceci que pour prouver que déjà c'était une branche assez considérable des produits agricoles. Elle a joui long-temps dans les marchés européens d'une prééminence méritée. Le coton de Bourbon est remarquable par son éclatante blancheur, la douceur et la longueur de sa soie. On le classe assez ordinairement après celui de Géorgie; mais il est à peine connu maintenant en Europe, autant parce que la guerre a long-temps interrompu les envois d'une denrée qui est d'un énorme encombrement, que parce que le produit en est devenu très-restreint. La culture en est presque délaissée; et si l'on peut croire avec quelque raison que cet abandon doit être attribué au défaut de débouchés, il peut l'être aussi à ce que le cotonnier est victime d'un scarabée qui s'introduit dans les gousses avant leur maturité. On a cependant observé, depuis peu d'années, que cet insecte dévastateur ne fait plus autant de dégâts.

Le gouvernement qui désirait rappeler l'attention des colons sur cet ancien élément de leurs richesses, leur a, depuis 1815, envoyé avec libéralité, on pourrait dire avec une sorte de profusion, des graines de coton de l'Inde, du Sénégal, de la Méditerranée. M. Leschenault de la Tour, qui avait fait dans l'Inde

d'heureuses expériences sur la greffe du cotonnier, les a fait répéter avec succès sous ses yeux, à son passage à Bourbon, sans obtenir plus de soins des habitants.

Il est à noter que tous ces cotons exotiques sont d'une qualité fort inférieure à celle du coton indigène; et c'est peut-être ce qui s'est opposé à l'établissement de nouvelles cotonneries.

Au surplus, la principale cause est le peu de faveur de ce produit de la colonie sur les marchés européens. De la grande abondance des cotons d'Amérique, il résulte pour ceux de Bourbon un prix qui ne se trouve en rapport, ni avec les frais qu'exige leur préparation, ni avec tous ceux auxquels leur transport donne lieu. Les premiers sont tels, que bien que les récoltes, toutes réduites qu'elles sont, soient encore supérieures à la consommation locale, le prix du coton livré sur l'habitation est de 2 fr. le kilogramme, tandis que la première qualité des cotons étrangers introduits en France est vendue le plus ordinairement de 3 fr. 40 c. à 4 fr. 80 c., et que celui de Bourbon, classé parmi les longues soies, n'a pas dépassé 2 fr. 12 à 18 c. depuis plusieurs années.

Le prix du coton à Bourbon résulte surtout de la main-d'œuvre qu'exige ce lainage avant d'être livré au commerce. Plusieurs essais ont été faits dans la vue de la diminuer en employant les machines à l'égrénage, c'est-à-dire à l'action de séparer la graine toujours très-adhérente au coton. Divers modèles de moulins ont été envoyés dans la colonie par les soins du gouvernement; on vient tout récemment d'inventer

aux États-Unis, dans la province de Massachussets, une machine au moyen de laquelle un seul homme peut nettoyer deux cents livres de coton par jour. Le coton n'y passe qu'une fois et sort par flocons, comme s'il était travaillé à la main. Sa qualité n'éprouve aucune altération, et il est tellement dégagé de la graine, que ce qui y reste attaché, ou le déchet, ne forme pas un pour cent du poids primitif. Il sera bon de prendre note de cette invention pour le cas où la culture du cotonnier reprendrait faveur dans la colonie.

Quant à présent, St-Denis, Ste-Suzanne et St-André sont les seuls quartiers du vent où l'on rencontre quelques cotonneries ; il y en a plus sous le vent. On sème le coton en novembre, décembre et janvier. La plantation dure cinq ans ; on taille l'arbuste chaque année en octobre, après la récolte qui se fait de mai à septembre. Le produit total ne dépasse pas trente-deux à trente-trois mille kilogrammes. Les deux tiers de cette quantité sont consommés dans le pays, soit en laine pour matelas et pour couvertures piquées, soit filés pour être travaillés à l'aiguille. Les quelques balles d'excédant viennent en Europe en complément de cargaison.

---

Si l'on a jadis essayé de faire entrer l'indigo parmi les produits de l'industrie coloniale de l'île Bourbon, et il faut encore ici noter les encouragemens que donna M. de la Bourdonnaye pendant qu'il gouverna les îles, cela a été avec si peu de succès qu'il n'en est



resté qu'une faible tradition. En 1815, un Français récemment arrivé d'Europe, M. Preyre de Valler-gues, ancien officier de la marine royale, se livra à plusieurs essais et abandonna bientôt une entreprise qui ne présentait pas les chances favorables sur lesquelles il avait dû compter. La culture de l'anil et l'élaboration de ses feuilles ne lui donnèrent pas assez de profits, et cependant cette plante croît spontanément dans les champs, fortement chargée de matière colorante. M. Leschenault de la Tour envoya à Bourbon, pendant son voyage dans l'Inde, le *nérium tinctorium*, arbre assez élevé, dont les fleurs ressemblent à celles du laurier rose, et dont les feuilles très-grandes donnent beaucoup d'indigo d'une qualité supérieure. Cet arbre n'est encore cultivé qu'au Jardin du Roi, et n'y est pas en assez grande quantité pour être distribué aux habitants. Il croît aussi bien dans les mauvais terrains que dans les bons; il ne craint ni la sécheresse ni l'humidité. Il contribue depuis plusieurs années à une augmentation considérable des revenus de la compagnie des Indes au Bengale. Il pourra sans doute procurer le même avantage à l'île Bourbon. Je doute cependant que l'indigo soit de long-temps au nombre des articles que le commerce exporte de cette colonie. Le non succès des entreprises récentes décourage et ne dispose pas à en tenter de nouvelles.

---

Le rocou, importé de Cayenne à Bourbon il y a cinquante ans, a été abandonné. Je pense cepen-

dant , avec un habitant ( le docteur Rivière ) distingué par plusieurs innovations plus utiles qu'encouragées , et surtout qu'imitées , que l'on pourrait se livrer avec avantage à la culture de cet arbrisseau. En tirant parti de certains terrains abandonnés maintenant , on ouvrirait à la colonie une branche nouvelle du commerce d'exportation , qui pourrait être exploitée d'autant plus utilement que la Guiane est jusqu'ici celle des colonies françaises qui jette le plus de rocou dans le commerce de la métropole , aux besoins duquel elle est encore loin de suffire. La manipulation de cette graine présente infiniment moins de difficultés que celle de la canne ; elle offre sous un faible volume une valeur susceptible de dédommager amplement des soins et des frais qu'auraient exigés sa culture et sa préparation.

---

Beaucoup d'importations ont été récemment faites à Bourbon , presque toutes de plantes utiles qui pourront devenir un jour un moyen avantageux d'échanges , s'il est donné quelque développement à leur culture , quelques-unes qui contribueront à rendre plus agréable un pays qui l'est déjà tant par lui-même : je ne parlerai que des premières.

M. Leschenault de la Tour a profité de ses excursions dans l'Inde pendant un séjour de plusieurs années , pour envoyer à Bourbon une grande quantité de graines et de plants. Outre le *nérium tinctorium* déjà mentionné , on peut citer notamment le bois de sandal , le *crotolaria gentia* , plante qui fournit des

filamens propres à faire des toiles, le pavot somnifère qui produit l'opium.

M. de Roquefeuille, ancien lieutenant de vaisseau, qui commandait le navire du commerce, *le Bordelais*, expédié de Bordeaux en 1816, donna généreusement au Jardin du Roi quatre plants d'arbres à thé, lors de la relâche qu'il fit à Bourbon en juillet 1819, opérant son retour en France. On connaît la relation du beau voyage que fit cet officier à la côte N.-O. de l'Amérique. Cinq ans après, un de ces plants avait succombé, les trois autres étaient en pleine vigueur.

---

M. Perrotet, botaniste-voyageur, embarqué sur la division aux ordres du capitaine de vaisseau Philibert, apporta le vanillier. Cet officier supérieur, créole de Bourbon, distribua à ses amis les plants dont M. Perrotet avait pris soin. Le Jardin du Roi en obtint quelques-uns; j'en ai vu chez M. Joseph Hubert, au Bras-Mussard, et tout annonçait un succès futur. Je pense qu'il ne peut être douteux dans le quartier humide de Saint-Benoit, dont plusieurs portions ont un sol gras qui plaît au vanillier. Les plants déposés au Jardin du Roi prospéraient également; j'ignore quelle est la position des autres.

---

J'ai dit plus haut que le cocotier n'est guère cultivé à Bourbon. On en rencontre quelques pieds çà et là, notamment en sortant de Saint-Denis, sur la route qui conduit dans la partie du vent, et quelques-uns aussi à Saint-Paul, le long de la chaussée entre

l'étang et la mer. Cet arbre, comme on sait, aime les terrains sablonneux ; l'air de la mer ne lui est pas contraire, et il croît à merveille dans les lieux où les autres ne peuvent réussir. Averti par la belle végétation de lataniers plantés à Saint-Denis, un des derniers gouverneurs de la colonie, M. le baron Milius, conçut le projet d'animer cette partie du rivage qui s'étend de la batterie royale au ruisseau du Butor, en y faisant une plantation de cocotiers. Disposés en allées, ils devaient offrir une promenade agréable, abriter la portion orientale de la ville et fixer les sables du bord de la mer. Le côté utile du projet était, pour une première dépense d'environ quinze mille francs, de procurer au domaine au bout de sept à huit ans, un produit annuel de quarante à quarante-cinq mille francs. Tel est en effet, à Diégo-Garcia, où le cocotier est en culture réglée, ce que rapporte une plantation de vingt mille arbres. Mais ce qui était plus essentiel, et ce qui excitait davantage à donner suite à un projet qui annonçait les vues sages et étendues de l'homme d'état, c'est que son exécution devait affranchir la colonie du tribut qu'elle paye constamment à l'étranger qui lui fournit l'huile nécessaire à la consommation locale. On pouvait même espérer un excédant aux besoins des colons, qui serait livré avec profit au commerce extérieur. C'était changer du tout au tout nos rapports commerciaux en cette partie avec nos voisins, et nous procurer à nous-même les bénéfices qu'ils retirent à présent de cette industrie. Presque toute l'huile de coco consommée à Bourbon, et qui est d'une importance de près de

vingt mille kilo. par an, se tire des îles de l'archipel des Seychelles, actuellement sous la domination anglaise.

Ce fut dans cette intention que l'on fit opérer une importation de vingt mille cocos germés qui furent mis d'abord en pépinière, et quelques années après transplantés sur le terrain que j'ai indiqué. On put juger alors l'opération sous le rapport de l'agrément, comme elle avait été calculée sous le rapport des produits. Mais une sécheresse extrême et inaccoutumée fit périr presque tous les jeunes cocotiers, et ce projet, dont l'auteur n'était plus dans le pays, fut abandonné. Il sera repris sans doute quand on réfléchira à tout ce qu'il présente d'avantageux; peut-être devrait-on ne l'exécuter que successivement, afin de pouvoir donner plus de soin aux jeunes plants et assurer ainsi un succès qui doit amener un double résultat si important pour la colonie.

---

Après avoir ainsi exposé les cultures diverses pratiquées à Bourbon, il m'a paru bon de présenter en un seul tableau les surfaces affectées à chacune dans les divers quartiers. C'est, à ce qu'il m'a semblé, le plus sûr moyen de connaître l'étendue des terres cultivées, et quelles sont les cultures auxquelles on se livre davantage dans chaque quartier, ou dans chacune des deux grandes divisions de l'île. Le meilleur mode d'écrire sur la statistique, ont dit des hommes instruits en cette science, c'est de présenter des faits, des tableaux qui font naître les réflexions des lecteurs. C'est pour suivre cette règle que je place ici le document qui suit :

## TABLEAU

DES SURFACES AFFECTÉES AUX PRINCIPALES CULTURES  
EN USAGE A L'ILE BOURBON.

Une perche linéaire = 28 pieds carrés = 0<sup>b</sup>.0042208.

Une gaulette, mesure locale = 15 *dito* *dito* = 0.0031656.

Cent gaulettes = 0<sup>b</sup>.31656.

Cent perches = 0.42208.

*Nota.* La gaulette n'est que de 12 pieds à Sainte-Marie ; la surface des cultures de cette commune a été réduite à 15 pieds pour pouvoir obtenir un total de celles cultivées et de celles affectées à chaque culture.

17105305 gaulettes = hectares 54148.

NOMS des QUARTIERS.	RIZ.	BÊF.	MAÏS.	MÂNOC.	POMES DE TERRE. et PATATES	IGNAMES ET CABBAGES.	SONGES OU GOUEYS.	POIS DU CAP ET HARIGOTS.
St-Denis. . .	"	1,000	500,000	2,000	2,000	"	400	"
St-Marte. . .	"	"	672,000	19,200	27,200	5,600	12,000	4,000
St-Suzanne.	50,000	10,000	600,000	200,000	100,000	50,000	40,000	"
St-André. . .	94,200	1,525	608,600	37,400	9,500	"	500	600
St-Benoit. . .	50,000	1,200	1,640,000	13,000	60,000	1,200	500	200
St-Rose. . .	13,000	"	200,000	10,000	200,000	"	4,000	1,000
St-Joseph. . .	24,000	11,500	732,300	17,000	"	"	"	6,000
St-Pierre. . .	10,500	411,000	715,200	6,000	4,000	200	1,200	16,000
St-Louis. . .	210,000	200,000	1,120,000	5,000	4,500	1,000	2,000	5,000
St-Leu. . . .	"	40,000	370,700	10,000	20,000	"	6,000	125,000
St-Paul. . . .	60,000	30,000	2,600,000	"	"	"	"	"
TOTAUX. . .	430,500	706,225	9,558,800	596,600	427,000	58,000	66,600	157,800

TOTAUX EN GAULETTES.	JARDINAGE.	CACAOÏERS.	COTONNIERS.	MUSCADIERS.	CINROFLIERS.	CAPRIERS.	CANNES A SUCRE.	AMREYVADRS.
416,400	6,000	"	2,000	"	1,000	12,000	00,000	"
1,753,200	12,000	6,000	"	"	78,400	536,000	576,000	4,800
2,172,000	25,000	15,000	2,000	4,000	600,000	120,000	350,000	6,000
1,162,175	1,000	2,000	3,500	"	124,000	130,000	146,500	3,050
2,041,900	800	1,000	"	60,000	100,000	150,000	80,000	1,000
775,000	1,000	"	"	250,000	12,000	191,000	3,200	2,000
1,330,000	1,000	"	"	250,000	12,000	187,000	94,500	"
1,554,550	5,000	"	9,000	6,550	250,000	36,000	56,000	15,000
1,994,850	4,000	"	112,000	480	250,000	18,000	18,000	4,000
589,400	1,200	"	3,000	"	135,000	256,000	160,000	500
3,436,000	18,000	"	150,000	"	"	"	"	"
17,105,505	75,000	24,000	281,500	5,000	1,570,750	1,729,000	1,704,200	51,550

Il m'a paru bon aussi de réunir en un tableau les documens indiqués dans le cours de cet article sur l'époque et la durée des plantations et sur l'époque des récoltes. On remarquera que les principales denrées coloniales étant recueillies en presque totalité en novembre, quoique l'on ait commencé en juillet, ce n'est guère que vers le mois d'octobre que l'on peut en livrer au commerce et que le cours de leur valeur peut s'établir. Ainsi les navires que l'on expédie d'Europe doivent combiner leur départ pour arriver vers le mois dernièrement indiqué ; et en calculant une traversée de quatre-vingts à quatre-vingt-dix jours, c'est en juillet et août qu'il leur convient de quitter la France.



EPOQUES ET DUREE DES SEMENCES ET PLANTATIONS, EPOQUES DES RECOLTES.

		CAVIER.	CAVIER.	CHOUVEAU.	MESEBIE.	CAVIER.	COCHON.	REL.	REL.	MAIS.	POIS DE CAV.	BARON.	ANNEVASS.	MANOC.	POISSON-DE-TERRE.	PLATIER.	IGAMER.	BONER.	OBSERVATIONS.
Epoques des Semences et Plantations.	Au vent.	Août, Sept., Oct.	De Sept. en Dec.	De Mai en Juin et	Nov., Dec., Janv.	Novemb., Dec.	Nov., Dec. et Janv.	Mai et Juin.	Sept., Oct., Nov.	Sept., Oct., Nov.	On ne les cultive que dans les jardins.	Mai, Juin, Juillet.	Sept., Oct. et Nov.	Septemb. et Oct.	On n'en cultive que dans les jardins.	De Dec. en Mars.	Sept. et Octobre.	Oct., Nov., Dec.	Les époques rapportées à ce tableau sont les plus générales. On sent qu'il y a des différences entre les terres et les climats, et aussi suivant que l'année est sèche ou pluvieuse, que les vents ont été favorables ou défavorables, et que les canaux, sur le produit desquels il y a des différences, influent beaucoup, et pour la qualité que pour la quantité.
	Sous le vent.	Nov., Dec. et Janv.	De Nov. en Janv. et se transplante à sa venue de Dec. à Mars.	Mai et Juin, se transplante à sa venue de Dec. à Mars.	On ne le cultive pas sous le vent.	On ne le cultive pas sous le vent.	Nov., Dec. et Janv.	Mai et Juin.	Le riz est cultivé en terres sèches, en Novembre et Dec. et se transplante en terres humides, en Juin.	Depuis Octobre, jus- qu'en Mars.	Au vent, on ne les cultive que dans les jardins.	A. St. Paul et St. Pierre, en Octobre et jusqu'en Février.	Oct. et Nov.	De Dec. en Mars.	Sept. et Octobre.	Sept. et Octobre.	Oct. et Nov.	Oct. et Nov.	
	Au vent.	18 mois à 2 ans.	Dure 20 ans.	Dure 40 ans.	15 à 20 ans.	Au moins 25 ans.	Il y en a de vifrac 6 mois, et il y en a d'annuel.	5 mois.	5 mois.	5 mois.	5 mois dans les terres basses, 6 à 7 mois dans les terres hautes.	5 mois.	1 an et quelquefois 18 mois à 2 ans.	18 mois.	5 à 6 mois.	6 mois à 1 an.	9 à 10 mois.	2 ans.	
Durée des Plantations.	Sous le vent.	18 mois à 2 ans.	Dure 20 ans.	Dure 40 ans.	*	*	Celui cultivé sous le vent est vifrac et dure 5 ans, on ne le cultive que dans les terres basses en Octobre.	4 à 5 mois.	4 à 5 mois.	5 mois dans les terres basses, 6 à 7 mois dans les terres hautes.	5 mois.	4 mois.	1 an et quelquefois 18 mois à 2 ans.	18 mois.	5 à 6 mois.	6 mois à 1 an.	9 à 10 mois.	10 mois.	
Epoques des Recettes.	Au vent.	Commence en Juin, et dure jusqu'en Novembre.	Le riz est cultivé en terres sèches, en Novembre et Dec. et se transplante en terres humides, en Juin.	Il y a plusieurs récoltes, et dure jusqu'en Novembre, à Janv.	Mai, Nov. et Dec.	Oct., Nov. et Dec.	De Mai à Septembre.	Oct., Nov. et Dec.	Febr., Mars et Avr.	Janv., Febr., Mars.	*	Octob. et Novemb.	Août, Sept., Oct.	En toute saison.	*	En toute saison.	Depuis Juin jus- qu'en Oct.	Nov. et Dec.	
	Sous le vent.	Pour le riz, on commence en Juin, et dure jusqu'en Novembre.	De Mai jusqu'en Août.	Octob. et Novemb.			De Mai à Septembre.	Septemb. et Octob.	Le riz est cultivé en terres sèches, en Novembre et Dec. et se transplante en terres humides, en Nov.	Depuis Avril jus- qu'en Juillet.	En Août et Sept.	Sept., Oct. et Nov.	Août, Sept., Oct.	De Mai en Août.	Avril et Mai.	De Mai en Août.	Juin, Juill., Août, Juillet et Août.		



Le but des gouvernemens modernes en fondant des colonies a été d'augmenter les ressources de la métropole, de multiplier les débouchés de ses produits territoriaux et industriels, de donner en un mot plus d'activité, plus d'énergie aux ressorts de son commerce. Aussi juge-t-on aujourd'hui l'utilité de ces possessions, surtout par la quantité, la qualité, la valeur de leurs produits. Je viens de dérouler une partie du tableau de l'agriculture de l'île Bourbon ; il convient de grouper ici ses résultats. Je présente ceux des années 1820, 1821, 1822. Recueillis par moi-même sur les lieux, et puisés aux sources les plus authentiques, comparés aux opérations commerciales, j'ai lieu de croire à leur exactitude, et de les recommander avec confiance. Les élémens de ce travail éprouvent chaque année, il ne faut pas le perdre de vue, des variations, tant dans leur nature que dans leurs quantités, moins par ce qui est la conséquence des opérations cachées de la nature, que par ce qui est l'effet de la volonté et des travaux de l'homme ; par exemple, le produit du sucre a toujours été croissant durant ces trois années et augmente encore : il m'a été assuré que le produit de 1826 a été de 10,000,000 kilogrammes, faisant une valeur de 4 millions de francs, et qu'il serait porté pour 1827 à 15,000,000 kilogrammes. Cette augmentation se trouve balancée, il est vrai, par la diminution de quelque autre denrée ; car si l'on n'a cultivé que la même étendue de terres, et l'on a vu qu'on ne peut l'augmenter beaucoup dans l'état actuel des choses, on a dû, pour obtenir un produit

plus élevé dans une portion des récoltes, opérer des changemens dans la distribution des cultures ; et en effet, suivant les notes qui me sont parvenues, les terres à riz auraient été considérablement réduites.

Quoi qu'il en soit de cette observation, et sans en tenir compte, bien qu'elle ne soit pas à négliger, ne voulant présenter que ce dont j'ai une certitude personnellement acquise, je n'ai porté au tableau qui suit que ce qui a réellement eu lieu aux trois époques indiquées. J'ai divisé les produits en denrées coloniales et vivres, et dans ces deux classes j'ai spécifié chaque culture.

J'ai noté la consommation locale ; elle éprouve peu de changemens, et peut être évaluée à 6 millions de francs.

Ce qui fixera le plus l'attention, c'est l'énonciation des quantités livrables au commerce. Si l'on compare ces quantités avec leurs analogues pour chacune des autres colonies françaises, on ne pourra s'empêcher de reconnaître de quelle importance est à la France la colonie qui nous occupe, à ne l'envisager que sous ce seul des points de vue intéressans sous lesquels elle doit être considérée. Je continuerai l'examen de ces considérations au chapitre consacré au commerce de ce pays ; mais celui-ci, je ne cesserai de le répéter, donne lui seul l'idée la plus avantageuse de la colonie.



*TABLEAU de la nature, de la quantité et de la valeur des produits de l'agriculture de l'île Bourbon pendant les années 1820, 1821, 1822.*



Les évaluations sont établies sur les mercuriales arrêtées le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, comme il suit :

NATURE DES DENRÉES.	ESPÈCE DES UNITÉS.	1820.	1821.	1822.
Sucre . . . . .	Les o/o kil.	65 fr.	65 fr.	70 fr.
Arack . . . . .	La velte.	6	6	6
Café. . . . .	Les o/o kil.	230	255	250
Girofle. . . . .	Le kil.	5	5 50	5
Muscade. . . . .	Id.	10	10	10
Cacao . . . . .	Id.	1	1	1
Coton . . . . .	Les o/o kil.	350	200	200
Planches. . . . .	Chaque.	2	3	3
Bois écarrés. . . . .	Le pied cube.	»	5	5
Bardeaux . . . . .	Le millier.	»	»	30
Blé. . . . .	Les o/o kil.	55	60	45
Riz. . . . .	Id.	50	60	45
Maïs. . . . .	Id.	22 50	25	24
Manioc . . . . .	Id.	10	15	20
Patates et pommes de terre. .	Id.	10	15	30
Ignames. . . . .	Id.	5	7 50	15
Songes. . . . .	Id.	5	7 50	15
Pois du cap. . . . .	Id.	30	35	35
Ambrevades. . . . .	Id.	15	18	15

NOMS DES QUARTIERS.	SECHE.		ARABIC.		CAFFÉ.		CHICOPÉ.		MISCADEN.		CACAO.		COTON.		PLANCHES ET BOIS.		BLÉ.		RIZ.		MAÏS.		MANIOC.		PATATES POUR LE TRIC.		IGNAMES.		SOGGÉS.		POIS DU CAP ET HARICOTS.		AMBRÉVADÉS.		JARDIN VÉG.		TOTAL PAR QUARTIER.
	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.			
Saint-Denis.	600,000	1.	399,000	6,000	30,000	32,500	3,500	17,675	"	"	4,300	4,300	1,200	8,400	"	36,000	4,000	1,300	50,000	135,000	800,000	400,000	60,000	750	60,000	90,000	4,000	1,000	7,500	1,800	650	6,000	30,000	65,510			
Saint-Nazaire.	1,100,000	74,000	6,000	55,000	30,500	87,643	5,000	25,350	"	"	4,300	4,300	1,200	8,400	12,000 planches.	2,500	1,300	50,000	3,200,000	800,000	400,000	60,000	750	60,000	90,000	4,000	1,000	7,500	80,000	650	6,000	30,000	27,16,885				
Saint-Sauveur.	1,200,000	70,000	25,000	150,000	93,500	299,190	4,000	200,000	500	5,000	6,000	6,000	500	1,000	10,000 planches.	2,500	1,300	50,000	720,000	179,500	150,000	40,000	60,000	750	60,000	90,000	4,000	1,000	7,500	28,000	650	6,000	30,000	1,279,140			
Saint-André.	918,000	595,700	28,500	169,800	113,000	288,150	6,500	304,515	350	3,500	4,000	4,000	200	1,000	8,000 planches.	2,500	1,300	50,000	450,000	379,500	411,000	50,000	61,650	500,000	75,000	4,800	1,000	4,000	300	50,000	1,750	150,000	37,000	1,951,265			
Sainte-Rose.	430,000	84,500	2,600	15,600	9,600	24,480	5,000	25,250	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000	3,500	1,300	50,000	100,000	55,250	35,300	450	50,000	75,000	4,800	1,000	4,000	300	50,000	1,500	500	540,865			
Saint-Jacques.	900,000	130,000	3,500	21,000	155,000	398,510	4,000	21,100	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000	3,500	1,300	50,000	100,000	55,250	35,300	450	50,000	75,000	4,800	1,000	4,000	300	50,000	1,498,895					
Saint-Louis.	200,000	30,000	1,000	7,800	35,000	88,750	200	1,010	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000	3,500	1,300	50,000	100,000	55,250	35,300	450	50,000	75,000	4,800	1,000	4,000	300	50,000	1,413,105					
Saint-Paul.	350,000	165,500	12,400	74,400	3,500	6,375	300	1,010	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000	3,500	1,300	50,000	100,000	55,250	35,300	450	50,000	75,000	4,800	1,000	4,000	300	50,000	1,396,445					
Total des quantités.	4,696,000		97,400	584,400	1,225,800	3,120,690	108,775	872,515	580	5,500	37,000	37,000	59,350	58,700	150,150	565,000	350,000	1,088,000	652,800	15,719,000	3,099,750	1,658,500	248,745	1,507,500	353,125	38,000	2,850	107,500	14,812	251,500	87,955	584,000	61,920	217,800	13,799,411		
valent . . . . .																																		25			

# RISUMÉ.

1891.

Drinctes coloniales . . . . .	7,850,205	75	Partie du vent . . . . .	8,534,745
Planchettes et Bois . . . . .	150,150		Partie sous le vent . . . . .	5,250,000
Vivres . . . . .	5,799,757	50		13,779,411
	13,779,411	25		25





NOMS DES QUANTITES.	SCIRE.		ARACK.		CAFE.		GHOTTE.		MUSCADES.		CACAQ.		COTON.		PLANCHES ET BOIS.		ELE.		RIZ.		MAIS.		MANIOC.		PATATES ET POMMES DE TERRE.		IGNAMES.		SONGES.		POIS DU CAPE ET HARICOTS.		JARDINAGE.		TOTAL.
	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	QUANTITES.	VALEURS.	PAR QUANTITES.		
Saint-Denis. . . . .	650,000	155,000	6,000	36,000	15,000	35,000	17,500	17,500	15,000	35,000	17,500	17,500	15,000	35,000	17,500	17,500	15,000	35,000	17,500	17,500	15,000	35,000	17,500	17,500	15,000	35,000	17,500	17,500	15,000	35,000	17,500	17,500	15,000	35,000	644,725
Saint-Martin. . . . .	240,000	1,480,000	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	1,313,150	
Saint-Simone. . . . .	240,000	1,480,000	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	17,500	2,353,750	
Saint-Andre. . . . .	950,000	631,000	30,000	180,000	150,000	350,000	91,500	457,500	10,000	2,500	10,000	2,500	950	1,900	430,000 planch.	13,500	2,500	2,000	50,000	22,500	1,000,000	30,000	75,000	15,000	150,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	3,530,150	
Saint-Benoit. . . . .	450,000	15,000	11,500	60,000	90,000	215,000	55,000	250,000	250	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500	3,000 planch.	90,000	2,000	900	50,000	22,500	1,000,000	30,000	75,000	15,000	150,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	1,033,450	
Saint-Joseph. . . . .	175,000	122,500	3,500	21,000	5,000	12,500	12,500	12,500	12,500	12,500	12,500	12,500	12,500	12,500	10,000 planch.	90,000	4,000	1,800	30,000	15,000	1,000,000	30,000	75,000	15,000	150,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	1,033,450	
Saint-Pierre. . . . .	60,000	35,000	13,800	70,800	1,500	3,750	750	3,750	1,000	2,500	1,000	2,500	1,000	3,000	25,000 p. cub.	180,000	200,000	225,000	5,000	3,000	1,000,000	30,000	75,000	15,000	150,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	1,033,450	
Saint-Louis. . . . .	25,000	17,500	1,500	9,000	1,500	3,750	750	3,750	1,000	2,500	1,000	2,500	1,000	3,000	25,000 p. cub.	180,000	200,000	225,000	5,000	3,000	1,000,000	30,000	75,000	15,000	150,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	1,033,450	
Saint-Paul. . . . .	250,000	175,000	13,500	81,000	300,000	750,000	20,000	10,000	1,000	2,500	1,000	2,500	1,000	3,000	25,000 p. cub.	180,000	200,000	225,000	5,000	3,000	1,000,000	30,000	75,000	15,000	150,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	1,033,450	
TOTAL. . . . .	6,950,000	4,896,500	114,100	684,000	1,457,000	3,592,500	297,400	1,189,000	565	5,650	23,200	33,300	57,300	1,900	Planches 60,000 Pieds cubes 68,800	537,800	386,075	2,373,000	1,007,850	44,430,000	3,403,200	3,106,000	421,200	1,866,000	530,800	13,950	603,200	93,480	124,440	399,000	39,850	240,600	17,700,000	17,700,000	

RÉSUMÉ.

Droits coloniaux. . . . .	102,660	11,437,800
Planches et bois. . . . .	107,800	6,296,080
Vin. . . . .	64,910	17,703,000
	17,703,000	



## NOTE

PAR APPROXIMATION

*De la consommation des produits de l'agriculture.*

NATURE DES PRODUITS.	PRODUIT moyen annuel.	CONSOMMATION locale.	LIVRABLE au commerce.	OBSERVATIONS.
Sucre. . . . .	5,487,300k	240,000	5,247,300	
Arack. . . . .	98,900l	63,700	35,200	
Café. . . . .	1,536,300k	152,000	1,384,300	
Girofle. . . .	310,900	250	310,540	
Muscade . . . .	555	30	525	
Cacao. . . . .	25,900	2,000	23,900	
Coton. . . . .	32,050	14,800	17,250	
Blé. . . . .	964,600	468,000	496,600	
Riz. . . . .	1,305,800	591,000	714,800	
Maïs. . . . .	14,429,000	28,000,000	"	Madagascar fournit le complément néces- saire : on y supplée d'ailleurs par le riz de l'Inde.
Manioc. . . . .	1570,900	1,570,000	"	
Patates. . . .	1,576,300	1,580,000	96,300	
Ignames. . . .	51,900	51,900	"	
Songes. . . . .	342,800	342,800	"	
Pois du cap. .	320,000	155,000	165,000	
Ambrevades. .	339,300	339,300	"	
Jardinage. . .	221,000f.	221,000	"	

J'ai établi la première colonne en prenant la moyenne proportionnelle des trois années dont les produits sont authentiquement connus; mais il ne faut pas perdre de vue que ces produits sont essentiellement variables, selon que les saisons sont plus ou moins favorables, que l'on opère des changements dans la distribution des terres, en raison de la faveur des produits, etc.

En appliquant à la deuxième colonne le prix moyen des trois années dont le tableau précède, la consommation que l'île ferait d'une partie de ses produits s'élèverait de 5 à 6,000,000 de francs. La valeur de la portion exportable serait alors de 9 à 8,000,000 fr., ce qui concorde avec les comptes des exportations effectuées.

Mon travail serait incomplet si je n'indiquais le rapport entre la valeur des terres et celle des produits, comme aussi entre les produits et la surface cultivée, et enfin entre les diverses espèces de cultures et la valeur de leurs produits. Tel est l'objet des deux tableaux qui suivent. Il est convenable d'avertir que ces produits sont énoncés *bruts*, que les frais d'exploitation et en un mot les charges n'en ont point été défalquées. On trouvera plus loin, au chapitre qui traite des capitaux et revenus, comment les charges peuvent être évaluées, et quelle est la différence entre le produit *brut* et le revenu *net*. On sentira toutefois aisément, par la seule inspection des tableaux que je présente ici, de quel intérêt est une telle colonie, et ils forment le complément de cette partie de mon travail, si l'on se rappelle les rapports entre la population, les surfaces cultivées et les produits de celle-ci qui ont été exposés, pag. 224 et suivantes du 1<sup>er</sup> vol. de cet ouvrage.

I<sup>er</sup> TABLEAU

*De comparaison des surfaces cultivées, de leurs valeurs  
et de leurs produits par commune.*

NOMS DES QUARTIERS.	SURFACES cultivées.	VALEUR		OBSERVATIONS.
		des SURFACES cultivées.	moyenne des PRODUITS.	
Saint-Denis. . .	gaulettes 416400	832800	644725	Quoique toutes les terres n'aient pas la même valeur, on a pris pour l'évaluation ci-contre des surfaces cultivées, le taux de 2 fr. la gaulette, qui est le véritable prix moyen des valeurs foncières. On a pris aussi pour l'évaluation des produits celle de 1822, qui peut être regardée comme moyenne entre celles des années précédentes et celles des années subséquentes.
Sainte-Marie. . .	1705200	3406400	3154150	
Sainte-Suzanne.	2712000	5424000	2534375	
Saint-André. . .	1162175	2324350	3350150	
Saint-Benoît . .	2040900	4081800	1052450	
Sainte-Rose. . .	775000	1550000	711970	
Saint-Joseph . .	1280000	2560000	232900	
Saint-Pierre. . .	1534350	3068700	1162650	
Saint-Louis. . .	1995880	3991760	674100	
Saint-Leu. . . .	589400	1178800	1505450	
Saint-Paul . . .	3436000	6872000	2701000	
TOTAUX. . . . .	17105305	34210610	17705920	

II<sup>e</sup> TABLEAU

*De comparaison des surfaces cultivées, de leurs valeurs  
et de leurs produits par nature de denrées.*

NATURE DES CULTURES.	SURFACES cultivées.	VALEUR DES		OBSERVATIONS.
		SURFACES cultivées.	PRODUITS.	
Cannes { Sucre . .			4,896,500	La valeur indiquée des produits est <i>brute</i> . Il faut pour connaître véritablement les avantages de telle culture sur telle autre, déduire les frais d'exploitation; cette déduction change considérablement les rapports. Ainsi, par exemple, les frais d'exploitation d'une sucrerie sont infiniment supérieurs à ceux d'une cafétérie, et conséquemment le bénéfice de celle-ci, comparé à celui de l'autre, est dans un rapport plus favorable que celui présenté à ce tableau. Ce que je viens de dire des sucreries s'applique, dans des proportions différentes, aux terres où l'on cultive les substances nutritives; comme ce qui est relatif aux cafeteries s'applique aux produits des arbres à épices et autres.
Arack . .			684,600	
TOTAL . .	1,704,200	3,408,400	5,581,100	
Caféteries . . . .	1,729,000	3,458,000	3,592,500	
Girofleries . . . .	1,370,730	2,741,460	1,487,000	
Muscaderies . . .	5,000	10,000	5,650	
Cacaoïers . . . .	24,000	48,000	23,200	
Cotonneries . . .	281,500	563,000	57,500	
Blé . . . . .	706,225	1,412,450	366,075	
Riz . . . . .	493,500	987,000	1,067,850	
Maïs . . . . .	9,560,800	19,121,600	3,463,200	
Manioc . . . . .	394,600	789,200	421,200	
Patates . . . . .	427,000	854,000	559,800	
Ignames . . . . .	58,000	116,000	13,950	
Songes . . . . .	66,600	133,200	93,480	
Pois du cap . . .	157,800	315,600	124,145	
Ambrevades . . .	51,350	102,700	59,850	
Jardinage . . . .	75,000	150,000	249,600	
	17,105,305	34,210,610	17,166,100	
Exploitation de bois { surfaces incultivables ou incultivées . . . }			537,800	
			17,703,900	

---

## COMMERCE.

---

UNE île dont la position faisait présumer d'abondantes récoltes en denrées regardées dès la création des premiers besoins comme une source féconde de richesses, également bien placée pour recevoir les produits français destinés à la consommation de l'Inde et de la Chine, en même temps que les produits indiens si recherchés dans l'ancien monde; une île, qui, au milieu de l'Océan pacifique, est naturellement un point de repos pour les marins qui entreprennent ces longues navigations, devait nécessairement fixer l'attention d'un peuple éminemment distingué par tout ce qui excite, entretient cette noble et brillante ardeur, âme du commerce et l'un des premiers élémens de la prospérité d'une nation. Louis XIV ne laissa pas échapper l'occasion de doter la France d'une colonie qui devait être par la suite d'un si grand prix. La compagnie des Indes, à laquelle il la céda, en fit bientôt le centre d'un commerce qui a pris une si grande et si heureuse extension.

Pendant près de cent cinquante ans, les îles de France et de Bourbon ne furent, à bien dire, qu'une seule et même colonie. Il ne fallut rien moins qu'un de ces bouleversemens politiques qui, changeant toutes les relations, donnent au monde une face nouvelle,

pour fixer dans celle des deux qui n'avait eu jusqu'alors à s'occuper que d'opérations agricoles, le commerce de la France dans la mer des Indes.

Jusqu'à l'année 1815, qui fut celle de la rétrocession à la France de l'île Bourbon, que la conquête avait mise depuis cinq ans sous la domination anglaise, il n'y eut vraiment pas de commerce en ce pays. On ne peut en effet donner ce nom aux rapports très-restreints qu'elle avait avec l'île de France, où tous les produits de son agriculture étaient envoyés pour être de la réexpédiés vers la métropole, et qui, par contre, lui faisait passer la petite quantité de marchandises nécessaires à sa consommation. Aucune opération directe ne lui était permise ; elle n'avait point de communication avec les nationaux, encore moins avec les étrangers. La guerre de la révolution avait bien amené quelque changement à cet état de sujétion, mais la conquête l'avait remise sous le joug d'un autre monopole. Elle ne fut affranchie de toutes ces entraves que lorsqu'elle fut devenue le seul point où le pavillon français pût se déployer dans ces mers. Le traité de 1814, qui a abandonné l'île de France à l'Angleterre, est l'époque de laquelle date le bonheur de l'île Bourbon. Nous venons de voir quelle influence cette séparation a eue sur son agriculture ; il ne sera pas d'un moindre intérêt de voir à quel degré est arrivée en peu d'années sa prospérité commerciale.

Les bâtimens du roi qui portèrent la nouvelle administration à Bourbon, furent autorisés à rapporter à fret une partie des denrées qui s'étaient accumulées dans les magasins des colons : ils furent les premiers



moyens de cette communication directe , qui, de ce moment , a pris un si grand développement. Le commerce ne tarda pas à entrer dans cette voie. Il expédia de France la même année 15 navires jaugeant ensemble 1500 tonneaux. Ce nombre s'est élevé en 1823 à 63, jaugeant ensemble 19,500 tonneaux. Les importations de France dans la colonie étaient en 1815 de 2,952,280 fr. 68 c. ; elles furent portées en 1822 à 6,407,321 fr. 09 c. Les exportations de 1815 étaient de 2,192,744 fr. ; elles sont représentées en 1822 par la somme de 8,718,310 fr. 47 c. Les deux tiers des marchandises importées le sont en marchandises françaises , et presque exclusivement par bâtimens français. Tous les articles ne sont pas destinés à la consommation du pays ; car , s'il est vrai de dire que plus on a plus on consomme , il est un terme cependant où s'arrête la consommation, et ce terme est celui où cesse le besoin même du superflu.

Aussi la moitié environ des objets venant d'Europe continue sa route vers l'Inde , où l'habitude de consommer des produits français se maintient, et où il est important de la maintenir par de continuels envois. Ainsi d'une part , l'île Bourbon favorise l'écoulement d'une grande partie des produits du sol et des manufactures de la France, tandis qu'elle fournit à la consommation de son luxe et satisfait à une partie de besoins devenus indispensables. Le commerce de cette colonie, vu sous cet aspect , est non seulement avantageux à la métropole sous les rapports industriels et fiscaux ; mais il l'est aussi en ce que, facilitant la composition et l'assortiment des car-

gaisons , il rend moins long et conséquemment moins dispendieux le séjour des bâtimens sur les rades de l'île , exerce plus les marins à la navigation , et les tient moins long-temps éloignés des ports de France. Il est avantageux à la colonie en ce que , donnant plus d'activité aux diverses opérations , il y entretient un plus grand mouvement , fait naître une circulation plus rapide des fonds , et rend plus facile l'extraction totale à un prix plus élevé des productions du sol colonial.

Ces propositions vont se prouver par l'examen détaillé des rapports de cette île , soit avec la France , soit avec l'Inde , soit avec les îles et les pays qui l'avoisinent.

#### COMMERCE AVEC LA FRANCE.

Les ports qui expédient actuellement de France pour l'île Bourbon sont le Havre, Saint-Malo, Nantes, Bordeaux et Marseille. Nantes et Bordeaux y dirigent le plus d'armemens ; Marseille et le Havre viennent en seconde ligne ; Saint-Malo n'envoie pas plus de deux navires par an. Le nombre total était en 1822 , comme je viens de le dire , de 63 bâtimens , jaugeant ensemble 19,500 tonneaux , et armés de 1141 hommes d'équipage ( 1 ). On aperçoit combien ces expéditions sont utiles aux ports par l'activité qu'elles

(1) On évalue à 350 le nombre des navires français expédiés de France à la Martinique et à la Guadeloupe, leur capacité à 90,000 tonneaux , le nombre de leurs équipages à 9000 marins , les denrées transportées à 90 millions de livres de

donnent à tous les genres d'industrie, le débouché qu'elles procurent aux produits des manufactures et à certains de ceux de l'agriculture. Pour ne parler que de ce qui est plus frappant, qu'on se figure combien d'ouvriers de toute espèce sont employés dans les ports, tant pour mettre les navires en état de naviguer, que lors des chargemens et des déchargemens; à combien d'individus de tout sexe et de tout

sucré, plusieurs millions de livres de café, plusieurs mille balles de coton, etc.

On trouve les rapprochemens suivans dans un discours du ministre de la marine à la chambre des députés, en mai 1827 :

La valeur totale des exportations de la France pour les divers pays avec lesquels elle est en relation, a été, pendant l'année 1825, de . . . . . 245,262,999  
dont pour les colonies françaises  $\frac{1}{5}$  . . . . . 48,403,080

Le cinquième de ces valeurs est en produits de l'agriculture, le reste en produits de l'industrie : ces valeurs ont été estimées, en tonneaux de mer, à . . . . . 499,690  
dont pour les colonies françaises  $\frac{2}{5}$  . . . . . 199,876

Cette navigation a employé un nombre de matelots de . . . . . 47,380  
dont pour les colonies françaises  $\frac{1}{4}$  . . . . . 11,845

Si l'on peut comparer à ces opérations de 1825 celles qui ont eu lieu pour Bourbon en 1822, nous aurons les résultats suivans :

Valeur des exportations de		
France pour Bourbon. . .	f. 6,407,321 ou $\frac{1}{8}$	} de ce qui est relatif à toutes les colonies.
Evaluation en tonneaux de		
mer. . . . .	19,500 ou $\frac{1}{10}$	
Nombre des matelots em-		
ployés. . . . .	1,141 ou $\frac{1}{10}$	
		7*

à ces travaux donnent des moyens de subsistance, de combien de familles ils assurent l'existence.

Que l'on jette les yeux sur le tableau des articles d'exportation de France et sur celui des retours (ci-après, page 165) ; que l'on en calcule les quantités et les valeurs, et l'on reconnaîtra tous les avantages que procurent ces expéditions (1).

Mais combien elles importent à un état maritime ! quelles ressources assurent à la France ces navigations lointaines qui forment en même temps des officiers et des matelots exercés à tous les événemens qui se rencontrent à la mer, habitués à la succession rapide des divers climats, pliés à une subordination qui devient naturelle, accoutumés à cette vie qui constitue véritablement l'homme de mer et le rend si utile à la patrie, en temps de paix par le succès de ces belles et grandes spéculations commerciales, en temps de guerre quand il s'agit de défendre les intérêts nationaux et de soutenir l'honneur du pavillon. Or une marine instruite en théorie et en pratique fait la force d'un État qui, comme la France, occupe une si grande étendue de côtes, et possède de si riches colonies. C'est la marine qui conserve les colonies, c'est par elle qu'elles existent. Ses citadelles flottantes les protègent et garantissent leur possession à la nation qui peut mieux et plus tôt en armer davantage ; comme ses magasins flottans font en tout temps la richesse du pays et entretiennent des deux côtés une égale prospérité.

(1) On estime que la valeur de ces retours excède d'un septième celle des exportations de France.

## COMMERCE AVEC L'INDE.

Ce n'est pas des communications directes de la France avec les côtes méridionales de l'Asie que j'entends parler ici, mais bien du commerce d'Inde en Inde. Il a toujours été considéré comme d'un grand avantage non seulement pour les colonies françaises dans ces mers, mais encore pour leur métropole. Si en effet la valeur des produits coloniaux excède celle des objets consommés, le solde ne peut se faire qu'en marchandises, et cet excédant doit trouver un débouché. Son écoulement naturel, qu'il ait lieu soit en denrées coloniales, soit en marchandises européennes, s'opère par l'Inde (1). D'un côté, cette contrée donne à l'industrie de la France des articles d'une grande valeur et d'un petit volume, nécessaires à l'entretien de ses fabriques, à sa consommation, à celle des autres colonies, et que complètent et assortissent les cargaisons de retour des navires importateurs : de l'autre, elle fournit aux consommations locales des articles indispensables que la France ne peut leur fournir, ou qu'elle ne peut leur fournir au même prix.

Les articles qui sont dans ce cas se réduisent à trois principaux : les toiles, les bougies, les savons.

(1) Pendant la seule année 1822, il a été réexporté de Bourbon pour l'Inde, en objets venus antérieurement de France, une valeur de . . . . . 781,330 fr.

En articles importés de France durant 1822. 1,140,000

---

1,921,330 fr.

Les toiles blanches de l'Inde, les guinées bleues, les indiennes grossières de Patna sont employées exclusivement à Bourbon, les premières par les blancs, soit pour leur usage personnel, soit pour l'intérieur du ménage; les autres pour l'habillement des esclaves des deux sexes : les toiles de lin ou de chanvre fabriquées en France n'y sont jamais achetées. Tous les raisonnemens que l'on fera dans l'intérêt de l'agriculture et du commerce sous ce rapport, tomberont devant une vérité de fait : c'est que, quant au prix, les toiles de France ne peuvent soutenir la concurrence; quant à l'usage, la toile de chanvre et de lin n'ayant pas comme celle de coton la propriété de se charger des sueurs sans se refroidir, elle serait d'un emploi dangereux pour la santé dans un pays où la chaleur entretient une transpiration constante, excitée et maintenue par le travail, et où les brises continuelles tendent en même temps à interrompre ou supprimer cette transpiration, ce qui n'arrive jamais sans un grave inconvénient pour l'économie animale. Que si l'on disait que, cédant à cette considération et reconnaissant combien elle est fondée, elle ne peut du moins être opposée à l'emploi de toiles de coton fabriquées en France, il serait facile de répondre que, d'accord sur ce point, le prix comparatif sera toujours en faveur des toiles de l'Inde; que l'avantage sera encore pour elles si l'on compare les qualités; que ce n'est jamais sans risques, et que ce ne peut être par des ordonnances, que l'on peut changer la direction prise depuis longtemps par le commerce, et soutenue par les habi-

tudes. Une autre considération plus importante, c'est qu'il ne s'agirait de servir que la portion de l'industrie française qui se borne à mettre en œuvre des produits étrangers, tandis que l'on consommerait la ruine déjà bien avancée des établissemens français dans l'Inde, producteurs également de la matière première et de la main-d'œuvre. Or, si l'on doit encouragement et protection à l'industrie de la métropole, il n'est pas moins vrai qu'on ne doit pas les lui donner aux dépens d'autres établissemens nationaux aussi, lors surtout que, pour ceux-ci, ce serait une cause absolue d'un dommage irréparable, ce qui n'est pas pour l'autre.

Il ne sort d'ailleurs jusqu'à présent des fabriques de France aucune toile qui puisse remplacer les toiles bleues de l'Inde, dites *guinées*, pour l'habillement des esclaves à Bourbon. Celles dont on a cru pouvoir introduire l'usage ont été loin, et pour la propriété hygiénique, et pour le tissu, et pour la durée, et pour le prix, de pouvoir entrer en compensation, et il a fallu y renoncer.

L'emploi des toiles de l'Inde non seulement est avantageux aux consommateurs de Bourbon, mais s'il cessait dans cette colonie, ainsi qu'elle en est menacée, ce serait la ruine des établissemens français de la côte de Coromandel. Ces établissemens dans des temps qui, pour être éloignés, ne sont pas oubliés, ont joui d'une faveur à laquelle ils ont alors répondu. Victimes d'événemens qui les ont tellement molestés qu'ils ont peine à se relever, le voisinage des possessions anglaises, la tyrannie commerciale

que ce gouvernement exerce dans l'Inde à notre détriment, les lois qu'il a dictées par des traités arrachés par la ruse à la loyauté, à la suite de mesures dictées par sa jalousie despotique, les mettent dans une telle position, que, successivement privés des principaux moyens qu'ils avaient de fournir quelque aliment à notre commerce, les établissemens français sur cette côte n'ont guère plus que le coton pour se soutenir; et cette soie n'étant plus exportée brute, puisque la diminution de la consommation n'y attire que très-peu de navires français, il ne leur reste de ressource que l'exportation des tissus, réduite elle-même aux seules toileries dont il est ici question, pour ce qui regarde notre commerce.

Ce serait donc une mesure désastreuse également, et pour nos établissemens de la côte de Coromandel, c'est-à-dire Pondichéry, Karikal et Yanaon, et pour l'île Bourbon, que la proscription dans cette dernière colonie des toiles produites par les premiers et consommées dans la seconde, sans que cette perte fût compensée par les avantages qu'en retireraient l'industrie et le commerce de la France, pour lesquels ce débouché serait nouveau, et qui peuvent continuer à ne le pas exploiter plus qu'ils n'ont fait jusqu'à présent.

Mais pour secourir ces établissemens, on pourrait apporter leurs cotons en France pour les reporter ouvrés à Bourbon. Il ne serait pas difficile de faire sentir la futilité de cette proposition. Le résultat pour la colonie serait d'augmenter le prix de la toile au moins du double transport; quant à la France,



d'augmenter la quantité de cotons en laine qui y est déjà trop grande, et quant aux établissemens de l'Inde, de leur enlever une des faibles branches d'industrie qui leur restent (1).

A l'égard des savons et des bougies, le commerce français en a jusqu'ici peu envoyé à Bourbon. C'est, dit-on, parce qu'il n'y trouvait qu'un faible débit; le moyen de l'accroître c'est de lui accorder un privilège. Il ne suffit pas de vouloir pour que le commerce dirige ses envois plutôt sur un point que sur un autre: il s'y décide lorsqu'il y a excédant aux besoins au lieu de production, et lorsqu'il trouve une vente profitable au lieu de consommation, en d'autres termes, lorsqu'il achète bon marché et qu'il vend cher. Or cet excédant n'existe pas: voyez quelle est la quantité des produits et quel est leur prix. Ces prix, déjà élevés au lieu de production, ce qui prouve leur insuffisance aux besoins de la consommation locale, augmentés au lieu de la vente de tous les frais que le transport y ajoute, seront tels alors qu'ils ne pourront soutenir la concurrence avec les produits semblables que l'Inde y fait parvenir, et qui sont d'un prix peu élevé, parce que la

(1) L'importance de cette question, qui était majeure au moment où j'écrivais ce qu'on vient de lire, a diminué malheureusement depuis par suite de mesures assurément très-fausSES en administration comme en politique: les Indiens et même des négocians français ont abandonné Pondichéry pour aller porter leurs établissemens sur le territoire anglais. Comme il y a lieu d'espérer la révocation de ces mesures, je laisse subsister la discussion qu'on vient de lire.

matière première abonde , que la main-d'œuvre est peu coûteuse , et que les frais de transport sont moindres. Si donc il y a une grande différence de prix , et cela ne peut être autrement , de deux choses l'une : ou il faut proscrire absolument les produits indiens , et ce serait nuire à la colonie et lui imposer un excès de dépense pour le haut prix d'un article de consommation dont on ne peut se passer , or on ne peut raisonnablement penser à un tel résultat ; ou bien il faut faire en sorte que ces articles soient apportés de France à un prix au moins égal à celui de ceux qu'on voudrait proscrire , et l'on a vu qu'on ne peut l'espérer.

Ainsi l'on ne servirait point le commerce de la métropole , on nuirait à la colonie consommatrice , et en troisième lieu on nuirait à des établissemens qui ont éprouvé déjà de si détestables effets d'une mesure , qui , sans être utile à quelque portion que ce soit du commerce de la France , n'a servi que l'odieux monopole de la compagnie anglaise.

Je veux parler ici du commerce des sels produits par les territoires de Pondichéry et de Karikal.

Les aldées dépendantes de ces deux établissemens en livraient autrefois 63,000 quintaux, poids de marc, au commerce français, qui les payait 504,000 francs. Par un traité, la compagnie anglaise a obtenu l'exclusif de la vente de cette denrée , afin de ne pas compromettre , par une libre concurrence , le produit de la fabrication des peuples asservis à sa puissance ; et pour dédommager les propriétaires de salines des aldées françaises , elle a accordé une somme de 4,000

pagodes (36,000 fr.) une fois payée. Depuis lors, la compagnie exerce sur les sels fabriqués dans ces deux territoires un privilège exclusif. On en peut consommer dans le pays, mais on ne peut en vendre au dehors une seule once, même pour la consommation des navires français en relâche, que sous le bon plaisir du gouvernement anglais de Madras.

Pour terminer cet article, plus important qu'il ne semble, du commerce de l'île Bourbon avec l'Inde, je dirai que si j'ai fait voir ce qu'est et ce que doit être ce commerce, combien il importe à la France de le maintenir, et combien il lui serait désavantageux de le rendre nul, ce n'est pas une considération d'un léger poids dans la balance qu'une navigation dont les avantages déterminent à s'y livrer une portion quelle qu'elle soit de la population créole. Nous avons vu qu'elle devient de plus en plus nombreuse et qu'il est indispensable de trouver les moyens de l'employer hors de son pays. On doit donc saisir toutes les occasions qui se présentent, et c'est un devoir d'encourager celle qui lui fournit la faculté de faire l'apprentissage du métier de la mer.

#### COMMERCE AVEC JAVA, SUMATRA, ET AUTRES POSSESSIONS HOLLANDAISES.

Quoique les expéditions vers les îles hollandaises soient assez fréquentes, elles ne profitent à Bourbon que par l'exportation de divers articles d'Europe, comme vins, eaux-de-vie et liqueurs, parfumerie, horlogerie, bijouterie, etc. Le petit nombre d'articles

qui composent les retours n'est pas de nature à entrer en consommation , si ce n'est quelques chevaux et du riz dont la qualité ne peut être comparée à celui du Bengale et même de Coromandel. Les cafés , les sucres , les épiceries sont reçus en entrepôt et complètent les cargaisons pour France.

#### COMMERCE AVEC MASCATE.

Soit qu'on puisse les regarder comme une conséquence des anciennes liaisons de la France avec la Porte-Ottomane, liaisons telles autrefois que l'ambassadeur du roi très-chrétien à Constantinople y était le protecteur de toutes les nations qui n'avaient point d'agens diplomatiques ou consulaires dans les échelles ; soit que seulement ils prennent leur origine au temps où le pavillon de France avait dans les mers des Indes une prépondérance usurpée depuis par une compagnie de marchands anglais ; des rapports intimes existaient entre les deux colonies françaises dont l'une est l'objet de cet ouvrage , et l'iman de Mascate, auprès duquel la France entretenait autrefois un consul. Ce prince musulman a constamment maintenu ces rapports pendant la révolution, bravant tout pour procurer aux îles des secours auxquels elles ont dû de prolonger leur résistance à des attaques qui l'ont enfin emporté. Ces relations si utiles pour les Français, et si honorables pour les deux parties, l'iman les a renouées avec empressement. C'était au gouvernement français de faire les premières démarches. Accueillis avec une noble générosité et une

loyale amitié, les bâtimens français furent défrayés pendant leur séjour à Mascate, et bientôt l'iman envoya les siens à Bourbon. Il chargea même son frère d'une mission moitié diplomatique, moitié commerciale ; car les princes asiatiques sont les premiers marchands de leur pays, et l'iman possède plusieurs bâtimens qui naviguent pour son compte avec des espèces de subrécargues qui ne sont que ses commis.

Le commerce qui se fait réciproquement a une double utilité pour l'île Bourbon. La colonie reçoit des poissons salés, des fruits secs, de l'orge, du sel minéral pour sa consommation, des gommes et des médicamens destinés pour l'Europe, des chevaux, des mulets, des ânes de grande race et propres à fournir des mulets créoles, beaux, forts, dociles, plus recherchés, plus avantageusement employés que ceux provenant de l'Amérique méridionale. Mascate commerce avec Bassora et la Perse, et peut présenter à nos rapports commerciaux un développement qui ne doit pas être négligé, quoiqu'il ne puisse jamais être très-étendu. En échange, l'île Bourbon fournit des toiles de l'Inde, du riz, du safran, quelques provenances de l'industrie française, comme draps, papiers, verreries et cristaux, quelques munitions navales, du sucre et une plus grande quantité de girofle. Ce commerce emploie par an trois à quatre bâtimens de quatre cents tonneaux ; il est avantageux. Ce n'est pas tout de produire, il faut consommer. Plus on a de consommateurs, plus se soutient le prix de la denrée. Ainsi, dans l'intérêt de la colonie autant que par reconnaissance, il convient de maintenir,

d'encourager ce débouché, et ce doit être surtout moins dans la vue de placer l'excédant des besoins de la métropole, que pour diminuer le commerce de Mascate avec l'Inde anglaise, notamment avec la côte de Malabar ; car il ne faut pas se dissimuler que, dans ces contrées, le commerce français a toujours à lutter avec la compagnie des Indes britanniques, qui, dans ses idées constantes d'extension sans limites, d'exclusion absolue des autres nations, de privilège sans partage, de domination générale, ne néglige rien de ce qui peut la conduire à ce but.

#### COMMERCE AVEC MOKA.

Moka, situé à l'entrée de la mer Rouge, était autrefois fréquenté par la France qui y est encore propriétaire d'une loge. Ces relations, si long-temps interrompues, y sont presque oubliées. Le gouvernement a essayé de les rétablir. On ne peut dire qu'il ait atteint ni manqué son but. Ses premiers pas ont été bientôt suivis par le commerce ; mais, soit que l'époque du voyage du navire expédié ne fût pas convenable, soit qu'il faille du temps pour revenir à d'anciennes habitudes, l'expédition n'a pas été aussi heureuse qu'on avait peut-être droit de l'espérer. Le commerce de Moka est évalué à six millions de francs. Nous fournissions autrefois une partie de cette somme ; il importe de rentrer au moins dans ce partage. Les envois se composent, comme pour Mascate, de sucre, de girofle en clous et en essence, quelques muscades, de la poudre de guerre,

des armes, du plomb, du fer vieux et neuf, des indiennes, des miroirs, du safran, des toiles de la côte Malabar et de celle de Coromandel, du tabac de Madagascar. Ces cargaisons peuvent, comme on voit, être fournies par l'île Bourbon, par la France et par les établissemens français de l'Inde et de Madagascar. Les retours se font en dents d'éléphant et en civettes que Moka reçoit de l'Abyssinie, en poudre d'or et en ivoire, que la côte orientale d'Afrique y envoie; en médicamens et gommes qui y viennent de l'Arabie et de l'Asie; enfin en café. Ce n'est pas à Moka que cette fève se traite; c'est bien le port par lequel elle sort de l'Arabie, mais le marché est Bet-el-Faguy, ville maure, à trente lieues dans les terres: il s'ouvre en mars. Cette époque est à considérer pour la direction à donner aux expéditions. Mascate est, comme on voit, en concurrence pour quelques articles; mais il faut observer que cette place ne fournit que ceux qui proviennent de l'Asie, tandis que Moka tire ceux qu'elle met dans le commerce, de l'Arabie et de la côte d'Afrique qui lui est opposée. Tous ces articles sont toujours d'une bonne vente en France; et comme ils présentent une grande valeur sous un petit volume, ils sont d'une grande utilité pour la composition des chargemens des navires qui opèrent leur retour de Bourbon dans la métropole (1).

(1) Les gommes et médicamens qu'on tire de Mascate et de Moka sont principalement la myrrhe, l'encens, l'aloès, l'assa foetida, l'aloès succotrin, le benjoin, la gomme ara-

#### COMMERCE AVEC ZANZIBAR ET LA CÔTE D'AFRIQUE.

Les relations que l'on entretenait autrefois avec cette côte avaient principalement pour objet la traite des noirs. C'est de là qu'on tirait surtout les Cafres, bons travailleurs, forts, dociles et tranquilles. J'ai pu rappeler cette branche de commerce, la seule, pour ainsi dire, qui fût exploitée avec succès, quoiqu'elle ne puisse plus l'être. C'était à peu près le seul motif qui attirât nos bâtimens des deux colonies vers cette portion de la côte d'Afrique, qui, du reste, est sous la domination de l'iman de Mascate. Aussi un au moins des bâtimens que ce prince expédie vers l'île française, opère son retour en passant par le détroit de Mozambique et touche à Zanzibar, pour recevoir le tribut que paie l'émir ou gouverneur à son souverain arabe.

#### COMMERCE AVEC LES ILES DE L'ARCHIPEL AU NORD DE BOURBON.

L'archipel des îles d'Anjouan est quelquefois, quoique rarement aujourd'hui, visité par des navires français, qui, soit en allant dans l'Inde, soit en revenant, passent par le canal Mozambique, suivant la saison où ils se trouvent dans ces parages, et vont prendre dans ces îles des rafraîchissemens, en co-

bique, l'adragante, le galbanum, la noix de galle, le mirobolan, etc.



chons, en volailles, en fruits, que l'on se procure aisément et à bon compte. Leurs habitans, Arabes d'origine, ont toujours eu des dispositions favorables aux Français. Quant à l'île Bourbon, elle ne communique jamais avec cet archipel que pour tirer d'Aldabra des tortues de terre, dont on rapporte deux ou trois chargemens par an, par des goëlettes de 60 à 100 tonneaux. On va chercher aux Seychelles, ainsi qu'à Diégo-Garcia, de l'huile de coco et quelques autres articles de peu d'importance; c'est une faible part dans le commerce de la colonie et qui n'est exploitée que par des caboteurs.

#### COMMERCE AVEC MADAGASCAR.

Les relations que l'île Bourbon entretient avec Madagascar sont actives et profitables. Quelques développemens vont le faire connaître.

Dans un mémoire adressé à la société de Géographie et publié par elle dans son bulletin, j'ai donné sur les peuples qui habitent cette grande île, des notions dont on a pu inférer combien il est utile à la France de maintenir les relations qui existent avec eux depuis long-temps. En considérant ici ces relations sous le point de vue commercial, on tirera d'autres conséquences en faveur de cette proposition.

Presque toute la partie orientale de Madagascar, dans une étendue de trois cents lieues de côtes, à partir du cap d'Ambre au nord, jusqu'au cap Sainte-Marie au sud, est fréquentée par les Français. Quoique le commerce ne s'y fasse que sur huit à dix points,

elle fournit en abondance plusieurs variétés de riz ; et cet article devient d'autant plus important à Bourbon, que la culture de la canne à sucre y employant plus de surface, n'en laisse aux terres à vivres qu'une quantité dont les produits sont insuffisants à la consommation locale. Il en est de même des mahis, quoique la nature du sol malgache ne permette de les cultiver qu'en certains endroits et en moindres quantités que le riz.

Les bœufs en vie sont tirés de Tamatave et d'Anossy, province plus connue sous le nom de Fort-Dauphin. Cette fourniture est d'autant plus digne d'attention, que l'aridité actuelle des savanes à Bourbon ne présentant plus de pâturages aux troupeaux, le petit nombre des bêtes à cornes qui y existent est insuffisant à la subsistance de la portion de la population blanche qui en fait sa nourriture ; l'extension donnée aux charrois exige d'ailleurs l'emploi d'un nombre de bœufs plus considérable. La difficulté de l'acclimatement de ces animaux augmente encore la nécessité de l'introduction d'un plus grand nombre. On peut considérer cette branche de commerce comme un des objets les plus importants de l'approvisionnement de l'île.

Au nord de Madagascar, près le cap d'Ambre, dans la baie de Woëmar, on a, depuis quelques années, formé des établissemens de salaisons. Les bâtimens qui y sont envoyés traitent les bœufs en vie, les abattent, les salent, et rapportent avec eux ces viandes préparées et qui sont employées dans la colonie, soit au ravitaillement des navires, soit à la

consommation des garnisons, soit enfin à celle des esclaves dans les habitations. Ces salaisons se conservent parfaitement tant qu'elles sont exemptes du contact de l'air ; mais, soit par l'influence du climat, soit à cause de la nature des sels, ou bien est-ce un effet des méthodes employées, elles se corrompent promptement si un baril ouvert reste deux ou trois jours sans être consommé. Quoi qu'il en soit de cette circonstance à laquelle il sera possible sans doute d'apporter remède, cette branche de commerce mérite d'être encouragée.

L'abattage des bestiaux sur les lieux mêmes où ils ont été élevés, donne lieu à la vente des peaux. On en traite aussi dans la partie opposée de l'île, à l'ouest du cap Sainte-Marie, dans la baie de Saint-Augustin. Mais quoique les peaux y soient à bon marché, ce pays est peu fréquenté à cause du caractère inhospitalier des naturels et surtout à cause de l'insalubrité du lieu.

Les rabanes, tissus grossiers d'écorce d'arbre, le tabac en feuilles, les tortues, sont des articles utiles d'importation à Bourbon, mais peu considérables en quantités et en valeurs. Les rabanes, qui sont fabriquées sur toute la côte, mais dont le principal marché est à Tamatave, servent à faire des voiles aux pirogues et aux bateaux qui font le cabotage de la côte ; elles recouvrent les tables sur lesquelles on opère au soleil la dessiccation du sucre ; on les emploie aussi à quelques usages dans l'intérieur des maisons. Les tortues, plus petites, moins chères, mais plus délicates que celles d'Aldabra, ne chargent

que deux ou trois petits navires ; on les prend à Anossy. Quant au tabac, ces feuilles sont l'objet d'un commerce plus étendu et qui pourrait le devenir davantage. L'établissement d'une ferme des tabacs à Bourbon, en y diminuant la culture de cette plante, en a augmenté nécessairement l'importation, qui deviendrait plus considérable si les relations avec Mascate devenaient plus actives. Je ne parle pas ici des pagnes, tissus fins d'écorce d'arbre : ils étaient autrefois employés à Bourbon dans les ajustemens des dames créoles, qui y ont avec raison substitué les étoffes européennes. Aussi n'en extrait-on guères plus de Madagascar que comme objet de curiosité, et leur importation en France est infiniment faible. Pour la restreindre encore, la douane les considère dans nos ports comme tissus étrangers dont l'entrée est prohibée.

Ces articles se paient avec quelques produits des manufactures de France, des toiles de l'Inde, blanches et bleues, de grossières indiennes de Patna, des armes et de la poudre de guerre, des liqueurs et des viandes conservées, pour l'usage des Français qui se sont établis notamment à Tamatave ; de l'arack pour les naturels qui en sont extrêmement friands. Mais comme la valeur de ces retours est inférieure à celle des cargaisons extraites de Madagascar, le solde se fait en piastres d'Espagne et ce commerce est désavantageux sous ce rapport pour la colonie, dont il fait sortir une assez grande quantité d'espèces (1).

(1) Ce désavantage vient de s'accroître par l'établissement de douanes que vient de faire Radama à Madagascar.

## COMMERCE AVEC L'ÎLE MAURICE.

Des relations anciennes des deux colonies de Bourbon et de l'île de France, sont résultés entre elles des rapports fréquens, entretenus par les habitudes toutes françaises que conservent les colons de Maurice, malgré les soins intéressés du gouvernement auquel ils sont actuellement soumis. De là un cabotage continuuel qui pourrait être tout entier à l'avantage de Bourbon, qui devrait du moins se partager, si l'on s'en tenait *bonâ fide*, comme on dit à présent, au principe de réciprocité que l'on invoque sans cesse, que l'on place dans tous les traités et dont au fait on ne trouve nulle part l'application. Ce n'est point du moins l'île Bourbon qui en tire tout le profit, bien qu'il soit énoncé positivement dans les conventions conclues entre les deux cabinets métropolitains, ou dans les dispositions arrêtées de concert par les gouverneurs des deux colonies. En effet, le nombre des bâtimens employés sous le pavillon britannique à ces communications, est de beaucoup supérieur à celui des navires français : il est trois fois plus grand. S'il est bon que ce cabotage ait lieu parce qu'il procure un écoulement facile aux produits français, sous le rapport de la navigation et du fret l'île Maurice est celle des deux colonies à laquelle il est le plus profitable. Aussi ce n'est pas sans motif que le gouvernement de l'île anglaise a consenti à accorder que les navires des deux nations fussent semblablement traités dans les ports de chacune, c'est-à-dire

que les navires français payassent à Maurice les mêmes droits que les Anglais, pourvu que les Anglais ne payassent à Bourbon que les mêmes droits que les Français. Dans ce traitement où la réciprocité n'existe que dans les mots, le bénéfice est évidemment pour ceux qui, étrangers chez nous, y acquitteraient un droit double de celui payé par les nationaux, et ce bénéfice est dans une proportion beaucoup plus forte que ne serait pour nous le désavantage d'être traités chez eux autrement que leurs propres navires ; car ce n'est pas la quotité des droits qu'il faut seulement envisager ici, c'est la multiplicité des occasions de perception. Ainsi, bien qu'on puisse dire qu'il est avantageux aux deux nations de maintenir cette espèce de réciprocité, il est indispensable, pour qu'il y ait parité, d'augmenter le nombre des caboteurs français, seul moyen, sinon d'obtenir un juste dédommagement, au moins de partager désormais les chances.

Mais nous avons vu que les forêts de Bourbon sont déjà trop appauvries pour fournir aux constructions nécessaires, et que la main-d'œuvre y est si chère, qu'elles monteraient à un prix trop élevé. C'est la France seule qui peut les procurer, et le gouvernement local n'a pas hésité à faire appel au commerce en exemptant de tout droit d'entrée le bateau qui serait envoyé démonté, ainsi que ses agrès, voilure, mâture, pourvu bien entendu que le tout dût être loyalement employé à l'armement de ce bateau.

Le cabotage entre les deux îles, qui, comme nous

venons de voir, est, quant au pavillon sous lequel il est fait, au désavantage de Bourbon, est aussi, dans certains cas, au désavantage de son commerce et de celui de la métropole, par la fraude à laquelle il donne lieu. Il est certaines denrées du cru de l'île, le girofle, par exemple, dont il semble intéressant de faire passer ailleurs qu'en Europe le superflu au nécessaire des besoins du commerce français. Introduits à Maurice par les caboteurs anglais, avec le double privilège de moindres frais dans les deux îles, les girofles en sont réexportés par navires anglais et ne paient qu'un droit extrêmement modique au Bengale, où ils sont présentés comme provenance d'une colonie anglaise, tandis que, s'ils sont portés de Bourbon à Calcuta par navires français, ils sont chargés, à leur arrivée, de droits exorbitans que l'exiguité du droit de sortie perçu au lieu d'extraction est loin de compenser. Le problème consiste donc à combiner les diverses hypothèses, de telle sorte que l'exportation des denrées soit encouragée, et que les frais résultans de l'introduction à l'étranger ne soient pas au détriment du commerce français. Ce problème n'a pas encore été résolu. Je ne rapporterai point ici les divers essais tentés. Les mesures prises en 1817, améliorées depuis, ne sont pas encore parvenues à ce degré de conciliation des divers intérêts que l'administration coloniale a toujours cherché à obtenir et que le commerce réclame.

Le cabotage entre les deux îles offre, ai-je dit, des occasions de fraude auxquelles il est aussi important que difficile de porter remède; et pourtant on

pourrait diminuer cette difficulté en adoptant un système autre que celui en vigueur. Je ne veux point ici parler de ces fraudes grossières que l'on peut prévenir, si les agens supérieurs de la surveillance des douanes y mettent quelque soin et les agens inférieurs quelque exactitude, mais bien de celles qui sont la conséquence indispensable de dispositions outrées, contre lesquelles la nature même des besoins et des habitudes porte chacun à s'élever.

Si, en effet, quelques-uns de ces cosmopolites éhontés, pour qui les intérêts généraux ne sont d'aucune considération, et qui se sont accoutumés à ne plier devant aucunes lois, osent, à l'aide de séductions coupables, procurer un faux nom et un faux passeport aux sucres de Maurice, par exemple, en faisant apposer à Bourbon, sur les sacs qui les contiennent, la marque de la douane française, et obtiennent ainsi pour eux d'être traités comme produits coloniaux, ils auront trompé le fisc par une manœuvre aussi vile que blâmable. Quelque répréhensible que soit ce tort, on peut aisément y porter remède : il y a trop de différences entre les qualités apparentes et celles intrinsèques des sucres des deux pays pour qu'on s'y méprenne long-temps (1). Cependant on aura nui d'une manière notable à ceux de Bourbon, en leur donnant une réputation d'infériorité qu'ils sont loin de mériter, et ce n'est pas moins un devoir envers les colons de leur signaler

(1) Lorsque les sucres de Bourbon valent 6 et 7 piastres, ceux de Maurice ne valent que 3 et 4 piastres.



une fraude si condamnable qu'envers la douane, qui, à l'aide de ce subterfuge, se trouve forcée de traiter en nationaux, à leur arrivée dans nos ports, ces sucres étrangers porteurs de passeports français surpris à la bonne foi des autorités coloniales. Ce n'est pas de cela que j'ai entendu parler : c'est sur un sujet bien autrement important que j'ai désiré porter l'attention.

Lorsque, par une mesure prise dans l'intérêt de son commerce, le ministère britannique prohiba, non seulement l'entrée, mais même le séjour sur les rades de Maurice d'aucuns produits de l'industrie étrangère, pour procurer à ceux de l'industrie nationale le privilège de la consommation coloniale (1), le gouvernement de Bourbon dut maintenir avec plus de force la prohibition prononcée contre certains produits étrangers susceptibles de rivaliser avec ceux des manufactures françaises. Son but évident et réel fut d'appliquer ce principe de réciprocité dont je parlais tout à l'heure ; ce but n'a point été atteint. On n'a point nui à l'industrie anglaise, on n'a point servi la nôtre. La prohibition d'admission des produits français dans les colonies anglaises n'a été que fictive : ils ne s'y présentaient pas, parce qu'ils ne peuvent soutenir la concurrence ; tandis que la prohibition des produits anglais dans notre

(1) Si cette mesure fut avantageuse au commerce anglais, elle fut désastreuse pour Maurice, dont les produits perdirent un tiers de leur valeur, lorsque le prix des objets importés d'Europe augmenta dans le même rapport.

ile n'a eu, pour certains de ces produits, d'autre résultat que de déterminer leur introduction frauduleuse. Il aurait fallu, pour rendre la mesure utile, non seulement que le commerce français fournît suffisamment et au moment même à la consommation, mais encore que les habitudes des consommateurs fussent tout-à-fait changées ; or ce n'est point par des réglemens qu'on change les mœurs d'un pays. Le climat, autant qu'un long usage, a rendu indispensable l'usage des toiles de coton. L'Inde est en possession de les fournir depuis un temps qui remonte à l'époque des prospérités de la France dans ces contrées, je devrais dire à celle où les Français ont commencé à y former des établissemens. Si, à certaines espèces de ces toileries, on a substitué depuis celles des manufactures anglaises, ce fut le résultat de la conquête et l'effet du monopole de la compagnie des Indes. On s'est accoutumé ensuite à la finesse des fils, à la bonté du tissu, et des prix peu élevés sont venus ajouter à ces motifs de prédilection. Les toiles françaises peuvent sans doute sous les deux premiers rapports être mises en opposition avec les autres ; mais la meilleure preuve qu'elles ne peuvent rivaliser pour les prix, c'est que l'industrie française n'a point fait d'expéditions, ou n'en a fait que de très-faibles. Le bénéfice est le but de toutes les opérations commerciales : or les toileries françaises ne pouvant être vendues à Bourbon à un prix qui procure un gain convenable, elles n'entrent que pour une faible part dans l'assortiment des cargaisons.

En vain reproduirait-on ces mesures tyranniques qui ont désolé le commerce à l'époque où une imagination délirante rêvait le blocus continental ; en vain allumerait-on de nouveau ces bûchers qui consumaient les produits anglais sans éclairer la vente des produits français ; en vain rétablirait-on l'odieux système des visites domiciliaires, des saisies, des amendes ; ce ne serait pas répondre aux observations si fondées des colons. Ne les entend-on pas dire avec autant de raison et de fondement que de soumission et de respect : » Depuis dix ans nous attendons les envois du commerce français ; depuis dix ans nous les appelons par nos réglemens prohibitifs des produits étrangers. Il n'a point répondu à notre appel, il n'a point satisfait à nos besoins. Nous ne demandons pas mieux que d'employer ses produits ; qu'ils nous arrivent, nous fermerons la porte aux toiles étrangères ; qu'il nous donne les siens à prix égal, ils auront la préférence. Mais en conscience, il ne peut être exigeant au point de vouloir que nous ne recevions pas d'autrui ce qu'il nous fait payer à trop haut prix, ce qu'il persiste à nous refuser. »

En une seule année, les établissemens de l'Inde ont introduit à Bourbon *cent seize mille* pièces de toile de coton de divers degrés de finesse. Pendant le même espace de temps, l'Angleterre y a envoyé *vingt mille* pièces de percale, et la France n'a fait parvenir en deux ans que *treize mille pièces de batiste*, c'est-à-dire que la France a expédié en très-petite quantité la seule toilerie dont l'hygiène coloniale dé-

fend l'usage avec bien plus de force et de raison que les lois fiscales n'en protègent l'introduction (1).

Non seulement les réglemens que nous avons en vue n'ont point atteint le but que l'on s'était proposé; ils ont eu des résultats bien plus fâcheux et sur la morale publique et sur les produits du fisc.

Lors en effet qu'une loi ne peut être exécutée et que des peines sont cependant attachées à son inexécution, elle est immorale, car il est contre tous les principes qu'une loi ne soit faite que pour provoquer à la désobéissance. Une loi qui, pour assurer son exécution, excite et favorise la délation, qui entretient la population dans un état continuel de défiance, et d'hostilité envers l'administration, cette loi pèche contre toutes les règles établies et reçues. Or, pour

(1) De 1819 à 1821 la France n'a envoyé des tissus de coton dans toutes ses colonies que pour une valeur de 7,800,700 fr., et pendant la seule année 1824, l'Angleterre en a expédié pour 30,000,000 fr. au Bengale, d'où elle tirait, pendant le dix-huitième siècle, la plus grande partie de ceux qu'elle consommait chez elle. Aucun fait n'est assurément plus remarquable dans l'histoire du commerce que cette révolution qui s'est opérée dans les relations commerciales de l'Angleterre et de l'Inde, et rien n'est plus propre à faire sentir les prodigieux avantages de l'emploi des machines. Les Anglais livrent, même au Bengale, leurs tissus de coton *au dessous des prix de l'Inde*, quoique ce qui coûte dans ce pays 2 pences vaille en Angleterre 2 schillings 4 deniers, prix moyen de la main-d'œuvre; à quoi il faut ajouter un double fret, une double assurance; et l'intérêt de l'argent depuis le moment du paiement de l'achat jusqu'à celui de la rentrée du prix des retours.

appliquer ceci à l'objet dont il s'agit, l'effet de la prohibition absolue des toileries anglaises n'a pas été d'en empêcher l'introduction, mais de forcer à une introduction frauduleuse, de forcer à faire ce que la loi défend, à braver les peines qu'elle prononce pour satisfaire à un indispensable besoin, secondé que l'on est par un bénéfice qui, pour être coupable, n'en est pas moins profitable et réel.

Quant au fisc, la loi a été ruineuse; car il a été privé de la perception qu'il eût exercée sur tout ce qui est entré furtivement, malgré la surveillance qu'on doit supposer avoir été apportée par les agents chargés de l'exécution de la loi, et il n'en a pas été dédommagé par le peu de saisies qui ont eu lieu. La part du fisc dans ces saisies est de beaucoup inférieure à ce qu'eût donné la perception du droit d'entrée. Deux saisies seulement, faites en 1825, c'est-à-dire pendant les trois premières années de la prohibition, ont produit, l'une 7000 fr., l'autre 8000 fr. Un sixième seulement est rentré au trésor; mais tout ce qui est entré frauduleusement eût payé neuf pour cent de sa valeur.

La conséquence de tout ceci, c'est que pour établir convenablement et avec justice les rapports de commerce qu'un pays aussi éloigné de sa métropole doit avoir avec ses voisins, il faut beaucoup de prudence et de discernement. Ce ne sont point les relations des métropoles entre elles qu'il faut prendre pour bases; il faut connaître les mœurs, les habitudes, les usages, les besoins réciproques des pays pour lesquels on veut établir des règles. Ces règles

doivent s'accorder avec ces habitudes, ces besoins, non leur être en opposition. Un système absolu de prohibition, qui généralement réussit mal, est encore plus pernicieux en ce cas et sert mal la colonie, sans procurer davantage au commerce de la métropole. Ce n'est point par l'exclusif qu'on sert le commerce; on n'y réussit qu'en le mettant en état de soutenir la concurrence avec l'étranger. On le place dans cette position en augmentant convenablement les droits imposés sur l'étranger, et faisant profiter le commerce français de cette augmentation par des primes qui diminuent et s'éteignent graduellement, en même temps que la concurrence diminue et s'éteint, car elle a pour terme celui des bénéfices qu'elle procure; mais il faut se garder que ces augmentations de droits sur l'étranger et de primes sur le national tournent en augmentation de prix pour le consommateur, car alors on ruinera le pays, on nuira au commerce national, dont on consommera moins les produits, et l'on servira en dernière analyse l'étranger. Ce n'est pas où le commerce est prohibé qu'il ne va point, c'est où il ne trouve rien à gagner; et l'on pourrait presque dire d'une manière absolue et générale, ce qui est vrai dans beaucoup de cas particuliers, que les prohibitions attirent le commerce, en ce sens que la fraude donnant plus de bénéfices que les chances qui lui sont contraires ne sont dommageables, on s'expose volontiers à celles-ci, qui amènent si rarement des pertes, lorsqu'on doit espérer tant de gain quand on leur échappe. Ce ne sont pas seulement des mesures exécutables dans le pays qui conduiront au

but que l'on désire, ce seront encore celles que peut et doit prendre la métropole, comme point de départ et d'expédition; car enfin, en revenant à ce principe que les colonies sont faites pour les métropoles, il ne faut pas perdre de vue qu'une de ses conséquences indispensables est la protection que les colonies doivent recevoir de la métropole; et cette protection, quand il s'agit de commerce, ne s'exerce que par des encouragemens, elle n'est jamais le résultat des prohibitions.

#### COMMERCE ÉTRANGER.

C'est ici le lieu de dire quelques mots sur cette question de liberté illimitée du commerce des colonies, qui divise depuis si long-temps les personnes qui s'occupent d'économie politique.

Il faut, suivant moi, distinguer les colonies qui sont peu distantes de leur métropole et qui sont dans un voisinage rapproché d'îles ou de pays étrangers, de celles qui sont éloignées de l'une et des autres. D'autres règles doivent être imposées aux communications commerciales des Antilles françaises, rapprochées d'un grand continent, placées au milieu d'un archipel, entourées de pays qui mettent dans le commerce des produits dont plusieurs ou sont les mêmes que ceux de nos possessions métropolitaines et coloniales, ou leur sont analogues; et d'autre règles doivent être imposées aux communications de l'île Bourbon qui n'a près d'elle qu'une seule colonie européenne, placée récemment sous un autre pavillon, mais dont

les goûts et les habitudes sont encore tout français, et qui ne voit aucun sujet de rivalité chez les peuples qui bordent la côte du continent éloigné, quoique baigné par les mêmes eaux. Si, dans nos îles d'Amérique, l'industrie française doit trouver le placement exclusif de ses produits et opérer des retours favorables en denrées de leur sol; si l'admission des étrangers y doit être défendue, parce que, d'une part, elle donnerait lieu à l'avilissement du prix de certaines marchandises de la métropole, et, de l'autre, produirait un surhaussement dans celui des denrées du pays, il ne peut en être de même de l'île africaine; et pour elle, un système qui conserve tout l'avantage à la France sans faire éprouver de gêne à la colonie n'est-il pas convenable, n'est-il pas également utile à toutes deux?

Les colonies actuelles sont établies par les métropoles et conséquemment pour elles; elles leur sont utiles parce qu'elles consomment le superflu de leurs productions, et leur fournissent celles de leur cru. C'est un échange de services, et ce serait être mal avisé que de penser qu'un tel retour ne soit pas commandé par la nature même des choses, autant que par la combinaison politique qui entretient l'activité de l'industrie européenne par la nécessité de pourvoir aux besoins des colonies pour en obtenir de nouveaux alimens, et qui entretient l'industrie coloniale par la nécessité de payer les objets que consomment les habitans de ces pays d'outremer. Mais pour qu'une métropole puisse se réserver le double avantage d'approvisionner exclusivement les colonies et d'en extraire



les produits, il faut qu'elle s'impose le double devoir de ne jamais laisser cet approvisionnement en souffrance et d'acheter tous ces produits; que si elle ne remplit pas cette double obligation, si elle impose des devoirs impossibles à remplir, elle forcera nécessairement les colons à pourvoir par d'autres moyens à des besoins qui ne seront pas entièrement satisfaits par leur métropole, et à livrer en paiement à l'étranger des produits qui tomberaient pour eux en pure perte. De là l'affranchissement de certaines colonies; de là cette formation d'états nouveaux qui, abandonnés de leurs fondateurs, semblent par là même débarrassés de droit de l'espèce de féodalité, de l'espèce de servitude à laquelle jusqu'alors ils avaient dû se soumettre. C'est ainsi que l'Angleterre, par son despotisme envers ses colonies du nord de l'Amérique, les a amenées à l'état de nation indépendante; c'est ainsi que l'Espagne, en se débattant contre les révolutions qui se sont succédé sur son territoire européen, négligeant, oubliant, abandonnant ses colonies du continent de l'Amérique du sud, les a conduites aussi à secouer son joug.

La France a dû profiter de ces exemples. Si sa position envers ses colonies d'Amérique la porte à continuer d'y exercer à son profit le privilège exclusif de la vente et de l'achat, ce principe a dû fléchir quant à la seule colonie qui lui reste dans la mer des Indes. Durant les longues années de la guerre, l'île Bourbon avait contracté l'habitude de la fréquentation des étrangers, fréquentation au surplus à laquelle les deux îles, abandonnées de la métropole, ont dû de

prolonger leur existence, de retarder la conquête, et qu'il y eût eu de l'ingratitude à interrompre d'une manière absolue, lorsque la paix permettait avec la France des relations qui s'étaient bornées pendant vingt ans à deux ou trois navires venus à l'aventure, de temps à autre, rappeler le souvenir du commerce national. Mais en même temps que cette fidèle colonie, fille soumise et respectueuse, devait ouvrir de nouveau ses magasins aux bâtimens qui rétablissaient des communications si long-temps interrompues, il fallait qu'elle conciliât ce qu'exigeaient la mère-patrie, à qui toute préférence est due, et des amis qui l'avaient soutenue dans des temps de malheur. Ces deux considérations également impérieuses déterminèrent la conduite qu'elle devait tenir désormais. Ainsi, tant que la France fournit à Bourbon les seuls secours efficaces pour une colonie, moyens réels de travail, approvisionnement de ses besoins, écoulement de ses denrées, entretien d'un commerce actif et profitable, tous les produits de la colonie sont réservés à la métropole. Mais si les envois ne suffisent pas aux besoins, elle se croit autorisée à recevoir de l'étranger ce qui lui manque; si le commerce français n'achète pas toutes ses denrées, elle se croit autorisée à répondre aux demandes de l'étranger. Tel est l'état actuel des rapports de cette colonie, et tout prouve jusqu'à présent que ce système est avantageux. Ainsi privilège en faveur des nationaux, voilà la règle: admission du commerce étranger en certaines circonstances et sous certaines conditions, voilà l'exception.

Quelles sont ces circonstances et quelles sont ces conditions ? Je vais l'expliquer.

Quand un navire étranger se présente, il remet l'état de son chargement. L'administration constate par une enquête ce qui existe dans les magasins du commerce et ce qui est attendu de France en articles de même nature, et, comparant l'étendue des besoins à la faculté actuelle et à celle prévue de les remplir, le gouverneur autorise ou rejette l'admission totale ou partielle du chargement, établissant en même temps l'obligation de faire le retour en telles ou telles denrées dont l'écoulement est le plus avantageux au pays, sans nuire aux achats à opérer par le commerce français.

Il faut remarquer qu'en ceci le gouvernement ou l'administration ne sont que les régulateurs de l'opinion des commerçans et des colons, qu'ils la recueillent, la résument, l'expriment, et que c'est à cela que se borne leur intervention.

Ce mode, sans doute, est profitable à tous, et il l'est aussi au fisc, puisque les droits d'entrée et de sortie sont perçus sur l'étranger au double de ceux imposés au commerce national.

C'était le seul moyen conciliatoire à employer, et depuis qu'il est en vigueur, il n'a excité aucune plainte. Il a servi à compléter les besoins du pays, à lui procurer des articles de consommation qui manquaient et que le commerce français ne pouvait procurer, ainsi qu'à exporter des denrées qui étaient en superflu aux besoins de retour de ce dernier. Depuis 1818 jusqu'à 1822, c'est-à-dire pendant cinq

ans, il ne s'est présenté à Bourbon que douze navires américains et hollandais qui ont débarqué pour 132,500 fr. de valeurs, et ont pris en retour pour 134,000 fr. de girofle; plus trente-cinq navires anglais venant ou de l'Inde avec des vivres, ou d'Angleterre avec des pompes à feu. Les importations de ces trente-cinq navires s'élevaient à 1,808,000 fr. Ils ont repris aussi en girofle une valeur de 1,565,500 fr. Les droits du fisc sur les importations ont été de 12 p. 0/0, et sur les exportations de 15 pour cent.

#### COMMERCE DE LA COLONIE.

Depuis la rétrocession de l'île en 1815 jusqu'à présent, le commerce a pris à Bourbon un développement inconnu jusqu'alors. La cause première en est dans la position de l'île, qui en fait l'entrepôt naturel entre l'Europe et les côtes méridionales de l'Asie. Il est dû aussi à l'extension qu'a prise le commerce français. Les négocians de Bourbon ne sont le plus souvent que les consignataires, les commissionnaires des maisons françaises; ils sont chargés de la vente et de l'achat des cargaisons. Ce genre de commerce est du plus grand avantage pour la colonie. Quelques maisons ont entrepris pour leur propre compte des expéditions vers l'Inde et jusques en Chine; mais pendant plusieurs années encore, cet exemple sera peu suivi. Pour le commerce comme pour toute autre industrie, il faut, pour ainsi dire, un apprentissage, il faut des exemples multipliés de succès. Les plus heureux sont ceux qui s'engagent

les premiers dans une route nouvelle, qui ont sondé le terrain et marchent ensuite avec prudence et fermeté.

On a souvent parlé de la possibilité d'ouvrir au commerce de Bourbon une exploitation qui pourrait devenir productive, la pêche de la baleine. Ces cétacés s'y montrent en grand nombre depuis le mois de mai jusqu'en septembre : ils parcourent également la côte orientale de l'île Sainte-Marie, sur laquelle les Français ont récemment formé des établissemens de culture. Jusqu'ici aucun essai de pêche n'a été tenté, quoique l'exemple des Américains, qui la pratiquent dans le canal mosambique, dût en être un stimulant. Un navire, qui, après avoir apporté dans la colonie une cargaison de marchandises d'Europe, se livrerait à la pêche et opérerait ses retours en huile, ferait, suivant les apparences, une bonne opération ; mais il faut commencer, et l'exemple est tout.

#### COMMERCE DE CONSOMMATION.

L'extension de la culture depuis 1815 a eu une influence directe et très-grande sur la consommation ; et en effet, à mesure que plus de terres ont été livrées à la culture, que les procédés se sont améliorés, qu'il y a eu plus de produits, que les revenus se sont accrus, les fortunes particulières sont devenues plus considérables. Cet agrandissement des fortunes a fait naître de nouveaux besoins ; car les besoins augmentent en raison de l'aisance. Dès lors

la valeur des importations s'est élevée, non seulement par plus d'articles nécessaires à l'existence, mais aussi par des objets de luxe dont l'usage était autrefois inconnu ; et s'il est vrai, ce que dit Lavoisier, « que le moyen le plus sûr d'évaluer la richesse d'un pays soit d'en évaluer la consommation (1), » on doit conclure de ce que j'ai dit que la colonie de l'île Bourbon marche constamment vers un état de prospérité, résultat indispensable de l'augmentation des produits, de l'amélioration de la culture. C'est une vérité démontrée que la consommation est le thermomètre certain de la prospérité d'un pays, et les faits viennent chaque jour appuyer merveilleusement le principe. Que l'on jette les yeux sur le tableau de la balance du commerce, on verra que, toute compensation faite, les exportations des produits ont excédé les importations pendant les huit années qui se sont écoulées de 1815 à 1822 inclusivement, de 11,273,997 fr. 60 c., et encore doit-on ajouter à cette somme celle des envois qui sont restés sans retours et dont le produit a servi à acquitter d'anciennes dettes. Une telle balance, qui est incontestable, est la meilleure preuve qui puisse être apportée de la justesse de nos assertions, elle en est la preuve irréfutable.

Mais le commerce qui alimente la consommation a besoin d'encouragemens ; il ne suffit pas d'avoir encouragé la culture.

Plus la production est considérable, plus les ache-

(1) *Aperçu de la richesse territoriale de la France.*

teurs abondent ; les produits appellent le commerce ; il y a plus de concurrence, et le prix des denrées s'élève. En effet, en 1820, où l'on ne récoltait que neuf millions de sucre, il valait 6 piastres et demi (32 f. 50 c.) ; en 1826, où l'on en a récolté vingt millions, le prix a été porté à 8 piastres (40 fr.) ; mais plus d'acheteurs ont apporté plus de moyens d'échange, et le prix de ceux-ci s'est nécessairement abaissé : c'est le résultat de l'abondance.

Ainsi, tandis que les colons ont vu leurs profits s'augmenter par cette double cause, le commerce français a vu sa position changer dans une proportion inverse. De là la nécessité de venir à son secours : ce ne peut être que par l'allégement des charges qu'il supporte, qui, d'ailleurs, comparées avec celles qui lui sont imposées dans ses rapports avec d'autres pays, sont d'une injustice manifeste, eu égard à ceux qu'il a avec la colonie dont il s'agit ici.

Le point où il faut arriver est que les productions de l'île Bourbon soient, sur le marché européen, à un prix tel que les importateurs y trouvent le bénéfice équitable qui doit être le résultat comme il a été le but de leur opération.

Le prix d'une denrée se compose : 1° de tous les frais qu'elle occasionne à son premier propriétaire ; 2° de la valeur qui résulte de son abondance sur la place et de la concurrence des premiers acheteurs ; 3° de tous les frais qui sont faits du lieu d'extraction jusqu'au marché, frais dans lesquels sont compris les droits de sortie de la colonie et ceux d'entrée en France.

Le prix premier ou les frais d'exploitation doivent être nécessairement et sont en effet plus élevés à Bourbon qu'aux Antilles (1), parce que la plus grande partie des moyens d'exploitation qui sont tirés du dehors y sont naturellement plus chers. L'abondance étant moindre et le nombre des acheteurs comparativement plus grand, le prix d'achat est plus élevé (2).

Le fret est plus cher (3), la traversée plus longue (4), les chances défavorables plus nombreuses (5), la prime d'assurance dans une plus forte proportion (6).

Conséquemment, si les droits à l'entrée en France sont les mêmes sur les sucres de Bourbon et sur ceux des Antilles, il est évident qu'il y a surcharge pour les premiers. Or, ces droits sont les seuls des élémens du prix sur lesquels quelque réduction puisse être opérée.

(1) On estime aux Antilles les frais d'exploitation égaux au quart du produit brut; à Bourbon, comme on le verra plus tard, ils sont du tiers.

(2) Le quintal de sucre vaut 40 fr. à Bourbon. Le sucre brut vaut 30 fr. à la Martinique.

(3) Le fret de Bourbon en France est de 150 à 200 fr.; celui des Antilles de 60 à 70 fr.

(4) Bourbon est à 4500 lieues, les Antilles de 1600 à 2000 lieues. On vient des Antilles en cinq ou six semaines au plus; les plus courtes traversées de Bourbon sont de trois mois.

(5) Les chances de navigation sont toutes favorables pour venir des Antilles. On rencontre toujours des contrariétés et souvent des dangers au cap de Bonne-Espérance.

(6) La prime d'assurance de Bourbon en France est de deux et demi; celle des Antilles en France est d'un et demi.



Déjà le gouvernement a porté son attention sur cet important objet. Il est convaincu de la nécessité d'un allègement, qui ne peut provenir que des douanes (1).

#### DES DOUANES.

Les colonies ne sont, à bien dire, que les provinces d'un même royaume. Que les abords de ces provinces insulaires soient défendus des entreprises que peut former le commerce étranger contre le commerce national, de la même manière que le sont les frontières du royaume, cela se conçoit ; mais que les communications entre ces provinces extérieures et celles continentales ne soient pas aussi libres que la communication entre les départemens frontières et ceux de l'intérieur, c'est ce que l'on conçoit difficilement. Il y avait autrefois en France des douanes intérieures, mais ces barrières ont été renversées ; et ce qui est remarquable, c'est que l'époque où la liberté des communications a été donnée aux provinces de la métropole entre elles, soit celle où ont été élevées ces doubles barrières entre la métropole et ses colonies. C'est au moment où l'on proclamait la liberté du commerce, que cette branche si importante de celui de la France a vu ces obstacles

(1) La route est ouverte. Le sucre des colonies françaises en deçà du Cap est taxé à 45 fr. ; celui des colonies au-delà à 37 fr. 50 c. Le café des premières à 60 fr., celui des autres à 50 fr. Le girofle américain à 2 fr., celui de Bourbon à 1 fr. 90 c.

pernicieux lui être opposés. Si à cause de la distance qui sépare les provinces coloniales de la métropole, la double barrière est indispensable, elle n'a évidemment d'autre objet que de servir le commerce national, bien loin de lui imposer des charges qui réduisent ses profits outre mesure, et compromettent son existence. Tout impôt a pour cause et doit avoir pour résultat la protection, la conservation des intérêts des contribuables. Sous ce rapport il est juste et nécessaire; mais il cesse d'avoir le premier de ces caractères quand il excède la proportion qu'exige le second. Ici le raisonnement doit être remplacé par des faits, car c'est par des faits qu'on ôte toute apparence de déclamation à des raisonnemens presque toujours susceptibles de controverse, et dans la discussion desquels rien n'est plus aisé que d'introduire des sophismes spécieux qui peuvent séduire au premier coup d'œil, quoique la réflexion en démontre aisément le peu de solidité.

Parmi plusieurs comptes de vente que j'ai eus sous les yeux, je choisis celui fourni par la maison V.... et compagnie, du Havre, à un habitant de Bourbon, pour 126 balles de sucre, dont la valeur dans la colonie était représentée par la somme de

	f.	c.
ci. . . . .	4,095	00
et qui ont été vendues au Havre . . .	7,840	00
<hr/>		
Le droit de sortie de la colonie s'est élevé à. . . . .	163	80
celui d'entrée en France à. . . . .	3,275	50
<hr/>		
Total des droits perçus. . . . .	3,439	30
<hr/>		

Ainsi la douane a perçu un peu moins des sept huitièmes de la valeur première de l'objet, un peu moins de la moitié du prix de la vente.

Les frais d'embarquement, de débarquement, de pesage, etc., le fret, la commission, montent à plus de 2,500 fr.

On voit combien sont immenses les charges que supportent les denrées coloniales, combien le commerce est blessé par une perception qui porte dans une si grande proportion sur le prix de la vente. C'est par la modération de cette perception, c'est en la ramenant à un taux plus relatif aux profits et aux chances, que l'on rétablira les rapports convenables.

Que si l'on disait que solliciter un changement dans les tarifs, c'est vouloir bouleverser tout le système des douanes et en déranger les combinaisons; peut-on hésiter, répondrais-je, entre maintenir et faire cesser l'injustice? Ce changement d'ailleurs se bornerait à des modifications suivant les provenances, or déjà des modifications existent. Les produits de l'île Bourbon ne peuvent être comparés à ceux des Antilles, encore moins à ceux semblables des continens d'Amérique ou d'Asie. Reconnus d'une nature différente, ils forment déjà une classe à part, faveur méritée par leurs belles qualités, résultat précieux de la nature du sol, d'une agriculture bien entendue, d'une manipulation soignée.

Toutes ces différences, appréciées par les commerçans, ne peuvent échapper aux administrateurs.

Ils ne peuvent s'empêcher de reconnaître que pour accorder une égale protection à des provinces françaises qui se trouvent dans une position si inégale, il doit y avoir dans les charges qu'elles supportent une gradation autre que celle qui existe maintenant.

Mais, dira-t-on, c'est réduire le revenu de la France.

Il est vrai que le produit total des douanes étant ordinairement évalué à cent millions, l'île Bourbon y concourt, tant par les envois qui lui sont faits que par ceux qu'elle expédie, pour une somme qui s'éloigne peu de trois à quatre millions. Mais cette proportion de trois à quatre pour cent est elle-même en faveur de ce petit rocher, comme on a désigné la colonie qui fait le sujet de cet ouvrage. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'une suppression, mais d'une modération : et qui ne sait qu'en matière d'impôts indirects, et de douane surtout, moins le droit est élevé, plus il produit ; moins le fisc pèse sur les denrées, plus elles circulent (1) ? On retrouverait donc, et au-delà, par un plus grand

(1) L'Angleterre augmenta, en 1815, le droit sur le café, le produit diminua d'un huitième ; trois ans après le droit fut réduit de 2 schill. à 2 deniers, le produit augmenta. Le produit moyen des trois ans pendant lesquels le droit fut élevé était de 166,000 liv. st. ; le produit moyen des trois ans qui suivirent la réduction fut de 195,000 liv. st.

Le produit moyen de trois ans, de 1803 à 1805, pour les droits imposés sur le sucre, fut de 2,778,000 liv. st. ; le produit moyen de deux ans, 1806 et 1807, pendant lesquels le droit fut augmenté de 50 p. 100, ne fut que de 3,133,000 liv. sterling.

En 1805, le droit sur le vin de Porto était de 40 liv. par

nombre de moindres perceptions, ce qu'on aurait perdu en perceptions plus rares parce qu'elles seraient plus élevées. C'est une vérité que l'agriculture prospère en raison inverse des charges qu'elle supporte. D'autres branches de culture prendraient sans doute de l'accroissement à Bourbon, plus de produits en seraient importés dans la métropole, et réclameraient à leur tour plus d'envois, si des charges moins pesantes à l'entrée en France permettaient et excitaient des spéculations également profitables et aux producteurs et aux consommateurs.

Les muscades, par exemple, dont on s'obstine en douane à vouloir faire deux classes distinctes pour les droits d'entrée, lorsque les muscades longues et rondes se trouvent sur le même arbre, seraient cultivées ailleurs que dans deux ou trois vergers de Saint-Benoît et de Sainte-Suzanne, si une rectification appuyée sur la nature même était adoptée à leur égard (1). Le rocou serait cultivé à l'île Bourbon dans

tonneau, il produisit 224,000 liv. ; en 1804, il était de 90 liv., il ne produisit que 100,000 liv. st. En 1806, le droit sur l'importation de l'eau-de-vie était de 14 s. par gallon, il produisit 1,065,156. liv. st. : en 1807, il était de 16 s., il produisit 1,036,434 liv. st. : en 1814 il fut porté à 17 s., il ne donna que 755,337 liv. st.

(1) Je ne puis m'empêcher de rappeler ici les nombreuses réclamations portées à ce sujet auprès du ministère par M. Joseph Hubert, colon de l'île Bourbon. Ses démonstrations mises sous les yeux de la société royale d'agriculture et approuvées par elle, appuyées des analyses chimiques, n'ont encore pu décider l'administration supérieure des douanes. On veut bien prendre les avis des savans, mais on n'en tient compte. Je

des terrains qui ne conviennent qu'à lui, s'il était certain qu'il pût soutenir en France la concurrence avec celui de Cayenne. Le coton lui-même, d'une si belle soie et d'une blancheur si éclatante, reprendrait une faveur que repoussent en ce moment et le prix auquel il est vendu dans la colonie (2 fr.), et celui auquel il est coté dans les marchés français (2 fr. 05 c. à 2 fr. 30).

Mais je l'ai dit, le gouvernement est entré dans la route, non pas ainsi que je le propose, mais enfin il y est entré. Les droits de douanes perçus dans la colonie ont éprouvé une réduction peu considérable à la vérité (1). Cette réduction n'a point affecté les perceptions opérées en France, et c'est là le point important. Une réduction qui est presque nulle pour le commerce français, attire après elle de plus grandes conséquences dans la colonie, puisque le commerce étranger y supporte des droits doubles de ceux imposés au commerce national. Une réduction d'un pour cent en faveur du second se trouve être de deux pour cent pour le premier, tandis qu'une réduction sur les droits d'entrée en France des provenances de Bourbon, ne serait favorable qu'au commerce national, qui a seul et exclusivement le privilège d'introduction des denrées co-

répète ici ce que j'ai déjà dit en parlant de l'agriculture ; mais l'objet est important. Il est mon excuse, et à force de dire on sera peut-être entendu.

(1) Le droit de sortie, déjà réduit de 6 à 5 p. 100, vient de l'être à 4 p. 100 par une ordonnance royale du 27 septembre 1827.

loniales. On a pu remarquer quelle disproportion désespérante il y a entre les droits coloniaux et les droits métropolitains. Quand les premiers, suivant le compte rapporté plus haut, n'ont produit que 163 fr. 80 c., et produiraient aujourd'hui, d'après la double réduction, seulement 109 fr. 20, les autres se sont élevés à la somme comparativement et réellement énorme de 3275 fr. 50, c'est-à-dire que les premiers n'étaient, lors de leur plus haute élévation, que de cinq pour cent des seconds. C'est donc évidemment sur les droits d'entrée en France des produits de l'île Bourbon que doit porter toute amélioration.

#### DE L'ENTREPOT.

Un avantage immense que le gouvernement colonial a procuré au commerce, c'est l'établissement d'un entrepôt réel et d'un entrepôt fictif, ainsi que l'application du système connu par les Anglais sous le nom de *drawback*, et que l'on appelle *retrait* dans la colonie. On jugera de cet avantage par la réexportation de 1822, par exemple, qui a été d'une valeur de 2,063,000 fr., c'est-à-dire à peu près les cinq douzièmes environ de celle des importations. Cette mesure facilite d'ailleurs les combinaisons du commerce, elle débarrasse souvent de l'entrepôt réel le commerce et l'administration : le premier peut disposer comme il l'entend de ses marchandises, il les surveille et les soigne à son gré ; l'autre reste dans son rôle de surveillance et de protection ; elle reste toujours en possession de reconnaître ce que sont les consommations

et les exportations , parce que le commerce est engagé à faire connaître celles-ci, puisqu'il lui est fait remboursement d'une partie du droit qu'il a payé lors de l'introduction des marchandises.

Etablir, quant aux douanes, un entrepôt à l'île Bourbon n'était que la rendre dans le sens de la loi ce que la nature a voulu qu'elle fût, l'intermédiaire entre l'Europe et l'Asie; ce but est heureusement rempli. Les tableaux comparatifs des quantités et des valeurs importées, mises en consommation et réexportées, le prouvent et font voir en même temps quelle est la nature des relations de cette colonie, soit avec la partie méridionale de l'Asie et les îles qui s'y rattachent, soit avec l'Archipel au nord-est de l'île Bourbon.

D'après ce tableau, tout imparfait qu'il est, du commerce de la colonie, on conçoit quel mouvement y a lieu, quelle activité il prend à mesure qu'il avance, combien et comment cette activité peut être accrue. Ce mouvement donne lieu à la circulation des fonds, tantôt plus vive, tantôt plus ralentie, suivant les diverses époques de l'année, et aussi suivant la nature des affaires. Ceci me conduit à parler des signes représentatifs.

#### DES MONNAIES.

Toutes les monnaies du monde commercial ont cours à Bourbon. On y reçoit concurremment celles de la France et de l'Angleterre, du Portugal et de l'Espagne, de la Hollande et de l'Autriche, des États-



Unis et de l'Inde, soit d'or, soit d'argent. Ces monnaies se rapportent toutes à une unité commune, la *piastre*, non la pièce espagnole de ce nom, mais une monnaie fictive, comme autrefois en France la *pistole*, dont elle est la moitié. En la comparant aux monnaies françaises, elle est exactement représentée par l'écu de cinq francs. La piastre vaut dix livres; elle se subdivise en dixièmes et centièmes. Ainsi la monnaie française a dans la colonie un cours nominal double de celui qu'elle a en France. La plus petite pièce est le *sou marqué*, qui, en France, vaut 1 sou 6 deniers, et trois sous dans la colonie.

Pendant l'interruption des communications, on frappa à l'île de France, pour l'usage des deux îles, une monnaie d'argent dans laquelle il y a beaucoup d'alliage: on lui donna le nom et la valeur de la piastre de compte. Il en reste encore quelques-unes en circulation; mais, malgré leur bas titre, le nombre en diminue constamment.

On fit à Paris, en 1816, pour le service spécial de l'île Bourbon, des pièces de 10 centimes: elles passent pour un tiers de plus que les sous marqués, facilitent les appoints et sont très-commodes pour les achats journaliers qui se font au bazar.

C'est une chose remarquable et digne d'attention que la présence alternative des diverses monnaies. En 1817, par exemple, on ne voyait à Bourbon que des roupies de l'Inde, savoir, un petit nombre de celles d'Arcate, des roupies de Pondichéry, mais la plus grande partie de roupies Sicca, dont la valeur fixe était d'une demi-piastre de compte ou 2 fr. 50 c.

En peu de temps toutes ces roupies se sont écoulées; on n'en voyait presque plus en 1822; mais aussi la piastre d'Espagne, qui était rare à la première de ces deux époques, abondait à la seconde. La France, dans les premières années de la rétrocession surtout, avait envoyé une assez grande quantité de ses diverses pièces de monnaie : une grande partie y est revenue, et il en reste fort peu en circulation.

Dans cet état de fluctuation, le gouvernement de la colonie, qui, dès 1816, avait tarifé le change de celles des monnaies qui étaient les plus nombreuses dans la circulation, c'est-à-dire établi d'une manière fixe leur rapport avec la piastre de compte, crut devoir prendre, dans l'intérêt du pays, une mesure qui, mieux qu'aucune prohibition, devait garantir la présence d'une monnaie légale et française : ce fut de porter à six francs la valeur de la pièce de six livres, qui n'est en France que de cinq francs quatre-vingts centimes. Cette différence de vingt centimes couvrant le fret et l'assurance des pièces qui seraient envoyées à Bourbon, on se donnait une sorte de garantie que le commerce de France préférerait en expédier, puisque, s'il achetait en Europe des piastres d'Espagne qui y sont ordinairement au cours de 5 fr. 25 c. à 5 fr. 35 c., elles lui reviendraient à leur arrivée à un taux plus élevé que le cours auquel elles y sont reçues, qui est de 5 fr. 50 c. D'autre part les pièces françaises de six livres n'étant reçues à Madagascar, à Mascate et dans l'Inde qu'au même taux que celles d'Espagne, on a, dans cette autre différence, une garantie certaine contre leur expor-

tation. Les opérations commerciales n'ayant point de bornes sur la monnaie d'Espagne, il n'en résultait aucune gêne pour les transactions extérieures. L'effet que l'on s'était promis de cette mesure a justifié en partie les prévisions ; mais, soit que le commerce de France n'en ait pas été informé, soit qu'il ait éprouvé des embarras pour la réunion et la sortie des pièces de 6 liv., l'importation n'a pas été telle qu'on aurait dû l'espérer et que semblaient l'exiger les opérations. Une autre cause peut-être est le bénéfice assez considérable que présentent les pièces de cinq francs dans les pays environnans, où, quoique avec quelque difficulté, elles sont cependant reçues concurremment avec la piastre d'Espagne, surtout si elles sont en petit nombre, malgré la différence de 50 c. par pièce.

#### CAISSE D'ESCOMPTE.

Ce fut dans ces circonstances que l'on conçut l'idée d'une caisse d'escompte. Elle éprouva quelques contradictions.

Les auteurs du projet mettaient en avant des considérations importantes. Suivant eux, on devait attribuer à la diminution du nombre des espèces en circulation, et à leur insuffisance aux besoins du commerce et de la population, le prix très-élevé exigé pour l'escompte des billets par quelques personnes qui faisaient métier de cette sorte de banque. On n'avait pas oublié que, peu d'années auparavant, des particuliers, qui avaient trouvé accès auprès du trésor colonial à l'île de France, y avaient emprunté

à un bas intérêt des sommes assez fortes, avec lesquelles ils étaient venus escompter à Bourbon à un taux élevé, fondant ainsi leur fortune sur la ruine de leurs concitoyens. La diminution des espèces en circulation était aussi causée par la thésaurisation, dans le but de vendre plus cher à ceux qui seraient dépourvus, et par l'exportation nuisible à tous, en même temps qu'elle a presque toujours pour objet des opérations illicites. Il était donc important de trouver un moyen de remettre le signe circulant en proportion avec les besoins, d'imposer un frein à l'insatiable avidité des usuriers, et, en obligeant l'emprunteur à rendre à court terme, d'opposer à l'exportation la seule barrière dont on peut raisonnablement espérer quelque succès. Mais où trouver les espèces nécessaires pour réaliser cet utile projet, ailleurs que dans la caisse du gouvernement, qui s'était sagement fait une réserve? Et sur cette question, s'il est contre l'intérêt de tout capitaliste de laisser des fonds entassés et sans valeur, c'est surtout contre l'intérêt du gouvernement. Père de famille, c'est un devoir pour lui de secourir ses enfans, et ce devoir est plus impérieux encore dans les colonies qu'ailleurs. Mais ce devoir qu'il remplira lui sera productif, il jouira du bénéfice de l'escompte, il augmentera ses capitaux en même temps qu'il augmentera son revenu, en imprimant un plus grand mouvement aux opérations commerciales par lesquelles le fisc est alimenté.

A ces motifs qui paraissaient péremptoires, et qui, il ne faut pas le dissimuler, étaient consciencieux de la part de ceux qui les exposaient, les adversaires du

projet, tel du moins qu'il était présenté, répondaient par des raisonnemens qui n'étaient pas sans force.

Ils accordaient que si le nombre des espèces en circulation était inférieur aux besoins, il fallait chercher à rétablir l'équilibre; mais s'il y avait relation avec les affaires, l'établissement sollicité n'était pas nécessaire. Or, disaient-ils, le moyen de connaître si ce rapport existe, c'est d'examiner le prix des choses. Le prix actuel des denrées dépasse celui que l'on doit justement leur attribuer; et comme il n'y a pas diminution dans la quantité des denrées, il y a dépréciation de l'argent. Donc la quantité d'espèces en circulation excède la proportion convenable. En deux ans (1819 et 1820), il a été introduit dans la colonie deux cent quarante-neuf mille piastres d'Espagne (1,569,500 f.); à la vérité, il y a eu des exportations frauduleuses, soit pour un commerce illicite avec Madagascar et Zanzibar, soit pour le commerce de l'Inde, qui aspire sans cesse tout l'argent que les mines de l'Amérique méridionale fournissent aux ateliers monétaires de l'Europe: mais ces exportations, évaluées à quarante mille piastres pour l'un et à trente mille piastres seulement pour l'autre (1), laissent encore en circulation dans le pays cent soixante-dix-neuf mille piastres. D'un autre côté, le cours des piastres d'Espagne plus élevé à Bourbon que partout ailleurs, la valeur de six francs donnée aux écus de six livres, le taux plus

(1) Le commerce de l'Inde a pris sa revanche en 1821. On a évalué l'exportation frauduleuse pour cette contrée, durant cette année, à 230,000 piastres.

fort des monnaies d'or de l'Inde, garantissent assez la présence d'une quantité suffisante des divers signes monétaires.

Mais, disaient les auteurs du projet, l'intérêt est élevé et il faut trouver un moyen de le réduire. Ce moyen est d'ouvrir aux emprunteurs une caisse qui prête à un taux modéré.

A cela on répondait encore : l'intérêt est le prix de l'argent, élevé quand l'argent est rare, bas quand l'argent est abondant. Pour ce prix, comme pour celui de toute chose, il y a un rapport positif qui exprime l'équilibre entre les besoins et les moyens de les satisfaire. Dans les colonies, et surtout ici, ajoutait-on, le prix de l'argent est en rapport, non seulement avec la quantité de cette chose qui circule et avec le besoin que l'on en a, mais aussi, comme toutes les marchandises que l'on y apporte, avec le prix qu'elles ont en Europe, avec le bénéfice qui doit résulter de leur transport et de leur échange. Or le commerce avec Madagascar étant de sa nature un commerce aventureux qui a pour résultat, ou un bénéfice considérable, ou une perte totale, on vend les espèces à ceux qui s'y livrent, à un prix relatif à ces chances. Quant au commerce de l'Inde, en ce moment (1821) on ne peut y porter que des espèces pour obtenir des retours profitables; mais aussi ces retours sont tels, que les spéculateurs qui font ces opérations ne redoutent pas un agio de quinze pour cent.

On remarquait d'ailleurs que c'était employer une locution inexacte que de dire que *l'intérêt* était élevé

à Bourbon, quand on n'entendait parler que de *l'escompte*. Lorsqu'on prête, on calcule l'intérêt en dehors; lorsqu'on escompte, ce qui est la même chose que vendre, on le calcule en dedans. Le prêteur donne *cent* contre une obligation de même somme, à laquelle l'emprunteur ajoute l'intérêt (soit 12) lors du remboursement; quand on escompte, en échange d'un billet de *cent* francs, le vendeur ne donne que *quatre-vingt huit*, retenant la différence pour prix des espèces qu'il livre. Dans le premier cas, l'avantage du possesseur des espèces est de douze pour cent: il est de près de quatorze pour cent dans le second cas.

Ce chiffre 12 que l'on prenait pour exemple, exprime réellement l'intérêt commercial; est-il celui convenable? on résolvait ainsi la question:

En France, l'intérêt légal est de cinq pour cent et l'intérêt commercial de six pour cent. Le produit des terres ne s'élève à beaucoup près ni à l'un ni à l'autre de ces termes: des propriétés foncières qui rapportaient cinq pour cent il y a quinze ans, ne donnent plus maintenant que trois et même deux et demi: ce rapport a changé parce que la valeur des fonds a augmenté, le revenu étant resté le même. Les bénéfices commerciaux en France sont assez habituellement dans un rapport moyen de quinze pour cent. L'intérêt légal est à Bourbon de neuf pour cent; celui du commerce de douze pour cent; le produit des terres de douze pour cent; les bénéfices commerciaux varient de vingt-cinq à trente-trois pour cent. Ainsi, dans les deux pays la différence entre l'intérêt légal est de

quatre cinquièmes ; la différence entre l'intérêt commercial est double ; entre le revenu des terres elle est quadruple au moins, et elle est à peu près double entre les bénéfices commerciaux. On voit par ces rapprochemens que l'intérêt de l'argent est à Bourbon dans le même rapport qu'en France, avec les avantages que les propriétaires et les commerçans retirent de leur *chose* : ainsi, quand l'intérêt est à douze pour cent, on peut être certain qu'il est au taux convenable, et l'intérêt n'est qu'à douze pour cent quand l'escompte est à quinze pour cent.

La discussion de ces diverses questions conduisit au surplus à une remarque fort importante : c'est que depuis vingt ans, malgré la différence des positions diverses dans lesquelles la colonie s'est trouvée, soit sous les rapports politiques, soit quant à ses relations avec sa métropole, soit pendant la possession momentanée de l'Angleterre, soit relativement à son agriculture en elle-même, ou eu égard à la valeur de ses produits (1), soit en ce qui concerne la plus ou moins grande abondance des espèces circulantes, positions qui toutes ont eu une influence directe

(1) Pendant long-temps la balle de café a été à Bourbon le type de toutes les valeurs. Or, voici les variations que son prix a subies depuis 1800 :

1800	10 à 11 P.	1816	9 à 9 $\frac{1}{2}$ P.
1805	10 à 12	1817	10 à 11
1806 coup de vent.	16 à 17	1819	15 à 18
1810 conquête.	11 à 14	1820	22 à 23
1814 coup de vent.	11 à 13	1821	25 à 25 $\frac{1}{2}$
1815 rétrocession.	10 à »		



et marquée sur la valeur de l'argent, l'escompte s'est maintenu au taux de 15 à 18 pour cent. Or, si comparant ces diverses circonstances à la situation actuelle, on reconnaît que la colonie, rendue à son souverain, jouit de la plus grande tranquillité; qu'elle a les relations les plus heureuses avec sa métropole et avec ses voisins; que son agriculture est plus florissante qu'elle n'a jamais été; que les produits des anciennes cultures ont un prix plus élevé qu'alors, et que de nouveaux produits en ont de très-avantageux; que la somme des espèces est plus considérable qu'autrefois; on conclura sans doute que ce ne sera pas en augmentant le signe circulant d'une quantité qui sera au plus la moitié de celle qui existe, qu'on pourra raisonnablement espérer une amélioration que n'ont pas obtenue les changemens notables qui ont succédé depuis 1815 aux circonstances déplorables, compagnes nécessaires des années de la révolution et de l'occupation anglaise.

Les adversaires du projet étaient loin également d'accorder que la caisse du gouvernement dût fournir les espèces. En effet, disaient-ils, quel a été l'objet de la réserve? L'état n'est pas un banquier, pour lequel c'est une perte que ne pas retirer profit de ses capitaux : il a d'autres vues, d'autres règles de conduite. Comme le père de famille qui conserve de quoi parer à des besoins imprévus, l'état doit prévoir la position où le placerait une guerre extérieure qui le priverait des recettes des douanes, qui sont la moitié de la recette totale; la position où le placerait un ouragan qui, détruisant les récoltes et réduisant

instantanément les ressources des colons, les mettrait dans l'impossibilité d'acquitter, au moins en temps convenable, les impôts directs; toutes les chances en un mot qui, affectant douloureusement le pays, compromettraient les perceptions, et forceraient le gouvernement, non pas à contraindre au paiement, mais à retarder les rentrées, et peut-être à secourir les malheureux privés de moyens d'existence. Tenir en réserve de quoi pourvoir dans ces circonstances aux dépenses ordinaires et extraordinaires, est un devoir commandé par toutes les considérations; négliger ce devoir, serait se rendre coupable envers le roi, qui n'a jamais entendu que ses fonds fussent livrés à des spéculations semblables, et qui punit de cassation les administrateurs qui se permettent des opérations commerciales; coupable envers les colons dont on compromettrait à ce point les intérêts.

Tout le monde, au reste, était d'accord sur ce qu'il ne suffisait pas d'avoir pris des mesures dont l'inévitable résultat était d'encourager l'importation des espèces, mais qu'il était indispensable aussi de se donner des garanties contre leur réexportation. Or, les mesures prohibitives seront toujours éludées. L'Espagne a prononcé la peine de mort contre ceux qui opèrent ou facilitent la sortie de ses monnaies, et les piastres espagnoles sont répandues par tout le globe. C'est par leur seul intérêt qu'il faut mener les hommes; et le plus grand intérêt du commerce est la plus extrême exactitude à remplir les engagements. Obligé de rendre à une époque fixe et rapprochée la somme

pour laquelle on aura réclamé l'escompte d'un billet, on sera forcé, par son intérêt même, à limiter ses spéculations; on ne se livrera point à ces idées extravagantes qui ne procurent que des pertes au lieu des énormes profits dont on s'était bercé; et pour être restreint dans des bornes moins étendues, le commerce plus prudent en deviendra plus facile dans ses rapports.

Tout balancé, l'établissement d'une caisse d'escompte fut ordonné le 10 novembre 1821 pour être en activité le 1<sup>er</sup> janvier suivant. Le capital fut fixé à 750,000 fr. pris sur les fonds tenus en réserve au trésor. Les opérations de la caisse furent bornées à l'escompte des lettres de change et billets à ordre stipulés pour valeur reçue, revêtus de deux signatures, au moins, de personnes notoirement solvables; l'escompte fut fixé à 9 pour cent par an de 360 jours.

Par une singularité vraiment remarquable, le premier billet dont la caisse eut à réclamer le paiement fut protesté; mais c'était le résultat d'une erreur qui fut réparée sur-le-champ, et c'est le seul qui ait éprouvé un retard.

Pendant la première année il fut escompté pour 1,863,261 fr. de valeurs. Le bénéfice net sur un capital de 500,000 fr. seulement (au lieu de 750,000 qui avait été promis, mais qui ne fut pas réalisé), fut de 24,013 fr., c'est-à-dire à peu près cinq pour cent. Les frais de premier établissement, qui s'étaient élevés à 19,955 fr. 75 cent., ayant été réunis aux frais ordinaires, l'ensemble des dépenses s'éleva cette

première année à une somme plus forte qu'il n'eût fait les années suivantes.

Le ministère n'ayant pas approuvé que les fonds du trésor servissent ainsi à une opération, dont l'essai avait au surplus répondu aux espérances de ceux qui l'avaient conçue, et rassuré ceux qui n'avaient pas partagé de tout point cette opinion, le gouvernement retira ses 500,000 fr., qui furent remplacés par autant que fournirent les principales maisons de commerce.

A dater du premier janvier 1824, c'est-à-dire après deux ans d'essai, l'établissement prit le caractère d'une société anonyme; le capital, divisé en trois cents actions, fut composé de sept cent cinquante mille francs en argent et de deux cent cinquante mille francs en billets de caisse; la durée de la société fixée à cinq ans, les opérations limitées à l'escompte des billets à ordre; l'escompte fixé à 12 pour cent avec espoir de réduction.

Trois ans d'existence avaient mérité à la caisse d'escompte de l'île Bourbon une juste confiance, en avaient démontré l'utilité, et répondu aux craintes qui avaient été manifestées lors du projet de sa création. Les espèces circulaient dans le pays, et ne servaient cependant qu'à l'acquittement des dépenses pour lesquelles elles sont indispensables. La confiance était portée à un tel point, qu'il s'est trouvé plusieurs momens où la somme destinée à l'escompte hebdomadaire n'était pas demandée; et cependant l'activité des transactions n'éprouvait aucun ralentissement. D'un autre côté, les caisses des usuriers ne

s'ouvriraient plus que pour ces gens qui empruntent sans savoir quand ils pourront rendre, ou pour ces opérations prohibées dont les auteurs ne sauraient s'exposer à réclamer un crédit pour lequel ils ne présentent aucune garantie : à de tels maux il faut bien laisser de tels remèdes. La colonie et surtout son commerce éprouvaient les effets bienfaisants de cet établissement, lorsque tout à coup de nouvelles dispositions sont venues en changer les bases. Notre intention, en écrivant cet ouvrage, ayant été de ne parler que de ce que nous avons vu, et les dispositions auxquelles nous faisons allusion n'ayant été prises que depuis que nous avons quitté la colonie, nous avons l'heureuse faculté de garder le silence à cet égard : mais si nous pouvons nous taire sur le résultat de ces dispositions, nous avons dû les indiquer pour ne pas induire nos lecteurs en erreur, en leur peignant une situation qui n'est plus, et dont la cessation a eu la plus fâcheuse influence sur tous les élémens de la fortune et de la prospérité coloniales.

#### DES COMPTES.

Les comptes se tiennent en piastres, monnaie fictive, avons-nous dit, qui vaut dix livres coloniales. C'est l'unité à laquelle toutes les monnaies réelles se rapportent; et comme ce type est également établi dans toute l'Inde, il en résulte une grande facilité dans les comptes réciproques. Aussi ce mode de compter résistera-t-il toujours aux ordres qui prescriraient la tenue des écritures en francs. Ces ordres

forceraient à présenter les comptes des deux manières, gêne d'autant plus inutile que la réduction de la piastre de compte en francs se fait le plus aisément, puisque, comme nous le répétons, la monnaie de compte de la colonie est exactement et nominalement le double de la monnaie française.

*Mouvement des bâtimens du commerce.*

LONG COURS							CABOTAGE.	
	FRANÇAIS.		ÉTRANGERS.		TOTAL GÉNÉRAL DES		NOMBRE DE navires.	PORT en tonneaux.
	NOMBRE DE navires.	PORT en tonneaux.	NOMBRE de navires.	PORT en tonneaux.	Navires.	Tonneaux.		
1815					15	1,304	53	1,426
1816					31	6,500	52	2,031
1817					30	7,700	60	2,827
1818					25	8,800	37	1,822
1819					38	15,300	106	13,188
1820	42	943	7	868	49	11,482	74	7,771
1821	48	895	5	1,021	53	15,615	94	10,645
1822	63	1141	2	911	65	20,120	110	12,991
<p><i>Je n'ai pu pour les cinq premières années opérer la division du commerce français et étranger, mais je puis dire que celui-ci a été presque nul : la suite le prouve.</i></p>							<p>Sur les 74 il y avait 28 français.</p> <p>94 31</p> <p>110 54</p> <p>Les 28 b. franç. jaugeaient 4494 tx</p> <p>31 5827</p> <p>34 6796</p>	

## TABLEAU

*Des articles importés par le commerce national et étranger.*

NATURE DES ARTICLES.		PROVENANCES.	OBSERVATIONS.	
COMESTIBLES.	Grains, etc.	Blé.....	Bengale.	Rarement et seulement en temps de disette.
		Biscuit.....	France.	
		Farine.....	France, États-Unis.	Ces deux articles deviennent d'une importation assez fréquente, depuis que la culture de la canne a acquis de l'étendue.
		Maïs.....	Madagascar.	
		Riz.....	Bengale, Coromandel, Madagascar.	
	Salaisons.	Poissons.....	Mascate.	
		Bœuf.....	Madagascar, France, Irlande	
		Lard.....	France, Irlande, États-Unis.	
		Sel.....	France, Maurice, Mascate.	
		Liquides.	Bière.....	France, Angleterre.
	Cidre.....		France.	
	Eau-de-vie et liqueurs.....		France.	
	Huile à brûler..		France, Inde, Seychelles.	
	à manger.		France.	
	Vins en cercles et en caisses...		France.	
	Vinaigre.....		France.	
	Graisses.	Beurre.....	France, cap de Bonne-Espérance.	
		Fromages.....	Hollande par la France.	
	Fruits.	Graisse et saindoux.....	France, Inde.	
		secs et confits..	France, Inde, Chine, Mascate.	
	Consommations domestiques.	Bougies.....	France, Inde.	Petites quantités.
		Cire.....	Madagascar.	
		Chandelle.....	France.	
		Savons.....	France, Inde.	
		Suif.....	France, Madagascar.	



NATURE DES ARTICLES.		PROVENANCES.
Munitions navales.	Ancres . . . . .	France.
	Acier . . . . .	"
	Brai. . . . .	"
	Cordages. . . . .	"
	Cuivre en feuilles. . . .	"
	en clous . . . . .	"
	Clous et chevilles en fer.	"
	Fers bruts. . . . .	"
	Fers ouvrés. . . . .	"
	Goudron . . . . .	"
	Plomb . . . . .	"
	Poulies . . . . .	"
	Planches et bordages. .	"
	Matereaux et esparres. .	"
	Résines . . . . .	"
Munitions de guerre.	Toiles à voiles . . . . .	France et Inde.
	Fil à voiles . . . . .	id. id.
	Armes . . . . .	France.
	Canons . . . . .	"
	Poudre . . . . .	France, Inde.
	Salpêtre. . . . .	Inde.
	Briques. . . . .	France.
	Chaux. . . . .	Maurice.
	Carreaux de terre. . . .	France.
	de vitres. . . . .	"
Constructions civiles.	Glaces. . . . .	"
	Meubles. . . . .	"
	Quincaillerie . . . . .	"
	Peintures brutes. . . .	"
	préparées. . . . .	"
	Papiers de bureau. . . .	"
Agriculture. . . . .	de tentures. . . . .	"
	Moulins à vapeur et autres usines. . . . .	Angleterre.
	Instrumens aratoires de toutes sortes. . . . .	France.
	Batistes, linons, etc. . .	France.
	Draps et autres tissus de laine. . . . .	"
	Tissus de coton. . . . .	"
Habillemens . . . . .	de soie. . . . .	"
	mêlangés. . . . .	"
	Soies écruës. . . . .	Chine et Inde, pour être réexportés en France.
	Tulles. . . . .	France.
	Toiles de fil. . . . .	"
	de coton. . . . .	France et Inde.

NATURE DES ARTICLES.		PROVENANCES.
Habillemens. . . .	Toiles bleues. . . . .	Inde pour l'habillement des esclaves.
	Fil à coudre. . . . .	France.
	Crêpes et crêpons. . . .	France rarement, un peu de Chine.
	Rubans. . . . .	France.
	Fleurs artificielles. . . .	"
Poteries. . . . .	Divers articles de mode.	"
	Faïence. . . . .	"
	Porcelaines. . . . .	France, Chine.
Librairie. . . . .	Poteries. . . . .	France.
	Verreries et cristaux. . . .	"
Médicamens. . . .	et articles relatifs. . . .	"
	simples. . . . .	Mascate.
Denrées coloniales.	composés. . . . .	France.
	Sucre. . . . .	des diverses contrées de l'Inde. Ces denrées ne sont reçues qu'en entrepôt réel pour la réexportation pour la France ou l'étranger.
	Café. . . . .	
	Coton. . . . .	
	Cannelle. . . . .	
	Poivre. . . . .	
Animaux. . . . .	Indigo. . . . .	Perse, cap de Bonne-Espérance, Java.
	Chevaux. . . . .	Mascate.
	Anes. . . . .	Buénos-Ayres, Montevideo, France.
	Mulets. . . . .	Madagascar.
	Bœufs. . . . .	Madagascar, France, cap de Bonne-Espérance.
	Taureaux. . . . .	Madagascar, France, Mascate.
	Vaches et génisses. . . .	

## TABLEAU

*Des exportations effectuées par le commerce national  
et étranger.*

NATURE DES ARTICLES.	DESTINATION.	OBSERVATIONS.
Arack et Rum.....	France, Madagascar.	La très-majeure partie sort de l'entrepôt et provient de Surate, du Bengale, des Sey- chelles, etc.
Blé.....	Maurice, cap de Bonne- Espérance.	
Cacao.....	France.	
Café.....	France.	
Chocolat.....	France.	
Coton.....	France.	Sort de l'entrepôt, et originellement du Ben- gale et de Manille, di- rectement ou par Mau- rice.
Épices diverses.....	France.	
Girofle en clous....	France, Maurice, Inde, Mascate, États-Unis.	
en essence..	France, Mascate.	
en griffes...	France.	
Indigo.....	France.	
Légumes secs et frais, grains.....	Maurice, Madagascar.	
Miel vert.....	France.	
Muscades.....	France.	
Riz.....	Maurice, Mascate, Fran- ce.	
Safran et tamarin...	France.	
Sucre.....	France, Mascate, États- Unis.	



**ILE BOURBON.**



**TABLEAU**

**DES MARCHANDISES IMPORTÉES, MISES EN CONSOMMATION,  
RÉEXPORTÉES ET RESTANT EN ENTREPÔT.**

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	ESPÈCE DES UNITÉS.	IMPORTATION.	RÉEXPORTATION.
			ANNÉE
Vin en barriques . . . . .	Barriques.	5,562	2,221
Vin en caisses. . . . .	Bouteilles.	274,874	107,506
Bière, vinaigre et cidre. . . . .	<i>Id.</i>	31,207	9,140
Eau-de-vie et liqueurs . . . . .	<i>Id.</i>	109,880	189,427
Blé, farine et biscuit. . . . .	Kilog.	29,826	"
Viandes et poissons salés. . . . .	<i>Id.</i>	102,251	11,569
Huiles à brûler et à manger. . . . .	<i>Id.</i>	8,978	1,512
Fromage, beurre et graisse. . . . .	<i>Id.</i>	31,261	5,540
Sel, salpêtre, savon . . . . .	<i>Id.</i>	181,765	52,755
Bougies et chandelles. . . . .	<i>Id.</i>	1,504	181
Fruits secs et confits . . . . .	<i>Id.</i>	31,470	9,988
Chanvres et cordages. . . . .	<i>Id.</i>	6,515	"
Toiles à voiles et fils à voiles. . . . .	<i>Id.</i>	5,799	200
Ancre, fer, cuivre, acier, plomb, clous . . . . .	<i>Id.</i>	66,158	11,662
Goudrons et résines. . . . .	<i>Id.</i>	18,615	1,408
Canons, armes, poudre et munitions de guerre. . . . .	Nombre.	669	"
Poules, matériaux, esparses, planches, baïstes et autres tissus du même genre. . . . .	Pièces.	58	"
Draps et tissus de laine, coton et soie.	<i>Id.</i>	2,406	565
Soieries, tulles, linons, crêpes. . . . .	<i>Id.</i>	5,455	65
Plumartificiels, rubans, modes, etc.	Colts.	5,205	868
Ouvrages divers, produits de l'industrie française. . . . .	<i>Id.</i>	1,951	481
Toiles anglaises (cotons, percales). . . . .	Pièces.	"	"
Toiles de l'Inde et de Madagascar . . . . .	<i>Id.</i>	19,955	"
Sucre . . . . .	Kilog.	155,915	15,466
Café. . . . .	<i>Id.</i>	527,584	525,380
Coton. . . . .	<i>Id.</i>	41,216	41,216
Poivre. . . . .	<i>Id.</i>	47,458	25,590
Riz de l'Inde et de Madagascar . . . . .	<i>Id.</i>	1,679	"
Bé de l'Inde . . . . .	<i>Id.</i>	3,116,745	14,195
Usines à sucre, machines à vapeur.	<i>Id.</i>	7,494	2,875
Soieries de Chine et Cochinchine. . . . .	Pièces.	15,712	12,916
Objets divers. . . . .	Colts.	3,584	192
Cocos germés. . . . .	Nombre.	19,989	"
Piastres d'Espagne. . . . .	<i>Id.</i>	153,997	69,654

CONSUMATION.	RESTANT EN ENTREPÔT AU 31 DÉCEMB.	OBSERVATIONS.
1820.		
3,141	"	Les trois dernières colonnes doivent être égales à la première. Toutes les fois qu'il se trouve excédant, il provient d'articles entreposés. Une partie de certains articles mis en consommation est ressortie l'année suivante, moyennant drawback.
165,208	2,160	
21,887	"	
"	60,891	
29,826	"	
90,662	"	
7,466	"	Cet article se compose de salaisons d'Europe et d'Amérique, de poissons secs de Mascate, de morue de Terre-Neuve, provenant des pêcheries françaises.
27,721	"	Dans ces quantités sont comprises les huiles de coco venant de Maurice ou de l'Archipel du N.-E.
149,008	"	Il y a dans le nombre quelques beurres du cap de Bonne-Espérance.
1,525	"	Quelques sels de l'Inde, ainsi que les savons de cette contrée; très-peu de Marseille; des sels de Nantes; le salpêtre de l'Inde.
21,427	61	Très-peu de bougies de France.
6,515	352	Quelques dattes et autres fruits secs de Mascate.
5,207	"	Tant de France que de l'Inde, surtout pour le fil.
49,944	4,552	
17,207	"	
621	48	Fusils dits de traite.
58	"	
2,041	"	
5,368	"	
4,535	"	
1,450	"	
"	"	
19,955	"	
116,512	4,105	Dans cet article sont compris les gous de l'Inde pour sacs, et les rabanes de Madagascar pour emballages, voiles de pirogues, tentes, etc.
3,975	29	Le sucre mis en consommation est le sucre candi.
"	522	On n'exige point l'entrepôt pour le poivre, dont l'île Bourbon ne met aucunes quantités dans le commerce. Celui-ci est destiné à la réexportation, moyennant le drawback.
1,679	22,948	
3,102,550	"	
4,619	"	
"	"	
2,796	"	
2,365	"	
19,989	"	
112,689	"	Même observation qu'aux poivres. Cet achat, pour compte du gouvernement, était destiné à une plantation qui n'a pas réussi. V. cl. agriculture.

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	ESPECES DES UNITÉS.	IMPORTATION.	RÉEXPORTATION.	CONSUMATION.	RESTANT EN ENTREPOT AU 31 DÉCEMB.	OBSERVATIONS.
			ANNÉE.	1821.		
Vin en barriques. . . . .	Barriques.	5,169	592	4,577	"	
Vin en caisses. . . . .	Boutelles.	155,688	10,769	50,840	44,306	
Bière, vinaigre et cidre. . . . .	<i>Id.</i>	59,794	13	59,745	36	
Eau-de-vie et liqueurs. . . . .	<i>Id.</i>	282,654	42,954	113,253	105,580	
Blé, farine et biscuit. . . . .	Kilog.	1,237	29	12,208	"	
Viandes et poissons salés. . . . .	<i>Id.</i>	190,260	9,608	179,745	807	
Huiles à brûler et à manger. . . . .	<i>Id.</i>	36,859	109	36,750	"	
Promage, beurre et graisse. . . . .	<i>Id.</i>	30,453	498	29,612	"	
Sel, salpêtre et savon. . . . .	<i>Id.</i>	178,904	12,940	166,054	"	
Bougies et chandelles. . . . .	<i>Id.</i>	3,323	9,459	1,092	5,054	
Fruits secs et confits. . . . .	<i>Id.</i>	13,156	16	2,662	"	
Chanvres et cordages. . . . .	<i>Id.</i>	10,469	9	10,452	489	
Toiles à voiles et fils à voiles. . . . .	<i>Id.</i>	13,651	16	13,153	"	
Ancres, fer, acier, cuivre, plomb et clous. . . . .	<i>Id.</i>	101,646	5,667	97,586	591	
Goudrons et résines. . . . .	<i>Id.</i>	25,927	562	20,243	1,468	
Canons, armes, poudre et munitions de guerre. . . . .	<i>Id.</i>	548	147	81	120	
Pontils, matereaux, esparres et plan- ches. . . . .	<i>Id.</i>	352	"	352	"	
Batistes et autres tissus de fil. . . . .	Pièces.	13,784	88	13,696	"	
Draps et tissus de laine, coton et soie.	<i>Id.</i>	8,681	8	8,662	"	
Soieries, tulles, linons, crêpes. . . . .	<i>Id.</i>	10,349	8	9,558	"	
Fleurs artificielles, rubans, modes. . . . .	Colts.	9,096	29	9,067	"	
Ouvrages divers, produits de l'indus- trie française. . . . .	Kilog.	"	"	"	"	
Usines à sucre et moulins à vapeur.	Pièces.	218,449	"	218,449	"	
Toiles de l'Inde et de Madagascar. . . . .	Kilog.	164,612	7,610	157,322	9,680	
Sucre. . . . .	<i>Id.</i>	3,500	"	3,500	"	
Café. . . . .	<i>Id.</i>	868	868	"	"	
Coton. . . . .	<i>Id.</i>	2,149	2,089	60	"	
Poivre. . . . .	<i>Id.</i>	"	"	"	"	
Riz de l'Inde et de Madagascar. . . . .	<i>Id.</i>	1,817,987	27,700	1,790,268	"	
Blé du Bengale. . . . .	Pièces.	"	"	"	"	
Soieries de Chine et Cochinchine. . . . .	Kilog.	6,153	"	5,555	600	
Savon, sel et autres objets. . . . .	Kilog.	103,794	"	103,794	"	

Voyez les observations faites ci-dessus, qu'on a  
cru devoir se dispenser de répéter ici.

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	ESPÈCE DES UNITÉS.	IMPORTATION.	RÉEXPORTATION.
			ANNÉE
Vin en barriques . . . . .	Barriques.	7,775	475
Vin en caisses. . . . .	Bouteilles.	269,957	50,990
Bière, vinaigre et cidre. . . . .	Litres.	66,405	1,956
Eau-de-vie et liqueurs . . . . .	Id.	48,208	4,542
Bile, farine et biscuit. . . . .	Kilog.	28,428	"
Viandes et poissons salés. . . . .	Id.	256,992	440
Huiles à brûler et à manger. . . . .	Id.	68,724	"
Fromage, beurre et graisse. . . . .	Id.	56,456	780 10
Sel, salpêtre et savon. . . . .	Id.	165,615	200
Bougies et chandelles. . . . .	Id.	8,015	"
Fruits secs et confits. . . . .	Id.	24,888	217 54
Chanvres et cordages. . . . .	Id.	67,372	"
Toiles et fils à voiles . . . . .	Id.	52,894	"
Ancre, fer, acier, cuivre, plomb, clous . . . . .	Id.	196,558	97 90
Goudrons, résines . . . . .	Id.	27,865	5,156
Canons, armes, poudre et munitions de guerre. . . . .	Id.	5,068	"
Poules, matereaux, esparres et planches. . . . .	Id.	595	"
Baïstes et autres tissus de fil. . . . .	Pièces.	5,229	"
Draps et tissus de laine, coton et soie. . . . .	Id.	3,414	"
Soieries, tulles, linons, crepes. . . . .	Id.	4,791	"
Pleurs artificielles, rubans, modes. . . . .	Id.	13,880	204
Ouvrages divers, produits de l'industrie . . . . .	Nombre d'articles.	269,860	1,044
Chaux, sel, savon, salpêtre de l'Inde et de Maurice. . . . .	Kilog.	680,010 75	101,050
Grais et huiles de l'Inde et de Madagascar . . . . .	Pièces.	98,247	2,880
Sucre. . . . .	Kilog.	531,550	551,550
Café . . . . .	Id.	250	250
Poivre, cannelle, indigo. . . . .	Id.	51,764 25	51,764 25
Grains nourriciers . . . . .	Id.	5,575,85 40	55,183 40
Soieries de Chine. . . . .	Pièces.	35,521	321
Soie crue. . . . .	Kilog.	567	567
Usines à sucre . . . . .	Pièces.	1,484	"
Tafia et rums étrangers . . . . .	Velles.	53,342	53,342
Plastres d'Espagne. . . . .	Nombre.	41,616	19,062

CONSUMATION.	RESTANT EN ENTREPÔT AU 31 DÉCEMB.	OBSERVATIONS.
1822		
5,218	2,080	Sur les 5218 barriques restées dans le pays pour la consommation, 1/10 a été, tourné ou coulé, et il peut en rester au moins 5/10 inventés dans les magasins.  Dans la quantité ci-contre est comprise celle de 44,000 huile de coco.
107,719	151,558	
58,929	5,520	
43,666	"	
28,428	"	
256,552	"	
68,724	"	
55,675 90	"	
165,275	140	
8,015	"	
24,670 66	"	Les articles qui ont été mis en consommation, sont la chaux venant de Maurice, et le savon venant de la côte de Coromandel.
67,372	"	
51,494	1,400	
196,460 10	"	
24,709	"	
5,018	50	
595	"	
5,229	"	
3,414	"	
4,791	"	
13,676	"	Les articles qui ont été mis en consommation, sont la chaux venant de Maurice, et le savon venant de la côte de Coromandel.
268,816	"	
578,980 75	"	
92,407	2,960	
"	"	
"	"	
"	"	
51,764 25	"	
5,575,85 40	"	
35,000	"	
1,484	"	
22,554	"	



TABLEAU

*Des valeurs importées, mises en consommation, réexportées, et restant en entrepôt.*

ANNÉES.	IMPORTATION.	RÉEXPORTATION.	CONSUMMATION.	RESTANT en entrepôt le 31 décembre.	
1820	6006279 01	2148230 20	5551945 31	306103 50	<p>La troisième colonne du présent tableau a seule été portée à celui de la balance du commerce,</p> <p>En présentant ici la somme totale des importations, on a eu pour objet de faire connaître sur quelles valeurs porte le mouvement commercial. Il y faut ajouter le montant des exportations des denrées coloniales indiqué au tableau, pag. 173, Il en résultera que pendant ces trois années le commerce a travaillé sur les valeurs suivantes :</p>
1821	6500364 65	806129 48	5188698 67	505536 50	
1822	7547321 09	580000 00	6407321 00	560000 09	
					<p>f</p> <p>1820 13415710 53</p> <p>1821 16073446 77</p> <p>1822 16265631 56</p>

## BALANCE

*Du commerce de l'île Bourbon, depuis l'année 1815 jusqu'à l'année 1822 ( huit ans ).*

	1815	1816	1817	1818	1819	1820	1821	1822
Valeur des importations.	f 2952280 68	f 2962915 30	f 2260000 00	f 5905510 25	f 6766123 56	f 5551945 31	f 5188898 67	f 6407321 09
Valeur des exportations.	2192744 00	4641588 44	4000150 00	5096711 42	4736974 09	7409431 92	9573032 12	8718310 47
Balance { favorable... { contraire...	" 759536 68	2578473 14	1740150 00	" 808778 85	" 2029149 47	" 3857486 61	4384583 45	2310989 38

Durant ces deux années, beaucoup de réexportations ont eu lieu pour l'Inde et les îles voisines; leur valeur n'a point été déduite des importations, ce qui gonfle celles-ci, et donne ainsi une balance défavorable, mais qui, au fait, ne l'est qu'en apparence.

Malgré l'observation importante que nous venons de faire sur la balance des années 1818 et 1819, si l'on réunit les huit différences et si on compare les sommes, il en résultera une balance favorable pour les huit ans de 11,273,997 f. 60 c., dont la moyenne sera 1,409,249 f. 70 c.

## TABLEAU

*Du prix de divers articles d'importation et d'exportation  
ainsi que de celui du fret, en 1815 et en 1820.*

DÉSIGNATION	ESPÈCE	PRIX COURANT MOYEN.	
DES ARTICLES.	DES UNITÉS.	1815.	1820.
IMPORTATION.			
Acier.....	Les 50 kil.	150	50
Bœuf salé d'Europe.	Le baril.	105	140 à 150
de Madagascar.	Les 50 kil.	"	40
Bougies de France..	Le kil.	"	10
de l'Inde...	Id.	6 à 7	6 à 7
Brai gras et sec....	Les 50 kil.	50	50 à 35
Cuivre.....	Le kil.	7	6 à 7
Eau-de-vie.....	La velte.	19 à 20	40
Fer en barres.....	Les 50 kil.	50	50 à 35
Goudron.....	La gonne.	125	100 à 120
Huile à brûler de Maurice et de l'In- de.....	La velte.	7 50	6
Huile à manger de France.....	La caisse.	"	30
Huile à peinture....	Le kil.	"	2 50
Indiennes de France.	L'aune.	"	6 à 7
Riz de Madagascar.	Les 50 kil.	14 40	15 à 17
de l'Inde.....	Le sac de 75 kil.	18	18
Savon de Marseille.	Le kil.	2	2
de l'Inde....	Id.	2	1 50
Sel gris de France..	Les 50 kil.	"	10
de Maurice.	Id.	12 50 à 12 75	12 50 à 12 75
Toiles à voiles d'Eu- rope.....	L'aune.	"	3 à 3 50
de l'Inde..	La pièce de 28 aun.	"	90
Toiles blanches de l'Inde, communes.	La pièce.	"	15 75 à 20
finés.....	Id.	"	25 à 40
bleues....	Id.	30 à 32 50	25 à 26
Toiles d'Europe, fi- nes.....	Id.	"	"
communes.....	Id.	"	12 50 à 15

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	ESPÈCE DES UNITÉS.	PRIX COURANT MOYEN.	
		1815.	1820.
Vin en barriques de Bordeaux.....	La barrique.	275 à 300	175 à 200
de Provence.....	<i>Id.</i>	"	140 à 175
Vin en caisses de Bordeaux .....	La caisse de 12 b <sup>l</sup> les.	50	30
<p>Nota. - Les articles en regard desquels il n'y a point de prix manquaient.</p> <p>EXPORTATION.</p>			
Cacao .....	Les 50 kil.	40 à 50	50 à 60
Café.....	<i>Id.</i>	60 à 65	120
Girofle.....	Le kil.	5 à 7	6 25 à 6 50
Sucre.....	Les 50 kil.	45 à 50	50 à 52 50
Blé.....	<i>Id.</i>	16 à 17 50	18 à 18 50
Arack .....	La velte.	7 50	6
Chocolat.....	Le kil.	4 50 à 5	4 à 5
Muscades.....	<i>Id.</i>	"	10
Coton.....	<i>Id.</i>	"	2 à 2 50
Riz.....	<i>Id.</i>	"	0 45 à 0 60
Légumes secs.....	<i>Id.</i>	"	0 30 à 0 35
FRET			
De Bourbon en France.....	Le tonneau.	150	200
à Maurice....	<i>Id.</i>	"	40
à Pondichéry.	<i>Id.</i>	"	100
à Calcuta.....	<i>Id.</i>	"	125

## ÉVALUATION

EN TONNEAUX DE MER,

*Des denrées et marchandises provenant de Bourbon et de l'Inde.*

Sucre . . . . .	En sacs, balles ou fûts . . . . .	2000	livres.		
Café . . . . .	En balles de 100 livres chaque . . . . .	14	balles.		
Girofle . . . . .	En sacs ou en fûts . . . . .	840	livres.		
Indigo de Bengale, Manille, etc.. . . . .	En caisses ou en fûts . . . . .	1200	livres.		
Poivre . . . . .	En sacs ou en barriques . . . . .	1200	livres.		
Blé, riz, maïs . . . . .	En sacs ou en fûts . . . . .	2000	livres.		
Légumes secs . . . . .	<i>dito.</i> . . . .	2000	livres.		
Cacao . . . . .	<i>dito.</i> . . . .	1200	livres.		
Coton de Seychelles . . . . .	En balles de 250 livres . . . . .	5	balles.		
de Surate . . . . .	<i>dito</i> de 525 à 575 . . . . .	4	balles.		
de Bengale . . . . .	<i>dito</i> de 275 . . . . .	5	balles.		
Toiles bleues (guinées) . . . . .	<i>dito</i> de 80 pièces . . . . .	5	balles.		
Toiles blanches (conjons) . . . . .	<i>dito</i> de 40 <i>dito.</i> . . . .	5	balles.		
Tous autres articles d'encombrement . . . . .	. . . . .	42	balles.		
de poids . . . . .	. . . . .	2000	pieds cubes.		
			livres.		

## TARIF

*Du cours légal à l'île Bourbon de diverses monnaies de l'Europe et de l'Inde.*

	VALEUR		
	EN FRANCS dans le pays auquel la monnaie est propre.	A BOURBON en piastres de compte et cen- tièmes de piastres.	en francs.
Ecus de France de 6 livres. . . . .	5 80	1 20	6
de 3 livres. . . . .	2 75	0 55	2 75
Piastres d'Espagne, avec ou sans colonnes. . . . .	"	1 10	5 50
Roupies sicca . . . . .	2 50	0 50	2 50
de Pondichéry . . . . .	2 40	0 50	2 50
d'Arcate . . . . .	2 40	11 roup. = 5 P.	2 27 27
Pagodes à étoile . . . . .	1 = 3 1/2 roup. d'arc.	1 80	9
Good more de Madras . . . . .	1 = 16 roup. d'arc.	7	35
Quadruples d'Espagne . . . . .	1 = 16 piast. d'Esp.	17	85
Good more du Bengale. . . . .	1 = 16 roup. sicca.	8	40

T. II.

12

## TABLEAU

*Du commerce maritime de l'île Maurice pendant  
les années 1822 et 1823.*

## MOUVEMENT DES BATIMENS.

Anglais . . . .	384	
Français. . . .	171	
Autres nations.	27	MOYENNE ANNUELLE.
TOTAL. . .	582	291
Jaugeant ensemble, tonneaux. . .	125742	62871
Armés d'hommes d'équipages . . .	12109	6105

## BALANCE COMMERCIALE.

Valeur des importations anglaises. . . . .	P. 4522806	} 6240045
étrangères . . . . .	1717239	
Valeur des exportations anglaises. . . . .	3552559	} 4835669
étrangères. . . . .	1283110	
		1404376

	Anglaises.	Etrangères.	TOTAL.
Moyenne annuelle des importations.	2261403 00	858619 50	3120022 50
des exportations .	1776279 50	641555 00	2417834 50
Ainsi la balance est au désavantage de l'île Maurice d'une somme de	485123 50	217064 50	702188 00

Ou francs. . . . 3510940 00

---

## DES CAPITAUX ET DES REVENUS.

---

C'EST surtout à l'objet de ce chapitre que j'ai voulu faire allusion quand j'ai dit que la colonie de l'île Bourbon était encore peu connue. Long-temps on n'a fait aucune attention à ce pays : toutes les ambitions tous les intérêts, tous les capitaux, tout le commerce étaient portés sur l'île voisine, et celle-ci n'avait que par son café quelque part aux notions européennes. Mais depuis qu'elle est seule dépositaire des couleurs françaises dans les mers de l'Inde, son importance réelle et son importance relative ont augmenté. On a porté un œil scrutateur sur des points qui avaient été jusque-là négligés. On a voulu connaître positivement quelle était la valeur de ses capitaux, quelle est celle de ses revenus, et l'on a appliqué à ce petit pays les règles d'économie politique qui apprennent à reconnaître la richesse des nations. Je vais indiquer quelques-unes des parties constitutives du capital de l'île Bourbon : j'exposerai ensuite ses revenus et ses charges.

### CAPITAUX.

Le capital général se compose : 1° des terres et propriétés foncières ; 2° des propriétés mobilières ; 3° du numéraire circulant.



## PROPRIÉTÉS FONCIÈRES.

On avait autrefois dans ce pays l'habitude d'évaluer la somme des propriétés en multipliant le développement présumé de l'île par la largeur arbitraire d'une zone attribuée à la culture, dont on déduisait, arbitrairement aussi, une certaine étendue supposée équivaloir aux lits de rivières, aux terrains incultes, etc. On conçoit aisément tout ce qu'une semblable évaluation devait nécessairement présenter d'inexact et même de vicieux. J'ai dû employer d'autres moyens pour arriver à un résultat que je puisse présenter comme certain. J'ai pu me procurer des états positifs et authentiques des quantités de surfaces employées à chaque culture. Ces états m'ont donné un total de 54,148 hect. 55 cent. (17,105,305 gaullettes) pour les surfaces cultivées, mises en valeur, donnant des produits et ayant une valeur positive et réelle actuellement. On compte en outre 71,850 hectares, dont une portion, celle occupée par les rivières, les ravines, les brûlés, les plaines de galet ou de produits volcaniques récents, est absolument improductible, dont une autre portion, quoique susceptible de produire, ne produit pas et ne peut être mise en valeur, parce qu'elle comprend les forêts et les pas géométriques, dont une portion enfin produira quand on voudra la mettre en culture, telle que les îlettes et les plaines de l'intérieur de l'île. Ces 71,850 hectares n'ayant pas actuellement de valeur positive, je n'en fais pas mention dans mes évaluations, et si c'est une

concession faite au pays généralement considéré, on sent qu'il y a une sorte de justice à procéder ainsi, en ayant égard aux propriétaires individuellement.

Pour ne parler donc que de la portion cultivée et reconnue être de 17,105,305 gaulettes, quantité certaine, contrôlée par le produit des cultures, qui est contrôlé lui-même par les états de consommation et d'exportation, j'en établis la valeur en estimant à deux fr. chaque gaulette. Cette évaluation, généralement admise dans le pays, ne peut nous conduire à erreur, car s'il est quelques parties qui valent moins, il en est aussi qui valent plus, et la quantité de celles-ci est plus considérable que l'autre; ainsi je cours plutôt risque de rester au-dessous des véritables valeurs que de me porter au-delà. J'obtiens de cette manière, pour valeur des terres cultivées, une somme de (1) 34,210,600 fr.

Cette valeur des propriétés foncières est susceptible de s'accroître, comme je l'ai dit, des portions encore incultes qui peuvent-être et qui seraient mises en culture.

Le second article des propriétés foncières comprend les maisons des villes et bourgs. Leur valeur est estimée à des époques rapprochées pour servir à établir un des impôts directs, comme on le verra

(1) Je porte presque toujours des sommes rondes dans ces évaluations.

<i>De l'autre part.</i>	34,210,600 fr.
plus bas. Elle a été portée récemment à 8,220,000 fr.; je porte	8,220,000
Total des propriétés foncières	<u>42,430,600</u>

#### PROPRIÉTÉS MOBILIÈRES.

Tant que le régime actuel des colonies subsistera, et quelle que soit l'opinion sur l'esclavage, il faudra toujours porter dans des calculs de la nature de ceux qui sont le sujet de ce chapitre, la valeur représentative du capital d'un des principaux moyens de culture, je veux dire du capital au moyen duquel un colon s'assure le travail des noirs pour un nombre d'années indéterminé. J'ai fait voir, en parlant de cette partie de la population de la colonie, que si les recensemens fournis par les habitans indiquent un nombre de 56,000 noirs existans, il est généralement connu que ce nombre indiqué est inférieur à celui réel, et qu'en calculant sur les données les plus vraisemblables, on devrait le porter à 70,000. Cette dernière indication ayant cependant été regardée par plusieurs personnes comme exagérée, je prendrai le terme moyen entre les deux nombres, et j'aurai celui de 63,000. Le travail du cinquième de ces individus est très-peu de chose; on peut évaluer à ce nombre fractionnaire celui des vieillards et des enfans. Il ne faut plus attendre des premiers aucun travail; après avoir concouru d'une manière active à la formation

des produits, ils ne sont plus qu'une charge réelle. Les autres promettent des travaux, mais ils seront long-temps une véritable charge, et courent, durant les premières années de leur existence, des chances défavorables très-nombreuses. Pour ne parler donc que des capitaux productifs ou productibles, je m'en tiendrai dans l'évaluation actuelle au nombre indiqué de 56,000. Il se compose pour la plus grande partie de manœuvres, d'ouvriers, de domestiques et de femmes, qui se rangent en proportions diverses dans ces trois classes. Le capital que représente un noir ouvrier est communément évalué à 2500 fr. ; il en est dont on l'estime 7500 et même 9000 fr. Celui des manœuvres va de 13 à 1500 fr. Prenant un nombre arbitrairement intermédiaire, 2000 fr., pour base de nos évaluations, nous obtiendrons pour somme ci . . . . . 112,000,000 fr.

La valeur des animaux employés aux exploitations forme le second article de ce compte. J'en ai présenté plus haut le nombre. Je vais le reproduire ici.

3,266 chev. à 600 fr.	1,959,600	
1,537 mulets 750	1,152,750	
1,367 bœufs 350	478,450	
481 ânes 125	60,125	3,650,925
		<hr/>

J'exposerai ensuite  
la valeur des machi-

---

115,650,925

*De l'autre part. . . .* 115,650,925 fr.

nes, etc., employées à  
l'exploitation.

20 pompes à vapeur. . . 600,000

36 moulins en fer et  
en bois mus par le  
vent et par l'eau. . . 216,000

112 moulins à ma-  
nége. . . . . 200,000

---

1,016,000

Je porterai pour va-  
leur des charrettes em-  
ployées au transport,  
et pour celle d'une  
quantité considérable  
de cabrouets, de mou-  
lins à coton, de pilons  
à café, de tous les au-  
tres engins, des har-  
nais, etc., une somme  
véritablement inférieure  
à la réalité. . . . .

127,750

1,143,750

---

116,794,675

---

J'aurai ainsi pour valeur totale des moyens d'ex-  
ploitation, une somme de 116,794,675 fr.

Je mentionnerai ensuite la valeur des troupeaux,  
valeur qui, ainsi que celle des propriétés foncières,

est susceptible d'accroissement en raison des mesures qui seront prises pour mettre en état de pâturages une partie au moins des savanes abandonnées en ce moment. Je ne citerai ici que les quadrupèdes et je négligerai un produit assez considérable, les volatiles, qui forment un article de recette digne d'attention, soit qu'on les porte au marché, soit qu'on les consomme sur les habitations; je dirai donc :

262 taureaux	à 450	117,900
2,676 vaches	à 200	535,200
3,375 moutons	à 40	135,000
7,534 cabris	à 30	226,020
86,061 cochons	à 20	1,721,220
		<hr/>
		2,735,340
		<hr/>

Enfin je porterai comme suit la valeur des bateaux de côte, des chaloupes, des pirogues de charge et de pêche.

14 bateaux de côte,	210,000
23 chaloupes,	69,000
54 pirogues de charge,	270,000
186 pirogues de pêche,	334,800
	<hr/>
	883,800
	<hr/>

D'après cela, on peut considérer le montant des propriétés mobilières représenté par les sommes partielles qui suivent :

Moyens d'exploitation ,	116,794,675
Troupeaux ,	2,735,340
Bâtimens et bateaux ,	883,800
	<hr/>
Et au total par celle de	120,413,815
	<hr/> <hr/>

## NUMÉRAIRE.

Il est assez difficile d'établir la somme du numéraire existant à Bourbon, d'abord à cause des habitudes des possesseurs et aussi à cause de la nature des opérations commerciales. Presque tous les habitans rassemblent et conservent leurs espèces ; ils se sont livrés à peu de dépenses, jusqu'à ces derniers temps du moins. Il est tel habitant qui continue à suivre les habitudes paternelles, et dont le coffre-fort se remplit successivement, depuis longues années, de l'excédant considérable de revenus qui s'augmentent, sur des dépenses que l'on pourrait dire parcimonieuses. Il est vrai de dire à ce sujet que depuis l'extension donnée à la culture de la canne et par suite au commerce extérieur, depuis que des communications fréquentes et rapides avec la France ont développé des idées d'aisance, de luxe même, inconnues jusqu'alors, ces agglomérations de fonds sont moins fortes chez plusieurs, quoique plusieurs aussi aient conservé les idées de simplicité, d'économie qui distinguaient les anciens habitans de l'île Bourbon. Telles qu'elles sont cependant, ces agglomérations font bien partie du capital de la colonie et ne devraient pas être omises dans le travail auquel je me

livre. Mais ces capitaux ainsi réunis sont retirés de la circulation, restent sans produire, échappent à toute évaluation et ne peuvent être que très-difficilement appréciés.

Quant aux obstacles que la nature des affaires oppose à de semblables résultats, ils ne présentent pas moins d'embarras. En général toutes les transactions se font à terme, et ce n'est guères qu'à la fin de l'année que les colons règlent avec les commerçans pour les envois réciproques qu'ils se font, les uns des denrées qu'ils ont récoltées et qui vont être livrées à l'exportation, les autres des marchandises d'Europe nécessaires à la consommation des premiers. L'établissement de la caisse d'escompte facilitera mes recherches, me conduira à des indications probables, et me rapprochera de la vérité autant qu'il est possible en semblables matières, parce qu'il nous fera connaître le montant des valeurs qu'elle a en circulation. Ce montant s'élève à. . 1,000,000 fr.

D'un autre côté,  
pendant les années  
1819, 1820, 1821,  
1822, il a été importé  
en espèces déclarées à  
la douane, sans parler  
de celles introduites  
par des particuliers et  
qui n'étaient point de  
nature à être déclarées,  
une somme de. . . . . 2,154,000  
On a évalué les expor-



*De l'autre part.* . . . 2,154,000 1,000,000 fr

tations frauduleuses,  
car la sortie des espèces monnayées est prohibée, à la somme de.

1,150,000

1,004,000

On peut donc présumer que sur les importations il sera resté en circulation. . . . .

1,004,000

On évaluait la somme de numéraire circulant avant l'établissement de la caisse d'escompte et avant les importations que je viens de rapporter, et qui consistait en monnaies d'or et d'argent de France d'ancienne et nouvelle fabrication, aussi bien qu'en monnaies d'or et d'argent de l'Espagne et de l'Inde, à celle de. . . . .

300,000

Enfin il existe dans la colonie une autre valeur circulant comme comptant : ce sont les *bons de dépôt* des denrées coloniales confiées par les colons à des négocians de Saint-Denis et de Saint-Paul, lesquels bons sont échangeables à présentation contre les denrées dont ils indiquent la nature et la quantité, et sont de véritables billets à ordre; on a évalué la

3,004,000 fr.

<i>Ci-contre</i> . . . . .	3,004,000 fr.
somme que ces bons représentent à celle peu élevée de. . . . .	50,000
Par ces données on arrive à un to- tal de. . . . .	<u>2,354,000</u>

qui doit peu s'éloigner de la vérité; car s'il y avait quelque exagération dans l'énoncé des deux derniers articles, elle serait plus que compensée par les quantités inconnues du second. Je peux donc présenter avec quelque confiance le tableau suivant de la somme des capitaux de la colonie, en faisant observer cependant qu'il est de sa nature sujet à beaucoup de variations.

Propriétés immobilières,	42,430,600
Propriétés mobilières,	120,413,815
Numéraire circulant,	<u>2,354,000</u>
Ce qui donne un total de	<u>165,198,415</u>

#### REVENUS.

Voyons maintenant comment on peut établir les revenus.

#### *Produits de la culture.*

Je me bornerai à exposer ici le montant des valeurs, résultat de la culture. On a vu quelles sont les diverses natures de ses produits, et quelles en sont les quantités. Ces documens recueillis dans les mairies, contrôlés et justifiés par les états d'exportation tenus

à la douane, sont évalués d'après les tarifs qui servent à la perception des droits de sortie, qui sont formés d'après les états fournis par les courtiers de commerce, et qui sont toujours inférieurs au cours réel de la place, dont cependant ils présentent à peu près le taux moyen. La valeur de ces produits a été pour les trois années suivantes, savoir :

1820	12,197,490	} 43,692,801
1821	13,791,411	
1822	17,703,900	

Le produit moyen de ces trois années peut être établi à la somme de 14,564,267

Qui représentera le produit brut de la culture de la colonie.

#### *Produits industriels.*

Il est difficile de faire entrer dans ces calculs le produit de l'industrie extrêmement bornée en ce pays, ce qui se réduit à un très-petit nombre de travaux relatifs presque uniquement aux constructions civiles, et où les arts mécaniques tiennent extrêmement peu de place. Ainsi je le laisserai sans indication.

#### *Produits commerciaux.*

Quant aux revenus que procure le commerce, il faut d'abord rétablir le mouvement commercial qui

a eu lieu, et je le baserai sur les trois mêmes années.

Or, les importations ayant été :

1820	6,006,279	}	20,053,964
1821	6,500,364		
1822	7,547,321		

et au moyen. . . . . 6,684,655

et les exportations de denrées coloniales,  
ainsi que les réexportations des marchan-  
dises importées,

1820	9,557,662	}	29,135,133
1821	10,279,161		
1822	9,298,310		

et au moyen. . . . . 9,711,711

les valeurs sur lesquelles le commerce a  
établi ses bénéfices ont été conséquem-  
ment de. . . . . 16,369,366

Ces bénéfices étant évalués ordina-  
rement de 25 à 33 p. 0/0, soit au moyen  
29 p. 0/0, on peut porter en ligne de

compte . . . . . 4,744,856

qui, avec la somme ci-dessus de. . . . 14,564,267

donne celle de. . . . . 19,309,123

pour revenu brut total de l'agriculture et du com-  
merce, somme véritablement inférieure à la réalité,  
puisque je n'opère ici que sur des termes moyens,  
tandis que l'agriculture et le commerce vont tou-  
jours donnant des revenus graduellement progressifs.

## CHARGES.

Je vais maintenant exposer les charges que supportent ces revenus pour parvenir à connaître le revenu net.

La première charge résulte des frais d'exploitation, ce qui comprend l'entretien des noirs, celui des animaux et celui des machines et instrumens. On a long-temps calculé ces frais à raison de 4 P. (20 fr.) par tête de noir. Cette évaluation a été indiquée, il y a peu d'années encore, par un habitant que distinguent autant la justesse de ses idées que l'exactitude de ses observations (1). Ayant consacré une partie de sa vie à l'administration de la colonie, exploitant lui-même ses propriétés, il a pu réunir sur ce sujet des documens sur la vérité desquels il n'est pas possible d'élever le plus léger doute. Cette donnée est le résultat de calculs élémentaires, établis avec soin, vérifiés pendant plusieurs années; et quoiqu'elle ait été contestée depuis, et qu'on ait même porté jusqu'à l'exagération des données opposées, j'accorde trop de confiance à celle-là pour ne pas l'adopter. L'appliquant donc au nombre 56,000 qui m'a servi pour évaluer le capital, et qui représente celui des noirs produisant, j'aurai une somme de

1,120,000

---

1,120,000 f.

(1) M. Jean-Baptiste Pajot, en dernier lieu président de la cour royale, autrefois membre du conseil supérieur,

*Ci-contre.* . . . . . 1,120,000

et pour l'entretien des 7000 vieillards  
et enfans, qui ne produisent plus ou  
qui ne produisent pas encore, j'aurai  
celle de. . . . . 140,000

Il convient de porter aux charges, ou  
de déduire du produit brut des denrées  
coloniales, les quantités consommées  
dans le pays, que l'on peut évaluer à . . . 930,000

Il faut y porter aussi la valeur des  
vivres consommés par les populations  
blanche et libre, la consommation des  
noirs étant comprise dans le premier  
article; cette valeur, en forçant les éva-  
luations, peut être portée à . . . . . 2,500,000

Enfin la somme des impôts s'élève à . . 1,467,000

On obtient ainsi un total des  
charges qui s'élève à . . . . . 6,157,000  
Or, le revenu brut étant. . . . . 19,309,123

Le revenu net sera. . . . . 13,152,123

Dans un ouvrage publié il y a peu d'années, le  
revenu total net de la colonie n'est porté qu'à huit  
millions; dans cette somme, le produit de la culture  
figure pour six millions huit cent quarante mille

membre de l'assemblée coloniale, habitant au quartier Saint-  
Denis.

francs et celui de l'industrie et du commerce pour un million cent soixante mille francs. Cet auteur évalue les frais d'exploitation aux trois septièmes du produit brut, indiqué être onze millions neuf cent soixante-dix mille francs, ce qui les établit à cinq millions cent trente mille francs. Les élémens de ces calculs n'étant point présentés, je ne puis les discuter. Suivant lui, en résultat la culture des cannes à sucre rapporte dix-huit pour cent, celle du cafiér douze pour cent, celle des terres à vivre neuf pour cent, les habitans les moins industriels ne retirent de leurs terres que cinq pour cent. Quoi qu'il en soit, mes calculs étant fondés sur des documens officiels, authentiques, et qui se servent mutuellement de points d'appui et de comparaison, je les soumets avec la plus entière confiance; ils confirment d'ailleurs les idées généralement reçues sur les revenus coloniaux, et qui n'ont été adoptées que sous la protection des résultats particuliers obtenus par chacun. Je crois donc pouvoir les regarder comme approchant autant de la vérité qu'il est possible de le faire en ces sortes de matières, et être autorisé à trouver le résultat suivant :

Le capital de la colonie est de	165,198,000
Le revenu brut. . . . . de	19,309,123
Le revenu net. . . . . de	13,152,123

et pour l'exprimer en d'autres termes, le revenu brut peut être considéré comme onze et cinq huitièmes pour cent du capital à peu près, et le revenu net

comme, à peu près aussi, huit pour cent de ce même capital. Continuant ces rapprochemens, on pourra dire que les charges sont à peu près trente-deux pour cent du revenu brut, et l'impôt sept et demi pour cent de ce même revenu.





---

## IMPOTS.

---

« Un établissement destiné tout entier à la consommation des produits du royaume, qui ne peut consommer qu'en raison de ses revenus, et qui partage tous ses revenus entre la culture et la consommation, ne devrait pas être imposé. »

Telle était la pensée du roi Louis XV, d'auguste mémoire, et c'est en ces termes que S. M. daignait la manifester dans les instructions que recevaient les administrateurs d'une des plus riches colonies de la France, au moment d'aller y faire exécuter les volontés du monarque (1).

Plus tard, le successeur de ce prince disait dans une semblable circonstance : « Les colonies étant destinées à opérer la consommation du superflu du royaume et à accroître la richesse nationale par l'avantage des échanges, tout impôt attaque directement l'effet de cette destination (2). »

Aussi dans ces années de prospérité pour toutes les colonies de la France, voyons-nous la métropole acquitter toutes les dépenses générales, et ne laisser à

(1) Instructions du roi au gouverneur et à l'intendant de la Martinique, du 25 janvier 1775.

(2) Mémoire du roi aux mêmes, du 7 mars 1777.

la charge des colonies que celles spécialement propres au pays. C'était par une légère contribution qu'on se procurait les fonds nécessaires : on l'augmentait, on la réduisait suivant le besoin ; on la fixait en raison des dépenses auxquelles il fallait pourvoir.

La révolution vint changer cet état de choses, et la guerre, en interrompant les relations de la métropole avec ses colonies, força à d'autres mesures. Obligées de s'entretenir par leurs propres moyens, elles furent bientôt dans la nécessité de se suffire à elles-mêmes. Un gouvernement loin d'être paternel en prit occasion de faire un principe de cette nécessité, et mit dès lors à leur compte des frais que la force des circonstances avait seule pu les déterminer à supporter. Non seulement les colonies ne pouvaient plus alors remplir leur destination dans leurs rapports commerciaux avec la métropole ; non seulement leurs denrées ne trouvaient plus leur écoulement naturel, et si l'on en risquait l'exportation, elles devenaient la proie de l'ennemi ; non seulement elles ne recevaient plus de la France les objets nécessaires à la consommation, et elles étaient obligées de les payer chèrement à l'étranger lorsqu'elles lui livraient leurs denrées à bas prix ; mais encore ces filles soumises pliaient sans murmure sous le fardeau de dépenses qui ne leur incombaient point ; elles acquittaient sans se plaindre des impôts dont elles avaient été jusqu'alors, dont elles devaient être toujours exemptes ; et au lieu d'obtenir de la mère-patrie toute la protection qu'elles avaient droit d'en attendre, les secours que leur fâcheuse position les mettait en droit de réclamer,

elles se voyaient plus rigoureusement traitées que les départemens les plus surchargés. Telle fut cependant la fidélité des îles de France et de Bourbon, que, conservant la bannière française jusqu'à la dernière extrémité, elles satisfirent à toutes leurs dépenses; et quand enfin elles tombèrent au pouvoir de l'ennemi, ce ne fut que par suite du plus injuste comme du plus cruel abandon.

Les plus fortes secousses révolutionnaires avaient bouleversé la France, et ces îles, auxquelles leur éloignement était profitable sous ce rapport, suivaient encore le régime ancien, modifié par les lois de 1790 et 1791; mais en 1797 l'administration fut absolument arrêtée dans sa marche : son crédit, ou plutôt le crédit personnel des administrateurs, ne pouvait plus long-temps suppléer au vide de la caisse, et l'assemblée coloniale fut obligée de prendre un parti rigoureux pour le lieu, les personnes, les circonstances. Ce parti ne pouvait être accueilli par les colons que présenté, pour ainsi dire, par eux-mêmes. Toute demi-mesure aurait mal réussi et eût eu le tort irréparable d'être répétée trop souvent. L'assemblée coloniale le sentit, et imposa de prime abord le pays à une somme annuelle de quatre-vingt mille piastres. ( 400,000 francs. ) (1)

Il y avait loin de la franchise dont on avait joui jusqu'alors à une charge aussi considérable. Elle l'était d'autant plus, que, par la rareté et la difficulté

(1) Piastre, monnaie de compte de la valeur réelle de cinq francs.

des communications avec l'Europe, les denrées du pays étaient à bas prix. (La balle de café ne valait que dix piastres) Aussi ce ne fut pas sans peine que les créoles furent amenés à l'acquitter. Plusieurs mouvemens intérieurs se firent sentir et se mêlèrent aux agitations politiques. Enfin tout se fixa. Le numéraire manquait ; on y suppléa par des *bons de dépôt* en coton, café, girofle. On détermina le prix de ces denrées, et les bons qui les représentaient, échangeables à volonté contre elles, furent donnés et reçus en paiement ; la nécessité en fit une loi. On essaya un papier colonial affecté sur l'impôt : l'essai fut malheureux ; l'agiotage s'en mêla, le papier fut discrédité, et l'on en revint aux bons de dépôt.

L'assemblée coloniale, en votant un impôt de 400,000 francs, y avait mis une condition, celle d'administrer les dépenses qu'il devait acquitter et qu'elle nomma *intérieures*, laissant à l'administration royale, qu'elle appelait *extérieure*, le soin de pourvoir aux dépenses du gouvernement, des troupes, en un mot du personnel dépendant du pouvoir exécutif. Celle-ci dut y pourvoir avec les valeurs en magasin et dans les ateliers, les bateaux, etc., dont la libre disposition lui fut laissée.

Cependant la durée de la guerre se prolongeant et la France continuant à ne rien envoyer, de nouveaux besoins exigèrent de nouveaux secours ; et le système d'impôts qui, en France, avait remplacé ceux perçus en 1789, fut aussi introduit à Bourbon. Mais, créés au fur et à mesure des besoins, ces impôts ne furent point mis entre eux dans des rapports réci-

proques; et depuis, malgré les modifications que presque tous ont éprouvées, ils n'ont point été placés dans cette relation qui fait la justice de la distribution des impôts.

Cette forme d'administration, cette division du service public, forcée peut-être par les circonstances si extraordinaires à l'influence desquelles les meilleurs esprits ne pouvaient se dérober, ne pouvait elle-même être admise qu'à l'appui des imprudens sophismes qui ont mis les colonies à deux doigts de leur perte. La paix conclue en 1803 rétablit les communications entre la métropole et ses colonies. Elle y ramena cette administration unique, leur véritable sauvegarde, sous laquelle elles ont toujours prospéré, et qui fut maintenue avec soin par les Anglais durant les cinq ans qu'ils occupèrent l'île à titre de conquête.

À l'époque où ils s'en emparèrent (1810), la somme des impôts, qui de 400,000 fr. s'était élevée en 1804 à 637,000 fr., était portée à 688,000 fr. Elle entraît au trésor par la contribution directe, l'enregistrement, le timbre, les hypothèques, les douanes, la ferme des cantines et celle des tabacs (1); la balle de café, qui était le type des valeurs, était descendue à cinq et six piastres. (2)

(1) Les cantines, ou le débit des liqueurs fortes, sont d'une telle importance dans les colonies, que je leur consacrerai un article particulier. Je ne parle ici de l'impôt auquel ce débit donne lieu, que pour en rappeler le produit. Il en sera de même des tabacs.

(2) Pendant 18 mois de 1807 à 1809, les Américains vin-

Je ne parlerai point ici de ce que fit l'administration anglaise : je noterai seulement que, bien que l'impôt fût maintenu le même quant au fond, et avec quelques changemens de quotité, il produisit, au moyen, de 750 à 800,000 francs.

Lorsqu'en 1815 la colonie fut rendue à S. M. T. C., la France, écrasée sous le poids de toutes les calamités, suite de l'état convulsif dans lequel elle se tourmentait depuis vingt-cinq ans, ne put rendre à ses colonies la justice qui leur était due; il fallut continuer à administrer sur les bases que l'on trouva, et pourvoir, comme l'on put, à une dépense de douze à quinze cent mille francs. Ce fut par l'augmentation de plusieurs des droits indirects, par l'établissement

rent à Bourbon avec des piastres ou dollars effectifs, et achetèrent au comptant les cafés dont cette circonstance fit monter le prix à 20 et 21 piastres. Cela donna lieu à un écoulement assez considérable et mit une assez grande quantité d'espèces en circulation; mais les affaires ayant changé en Europe et menaçant de changer davantage dans la colonie, les Américains cessèrent de la fréquenter. Le monopole anglais y établit ensuite son despotisme et le café retomba à son prix inférieur. J'ai dû citer cette circonstance momentanée qui ne peut faire règle dans les évaluations que je cite.

A la rétrocession, le prix de la balle de café s'éleva subitement à 11 et 12 piastres. Il a depuis été porté jusqu'à 28, il est redescendu à 15. Le prix convenable serait vingt piastres; mais pour le maintenir à ce taux, il faudrait ou plus d'acheteurs dans la colonie, ou une augmentation de prix dans les marchés européens.

C'est cette augmentation de cinq à quinze piastres qui a rendu supportable celle des impôts de quatre cent mille à quinze cent mille francs.

de quelques autres ; ce fut surtout par le produit des douanes, qui s'accrut en raison du développement que prit le commerce.

Ainsi depuis le moment où la colonie avait été conduite à la mesure inouïe jusqu'alors de s'imposer, jusqu'à celui où elle revint sous la domination royale, c'est-à-dire pendant dix-huit ans, les contributions fixées d'abord à quatre cent mille francs, furent successivement, et par les divers régimes auxquels l'île fut soumise, élevées à la somme véritablement énorme de quinze cent mille francs.

En cédant à de telles et si dures nécessités, l'administration, convaincue du tort qui en résultait pour le pays, ne cessait de le représenter au gouvernement, et conservait l'espoir de proposer un meilleur système ; mais il fallait avoir la certitude qu'il fût possible de l'effectuer. Avant d'essayer de construire un édifice dont toutes les parties fussent entre elles dans cette harmonie qui constitue le beau dans les arts, et le juste dans la matière qui nous occupe en ce moment, il fallait abjurer ce prétendu principe dont on ne peut plus révoquer la fausseté en doute, que les colonies doivent se suffire à elles-mêmes, et revenir franchement à l'ancien mode, dont on se dissimulerait en vain la nécessité. Il fallait enfin que la France pût adopter pour ses colonies un système de finances qui permît de pratiquer de nouveau ce principe si vrai, si paternellement, si royalement reconnu par les prédécesseurs de S. M., que « tout impôt attaque directement la destination des colonies. »

Un pas fut fait dans cette voie. Le roi accorda à

l'île Bourbon pour les années 1816 et 1817, une dotation de sept cent mille francs par an. Mais ce bienfait, dû à la conviction du ministre, M. le vicomte Dubouchage, et à la chaleur avec laquelle la cause de la colonie fut plaidée auprès de lui par M. le baron Portal, alors directeur des colonies, et par M. le baron Desbassyns de Richemont, nommé ordonnateur de la colonie, ne tarda pas à être réduit en 1818 et 1819 à deux cent mille francs, et enfin depuis 1820 à quatre-vingt mille francs, somme qui ne représente pas la dix-neuvième partie des dépenses totales.

Un autre pas plus important a été fait depuis. Une portion des dépenses est supportée, à partir de 1826, par la métropole, et l'on a pu espérer la réduction des impôts (1) ; mais nous n'en sommes pas encore arrivés à cette position qui garantit la durée des produits coloniaux, en même temps qu'elle tient ouvert le débouché le plus favorable au commerce de la métropole. Est-il possible d'y parvenir ? Pour répondre à cette question, je vais examiner quels étaient à Bourbon, à l'époque de 1824, la dénomination, la quotité et le produit des divers impôts. Je montrerai ensuite quel rapport existe entre ce produit et le revenu de la

(1) Comme nous verrons plus tard, la capitation des esclaves avait été déjà réduite en 1821, puis en 1823 ; ce qui a produit dans cette perception une réduction de plus de cent cinquante mille francs, c'est-à-dire un peu plus du dixième du montant total de l'impôt ; et cependant par l'accroissement de certains produits la somme de l'impôt est restée à peu près la même.

A dater de la même époque, la dotation de 80,000 fr. a été supprimée, ce qui laisse les choses au même état.



colonie. J'essaierai de déterminer quel doit être ce rapport pour que la colonie se trouve dans la position où nos Rois ont voulu qu'elle fût, et où l'on peut regarder comme une condition de son existence qu'elle soit placée, et enfin quel doit être le rapport de ces impôts entre eux pour qu'il en résulte une juste répartition de la charge supportée par les contribuables. Ce n'est pas en effet seulement quant aux perceptions fiscales qu'il faut étudier les questions relatives aux impôts : il en faut combiner le système de telle sorte que cette charge soit équitablement répartie. Si chacun doit contribuer en raison de ses bénéfices, il le doit aussi en raison de la protection qu'il reçoit ; car l'impôt n'est que le moyen fourni par la masse des citoyens afin d'obtenir la sûreté, la tranquillité, la protection dont chacun a besoin pour exercer sa profession.

DÉNOMINATION DES IMPOTS, LEUR QUOTITÉ, LEURS  
PRODUITS.

L'impôt à Bourbon se divise en impôt direct et en impôt indirect.

Sous le premier titre, on comprend la capitation des esclaves, la taxe sur les maisons et emplacements des villes et bourgs, les patentes.

Sous le second, sont placés les droits d'enregistrement, de timbre et des hypothèques, les droits de greffe, ceux de douanes, les baux à ferme.

*Capitation des esclaves.* Lorsque les habitans se livraient à une culture qui, pour tous, était à peu

près la même, il était juste et le parti le plus convenable était d'imposer les moyens mêmes de culture. Un seul droit était exigé ; il était faible, il avait pour objet des travaux dont l'utilité était profitable aux individus, comme la réparation d'un chemin, la construction d'une église, etc. ; il était naturel que les propriétaires payassent en raison du nombre de leurs esclaves. Cependant en établissant l'impôt par tête et sans distinction d'âge, de sexe, de validité et de destination ou d'emploi, il résultait une différence dans les charges ; car l'enfant ni le vieillard ne donnent aucun produit ; l'homme ouvrier, manoeuvre ou domestique, la femme, celle même qui n'a contre elle que la faiblesse de son sexe, ne donnent pas les mêmes produits. Ces différences, peu senties alors, devinrent plus frappantes quand il fallut augmenter si considérablement l'impôt (1) ; aussi l'assemblée coloniale chercha la possibilité d'introduire des changemens dans ce mode de contribution. Elle sentait que si tous les esclaves livrés à un travail utile doivent être imposés en raison du produit différent des travaux de chacun, ceux qui n'ont d'autre destination que de satisfaire un vain luxe doivent supporter une charge plus forte ; car ce qui est inutile ne tarde pas à devenir nuisible, et ce n'est que par une forte charge sur les inutiles qu'on peut parvenir à en diminuer le nombre. L'assemblée tenta divers essais, elle les tenta tous sans succès ; et malgré l'enthousiasme du mo-

(1) La capitation de 1775 à 1787 a varié de 25 c. à 2 fr. Elle fut portée à 3 fr. par suite de la mesure prise par l'assemblée coloniale : elle était à 5 fr. dès 1804.

ment, malgré l'amour de la nouveauté et le zèle des novateurs, elle fut obligée d'en rester au mode précédemment en usage. La question a été discutée plusieurs fois encore, sans amener d'autres résultats. La seule amélioration a été de faire prendre patente aux propriétaires d'esclaves ouvriers, réunis en ateliers, employés uniquement et spécialement aux travaux civils : on regarde alors ces propriétaires comme des entrepreneurs et ils sont classés suivant le nombre de noirs qu'ils louent habituellement. Mais peut-on bien dire que ce soit une amélioration ? Le fisc sans doute augmente un peu ses recettes, mais le prix de la main-d'œuvre en devient plus élevé. On n'a pu atteindre la classe beaucoup trop nombreuse des domestiques des deux sexes, qu'il serait d'autant plus important de renvoyer à la culture que le nombre des noirs diminue sans cesse ; mais il y a une telle résistance fondée sur les mœurs, les usages, les habitudes, la différence des couleurs, la nécessité de maintenir la supériorité des blancs, et d'autre part il y a tant de facilités à éluder les dispositions qui seraient prises, facilités prouvées par ce qui s'est passé, qu'on peut regarder toute amélioration impossible, tant que ce genre d'impôt subsistera.

D'un autre côté, l'impôt par tête a cessé d'être juste depuis que la diversité des cultures procure des produits différens. Avec un même nombre de noirs, l'habitant propriétaire d'une sucrerie a un revenu tout autre que le colon qui ne cultive que le café ou le girofle. Il en est de même de celui qui ne s'occupe que des troupeaux. Les uns et les autres payant la

même somme au fisc, leur contribution sera proportionnellement très-différente.

Ces considérations fixèrent souvent l'attention des administrateurs et celle des colons, dont plusieurs portèrent leurs études sur ce chapitre important.

Les uns, reconnaissant que la contribution établie sur le cadastre, qui exprime la valeur de chaque propriété, est la plus juste, ont penché vers ce mode; mais si cette proposition est généralement vraie, elle ne peut recevoir son application dans les colonies. Sans parler des embarras sans nombre qu'on rencontrerait avant d'achever le cadastre, il faut remarquer que, dans ces pays et surtout à Bourbon, la terre vaut en raison de l'intelligence, de l'industrie du propriétaire; nous avons vu des habitations, abandonnées comme improductives par certains colons, devenir pour leurs successeurs la source d'une immense fortune. Ceux qui ont amené la révolution actuelle dans la culture, ont fait sans doute faire un grand pas vers la facilité d'application du mode proposé; mais on n'est pas encore assez avancé dans cette route pour tenter une si grande innovation et substituer une nouvelle pratique à l'ancien système de l'impôt par tête.

D'autres ont proposé de différencier le taux de la capitation en raison du nombre des esclaves attachés à chaque habitation, et en proportion croissante; de sorte que le propriétaire d'une habitation de cent noirs payât pour chacun une taxe plus forte que celui qui n'en a que cinquante; celui-ci plus que le propriétaire qui en emploie vingt-cinq, etc., exemp-

tant totalement celui qui n'en aurait qu'un petit nombre, par exemple, inférieur à cinq. Cette idée a quelque chose de spécieux : il est hors de doute que les produits sont en raison directe des moyens ; mais sans nous arrêter à la difficulté qu'on éprouverait à établir un juste rapport entre les nombres et les quotités, il faudrait distinguer les contribuables des villes et ceux des campagnes, et avoir deux systèmes d'impôt. L'exemption pour le propriétaire qui aurait moins de cinq noirs serait juste quant à l'habitant des campagnes ; mais elle serait injuste et impolitique si elle était appliquée à l'habitant des villes ; et en effet, celui-ci emploie ses noirs ou comme ouvriers ou comme domestiques. Dans le premier cas, le bénéfice qu'il reçoit de leur travail ne fournirait point à la contribution, et ce serait injuste ; dans le second, on maintiendrait dans les villes beaucoup d'inutiles, presque toujours fainéants, accessibles à tous les vices, susceptibles de beaucoup de désordres, objet de toutes les dépenses de la police par la surveillance continuelle qu'ils exigent ; et cela est injuste autant qu'impolitique.

On a pensé qu'on pourrait agir à Bourbon comme à la Martinique, où l'on exempte les noirs cultivateurs de tout impôt pour le faire supporter, lors de l'exportation, aux denrées, produit de leur travail. On retombe d'abord dans cette différence de traitement que je viens de signaler entre les noirs des villes et ceux des champs, différence sujette à nombre d'abus, à une foule d'erreurs et d'injustices involontaires ; et d'ailleurs il est difficile d'établir une juste relation

entre l'impôt et le produit net du travail, ou la valeur si différente des diverses denrées.

On a cru enfin avoir trouvé un moyen d'arriver au but recherché et si désiré par tout le monde, de simplifier l'administration, d'atteindre tous les contribuables, dont quelques-uns ne se font pas scrupule de faire des déclarations infidèles, et de réduire pour chacun la part de l'impôt, tout en maintenant son produit total pour le fisc. Dans ce système, après avoir établi la somme à laquelle le montant de la capitation doit s'élever proportionnellement aux autres impôts, on en ferait la division entre les communes, en raison du nombre des noirs imposables recensé dans chacune, et chaque conseil municipal répartirait cette somme entre tous les contribuables de la commune. Toutes les fois que l'application d'une loi de finances est faite par les contribuables eux-mêmes, son exécution éprouve moins de résistances, parce que chacun est convaincu de la justice de la répartition. L'exact observateur de la loi ne supporte pas des charges auxquelles son frauduleux voisin ne répugne pas de se soustraire. Chacun surveille et est surveillé dans l'exactitude de ses déclarations, puisque le nombre des noirs dissimulé grossit d'autant la part de chacun et qu'ainsi tous ont un intérêt direct à la fidélité des déclarations. On obtiendrait par là, suivant les présomptions les plus généralement admises, une réduction de plus d'un cinquième dans les cotes individuelles sans diminution dans la recette, et l'on y gagnerait l'immense avantage de parvenir, sans aucunes mesures vexa-

toires, à connaître précisément le nombre des noirs existans dans la colonie.

Ce parti présente tant d'avantages et il est d'une si facile exécution, que l'on doit s'étonner qu'il n'ait pas plus tôt et plus particulièrement fixé l'attention.

Au surplus, il y a eu récemment deux améliorations importantes dans cet impôt. Sa Majesté, pesant dans sa sollicitude paternelle la position des colons, daigna leur remettre, en 1821, la moitié de l'impôt, et en 1823 en exempter absolument les enfans au-dessous de quatorze ans et les vieillards au-dessus de soixante ans. Les premiers rendent en effet peu de services jusqu'à cet âge et sont long-temps une cause de dépenses sans profits : à soixante ans les forces du noir sont souvent épuisées et il ne peut plus être employé que comme gardien. Cet allègement de plus de moitié a été reçu dans la colonie avec la reconnaissance qu'un royal bienfait inspire toujours à de fidèles sujets (1).

*Taxe sur les maisons des villes et bourgs.* Le second impôt considéré comme direct porte sur la valeur des maisons des villes et bourgs. Rien de ce qui appartient aux habitations n'est assujéti à cette taxe. La disposition de la loi française, qui fait porter l'impôt sur la *maison du maître*, dans les propriétés rurales, est la conséquence du mode de l'im-

(1) L'impôt aurait dû être payé pour soixante-dix mille noirs, nombre auquel, comme on l'a vu plus haut, on évalue avec fondement celui des noirs existans; il eût produit 350,000 fr.; mais par l'infidélité des recensemens, on ne

pôt qui est assis sur les terres et doit être tel, qu'il en soit enlevé le moins possible à la culture. Ici, où ce n'est pas la terre qui paye, mais le noir qui y est attaché, il en a dû être autrement. La maison du maître dans les habitations coloniales est, à bien dire, ce qu'est en France celle du métayer. Mais dans les villes les propriétés ne sont pas couvertes d'un nombre d'esclaves relatif à leur produit : il a donc fallu trouver le moyen de ne pas traiter le proprié-

payait que pour 56,000 environ, et il n'était perçu, suivant les taxes, que . . . . . 280,000 fr.

On évalue à douze mille le nombre des enfans et vieillards exempts (\*). Il reste donc 44,000 noirs imposables à 2 fr. 50 c., tant en principal rentrant au trésor royal, qu'en centimes additionnels pour les communes; la charge ne sera donc plus que de . . . . . 110,000

---

et la remise aux contribuables est de . . . . . 170,000 fr.

---

Cet impôt de 2 fr. 50 c. représente en denrées, savoir :  
 Sucre, évalué à 40 fr. les 100 kil., 6 k. 25, ou 12 liv. 8 onces.  
 Café, évalué à 180 fr. les 100 *dito*, 1 k. 393, ou 2 l. 13 onc.  
 Girofle, à 5 fr. le k. . . . . 0 k. 50, 1 l.  
 Blé, à 60 fr. les 100 k. . . . . 4 k. 166, 8 l. 5  $\frac{3}{4}$   
 Maïs, à 15 *dito* . . . . . 16 k. 70, 33 l. 1  $\frac{3}{4}$   
 Journée de manœuvre, à 1 fr. la journée. . . . . 2 jours et demi.

Un noir produit par an net 72 k. 50 (145 liv.) de café, ayant une valeur de 130 fr. 50 c.; l'impôt serait donc inférieur au 52<sup>e</sup> du produit du travail.

(\*) Je n'ai compté cependant que sur 7,000 à l'article des charges.



taire urbain qui jouit tranquillement et sans peine, plus favorablement que le cultivateur qui se livre à tant de soins et qui court tant de chances malheureuses. On a dû encore chercher à établir la contribution des premiers dans une proportion plus convenable à la part de protection qu'ils réclament du gouvernement, à la surveillance qu'ils exigent dans l'intérêt commun de la colonie. On a cru arriver à ce but en imposant ces établissemens à demi pour cent de leur valeur première. En considérant isolément cet impôt, la quotité fut peut-être juste quand elle fut ordonnée. Il n'y avait point alors de commerce à Bourbon; la valeur foncière était partout à très-peu près la même. Cependant il était toujours nécessaire de vérifier souvent l'estimation des immeubles imposables, puisque tel recevait des améliorations qui en augmentaient la valeur, tandis que celle de tel autre décroissait, soit par vétusté, soit par des détériorations accidentelles. Mais depuis que l'île Bourbon est devenue le siège d'un commerce assez considérable, on a remarqué avec fondement que l'impôt établi sur la valeur foncière a cessé d'être relativement juste; et en effet il y a une différence proportionnelle remarquable entre la valeur locative, selon que les villes et bourgs sont plus ou moins éloignés des ports où le commerce s'est établi, selon que dans ces ports la propriété est plus ou moins éloignée des rues commerçantes et du bord de la mer. Un petit emplacement occupé par un négociant, par un entrepreneur de charrois ou de marine, est loué plus cher qu'un plus grand oc-

cupé par un rentier et situé dans l'intérieur de la ville. On a sans doute égard à ces considérations quand on estime la valeur foncière, et cependant cette base est fautive, chacun le reconnaît. Les estimations de ces valeurs foncières sont faites par des membres des conseils municipaux, toutes réclamations peuvent être faites contre celles qui paraîtraient exagérées; cette forme semble cependant toujours entachée d'arbitraire. On peut l'éviter en établissant l'impôt sur la valeur locative, facile à reconnaître par la représentation des baux. Sans doute encore là peuvent se présenter des fraudes, des abus; mais où peut-on espérer de n'en pas rencontrer? Celui qui veut tromper n'en a-t-il pas toujours le moyen? et les agens du fisc ne s'étudient-ils pas toujours, et par devoir, à découvrir et empêcher ces tromperies?

On pourrait d'ailleurs employer un moyen analogue à celui proposé pour la capitation, et après avoir fixé la somme qui devra rentrer au trésor, proportionnellement aux autres branches du revenu public, et toujours dans le rapport de la protection que la matière imposable doit recevoir du gouvernement, diviser cette somme entre les villes et bourgs en raison de leurs avantages commerciaux, et laisser aux conseils municipaux le soin de la répartition entre les contribuables.

Le seul point à examiner, ce me semble, c'est si en principe il y a plus de justice à établir l'impôt suivant l'un ou l'autre système. Quant au produit, on

s'est assuré que si, au lieu de demi pour cent de la valeur foncière, on demandait cinq pour cent de la valeur locative, la différence serait si légère qu'on ne devrait pas s'y arrêter (1).

Je n'ai considéré jusqu'ici cet impôt qu'en lui-même; mais si je le compare à celui de la capitation, on verra que, tel qu'il est, l'avantage est pour le propriétaire rural, ce qui doit être; car, ainsi que je l'ai dit, toutes les chances fâcheuses sont pour lui, tandis que l'autre réclame une part bien plus grande dans les moyens de surveillance, etc. Le but auquel on a toujours voulu atteindre dans les colonies, de charger le moins possible les habitants des campagnes, c'est-à-dire ceux dont on attend tous les produits qui sont la vie du commerce et de l'industrie de la métropole, on y est parvenu à Bourbon, et cependant l'impôt qui pèse sur les habitations des villes y est moindre que dans les autres colonies (1).

(1) La valeur foncière imposable des maisons de Saint-Denis étant estimée être de 4,496,050 francs, le demi pour cent de cette somme est de . . . . . 22,480 fr.

Leur valeur locative étant estimée être de 455,195 fr., les 5 p. 100 de cette somme sont de 22,755

Ces estimations sont récentes.

La valeur totale des maisons assujéties à l'impôt dans toute l'île est de . . . . . 8,820,000 fr.

(1) Cet impôt est de 5 p. 100 à la Guiane, de 4 à 7 p. 100 à la Guadeloupe, de 5 à 8 p. 100 à la Martinique. Il était de 1 p. 100 à Bourbon pendant l'occupation anglaise.

*Patentes.* L'impôt des patentes est dû à l'état de gêne où l'interruption des communications avec la métropole mit les deux colonies de la France dans la mer des Indes. Tout éventuel qu'il est, puisque son produit dépend du nombre et de l'espèce des patentes demandées par les personnes qui exercent une profession ou se livrent à une industrie sujettes à cette contribution, il a été classé parmi les impôts directs, peut-être à cause du mode de sa perception. Les premières ordonnances qui l'introduisirent dans la colonie, et même les modifications qui y furent apportées depuis, firent naître des réclamations qui portaient, non sur l'impôt en lui-même, car on reconnaissait que tout le monde devait concourir à satisfaire aux besoins généraux du pays, mais sur le classement des diverses professions : on ne le trouvait pas équitable, et l'on en regardait la quotité comme hors de proportion avec les avantages que tiraient ceux qui les exerçaient. Le gouvernement prescrivit donc la révision du tarif. Le nouveau travail est presque en tout la copie des lois françaises ; les différences sont la conséquence de celles qui existent entre les localités ; et parce que telle profession exercée dans un lieu où le commerce abonde, ou dans une ville qui en est privée, donne des produits différens, on a dû imposer un droit plus ou moins fort dans l'une ou l'autre résidence.

*Enregistrement, conservation des hypothèques, timbre.* Le droit d'enregistrement et la conservation des hypothèques étaient établis depuis long-temps dans

la colonie. Fixés d'abord à 1 p. 0/0, ces droits étaient de 4 p. 0/0 en 1804. Le droit de timbre et l'emploi du papier timbré furent alors établis. Cette augmentation considérable des impôts était une suite de l'état de détresse où la reprise des hostilités avait mis l'administration des deux îles. Les Anglais la maintinrent, et les colons plièrent en silence sous le joug; mais lors de la rétrocession, l'élévation de ces impôts et surtout la sévérité mise dans l'exécution des ordonnances d'après lesquelles ils étaient perçus, donnèrent lieu à des plaintes aussi vives que nombreuses, qui retentirent dans toute la colonie et furent portées au gouvernement de la métropole. La mesure à laquelle ces divers droits doivent leur existence est la plus forte garantie des intérêts privés; mais comme elle atteint tous les individus dans toutes leurs transactions sociales, il en est peu qui ne s'en trouvent froissés et ne se croient dès lors en droit de se plaindre. Le gouvernement du roi prescrivit un nouvel examen des bases de l'impôt. Une nouvelle ordonnance fut conçue de manière à réduire les droits d'environ un tiers dans leur ensemble; mais il est du propre des lois fiscales d'être en butte à toutes les contradictions; et dans les colonies surtout, c'est-à-dire dans des pays qui jouirent long-temps de grandes franchises, et où les têtes sont toujours en fermentation, toute innovation est mal reçue. On vit avec peine un code complet sur la matière, et l'on ne voulut pas considérer que la plus grande assurance de justice qui puisse

être donnée aux citoyens, est l'établissement d'une règle unique et générale qui embrasse toutes les circonstances et prévoit tous les cas. C'était, disait-on, déployer sur tous les actes de la vie le réseau le plus étendu et dont les mailles étaient le plus serrées; et l'on ne voyait pas que le rédacteur de l'ordonnance n'avait fait que copier presque entièrement la loi française. D'autres se plaignaient de ce que l'économie de la loi française n'avait pas été conservée, de ce que toutes les parties de l'édifice colonial n'étaient pas dans les mêmes proportions relatives que celles qui constituent l'édifice métropolitain, et ils ne voulaient pas voir que les opérations n'étant pas les mêmes à Bourbon qu'en France, les droits qu'elles doivent supporter ne peuvent non plus être les mêmes; que le droit doit être moindre sur des actes qui se répètent plus souvent : les mutations de propriétés, par exemple, rares en France, sont au contraire si fréquentes dans la colonie, qu'on pourrait presque y regarder les contrats d'acquisition comme des effets de commerce. Il est cependant vrai de dire que, quelque soin qui fût apporté dans l'ordonnance nouvelle, on n'arriva pas encore à ce point de juste relation dans le classement des actes soumis aux diverses branches de l'impôt. C'est au surplus celui qui est susceptible de moins de réduction dans la quotité, puisque, pour une faible somme, les intérêts les plus grands sont garantis. Quoi qu'il en soit au reste de l'injustice relative dont je viens de parler, on peut regarder le degré d'élévation qu'ob-

tint la perception de cette portion des revenus publics, comme une indication de celle de la prospérité générale, puisqu'elle est le résultat du mouvement industriel et commercial. Sous ce rapport, on ne peut s'empêcher de reconnaître que ce thermomètre est partout parfaitement exact. Ainsi, sans parler du produit des droits dont il s'agit avant que le tarif actuel fût en activité, et pour ne considérer que les années qui se sont écoulées depuis 1818, on voit que le produit de l'impôt a constamment dépassé chaque année les évaluations, dans la même proportion que la prospérité de la colonie s'est accrue au-delà des termes auxquels on avait annuellement cru pouvoir espérer de la voir atteindre.

*Droits de greffe.* On établit en 1817 un impôt qui a excité depuis des observations beaucoup plus vives que fondées, le droit de greffe. On avait pour objet, d'une part, de diminuer les procès par la considération des frais qu'entraînaient les procédures; de l'autre, on voulait couvrir en partie la dépense considérable à laquelle donnait lieu la nouvelle organisation judiciaire. On n'a point réussi quant au premier point, on a faiblement atteint le second but. Les procès n'ont pas été moins nombreux, quoiqu'ils aient coûté davantage aux plaideurs. Il est difficile qu'il n'y ait point de contestations parmi une population concentrée sur un petit espace, qui se compose de caractères si différens, qui se livre à tant de spéculations diverses, et dont les intérêts se croisent en tant de sens. Ceux qui perdent en première instance, entêtés de leur

prétendu droit, se croient constamment obligés de porter de nouveau leurs causes à la cour royale. Des débats, quelquefois scandaleux, toujours pénibles, après avoir occupé le premier tribunal, sont reproduits devant le second, par la facilité peut-être trop grande d'y être admis. Les procès s'éternisent, les esprits s'exaspèrent, les dépens deviennent ruineux; et c'est vraiment un désordre moral, quand l'administration de la justice est une des plus belles comme une des plus fortes garanties de la société. Cependant avec ce nombre affligeant de procès, le produit des droits de greffe n'a jamais été qu'environ le neuvième de la dépense des tribunaux (1), ab-

(1) La recette est année moyenne de		17,500
La dépense de la cour royale et ses		
appointemens,	95,200	
Logement du premier président et		
du procureur général,	6,000	
Menues dépenses,	4,000	105,200
	<hr/>	
Celle du tribunal de première ins-		
tance en appointemens,	26,000	
Menues dépenses,	4,000	30,000
	<hr/>	
Celle des juges de paix est, ap-		12,600
pointemens,	12,000	
Frais de bureau.	600	
	<hr/>	
Frais de procédure à la charge du		
trésor,		8,000
		<hr/>
		155,800
		<hr/>



sorbé presque en entier par leurs menues dépenses et par les frais des procédures à la charge du trésor (1).

*Douanes.* L'impôt indirect le plus productif, qui affecte le plus et en même temps les intérêts coloniaux quant à la culture, et ceux de la métropole quant au commerce, est celui supporté tant à l'entrée qu'à la sortie des marchandises et des denrées. J'ai examiné plus haut les rapports et l'influence des douanes sur la culture et le commerce; je ne les considère ici que comme une des sources du revenu public.

Les importantes considérations de réciprocité de soins et d'égards de la métropole et de la colonie, ne purent entrer dans le nombre de celles qui déterminèrent l'établissement de cet impôt. La première de toutes, je l'ai dit, fut la nécessité de se procurer les moyens de pourvoir aux besoins du moment. D'ailleurs les communications étaient si rares, si difficiles, que les relations réciproques étaient presque nulles. On s'arrangea donc pour que la douane rapportât environ 200,000 francs, c'est-à-dire à peu

(1) Menues dépenses de la			
cour,	4,000	8,600	Produit des droits de greffe.
Du tribunal,	4,000		
Frais de bureau des juges			
de paix,	600	16,600	17,500
Frais de procédure à la charge		8,000	
du trésor,			

près la moitié de la somme à laquelle la colonie venait de s'imposer. On voit, par un compte rendu vers la fin du régime de l'assemblée coloniale, que la recette de 1801 s'éleva à 189,600 francs ; sous le régime qui succéda, la recette s'éloigna peu de ce produit, excepté pourtant en 1807 où elle fut de 573,800 fr. ; mais on a vu que cette augmentation fut causée par les communications du commerce des États-Unis de l'Amérique. Lors de la rétrocession, le droit d'entrée fut fixé à six pour cent de la valeur des objets importés. Le droit de sortie variait suivant la nature de la denrée : ainsi, le café payait dix pour cent de sa valeur, le sucre quatre pour cent, le girofle cinq pour cent, le coton quatre pour cent, le cacao dix pour cent, l'indigo sept et demi pour cent. Je ne trouve pas exprimé le motif qui avait déterminé cette classification singulière. Cette fixation de l'impôt dura environ deux ans ; la recette doubla la première année (410,800 fr. ), elle fut plus que triple la suivante (741,200 fr. ).

Lorsque Sa Majesté envoya de nouveaux administrateurs dans la colonie en 1816, une des premières recommandations qu'elle daigna leur donner, fut d'alléger la double charge qui résulte des droits de douane, et un de leurs premiers devoirs fut de réduire le droit d'entrée de six à un pour cent, et de fixer généralement le droit de sortie à deux pour cent de la valeur de la denrée exportée. Cette mesure fournit une nouvelle preuve de cette vérité de tous les temps, que plus les impôts indirects sont faibles, plus ils produisent. La douane, qui en 1817 avait rapporté 615,000 fr.

(la réduction n'eut lieu que vers la fin de l'année), donna 804,000 fr. en 1818.

Cet état de choses dura peu. De nouvelles circonstances forcèrent à reporter le droit d'entrée à six pour cent et à fixer à quatre pour cent le droit de sortie. L'année suivante, l'impôt ne donna que 888,000 fr., augmentation qui, il n'est pas besoin de le faire remarquer, n'est pas en rapport avec celle de la quotité du droit. Si depuis, et malgré cette quotité, les produits de l'impôt se sont maintenus à un taux élevé, c'est à l'accroissement des produits de l'agriculture coloniale, et au développement de l'industrie et du commerce de la métropole qu'il le faut attribuer.

Il résulte de cet exposé que, prenant le terme moyen des cinq années de 1819 à 1823, pendant lesquelles les droits d'entrée et de sortie sont restés à la même fixation, la douane a prélevé à l'île Bourbon sur les produits de la culture et du commerce, à très-peu près la somme annuelle de 900,000 francs, tandis qu'en France la même administration a prélevé sur les mêmes produits, aussi annuellement, une somme de trois à quatre millions. Or, le terme moyen de la valeur des importations de France dans la colonie, pendant ces cinq ans, ayant été de la somme

de . . . . .	6,545,000 fr.
et celui des produits de la colonie en-	
voyés en France de celle de . . . . .	7,107,000 fr.

---



---

13,652,000 fr.

C'est environ trente-trois pour cent de ces valeurs

qui sont entrés dans la caisse des douanes, soit au départ, soit à l'arrivée des navires dans l'un et l'autre pays. Cette charge pèse presque également, d'une part sur les produits coloniaux, et de l'autre sur les produits du commerce français, et elle est énorme, ruineuse pour tous, mais surtout pour les colons, qui retirent un moindre prix de leurs denrées et achètent plus cher les marchandises nécessaires à leur consommation. Pour ne considérer en ce moment que la charge imposée par le fisc, je me bornerai à remarquer ici que le montant total, année moyenne, de la perception de tous les impôts à Bourbon, étant de 1,400,000 francs, la douane *seule* y fournit 900,000 fr. c'est-à-dire plus de soixante-quatre pour cent. Cet impôt est évidemment ainsi loin d'être dans un rapport convenable avec les autres impôts dont nous venons de parcourir l'échelle; et il résulte de cette conséquence un nouveau motif de désirer de grandes rectifications dans cette portion si importante de l'administration du pays.

Pour arriver à ce but, je chercherai d'abord dans quelle proportion la somme de l'impôt doit être avec la somme du revenu, puis dans quelle proportion la somme de l'impôt doit être répartie entre les diverses portions qui la constituent.

DANS QUELLE PROPORTION LA SOMME DE L'IMPÔT DOIT-ELLE  
ÊTRE AVEC LE REVENU?

Nous avons vu que, dans l'état actuel, la somme de l'impôt excède un peu sept et demi pour cent du

revenu (1). Cette proportion trop forte occasionne de-

(1) Comme nous l'avons vu au chapitre des capitaux et revenus, la somme brute du revenu est de 19,309,123

Le montant partiel des impôts est comme suit :

Capitation, réduction faite,	110,000	
Taxe sur les maisons (avant la nouvelle estimation),	41,000	
Patentes,	90,000	241,000
Enregistrement,	125,000	
Timbre,	30,000	
Hypothèques, compris le salaire du conservateur, à peu près égal au droit,	34,000	
Droits de greffe,	17,000	206,000
Ferme des tabacs,	20,000	
des guildives,	100,000	120,000
Douanes, droits d'entrée et de sortie,	840,000	
droits de quai,	60,000	900,000
		<u>1,467,000</u>

Je ne comprends pas dans l'impôt les recettes du domaine, comme locations, cours

d'eau, etc., 5,400

ni le montant des amendes prononcées par les tribunaux, et qui même joint aux droits de greffe est loin, comme on l'a vu, de pourvoir aux frais de justice, 4,000

Ainsi le rapport de l'impôt au revenu est un peu plus de 7 et demi pour 100 du revenu brut.

puis plusieurs années les plaintes de la colonie autant qu'elle excite les sollicitudes de l'administration. Fraction de l'état, les colonies doivent recevoir de la métropole de quoi faire face à leurs besoins généraux, à ceux qui leur sont communs avec les autres provinces; et d'autre part, comme les autres provinces, elles doivent pourvoir à leurs besoins spéciaux. Mais s'il est établi que les colonies sont faites pour les métropoles et leur doivent tous leurs produits, par une conséquence naturelle, elles doivent en recevoir tout ce qui touche à la protection, à la défense, à ces services généraux auxquels pourvoit en France le trésor royal, c'est-à-dire la masse des revenus fiscaux du royaume, à la formation de laquelle les colonies, comme on l'a vu, concourent pour une forte part<sup>(1)</sup>. D'après cela gouvernement, ou, ce qui est la même chose, administration générale, protection militaire, culte, tribunaux supérieurs, telle sera la part de la métropole. Administrations locales, force publique instituée pour la police intérieure, pour la prévision comme pour la répression des délits, tribunaux de paix et de conciliation, travaux de ports, de ponts, de routes, de canaux, enfin tout ce qui est à l'avant-

garde, tout ce qui est relatif à la défense, sont les services généraux.

(1) Pour ne parler ici que de l'île Bourbon, et laissant de côté les avantages qui résultent du mouvement industriel en France et de l'emploi des produits du sol, je rappellerai que, par le seul mouvement commercial auquel cette colonie donne lieu, elle occasionne à la caisse des douanes en France une recette de trois à quatre millions. Or le produit total des douanes en France étant de cent millions, la colonie de l'île Bourbon y entre pour 3 p. 100 au moins.

tage spécial et privé des colons ; telle sera la part encore assez ample des dépenses que le pays doit supporter.

Ceci posé, il résulte des antécédens que la somme des dépenses s'est divisée entre ces deux grandes sections à peu près par moitié ; d'où il suit que si l'on a pourvu jusqu'ici à la dépense totale par un impôt égal à peu près au dixième des revenus, du moment que la métropole, se rapprochant des anciens et vrais principes, solennellement proclamés par ses rois en tant d'occasions, acquittera toutes les dépenses qui lui incombent, les impôts de la colonie pourront être réduits au-dessous du vingtième des revenus, peut-être à moins si l'on parvient à diminuer les dépenses, et certainement à moins de cette quotité, à mesure de l'exécution successive des travaux actuellement indispensables, et à l'entretien desquels il ne restera plus alors qu'à pourvoir.

En arrivant à ce taux du vingtième des revenus, il ne faut pas oublier que la somme de l'impôt sera encore double de celle demandée par l'assemblée coloniale, du moins quant au chiffre qui l'exprime ; car il faut dire aussi que la balle de café, qui valait alors dix piastres, en vaut plus de quinze aujourd'hui, c'est-à-dire plus de moitié en sus, que de riches produits actuels étaient inconnus alors, et qu'ainsi les termes de comparaison sont moins éloignés.

## DIVISION DES IMPÔTS.

Examinons maintenant comment le montant des impôts affecte les différentes parties constituantes de la fortune publique.

Je commencerai par rapporter des remarques sur le même sujet qu'un honorable membre de la chambre des députés a présentées à ses collègues en 1820, dans un rapport très-lumineux sur les finances du royaume (1).

M. Ganilh y faisait un rapprochement curieux entre la division de l'impôt en France et en Angleterre. Il établissait que, lorsque dans notre pays les propriétés et les capitaux supportent dans la totalité de l'impôt. . . . .	9/16
L'industrie et le commerce. . . . .	1 »
La consommation. . . . .	6 »
chez nos voisins, les propriétés et les capitaux y entrent pour. . . . .	4/16
L'industrie, le commerce et la consommation pour. . . . .	12
Appliquant ce système aux contributions de la colonie qui nous occupe, nous trouvons que les propriétés et les capitaux paient. . . . .	4/16
L'industrie et le commerce. . . . .	2 »
La consommation. . . . .	10 »

Il résulte de ces rapprochemens que la fortune

(1) Séance du 29 juin 1820.



publique foncière supporte à Bourbon l'impôt absolument dans la même proportion qu'en Angleterre, mais qu'elle est imposée plus de moitié moins qu'en France, et que, bien que l'industrie et le commerce le soient du double, cette charge y est peu importante eu égard à la différence des profits, lorsque les consommations l'éprouvent hors de toute proportion. Or, si l'on évalue avec raison la richesse d'un pays par sa consommation, par une conséquence naturelle, on doit chercher à augmenter celle-ci, et le seul, le véritable moyen d'y parvenir, est d'en diminuer le prix par la diminution des impôts qu'elle supporte, d'où résulte l'affluence des objets qui l'alimentent; et comme dans l'état actuel l'objet des colonies est d'augmenter les débouchés, les avantages du commerce français, c'est le servir que d'augmenter les consommations dans les colonies.

Ces résultats auxquels nous ont amené l'observation des faits autant que le raisonnement, concourent à prouver combien est fondée l'opinion que j'ai émise, que s'il est constant que les impôts ne sont à Bourbon dans un rapport convenable ni avec la fortune publique ni entre eux, il est urgent de les y ramener.

Le régime des colonies diffère totalement dans son essence et dans sa forme de celui des métropoles, et ce serait aller évidemment contre la nature des choses que de prétendre les assimiler. Ainsi, dans les colonies, l'agriculture, autrefois libre de tout impôt, doit en supporter la moindre part, si l'on veut assurer les résultats que l'on attend de ces établissements. Ainsi le commerce local qui ne doit y être que secondaire,

doit contribuer aux recettes fiscales dans une proportion plus forte que dans la métropole, parce qu'il réclame des moyens de protection plus considérables et par conséquent plus coûteux, tandis que la part de la consommation dans la contribution doit devenir moindre, parce que le but de la fondation des colonies est de donner un développement plus étendu, d'ouvrir un débouché plus large aux produits du sol et de l'industrie de la métropole.

Dans cet esprit, j'établirai la proportion suivante :

Propriétés et capitaux. . . . . 3/16

Industrie et commerce. . . . . 6

Consommation. . . . . 7

Justifions-la par de nouveaux argumens, quoique ce soit presque surabondamment, d'après ce qui a précédemment été dit.

La portion qui affecte l'industrie et le commerce se trouve dans l'état actuel favorisée à Bourbon. Mais s'il en est ainsi et s'il en doit être ainsi dans les métropoles, où l'on peut comparer aux artères l'industrie et le commerce, qui, entretenant partout une circulation continuelle, portent la vie dans toute l'économie du corps social, il n'en peut être de même dans les colonies. Là, répéterai-je, le commerce ne doit être que le moyen de communication entre le négociant métropolitain, fournisseur réel, et le colon consommateur, il en est le courtier, pour ainsi dire; une autre attitude lui doit être interdite dans ces pays. Il ne faut pas qu'il abandonne son rôle de commissionnaire pour entreprendre des spéculations directes et se livrer à une extension qui serait contraire

aux intérêts du commerce de la métropole lorsqu'il ne doit que le seconder. Toute liberté doit sans doute être laissée au commerce, mais si je ne me trompe pas sur des restrictions qui me semblent devoir être à l'avantage du commerce français, sans être d'aucun danger pour la colonie, c'est en s'opposant par plus d'impôts à une trop forte somme de bénéfices que l'on modérera les désirs du commerçant établi dans la colonie, et que l'on arrêtera un développement opposé au but de la formation des colonies.

Au surplus, le commerce réclame dans ces établissements une surveillance continuelle aussi qu'étendue, autant dans son avantage spécial que dans l'intérêt général du pays. Des valeurs considérables placées au milieu d'une population avide, pleine de besoins et privée des moyens de les satisfaire, doivent être conservées, et leurs possesseurs prémunis contre toute l'adresse, toutes les ruses, toute l'audace même que le vol inspire à une partie de la population noire qui habite les villes, portée d'autant plus à l'exercer qu'elle y a plus de facilité et qu'elle est constamment témoin de l'aisance que procure la possession des choses qu'elle ne peut se procurer que par ce moyen. Une opinion exagérée des bénéfices que l'on y doit faire, attire outre-mer une foule d'individus, entraînés souvent par des motifs blâmables, et sur lesquels l'œil de la police doit toujours être ouvert pour que la main de la justice ne soit pas forcée à les frapper. Si donc le commerce exige dans son intérêt plus de soins et de dépenses, il est juste qu'il contribue pour une plus forte part dans celles qu'il nécessite.

Tels sont les motifs qui m'ont porté à changer la proportion quant à cette classe de contribuables. Cette combinaison, reconnue nécessaire, ne sera pas d'ailleurs une charge nouvelle, puisque la réduction opérée sur l'ensemble mettra en position d'en opérer une proportionnelle sur les dispositions particulières qui atteignent en ce moment le commerce.

La classe qui trouvera un bénéfice réel dans la répartition proposée est celle des consommateurs, puisque les marchandises qui lui sont nécessaires, chargées de moindres droits, devront lui être livrées à un moindre prix. J'ai déjà exposé quels motifs puisés dans l'intérêt de la métropole et dans celui de la colonie m'y ont déterminé, et il n'échappera à personne que cette réduction influera dans le pays, autant sur les planteurs que sur la classe travaillante, c'est-à-dire les noirs, puisque les uns et les autres sont les véritables consommateurs. Si, comme on ne peut s'en dispenser, c'est par une forte réduction des droits de douane que l'on arrive à ne demander à la consommation que sept seizièmes de la totalité des impôts, le mouvement commercial en deviendra plus rapide, et les relations de la colonie avec l'extérieur, c'est-à-dire avec la France, plus actives et plus multipliées. On verra s'augmenter les profits, tant de ceux qui y enverront que de ceux qui en recevront, ainsi que les profits de tous les individus qui habitent la colonie. Tous, planteurs, commissionnaires, entrepreneurs de roulage et de batelage, employés de toutes sortes au mouvement des marchandises, feront des gains plus élevés, parce qu'ils seront plus

répétés. La condition des noirs sera améliorée, parce que les profits plus grands des colons et le moindre prix des marchandises porteront les maîtres à consacrer plus de fonds à l'entretien des esclaves. Enfin les perceptions, soit en France soit dans la colonie, deviendront plus profitables au fisc; car il est du propre des impôts indirects de procurer des rentrées d'autant plus considérables que les droits sont moins élevés.

#### FERME DES TABACS.

Ce n'est pas sans une longue expérience, de puissans motifs et un mûr examen, que l'on a donné la préférence chez toutes les nations au système des impôts indirects. Ils sont en effet susceptibles de produire plus avec moins de surcharges, et l'on peut regarder comme ayant atteint le point convenable de perfection, ceux qui affectent les passions des hommes, ceux qui portent sur des jouissances dont on peut se passer sans éprouver une trop grande privation, ou sur des articles dont l'usage peut être regardé comme l'attribut de la richesse ou au moins de l'aisance. Mais si tout le monde est d'accord en cela, c'est avec une semblable unanimité que l'on repousse ceux des impôts qui seraient établis sur des objets de première nécessité, indispensables également à la classe fortunée comme à la classe indigente et dont celle-ci éprouve un besoin plus impérieux encore. Aussi ce fut par une erreur bien grave, et que les circonstances difficiles dans lesquelles se trouvaient alors les deux îles peuvent seules rendre excusable, que l'on y ap-

porta des entraves à la consommation du tabac. Parce que cette consommation est considérable, on pensa qu'un impôt qui l'affecterait serait d'un grand produit. La conséquence était juste, en ne considérant la chose que sous le rapport des chiffres : elle était réellement fausse, car la consommation diminue à mesure que l'impôt augmente, et dès lors il produit moins. D'ailleurs, il fallait voir aussi combien est dangereux et immoral un impôt qui pèse sur un article dont l'emploi a toute la force d'un besoin impérieux, surtout chez les esclaves et dans les îles intertropicales. Par une particularité remarquable, ce fut au moment même où le gouvernement de la métropole abjurait le monopole de la fabrication et du débit du tabac, qui avait toujours en France fait partie des fermes générales, que les îles de France et de Bourbon chargèrent ces feuilles, dans quelque état qu'elles fussent présentées à la consommation, de droits énormes inconnus jusqu'alors. Lorsqu'en France toute liberté était donnée à la culture, à la préparation et à la vente, on employait dans ces colonies, pour assurer une perception d'autant plus vivement repoussée qu'elle contrariait les idées en vogue, on employait, dis-je, les formes les plus odieuses, les perquisitions les plus révoltantes, les vexations les plus inouïes. Qu'elles fussent nécessaires, je n'en disconviens pas ; mais cette nécessité eût dû suffisamment avertir du danger de la mesure et la faire rejeter, comme un des pires actes de l'administration publique ; acte au surplus d'autant plus pénible pour les consommateurs, que la plus forte por-

tion des tabacs employés provenait du commerce extérieur, et qu'imposer à l'importation des droits hors de toute proportion avec la valeur de la chose, c'est véritablement fermer la porte à toute introduction légale, pour l'ouvrir aux introductions frauduleuses, double danger que doit éviter le législateur.

La consommation des deux îles était évaluée de six à sept cent mille kilogrammes, et l'on peut dire qu'elle était partagée à peu près par moitié entre elles. La plus grande partie s'en va en fumée, soit qu'on ait entassé les feuilles hachées dans le fourneau d'une pipe, soit qu'elles aient été roulées en cigarres. Une portion est disposée pour la mastication ; une quantité plus considérable réduite en poudre est aspirée par le nez, suivant l'usage le plus commun, ou détrempée entre la lèvre inférieure et la gencive. Les femmes, surtout les négresses, l'emploient ainsi.

La culture n'a jamais produit à Bourbon plus de soixante-quinze à quatre-vingt mille kilogrammes de tabac, et n'en a jamais livré au commerce plus de cinquante à soixante mille kilogrammes. Quatre propriétaires seulement en faisaient des plantations spéciales. Les esclaves le cultivent dans les petits terrains qui leur sont abandonnés. Près des quartiers très-peuplés, comme à Saint-Denis et Saint-Paul, ils en vendent vingt à vingt-cinq mille kilogrammes. Dans le reste de la colonie, ils le préparent eux-mêmes suivant leurs besoins. Le commerce introduit le complément du nécessaire, soit en l'apportant de France tout préparé, soit, ce qui est plus fréquent, en l'extrayant en feuilles de Madagascar.

Sans trop rechercher ce qui fut fait en ces temps malheureux, où le besoin de se créer des ressources peut jusqu'à un certain point justifier les mesures, dont au surplus on n'avait pas toujours le libre choix ; sans nous occuper non plus de ce qui fut fait sous l'administration anglaise, voyons seulement ce qui l'a été depuis la rétrocession.

Lorsqu'au nom du roi les administrateurs généraux reprirent possession de la colonie de l'île Bourbon, obligés de pourvoir à des dépenses considérables, ils se trouvèrent forcés de maintenir les impôts existans pour balancer des dépenses qu'ils ne pouvaient réduire, et des recettes qu'il fallait de toute nécessité soutenir au même taux. Par suite de cet état de contrainte, ils ne purent que rester dans la situation où ils trouvaient le pays, ajournant à des temps plus heureux l'adoption d'un meilleur système d'impositions et se bornant à des modifications à mesure que la possibilité s'en présentait. Cette position, qui ne permettait de jeter qu'à la dérobée la vue sur l'ensemble d'une grande opération, dut nécessairement conduire à des injustices relatives. On considéra les impôts indirects comme susceptibles d'être moins onéreux à un pays épuisé par les longues et pénibles années de la révolution, et par celles moins longues, mais non moins pénibles de l'occupation étrangère ; mais on oublia que ces impôts doivent être en rapport avec les produits et les besoins de la culture et du commerce ; que, s'il est vrai que moins ils sont élevés, plus ils sont productifs, il ne l'est pas moins que leurs produits dépendent de leur assiette, et que s'ils



doivent être établis de telle sorte que la consommation ne soit pas diminuée, ils ne doivent jamais être livrés à une éventualité telle, que le fisc coure la chance de voir ses recettes différer de ce qu'on avait attendu. Or c'est ce qui arriva. A un droit d'entrée considérable (50 fr. par quintal) (1), on en ajouta un autre sur la fabrication et la vente du tabac en poudre, puis sur celles du tabac en chiroutes ou cigarres; on comprit enfin dans le privilège le tabac en carottes et en rouleaux, en un mot, le débit de toute espèce de tabac de quelque manière qu'il fût préparé. Un des résultats de cette mesure a été la cessation de la culture en grand du tabac, qui fournissait à une partie de la consommation, et la ruine de trois des cinq fabricans qui, de 1816 à 1819, ont alimenté les boutiques de débit des fermiers dont il va être question.

Avant la conquête, le monopole des tabacs était exercé en régie. Les Anglais lui appliquèrent le système des fermes. C'est celui qu'ont adopté les gouvernemens qui fondent leur puissance sur la richesse commerciale; et l'on peut citer avec raison pour modèle les Hollandais, dont le génie fiscal s'est généralement exercé sur les moyens les plus sûrs et les plus économiques de faire parvenir au trésor la foule des droits qui l'alimentent. Mais si ce mode est mieux approprié aux intérêts du fisc, ce n'est pas à coup sûr celui qui convient le mieux aux consommateurs dans un pays qui ne peut oublier ses anciennes immunités, et qui regarde comme autant de vexations

(1) Vingt-cinq francs seulement pour ceux de Madagascar.

les mesures prises par les fermiers pour assurer leurs perceptions. L'administration française, autorisée en quelque sorte, et malgré la différence des lieux, par le rétablissement du monopole sur le tabac dans la mère-patrie, continua de pratiquer ce qu'elle trouvait en activité, quoique ce ne fût pas d'après le système adopté en France. Tantôt partagée entre les deux parties de l'île, tantôt réunie dans une seule main, la ferme des tabacs resta presque toujours au-dessous du produit pour lequel elle avait été comprise dans les projets de recette; et tandis que le fisc éprouvait ce mécompte, il n'était sorte de plaintes que les consommateurs ne portassent contre cet impôt. Ces plaintes au surplus étaient bien peu fondées si l'on s'arrête aux motifs dont les réclamans s'étaient appuyés, mais bien réelles si, envisageant la chose d'un œil vraiment administratif, on reconnaît que tout impôt qui affecte trop fortement un besoin dont ne peuvent se dispenser surtout les classes indigentes; tout impôt, qui, portant l'objet de consommation hors de la portée du consommateur, force celui-ci, non à s'en passer parce que cela est impossible, mais à violer la loi pour se le procurer; qu'un impôt semblable est par cela même immoral, et que tous les intérêts en réclament l'abolition. De telles considérations ne pouvaient échapper au gouvernement, et il fut en même temps, d'une part, défendu de renouveler la ferme qui mettait dans les mains d'un seul le privilège de la fabrication et du débit de tous les tabacs, et de l'autre, ordonné de combiner l'impôt de telle sorte qu'il ne chargeât la con-

somation que d'une somme de vingt mille francs , c'est-à-dire la soixantième partie du produit total des contributions.

Ce fut un pas vers un meilleur état de choses , et si l'on veut porter une sérieuse attention à ce que j'ai dit à l'égard des impôts , on apercevra bientôt , et ce ne sera pas sans éprouver un vif sentiment de reconnaissance , que s'il n'a pas été possible d'en revenir tout d'abord à l'exécution de cette ancienne volonté des rois de France , que les colonies fussent exemptes d'impôts , du moins on cheminait dans cette voie d'une marche d'autant plus assurée qu'elle était lente.

La ferme fut remplacée , en 1824 , par un autre système qui , en assujétissant les fabricans et les débitans de tabac à une licence , impose encore , tant au cultivateur et au consommateur qu'à ceux qui leur sont intermédiaires , des entraves trop vexatoires pour qu'ils puissent durer long-temps. Il faut donc chercher un moyen de les en débarrasser sans priver le fisc des recettes sur lesquelles il a dû compter. Il ne faut pas omettre de le dire : avec le système des licences , le gouvernement est retombé dans les précédens mécomptes , et la recette est restée au-dessous de la somme à laquelle on avait présumé qu'elle s'élèverait.

Que conclure donc de tous ces essais ? rien autre , si ce n'est que ce qu'il y a de mieux à faire est , en supprimant toutes ces dispositions spéciales sans motif à une branche intéressante de la culture et du commerce , de ne plus considérer les marchands de

tabac que comme tous autres marchands, et d'ajouter à leur égard quelques lignes au tarif des douanes et à celui des patentes. Il n'y a vraiment pas de raison pour en agir autrement, car il n'en est pas du débit du tabac comme de celui des vins et des liqueurs spiritueuses, qui peuvent apporter quelque danger au maintien de l'ordre public, et dont la consommation doit conséquemment rester sans cesse sous une scrupuleuse surveillance de la part de la police. Par là on rentrera dans ce système général d'impositions qui fait contribuer chacun en raison de l'aide qu'il réclame du protecteur commun, qui favorise la culture, et qui rend au commerce toute la liberté dont il a besoin pour ses diverses opérations.

#### FERME DES GUILDIVES.

J'ai annoncé dans le cours de cet ouvrage que je consacrerai spécialement un chapitre aux guildives. C'est ainsi qu'on appelle le produit de la distillation du jus de la canne pris ou à l'état de vesou, et alors on le nomme spécialement arack, ou à l'état de sirop, et alors on le nomme spécialement rum.

Que l'on considère les guildives sous le rapport de l'industrie, ou comme article de consommation, ou comme une des branches du revenu du fisc, elles méritent de fixer l'attention et des colons et des administrateurs des colonies.

Le jus de la canne pur d'abord, ensuite légèrement fermenté, puis enfin distillé, fut long-temps l'unique liqueur dont les colons de l'île qui nous occupe fi-

rent usage. La privation, ou au moins l'insuffisance et la cherté du vin, surtout pendant la longue guerre de la révolution, développèrent cette industrie : il n'était si petit propriétaire qui ne distillât le vesou de son champ. Il se le procurait par le plus simple moyen, mis le plus souvent en action par le peu de noirs qu'il possédait, et souvent aussi par le colon lui-même. L'appareil le plus léger et le moins dispendieux servait à sa distillation. On ne cultivait la canne que pour en obtenir l'arack. Ce fut à mesure de l'augmentation des revenus qu'on introduisit les alambics, dont les diverses formes subirent successivement des améliorations dans le but d'avoir de plus grands produits avec plus d'économie.

Dès que cette fabrication, s'étendant au-delà des besoins de la famille, devint une branche de commerce, elle dut devenir en même temps l'objet de l'attention de l'administration, soit en considérant son débit comme influant sur la police générale, soit quand il fut question de soumettre la colonie au paiement de contributions jusqu'alors ignorées ; et l'impôt sur la fabrication de l'arack fut un des premiers impôts indirects que l'on établit.

Les Anglais, presque aussitôt après qu'ils se furent rendus maîtres de l'île, imposèrent séparément la fabrication et le débit : ce dernier fut mis en ferme. Il y avait un double avantage à ce mode d'opérer ; d'abord facilité de perception, puis la quantité d'arack produite par les alambics étant à peu près connue, et les lieux de débit étant déterminés, la consommation était surveillée, et le gouvernement se

trouvait en état de connaître, avec une certitude à peu près positive, le rapport qui existait entre la distillation et la consommation, et d'après cela de diriger, encourager, ou restreindre cette branche d'industrie.

Il s'en introduisit une nouvelle à mesure que l'on se livra à la fabrication du sucre, la distillation des sirops. Les avantages de celle-ci surpassent tellement les produits de l'autre, que l'on conçoit difficilement que la première ne se soit pas entièrement éteinte. Certains terrains, il est vrai, par leur voisinage de la mer, leur peu d'élévation au-dessus de son niveau, la nature du sol à travers lequel ses eaux s'infiltrant aisément, fournissent, lorsqu'ils sont plantés en cannes, un vesou chargé de trop de sels marins pour qu'il puisse être avantageusement converti en sucre : on ne peut que le soumettre à l'alambic ; mais on ne trouve de tels terrains qu'à l'embouchure des rivières qui ont formé le sol alluvionnaire précédemment signalé et décrit. C'est surtout chez les petits propriétaires écartés des bourgs et des endroits habités, que la distillation du vesou suivant les anciennes pratiques a prévalu ; et telle est chez cette portion des créoles de l'île Bourbon la force de l'habitude, telle est la répugnance qu'ils éprouvent à employer même à leur profit les forces dont un autre est le propriétaire, tels sont un amour-propre sans raison, un orgueil ridicule, la volonté de se suffire à eux-mêmes, quelle que soit la faiblesse de leurs facultés, qu'ils ont préféré suivre les vieilles routines de la pauvreté à réunir les produits de leurs champs

à ceux de plus riches voisins qui auraient manipulé leurs cannes et remis la moitié de leurs produits en sucre et en sirop.

Considérons ce que sont ces divers produits.

Cent gaulettes de terre plantées en cannes donnent cent veltes d'arack.

Le même espace donne quinze cents livres de sucre. Quinze cents livres de sucre donnent quinze veltes de sirop, qui fournissent huit veltes de rum.

Comparons les produits nets exprimés en sommes; appliquons pour cela les données précédentes à des faits positifs, et nous aurons les résultats suivans:

33,245 gaulettes de cannes donnent la même quantité de veltes d'arack, au prix moyen de 4 fr. 50 c. la velte. . . . . 151,597 f. 20 c.

Déduisant l'impôt sur 992 veltes de capacité des alambics employés à cette distillation, à 100 fr. par velte. 99,200

Net produit, la distillation n'employant que momentanément deux noirs. . . . . 52,397 f. 20 c.

33,245 gaulettes de cannes produisent 498,675 liv. de sucre à 65 f. le cent, ci. . . . . 324,138 f. 75 c.

Plus, 4986 veltes de sirop qui donnent 2639 veltes de rum à 6 fr. . . . . 15,954 00

340,092 f. 75 c.

	243		
<i>Report.</i>	340,092	75	52,397 20
Si 992 veltes de capacité d'alambic fournissent 33,245 veltes d'arack, 80 veltes suffisent pour donner les 2639 vel- tes de rum; il y a à déduire pour l'im- pôt. . . . .	8,000	00	

Et le net produit, eu égard à l'ob-  
servation ci-dessus, sera de . . . . 332,092 75

La différence entre la conversion  
du vesou en arack ou en sucre et  
rum sera donc en faveur de celle-  
ci de. . . . . 279,695 55  
et le produit net de la seconde plus que sextuple  
de celui de la première, moins cependant les frais  
de la manipulation du sucre.

Si le colon n'a pas la faculté de manipuler lui-  
même ses cannes, celui qui, pourvu d'ateliers, aura  
travaillé celles de son voisin, retiendra la moitié des  
produits, et le premier ne retirera alors que 166,046.

Dans ce cas même la différence entre les deux con-  
versions serait encore plus que triple de la première.

Malgré ces avantages évidens et qui profiteraient à  
tous les colons, beaucoup encore s'obstinent à faire  
de l'arack. Cette liqueur se trouvant pour la con-  
sommation en concurrence avec le rum, l'habitude



d'en faire usage lui fait donner la préférence. Le rum étant négligé par les consommateurs, les distillateurs ne cherchent pas à en améliorer la qualité. Il fût cependant résulté de cette amélioration qu'il eût pu prendre place parmi les articles d'exportation et se présenter dans les marchés européens en concurrence, sinon avec le rum des Antilles anglaises, au moins avec celui des Antilles françaises, sauf toutefois la différence de prix résultant des divers élémens qui le composent et qui est précédemment établie.

Il fallait donc diriger vers ce but l'industrie des colons. Le gouvernement chercha par des primes d'exportation à les porter à la fabrication du rum : il était évident que l'arack ne trouverait jamais d'acheteurs en Europe ; l'expérience confirma cette opinion. De légers envois pour essai qui furent faits de cette liqueur, restèrent invendus, ou le furent à des prix si bas que la prime ne put balancer les frais. C'était avertir que le débouché ne s'ouvrirait qu'autant qu'il y aurait amélioration de qualité. Tout en faisait une impérieuse loi, et la quantité énorme de sirop qui restait absolument perdue et sans aucune espèce d'emploi, et aussi la nécessité de diminuer la consommation de l'arack par celle d'un spiritueux qui produisît moins de désordres dans l'économie animale et dans l'ordre social.

Sous le premier rapport, la fabrication du rum n'est pas dépourvue d'intérêt. Que l'on examine en effet que la colonie produisant dernièrement 20,000,000 de livres de sucre, on pourrait obtenir

plus de 100,000 veltes de rum (1); que la consommation étant évaluée au plus à 40,000 veltes, il résulterait un excédant de plus de 60,000 veltes qui devrait être exporté; que cette exportation exigerait un nombre de navires formant un jaugeage de 500 tonneaux de mer, et représenterait une somme de 360,000 francs à ajouter aux produits coloniaux, et à la balance du commerce de l'île. On ne peut s'empêcher de reconnaître combien la question est digne de fixer l'attention et du gouvernement et des colons.

Quelque importante que soit cette considération, elle n'est cependant pas la seule à laquelle il faille s'arrêter. Il est reconnu que l'arack fait sur le système nerveux l'impression la plus forte et la plus déplorable. L'abus de cette liqueur porte à une telle exaltation, que, loin d'être plongé dans l'état stupide que produit l'ivresse occasionnée par les autres esprits, l'homme qui y a été conduit se livre à des actes de démence furieuse qui ont souvent des suites funestes. L'usage continu de l'arack, même pris en petite quantité, après avoir excité pendant longtemps une irritation qui semble donner plus d'activité à l'individu, finit par l'énerver entièrement, et au bout de quelques années l'amène à l'imbécillité pendant un plus grand nombre, si l'épuisement de ses forces morales et physiques n'est pas bientôt

(1) Cent livres de sucre donnant une velte de sirop, vingt millions donneraient 200,000 veltes; et comme 15 veltes de sirop donnent 8 veltes de rum, on aura un produit de 106,666 veltes de cette liqueur.

suivi de la perte de la vie. Le rum a moins d'attrait, on en use moins et il ne fait pas les mêmes ravages, il s'en faut, quoique, comme tous les spiritueux, il soit d'un usage pernicieux dans les contrées intertropicales.

Encourager la fabrication du rum n'était donc pas seulement servir les intérêts financiers de la colonie, et augmenter les relations commerciales réciproques de la métropole avec l'île Bourbon, c'était aussi servir et plus utilement le pays dans la conservation des individus, à ne les regarder même que comme instrumens de travail, et surtout sous le rapport de la sûreté publique, puisque c'était diminuer les causes et les occasions de désordre.

On a marché vers ce but si désirable, qui, en ouvrant au pays une nouvelle source de richesses, lui donnerait de nouveaux moyens de prospérité, des gages certains de sécurité et préviendrait tant de maux. Mais parmi divers obstacles qui se sont rencontrés, on doit compter cette hésitation à entrer dans des voies jusqu'alors inconnues, qui semble être particulière aux colons. Suivant moi, il n'est qu'un seul moyen d'atteindre ce but, et je partage cet avis avec beaucoup de bons esprits de la colonie. Je suis d'autant plus porté aujourd'hui à prendre confiance dans cette opinion que j'émis pour la première fois il y a six ans, que je sais que le gouvernement de la métropole a ordonné des essais dans ce sens.

Dès qu'on entendra parler de proscrire de la manière la plus absolue la fabrication de l'arack, on

ne manquera pas encore de crier à l'arbitraire, de réclamer la liberté d'user de ses propriétés comme on l'entend, la faculté de tout perdre si l'on veut, sans que le gouvernement ait le plus léger droit d'intervenir. Certes la question, prise dans le sens le plus étendu, ne saurait être douteuse; mais elle ne l'est pas non plus, pour moi du moins, dans un sens restreint, et l'on ne se hâtera pas de prononcer sans examen lorsqu'il s'agit des intérêts et de la tranquillité de la colonie.

Voici le projet en deux mots :

La distillation du vesou serait absolument interdite à tout possesseur de cannes.

Les sirops provenant de la fabrication du sucre seraient tous versés dans un ou plusieurs dépôts, qui les paieraient sur-le-champ aux colons, sauf les quantités nécessairement faibles que ceux-ci conserveraient pour la consommation de leurs habitations.

On se livrerait uniquement dans ces dépôts à la distillation des sirops et à la fabrication du rum destiné, soit à la consommation, soit à l'exportation.

Toute distillation extérieure serait interdite, excepté toutefois celle des liqueurs de table, qui serait autorisée comme par le passé sous des conditions spéciales.

On reconnaît par ce court et simple exposé que, par une seule mesure évidemment dans l'intérêt de tous, une digue insurmontable serait opposée à la fraude : il est aisé de distinguer les produits du vesou

et du sirop ; d'ailleurs la fabrication du sucre serait le contrôle naturel du versement des sirops. Un autre résultat bien plus important serait de rendre inutiles les mesures répressives, indispensables, je le veux, dans l'état actuel des choses, mais toujours vexatoires, toujours en opposition avec les droits et les intérêts des colons, et souvent en opposition avec la morale publique et en discordance avec les principales parties de notre législation.

On servirait la santé des consommateurs sur laquelle le rum a une influence moins funeste que l'arack : on consommerait peut-être moins de cette liqueur dont rien n'est plus dangereux que l'usage habituel.

On obtiendrait de meilleurs produits dans un établissement où l'on ne s'occuperait que de cette distillation, et l'on parviendrait ainsi à ouvrir un nouveau débouché au moins à une portion de ces produits.

Si l'exportation du rum prenait faveur, le prix en augmenterait et la consommation deviendrait moindre dans un rapport combiné avec la diminution de la quantité et l'augmentation du prix.

Par contre, la consommation du vin augmenterait dans un rapport analogue, considération importante autant pour la colonie que pour cette branche du commerce de la métropole, et par suite pour toutes les autres relations commerciales.

Tels étaient et tels sont encore les motifs sur lesquels était fondée une opinion que partageaient, comme je l'ai dit, beaucoup de bons esprits, et à

laquelle il est inutile de donner plus de développement aujourd'hui qu'elle paraît adoptée par le gouvernement, si l'on en juge du moins par les dispositions préparatoires que l'on m'a assuré avoir été prises. Aussi m'abstiendrai-je maintenant de dire, comme je me l'étais proposé en commençant cet ouvrage, tous les inconvénients qu'entraînaient avec elles des mesures prises dans les meilleures intentions, mais qui n'en blessaient pas moins tous les intérêts, et dont l'effet ne pouvait subsister plus long-temps sans les compromettre de la manière la plus dangereuse. Je me bornerai à présenter le nombre des alambics en activité à diverses époques, et le produit connu des distillations. Mais auparavant je dois rapporter une sorte d'historique de l'impôt mis sur cette matière, afin que l'on puisse en déduire l'effet de la fluctuation de la législation sur celui de la fabrication.

Avant la prise de l'île par les Anglais, les alambics payaient 20 piastres par velte de capacité.

Les Anglais réduisirent le droit à 6 P. par velte de capacité; mais ils mirent en ferme le droit de débit dont le produit varia de 19 à 20,000 P.

Les administrateurs généraux qui prirent possession de l'île pour la France en 1815, continuèrent d'abord le système d'impôt qu'ils trouvèrent établi; mais dès le 10 septembre, en maintenant à tout le monde la faculté de distiller, moyennant un droit de 10 P. par velte d'alambic, ils n'exigèrent pour celle de débiter que la condition unique de prendre une patente, dont le prix, variable suivant les lieux, était de 50 P. à Saint-Denis. On ne tarda pas à re-

connaître qu'il résultait beaucoup et de graves inconvénients pour l'ordre public, de ce que le nombre des cantines, ou lieux de débit, n'était pas limité, et une nouvelle disposition du 15 de décembre y remédia. Le nombre des cantines fut fixé et le droit de débit mis en ferme. Douze jours après, le droit sur les alambics fut réduit à 6 P.

Les choses étaient en cet état quand parut l'ordonnance du 30 juin 1818. Les fabricans furent réunis en compagnie qui fut chargée aussi du débit. On en revint à un droit unique de 20 P. par velte, et l'on compta qu'il y en aurait 1,300 en activité, ce qui aurait produit 130,000 fr. de recette.

Plus tard, et quand on reconnut que la réduction de ce nombre en opérait une notable sur les recettes du fisc, le droit à payer par la ferme en société fut réglé, à partir du deuxième semestre de 1820, à une somme fixe annuelle qui représentait à peu près celle qu'on avait voulu obtenir en 1818, et que l'on était alors fondé à espérer (1). En effet, il y avait eu en activité

en 1816, 27 alambics jaugeant	1,357 veltes.
en 1817, 50	1,395
en 1818, 28	1,309

L'ordonnance du 30 juin de cette dernière année reçut dès le lendemain son exécution. Alors vingt-

(1) On fixa le droit d'abord à 100,000 fr., puis à 110,000. En 1820, il n'aurait produit à l'ancien taux que 88,800 fr.,  $\frac{1}{3}$  moins que les premières présomptions.

sept habitans propriétaires de sucreries déclarèrent  
mettre en activité. . . . . 998 veltes d'alambic.

Du 1<sup>er</sup> juillet 1819 au 30 juin  
1820, il y eut 31 fermiers et  
seulement en activité. . . . . 848

Du 1<sup>er</sup> juillet 1820 au 30  
juin 1821, 38 fermiers et. . . 963

Du 1<sup>er</sup> juillet 1821 au 30  
juin 1822, 34. . . . . 996

Du 1<sup>er</sup> juillet 1822 au 30  
juin 1823. . . . . 981

La distillation ne donnait guère avant le 1<sup>er</sup> juillet  
1818 que 40,000 veltes d'arack, qui étaient consom-  
mées dans le pays. Depuis cette époque ses produits  
furent comme il suit :

La première année,	49,667 veltes.
La seconde,	55,215
La troisième,	40,855
La quatrième,	64,869
La cinquième,	82,488

A partir de la deuxième année, il y eut un excé-  
dant de la distillation sur la consommation connue,

La deuxième année, de	23,429 veltes
La troisième,	35,092
La quatrième,	47,971
La cinquième,	49,920

Cet excédant était évidemment causé d'abord par  
une fabrication plus considérable qu'autrefois, due  
à une abondance de sirops causée elle-même par



l'extension donnée aux sucreries; d'autre part on vendait moins dans les cantines autorisées, parce qu'il y avait des ventes secrètes et frauduleuses faites par des distillateurs ignorés ou même faisant partie de la ferme, ainsi que plusieurs en convinrent hautement. Une autre cause enfin était la consommation du vin, qui, introduit en quantités considérables, était à un prix peu élevé et dont plus d'individus faisaient usage.

On peut conclure de ces faits que, bien qu'il y eût chaque année une plus grande quantité de liqueurs distillées, l'industrie était loin d'avoir gagné jusqu'à l'époque où s'arrêtent ces détails, puisque cette augmentation était obtenue par des alambics d'une plus grande activité et d'une moindre capacité; que cependant il restait beaucoup de sirops qui n'étaient point soumis à la distillation et étaient absolument perdus; que la distillation n'avait éprouvé aucune amélioration, ce qui s'opposait à l'exportation, puisque, malgré les primes accordées à cet effet, les envois en Europe ne produisaient aucun bénéfice et souvent de la perte, et qu'enfin l'accumulation des produits surpassant déjà la consommation d'une année, il y aurait nécessairement, et sous peu, suspension de la fabrication. Le moment était donc arrivé où il fallait adopter une mesure qui remédiât à ces inconvénients et conciliât tous les intérêts; or ils ne pouvaient être conciliés que par l'exportation : l'exportation ne peut avoir lieu qu'autant qu'il y aurait amélioration dans la qualité des produits : cette amélioration ne peut être obtenue, l'expérience l'a prouvé, que par

un meilleur emploi des moyens : on ne peut y arriver qu'en y donnant exclusivement tous ses soins , et ce ne peut être que dans un seul établissement et par une seule direction. C'est ainsi , et par des conséquences déduites des faits eux-mêmes et justifiées par tous les antécédens , qu'on arrive à la solution du problème par le moyen indiqué ; et comme il paraît en ce moment adopté , tout autre développement serait inutile : il suffit d'avoir constaté les faits.



---

## COLONISATION

### DE L'INTÉRIEUR DE L'ILE.

---

En considérant l'augmentation toujours croissante de la population créole à Bourbon, la nouvelle direction donnée à la culture, d'où résulte sous l'un et l'autre rapport insuffisance de territoire, je me suis toujours étonné qu'on ne cherchât point à se mettre plus à l'aise en quittant les bords de la mer; à former des établissemens nouveaux dans l'intérieur non cultivé, non habité, si ce n'est par les marrons, non encore connu, si ce n'est superficiellement par quelques chasseurs et par le très-petit nombre de voyageurs qui le traversent à la hâte. Cependant lorsque le gouvernement semble désirer les moyens d'employer à l'extérieur un excédant de la population de la métropole; lorsque par les essais qu'il a tentés jusqu'ici, il est reconnu qu'il n'est pas si facile qu'on l'avait cru de fonder de nouvelles colonies, et même d'étendre la culture de celles que l'on possède sur le continent américain, on doit regarder comme un bonheur de trouver encore des lieux à cultiver dans un pays qui réunit tous les avantages de fertilité, de salubrité, de colonisation perfectionnée, et qui garantit une existence assurée et des bénéfices cer-

tains. Ces conditions, l'île Bourbon les présente. D'autres conditions qui se rattachent à l'emploi d'un certain nombre de blancs, à l'abolition de la traite des noirs, à l'affranchissement graduel de la population esclave, l'île Bourbon en présente encore un accomplissement aisé. Établissons quelques questions, leur solution prouvera la vérité de ce que je viens d'avancer.

1° Est-il vrai qu'il y ait encore à Bourbon des terres à défricher, des terrains à concéder ?

2° Est-il avantageux à la France, est-il dans les intérêts de la colonie que ces terres soient mises en culture, que ces concessions soient accordées ?

3° Qui des Européens ou des créoles doit ou peut être chargé de ces défrichemens, de cette mise en culture ?

4° L'emploi des noirs y est-il indispensable ou même nécessaire ?

5° Une grande et unique concession est-elle plus avantageuse que plusieurs concessions particulières ?

6° Le gouvernement n'aurait-il pas dans l'intérêt général du pays des conditions à imposer aux concessionnaires ?

7° Enfin quels moyens sont à employer pour atteindre au but désiré de la manière la plus satisfaisante ?

L'examen de ces diverses propositions conduira à l'évidence de celle dont elles sont la preuve, que la colonisation de l'île Bourbon n'est pas entière, n'est pas complète, et qu'un très-léger effort peut faire parvenir à cet état en peu d'années.

Et d'abord est-il vrai qu'il y ait encore à Bourbon des terres non cultivées?

Je n'entends point parler ici des terrains qui forment les hauts des habitations, et sur lesquels existent encore des restes des forêts qui couvraient autrefois le versant des montagnes jusques à la mer. Il est certes loin de mes idées de proposer qu'on les découvre davantage, et suivant moi, au contraire, on a déjà trop abattu de ces bois si nécessaires à la fertilité du pays. Mais on rencontre parfois, soit dans certaines parties de l'intérieur, soit en remontant certaines rivières, des terrains vagues, éminemment propres à la culture, enveloppés de montagnes qui les préservent de la violence des ouragans, environnés de forêts qui y entretiennent la fraîcheur, traversés de ruisseaux qui leur procurent l'humidité indispensable à la végétation. Ces terrains, que les créoles appellent des *îlettes*, conviennent à toutes les plantes intertropicales. Le maïs et le riz pour la subsistance des habitans, le café, le giroflier, et les autres arbres à épices pour alimenter le commerce, y réussiraient également et fourniraient des produits considérables dès les premières années. Déjà des demandes ont été présentées, quelques-unes ont été accueillies pour ces défrichemens; mais d'une part, le manque de moyens pécuniaires a contrarié les concessionnaires et ne leur a pas même permis de tenter des essais dont la réussite les eût encouragés; de l'autre, cet abandon de concessions faites, et les craintes sur les suites de travaux inconsidérés qui auraient pu être entrepris, ont porté à ajourner

toute décision sur les demandes de concessions nouvelles. Cependant non seulement ces terrains, parmi lesquels on peut citer, en passant, la mare à Poule-d'Eau, la mare à Martin, les îlettes des hauts de la rivière Saint-Denis, présentent, je le répète, des espaces on ne peut plus propres à la culture; mais aussi une grande partie de l'intérieur de l'île est dans ce cas, et l'on y rencontre des plaines d'une vaste étendue entièrement abandonnées, long-temps inconnues. Encore à présent, elles ne sont que rarement parcourues par quelques blancs que fort peu d'affaires, encore moins de curiosité, portent à suivre le chemin par lequel les quartiers Saint-Benoît et Saint-Pierre communiquent directement entre eux. Je citerai la plaine des Palmistes et la plaine des Cafres que traverse ce chemin, la plaine des Sables, au sud-est de celle-ci, celle de Cilaos plus rapprochée du volcan; au nord de l'île, la plaine des Chicots, la plaine des Fougères, et la plaine d'Affouches; au-dessous de celles-ci, dans l'intérieur, la plaine des Trois-Étangs.

Mais, dira-t-on, pourquoi n'a-t-on pas déjà mis ces terres en culture? A cela il est facile de répondre.

Les Européens ne se sont décidés à quitter leur pays pour aller à de si grandes distances que par l'espoir d'une grande fortune promptement réalisée. Les lieux les plus rapprochés de la mer et les plus aisés à cultiver ont été les premiers habités; et ce n'est qu'à mesure que le nombre des colons a augmenté qu'ils se sont éloignés des points d'un facile accès, se sont étendus le long des côtes et ont gagné

le haut des montagnes. Pour des gens qui veulent jouir promptement, l'attente est pénible ; tout ce qui ne fait pas entrevoir un succès sans obstacles est laissé à d'autres plus tardifs, et la moindre chance défavorable amène le découragement. On en est à ce point aujourd'hui que toute la ceinture de l'île étant occupée, il faut absolument rechercher des portions qui ne le soient point encore, où l'on puisse s'établir. En 1786, le gouvernement concéda les *îlettes* et bas-fonds entre les sommets des montagnes et le morne des Salaces, à la naissance des trois principales rivières du Mat, des Galets et de Saint-Étienne ; ces terrains forment une étendue considérable. Un Européen actif obtint en 1816 la concession de la mare à Poule-d'Eau, portion de ces terres concédées en 1786 et abandonnées. A ma connaissance, un créole entreprenant sollicita plus récemment celle des *îlettes* de la rivière Saint-Denis.

Mais il faut des avances pour opérer les défrichemens et attendre les premiers produits ; il faut des fonds pour se procurer les bras nécessaires à l'exploitation ; il faut la possibilité de se procurer ces bras. Il ne suffit pas de cultiver les terrains concédés, il faut que la communication entre eux et les parties de l'île déjà habitées soit commode, surtout pour le transport des denrées. Or ce n'est pas sans difficultés et sans des travaux que l'on regarde comme improductifs, que l'on ouvre des chemins à travers des montagnes, des forêts ou des plaines incultes. Un particulier seul ne peut vaincre ces obstacles, surmonter ces difficultés, supporter ces contrariétés.

Il faut dans ces contrées, et avec les instrumens dont on peut disposer, une force d'âme peu commune pour combattre toutes ces résistances avec succès. Il faut un faisceau de volontés, une masse de forces difficiles à réunir dans une colonie.

Aussi les concessionnaires de 1786, qui avaient à remonter et à traverser souvent les rivières, à gravir à travers des habitations cultivées et les forêts qui leur succèdent jusqu'au sommet des montagnes, et à descendre les revers de ces montagnes sur une pente rapide, fourrée, dangereuse, et qui n'avaient pas la réunion des moyens nécessaires, ont abandonné leurs concessions.

Mais, objectera-t-on, s'il est vrai que ces portions de terrains soient restées sans culture par les causes que vous venez d'indiquer, n'y en a-t-il pas une autre que tous les efforts ne pourront détruire, l'impossibilité de cultiver?

Ce n'est pas seulement par la température ou l'état plus ou moins sec de l'atmosphère qu'il faut juger un pays. C'est aussi et surtout par son élévation au-dessus du niveau de la mer. Ce qu'il faut considérer, c'est l'effet de la pression de l'air, et cette pression, qui se manifeste aux yeux dans le tube du baromètre, ne se manifeste pas moins dans les plantes. En parcourant les régions les plus élevées de l'île, on ne rencontre d'abord que des mousses; mais, et je répète ici ce que j'ai dit au commencement de cet ouvrage, à mesure que l'on descend on trouve successivement les fougères rampantes d'abord, puis de plus en plus élevées jusqu'à devenir arborescentes,



puis des arbustes petits, puis de plus grands, puis enfin une végétation vigoureuse. Or les plaines dont je parle ont été mesurées. Celle des Chicots et celle de Cilaos sont de mille toises seulement au-dessus du niveau de la mer; la plaine des Trois-Étangs et celle des Cafres sont à sept cent cinquante toises; celle des Palmistes leur est inférieure de toute la hauteur de la grande montée.

Et si les assertions de la théorie sont appuyées des résultats de l'expérience, que restera-t-il encore à démontrer?

Or la surface de la plaine des Cafres est couverte d'arbres et d'arbustes : le piton de Villers, qui la termine du côté de Saint-Pierre, est planté de cerisiers sauvages qui y multiplient sans cesse. On ne récusera pas le témoignage d'un homme qui a visité ces plaines avec le désir, la volonté et la faculté de reconnaître la nature de leur sol et la possibilité de les exploiter. Or voici ce que rapporte M. Bréon, directeur du Jardin du Roi, et sur la véracité duquel on peut entièrement compter. Dans les bonnes terres de la plaine des Cafres, on peut cultiver avec avantage toutes les espèces de céréales, le maïs, la pomme de terre, tous les légumes et les arbres d'Europe, du cap de Bonne-Espérance, de la Chine, de l'Amérique septentrionale. Dans les qualités intermédiaires, on établirait avec succès des prairies de sainfoin, de vesce, de luzerne, de trèfle, etc. Les terres de la plaine des Palmistes peuvent être cultivées en blé, maïs, haricots, pois, pommes de terre, patates, manioc. Tous les légumes et une

partie des arbres d'Europe, du Cap, de la Chine, ainsi que de l'Amérique septentrionale, pourraient s'y naturaliser aisément. La plaine des Trois-Étangs, au pied du piton des neiges, en partie couverte de bois et assez pourvue de sources, peut recevoir les mêmes cultures et est très-avantageusement située pour l'éducation des troupeaux. C'est à peu de distance de cet espace, au pied du Gros-Morne, que sont les sources d'eaux thermales. Ainsi à l'accroissement de surfaces cultivables se joindrait la facilité d'accès à ces sources qui peuvent être d'une si grande utilité dans une infinité de cas médicaux.

Je dois ajouter à ceci ce que j'ai recueilli des personnes qui ont fait elles-mêmes des essais de culture dans les lieux dont je parle.

Vers 1796, MM. Joseph Hubert et Jean-Baptiste Hubert-Montfleury son frère ( leur grand-père a ouvert le chemin de la plaine ), M. Delaville-Marter, M. Désille projetèrent un établissement aux *Sables*, dans la plaine des Palmistes, au pied de la grande montée, par où cette plaine communique avec celle des Cafres. Le lieu qu'ils choisirent était à sept lieues de Saint-Pierre et à environ pareille distance du quartier Saint-Benoît, au-delà des bois et à cinq lieues de toute habitation de ce côté. Ils confièrent l'exécution de leur projet à MM. Aubry, de Saint-Servan, qui demeure aujourd'hui à Saint-Louis, Furet, aussi de Saint-Servan, qui demeure maintenant à la rivière des roches, Guillon, qui est mort depuis quelques années. On leur donna trois noirs ( un vieux et deux enfans ); on leur promit de leur

envoyer six bœufs et de les soutenir pendant trois ans dans leurs besoins de vivres, etc. Au bout de ce temps, les terres qu'ils auraient défrichées leur devaient appartenir.

Ces trois Européens, jeunes, ardens, pleins de vigueur et d'espérances, s'établirent dans un espace de cinq lieues de long sur une lieue et demie et trois lieues dans les moindre et plus grande largeurs. Ils ne défrichèrent qu'environ cent gaulettes carrées.

Le blé qu'ils semèrent, les patates qu'ils plantèrent, réussirent à merveille. Le bananier, le van-gassayer créoles vinrent très-bien, et près de là on rencontre auprès du café marron le cerisier d'Europe dont je viens de parler. A son pied rampe le fraisier qui couvre tout le sol. L'espace est immense pour les troupeaux et le pâturage excellent. L'eau y est abondante.

Ils restèrent un an sur ce point; mais les habitants qui les y avaient mis, n'ayant point tenu leurs promesses, ils abandonnèrent leur entreprise, ne pouvant suffire seuls aux travaux qu'elle exigeait, les noirs qu'on leur avait donnés n'étant pas en état de les aider.

M. Aubry, dont je tiens ces détails et qui connaît toute la colonie, regarde cet endroit comme un des plus beaux de l'île. Son avis est qu'on peut y cultiver toutes les productions de l'Europe en même temps que beaucoup des arbres, arbustes et plantes du pays, et en cela il est d'accord avec M. Bréon dont j'ai rapporté plus haut l'opinion.

Dans l'hiver, c'est-à-dire en juillet et août, la température de la plaine est très-froide, dit M. Aubry,

mais relativement à celle des bords de la mer. Il y pleut beaucoup, il y tombe de la neige. Comme le chemin était alors très-fréquenté, à cause des croisières ennemies qui souvent interceptaient la communication de Saint-Paul à Saint-Denis au passage de la Grande-Chaloupe, et que nos trois jeunes gens avaient placé leurs cases sur la route, ils secoururent des créoles et des noirs voyageurs que le mauvais temps avait surpris.

Dans le reste de l'année, le temps y est habituellement très-beau; mais le soleil y est caché de bonne heure par les hautes montagnes de l'ouest.

Le sol est marécageux en quelques endroits de la plaine des Palmistes, et l'eau est près de la surface de la terre; mais de la Grande-Montée au piton de Villers, c'est-à-dire dans la plaine des Cafres, le terrain est magnifique.

Dans les îlettes, le sol est le même que dans la partie de l'île actuellement habitée : il est susceptible de toute espèce de cultures, et toutes les productions coloniales doivent y réussir. La température y est égale et douce.

Les plaines ne pourront recevoir que les cultures européennes, et notamment les céréales; mais de cette nécessité même on tirera avantage, puisqu'on pourra à leur place livrer les terrains inférieurs à la canne et au cafier, qui fourniront des produits d'autant plus beaux que la terre sera encore neuve pour eux. Les plaines offriront d'immenses prairies et permettront de faire revivre avec vigueur une branche importante de profits, desséchée aujourd'hui par les

suites de cette fatale imprévoyance qui a chassé les animaux des savanes de Saint-Paul, de Saint-Leu, de Saint-Louis, où ils ne trouvent plus ni fraîcheur ni pâturages.

Cependant avec tous ces avantages, pourquoi n'a-t-il été donné aucune suite aux concessions de 1786? Pourquoi l'essai entrepris en 1796 a-t-il été abandonné? Je crois en apercevoir la raison. Bien qu'on ait toujours soutenu que les concessions vont du bord de la mer au sommet des montagnes, on avait la conscience de l'erreur dans laquelle on était, et l'on hésitait à faire une entreprise qui eût infailliblement conduit à une décision que l'on ne pressentait que trop ne pas devoir être favorable. Je me trouve ainsi porté à la seconde question que j'ai posée en commençant.

Y a-t-il encore des terrains à concéder à Bourbon?

Dans les premières concessions qui donnent pour limites latérales deux lignes prises du bord de la mer et dirigées vers le sommet des montagnes, on considéra évidemment l'île, ou comme ayant pour centre un piton auquel devaient aboutir comme autant de rayons les lignes limitatives des concessions, ou comme partagée par une longue montagne sur laquelle ces mêmes lignes s'appuyaient, de sorte que chacun des versans de cette montagne unique appartînt à chacune des deux parties du vent et sous le vent qui venaient se réunir à sa crête. On ne tarda pas sans doute à reconnaître inexactes l'une et l'autre proposition, à remarquer que les divers plans

de montagnes sont séparés distinctement les uns des autres : mais les expressions étaient consacrées ; on continua à les employer, laissant à des temps que l'on supposa bien éloignés l'explication qui devait devenir nécessaire. La décision fut sans cesse ajournée, autant pour éviter l'embarras de se prononcer contre des idées généralement reçues, de blesser des prétentions qui, pour être vaines et futiles, n'en sont pas moins soutenues avec une vigueur et une obstination qui ressemblent fort à de l'entêtement, et, il faut le dire aussi, parce qu'il n'était point fait de réclamations. Pour prévenir des demandes qui eussent forcé à cette explication, on ne cessait de présenter tous ces terrains, les uns comme inabordables, les autres comme incultivables. En vain M. Le Marchant a-t-il mis en culture l'étonnante position d'Orère, sur les bords de la rivière des Galets, tout-à-fait dans les montagnes ; en vain pour y arriver, et pour en extraire les produits, a-t-il pratiqué les chemins les plus hardis sur les escarpemens d'effrayans précipices ; ses succès n'ont été regardés que comme un tour de force. On pouvait les admirer, sans doute, mais on ne devait pas les imiter ; et pourtant le gouvernement anglais, pendant l'occupation duquel ces admirables travaux se sont opérés, avait, par un honorable encouragement, exempté d'impôts cette propriété durant un certain nombre d'années. En vain encore MM. Hubert avaient-ils commencé un établissement de culture dans la plaine des Palmistes ; c'est, ne manqua-t-on pas d'observer, parce que les profits n'étaient pas en

rapport avec les travaux qu'ils l'ont abandonné. Ces idées répandues dans la colonie par des hommes qui d'ailleurs inspiraient une grande confiance, mais qui se gardaient bien de dire leur secret, avaient acquis la valeur d'une incontestable vérité, et personne ne s'avisait de former contre elles le moindre doute. Lorsque de nouveaux arrivés ont sollicité et obtenu la concession de la mare à Poule-d'Eau, les anciens concessionnaires des terrains n'ont rien dit, certains que les nouveaux propriétaires n'auraient pas assez de forces pour mettre leur concession en valeur, et que son abandon passerait, aux yeux d'autres prétendants, pour une preuve nouvelle de l'impossibilité d'aucun succès. C'est ce qui est arrivé.

Mais le temps est venu où il est indispensable de prononcer, et quelles que soient à cet égard les opinions d'une partie des colons, je n'hésiterai pas à dire que rien ne me semble plus facile. Je conçois *le sommet des montagnes* exprimé dans les concessions, celui *des montagnes vues de la mer* : et je fais la part assez large, puisque je comprends le second et quelquefois le troisième plan des montagnes. Ainsi, dès que l'on est parvenu au sommet vu de la mer, on est au terme de la concession ; dès que l'on a cessé de monter et que l'on descend dans l'intérieur, dès que l'on est sur le revers de ces montagnes, on est au-delà de la concession faite, sur un terrain qui n'est pas concédé et qui peut l'être. Ainsi pour donner des exemples, la plaine des Palmistes, qui est au-delà des montagnes qui couronnent le quartier de Saint-Benoît, et des bois qui les couvrent, est un terrain libre. C'est par

une prétention erronée que quelques habitans de Saint-Benoît y ont tenté un établissement, et ils l'ont si bien senti qu'ils l'ont abandonné. Ainsi la plaine des Sables qui est au revers des montagnes dans lesquelles brûle le volcan ; la plaine de Cilaos au revers des montagnes que l'on aperçoit quand on aborde l'île par le sud-est ; la plaine des Cafres au revers des montagnes qui appartiennent au quartier Saint-Pierre ; ainsi tout ce qui est au pied du Benard et de ces montagnes que l'on reconnaît quand on cotoye le nord de l'île, tout cela n'est pas sorti de la main du gouvernement et il peut en disposer. Le gouvernement n'a point cessé de le penser, et il l'a manifesté en 1786 par la concession des îlettes et bas-fonds compris entre le sommet de ces montagnes et les Salaces, concession délaissée par ceux auxquels elle avait été faite. Il l'a manifesté en 1816 par la concession de la mare à Poule-d'Eau, acte contre lequel il n'y a point eu de réclamations. On pourrait donc tirer avec raison conséquence en faveur de la thèse que je soutiens et de ces actes eux-mêmes, car on ne donne que ce qu'on possède, et de l'absence de toute réclamation, car si l'on n'a pas réclamé, c'est qu'on n'en avait pas le droit ; et si on l'eût eu, on n'eût pas manqué de l'exercer.

Mais enfin fût-il vrai que, d'après les termes de la concession, les limites de la propriété se trouvassent où le prétendent les partisans de ce que j'appelle une erreur, ils n'en seraient pas plus habiles à s'opposer aujourd'hui à ce qu'il en fût disposé par le souverain ; car une condition impérative était la mise en culture dans un espace de temps déterminé. La non



exécution de cette condition équivaut à un abandon , à une renonciation, expression formelle de l'acte de concession. Toute terre non cultivée doit faire retour au domaine , et telle est la position dans laquelle se trouvent ces terrains. Non seulement ils ne sont pas mis en culture , mais aucune tentative , aucun effort n'ont été faits ; le seul qui ait eu lieu a été délaissé. Ces terrains sont donc abandonnés, toute réclamation ultérieure est repoussée par ce fait. Si l'on pouvait admettre que la concession eût eu lieu , le souverain est rentré dans sa propriété , puisqu'il ne s'en était dessaisi qu'à une condition qui n'a point été remplie.

Nul doute donc qu'il reste à Bourbon des terres à défricher , des terrains à concéder.

Maintenant est-il avantageux à la métropole , est-il dans les intérêts de la colonie qu'ils soient mis en culture ?

Je m'occuperai d'abord de la question relative à la France ; elle est , ce me semble , résolue par cette seule considération que tout ce qui tend à augmenter son commerce est à son avantage. Or accroître la population d'une colonie , c'est , d'une part , étendre les bornes de ses consommations et donner conséquemment plus de débouchés au produit du sol et de l'industrie de la métropole ; d'autre part , c'est multiplier les retours en denrées coloniales , rendre plus nombreuses ces denrées dans les marchés européens et y faire entrer la métropole pour une plus grande part ; c'est fournir plus de matériaux à son industrie ; c'est employer hors d'Europe une population qui y devient considérable. L'envoi en sera d'abord , il est vrai , fai-

ble et presque inaperçu, mais dès les premiers succès il augmentera en raison même de ces succès. C'est enfin mettre en action un plus grand nombre de bâtimens de mer, employer plus de marins, les former aux grandes navigations, et marcher vers un résultat que doit désirer toute nation maritime, l'accroissement de sa puissance navale.

Quant à la seconde question, elle se résout plus facilement encore. Une partie des terres dont il s'agit peut dès à présent recevoir des cultures coloniales. Le café réussirait également dans les unes et dans les autres de celles que j'ai indiquées : or, après quatre ans le café produit. Les arbres à épices se plairaient dans les îlettes. Il ne faut pas plus d'années pour que le cannellier puisse être dépouillé de son écorce, et cette branche de commerce, inconnue à Bourbon, peut y devenir florissante. Des essais faits avec l'écorce de vieux cannelliers ont donné des produits inférieurs, il est vrai, à ceux de la Guiane, mais qui en diffèrent peu cependant : celle des jeunes arbres en donnera de meilleurs. Une autre partie de ces terrains peut être dès à présent couverte des céréales européennes, ce qui sera d'un double avantage pour le pays. D'une part on pourra employer plus de terres inférieures aux cultures intertropicales, de l'autre on aura assuré davantage la subsistance de la colonie, but vers lequel il faut toujours marcher; on pourra même livrer de nouveau des grains à l'exportation, branche de commerce qui fut autrefois d'un si grand rapport et qui peut le redevenir encore.

Enfin la colonie présentait dans les commencemens les plus riches pâturages et de nombreux troupeaux ; les savanes arides aujourd'hui n'offrent plus aucunes ressources en ce genre. On est obligé de tirer constamment du dehors les animaux nécessaires à la consommation ainsi qu'aux transports intérieurs. Les terrains dont je parle feraient revivre cet ancien état de choses si précieux alors, plus précieux aujourd'hui, soit qu'on les laisse dans leur état de prairies naturelles, soit qu'on y fasse des prairies artificielles.

Il est un autre point de vue sous lequel on doit envisager l'utilité de cette colonie intérieure, moins important à présent que jadis, mais qu'il ne faut pourtant pas négliger. C'est dans ce vaste espace abandonné que se retirent les grands marrons ; c'est là qu'ils forment de petites sociétés, de petites cultures même. Cette retraite pourrait devenir dangereuse s'il se trouvait parmi eux, et il est possible qu'il s'y en rencontre, quelque tête ardente, quelque imagination vaste qui rêve la fin de l'asservissement de cette population trois fois plus nombreuse que la blanche. En cultivant les plaines dont je parle, et les îlettes dont il a été question, on resserrera les marrons dans les forêts incultivables qui recouvrent la double pente des montagnes, et l'on rendra leur nombre moindre de tous ceux pour lesquels la vie sauvage est devenue insupportable.

Enfin, et cette considération n'est pas à rejeter, une augmentation de la population blanche changeant la proportion entre les gens libres et les es-

claves, assurera d'autant plus la tranquillité de la colonie entière, en la garantissant contre tous projets de révolte, auxquels on se livre d'autant moins qu'on envisage moins de chances de succès.

Mais sous un autre rapport il est d'un bien haut intérêt pour la colonie qu'on se livre enfin à cette belle entreprise. C'est ce qui va résulter de l'examen de cette question : qui des Européens ou des créoles doit être chargé de ces défrichemens, de cette mise en culture ?

Le climat des plaines supérieures se rapproche par la température de celui de l'Europe, et les Européens pourront s'y livrer personnellement au travail. C'est à eux, j'oserai dire c'est à eux seuls qu'on doit confier ces terrains. Exempts du préjugé indispensable dans toutes les colonies où il y a des esclaves, ils ne connaîtront point encore ce dangereux orgueil qui crie sans cesse au créole que travailler est déroger à l'éminente qualité de la couleur blanche. Ils travailleront donc et ils seront un exemple utile pour les créoles, pour les libres même dont on pourra permettre à quelques-uns de se mêler parmi eux. On préparerait ainsi, quoique de loin, le moment où il faudra en venir à un total affranchissement, moment encore éloigné, mais qui avance d'autant plus que sa marche est moins aperçue, et contre les dangers duquel il est d'autant plus important de se prémunir de bonne heure. Ainsi dans les plaines dont il s'agit on n'emploiera point de noirs, et ils en seront exclus, si ce n'est pour le seul état de domesticité intérieure, et encore en nombre infiniment res-

treint, mais nullement pour les travaux des champs. Il serait difficile, d'ailleurs, pour ne pas dire plus, de s'en procurer. Ceux actuellement dans la colonie, employés dans les habitations établies, y sont en nombre déjà insuffisant aux besoins. Les noirs ne s'accommoderaient pas d'un climat trop différent de celui auquel la nature les a destinés. Les maladies fréquentes, longues, mortelles quelquefois, auxquelles ils seraient exposés, les interruptions de travail occasionnées par les jours pluvieux et les froides matinées, les vêtemens de laine plus chers et d'une moindre durée, tout augmenterait la dépense du colon et la mettrait hors de proportion avec le montant des produits. Ceci n'est point une supposition, l'exemple en est dans celles des habitations de Saint-Benoît les plus rapprochées des montagnes et des bois. Les cases de ces noirs pourraient être trop aisément le refuge des marrons des anciennes habitations : eux-mêmes auraient trop de facilités pour le marronage. Toutes les considérations se réunissent donc pour exclure les noirs de la nouvelle colonie, et y employer exclusivement les Européens.

Il n'en pourrait être encore ainsi cependant des îlettes, où l'on rencontre la même température que dans les lieux actuellement habités. Les blancs ne pourraient y travailler la terre, et pendant encore quelque temps, il sera indispensable d'y employer les noirs, seule espèce d'hommes qui puisse résister au climat brûlant des tropiques. Le difficile, sans doute, sera de s'en procurer, puisque, comme il a déjà été dit, ceux actuellement existans dans l'île

sont insuffisants aux besoins. Le nombre, d'ailleurs, pourra n'être pas très-considérable, si l'on se réduit, comme il me semble qu'on devra le faire, à la culture des denrées coloniales autres que la canne à sucre.

Je viens bien de démontrer que s'il y a encore des terres à concéder à Bourbon, il n'est pas moins dans l'intérêt de la France que dans celui de la colonie de les mettre en culture. Mais si pour prouver la possibilité de cette culture, j'ai été amené à parler des tentatives faites, je n'ai pu taire qu'elles n'ont pas été suivies du succès qu'on devait naturellement en attendre. Or ne peut-on pas craindre que de nouveaux essais n'en aient pas davantage?

Oui, sans doute, on le doit craindre si l'on ne fait cette entreprise qu'avec de faibles moyens pécuniaires. Agir ainsi, ce serait perdre les fonds et le temps qu'on y mettrait. Un seul particulier, un très-petit nombre de propriétaires ne doivent pas s'y risquer; il est certain qu'ils ne réussiraient pas. Il faut attendre les produits de plusieurs années sans recueillir aucun profit. On rencontrera des obstacles qu'il ne faut pas craindre d'affronter, comme il ne faut pas douter qu'on ne les surmonte. Une compagnie seule, par une forte réunion de capitaux, peut pourvoir à tout, et nous voici parvenus à la cinquième question posée en commençant.

Mais n'y a-t-il pas quelque danger à mettre un si grand espace entre les mains d'un seul? N'est-ce pas aller directement contre ce principe économique, que la moyenne culture est préférable à une si grande

propriété? N'est-il pas aussi contraire aux principes politiques de mettre tant d'individus dans la dépendance d'un seul?

Il n'y a pas de danger à craindre, répondrai-je avec assurance. Ce n'est pas à un seul individu que l'on aura affaire, mais à une collection d'individus : ils ne pourront avoir aucune vue politique dans leur conduite; leur intérêt privé sera leur seul mobile comme leur unique but. On a tenté avec une forte volonté, mais avec de faibles moyens; on a échoué. Ce n'est que d'une compagnie, c'est-à-dire d'une forte réunion de capitaux qu'on peut espérer du succès. On n'en peut espérer que de personnes qui calculent moins la promptitude que la certitude des résultats, pour lesquelles attendre est peu de chose, obtenir est tout.

En accordant ces terres à une compagnie, les travaux marcheront de front, quoique divisés; ils produiront ensemble, se soutiendront mutuellement, quoique entrepris et suivis successivement. Ces travaux, ne l'oublions pas, sont de deux espèces absolument distinctes. Les uns donneront des produits qu'on est habitué à appeler coloniaux, les autres fourniront des vivres et principalement des bestiaux. Les premières récoltes des uns se feront attendre; mais quand elles auront lieu, les rentrées de fonds seront brillantes. Les autres produiront plus tôt, mais donneront moins. Il faut pour les îlettes compter quatre à cinq ans avant de rien livrer au commerce; mais au bout de la septième année elles seront en plein rapport, les avances seront rentrées, et les bé-

néfices donneront déjà une dividende satisfaisant. Dans les plaines, les produits seront plus prompts, ceux des grains et des racines pourront être mis en vente et les dépenses couvertes avant la fin de la troisième année : jusque-là, ils auront nourri les cultivateurs. Alors aussi pourra-t-on commencer à tirer profit du produit des bestiaux. Ainsi les produits de ces deux sortes de culture devant différer beaucoup, soit dans les époques des recettes, soit dans les quantités, soit dans les valeurs, il est indispensable, si l'on veut obtenir un succès positif, d'établir une sorte de compensation. Il faut donc que toutes les terres à concéder soient d'abord mises sous la main d'une seule compagnie, sauf à prendre pour la suite des temps, des arrangemens qui peuvent être prévus dès à présent ; car si d'un côté l'on doit avoir l'intention d'assurer à ceux qui mettraient à exécution cet utile projet des bénéfices certains, quoique attendus ; de l'autre, il faut aussi donner et au gouvernement et à la colonie la garantie que les avantages que celle-ci doit en retirer ne lui échapperont pas. Il y aurait donc dans cette concession des conditions dont l'accomplissement serait tellement obligatoire que leur inexécution en entraînerait l'annihilation absolue. Je vais en indiquer quelques-unes.

On a vu combien des termes vagues ont autorisé de prétentions déraisonnables, combien l'on a éludé une explication positive de ces mots ambigus, et quels inconvéniens en sont résultés. Je suppose, on le reconnaît de reste, la question décidée. On a vu encore combien une concession sans conditions restrictives



a entraîné d'actes abusifs et contraires au bien général, en même temps qu'ils ont nui aux intérêts particuliers. Des imprudens ont détruit sans raison ces forêts si utiles, si indispensables, dont les racines retiennent les terres, dont les sommités arrêtent les nuages. Ils ont porté dans une région trop élevée des cultures propres seulement aux régions inférieures, et ont déploré ensuite la stérilité de leurs propriétés, lorsque leur irréflection seule les a rendues arides et mis à nu un roc désormais improductif. Avertis par cette dure expérience, pourvoyons à l'avenir.

On ne donnera point pour limites des espaces concédés des ravines supposées se continuer en lignes droites, mais qui se courbent ou même disparaissent, laissant alors les propriétaires dans le doute sur l'étendue de leur possession. On ne prendra point non plus pour marques de reconnaissance certains points, des arbres, par exemple, que l'action seule de la nature ou les passions des hommes peuvent détruire ou enlever. Mais à partir d'un point central que l'on déterminera d'une manière invariable, comme un monument, une église, un établissement public, on mesurera la concession et l'on posera à ses extrémités des bornes qui serviront de point de reconnaissance, et qu'au besoin un nouveau mesurage pourrait faire retrouver.

On déterminera la hauteur au-delà de laquelle on ne pourra porter le défrichement, condition plus nécessaire dans les îlettes que dans les plaines.

Dans ces lieux encore, s'ils sont traversés par un cours d'eau, on imposera strictement l'obligation de

le maintenir et de le rendre en semblable volume et dans son cours naturel aux limites inférieures de la concession, sans pouvoir le diminuer ni le détourner, quoiqu'on en puisse user à l'avantage de la propriété nouvelle. Mais on devra veiller à ce que les colons dont il arrose en ce moment les terres jusqu'à l'endroit où il se réunit à un autre ruisseau, ne puissent en être privés ni souffrir des travaux des nouveaux cultivateurs.

Sans doute on n'entendra pas prohiber tout abattage de bois; la chose ne serait ni possible, ni convenable, ni avantageuse; mais c'est la destruction qu'il faut empêcher, et pour cela on pourra régler les coupes de telle sorte que l'on se procure aux uns et aux autres, à la société comme aux propriétaires, tous les avantages de la conservation. On obligera à l'entretien, au remplacement même des forêts protectrices et à essayer sur leur lisière, suivant que leur élévation donnera des espérances, la plantation des arbres de futaie que l'Europe possède, et qui réussissent au même degré de hauteur, dans une température analogue.

Les concessionnaires de la plaine devront entretenir le chemin qui communique de Saint-Benoît à Saint-Pierre; on lui donnera la largeur de la route royale, et l'on aura soin de lui donner, dans les forêts qu'il traverse sur le territoire du premier de ces quartiers, une largeur telle qu'il soit toujours sec ou se dessèche aisément après les pluies.

M. le comte de Bouvet, gouverneur pour le roi de 1815 à 1817, avait formé le projet d'ouvrir aussi

une communication du centre de l'île avec Saint-Denis. Ce projet pourrait être repris. Il ne serait pas sans doute d'une exécution sans difficultés, mais on peut espérer la possibilité du succès. Ne pourrait-on, par exemple, après avoir traversé la rivière des Marsouins près de sa source, gagner la mare à Poule-d'Eau, de là la mare à Martin (suivant les vues de ce mémoire, ce seraient deux habitations nouvellement concédées), et arriver à la rivière des Pluies en passant entre la plaine des Chicots et celle des Fougères? L'espace à parcourir serait de sept à huit lieues, dont trois dans la plaine des Palmistes et quatre à cinq dans les montagnes, jusques à l'éperon de Moka, aux bords de la rivière des Pluies où le chemin est ouvert; encore faut-il dire qu'au-dessus de l'éperon de Moka on suivrait les bords de la rivière pendant plus d'une lieue. Ce chemin serait au surplus entièrement dans l'intérêt des nouveaux colons : il faciliterait leurs communications avec le chef-lieu; la distance à parcourir serait bien plus courte, et ce qui serait pour eux d'un grand avantage, il mettrait en rapport prochain leurs diverses propriétés de la plaine, de la mare à Poule-d'Eau, de la mare à Martin : peut-être même dans les hauts de la rivière des Pluies reconnaîtrait-on quelques terrains à concéder. D'un autre côté, l'établissement qui aurait été fait à la plaine des Trois-Étangs pourrait ouvrir une communication entre Saint-Paul, par la rivière des Galets, qui offrirait les mêmes facilités que la rivière des Pluies. Mais à côté de cet intérêt particulier, on ne peut méconnaître que, dans toutes

circonstances , et surtout si une guerre maritime remplaçait l'île Bourbon dans la position fâcheuse où elle s'est trouvée si long-temps à la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci , on ne peut méconnaître, dis-je, que la colonie ne tirât un grand avantage de cette communication intérieure.

J'ai dit plus haut, en rapportant le récit de M. Aubry, que dans l'hiver cet établissement avait été souvent le refuge de voyageurs transis et pour lesquels la température de la plaine est d'un froid d'autant plus piquant qu'elle est plus opposée à celle des bords de la mer. L'hospitalité, je me fais un devoir comme un plaisir de le consigner ici, est une vertu, je dirais presque une habitude pour les colons. Il n'est point d'habitation qui n'ait le pavillon des voyageurs, il n'en est point où ils ne soient reçus avec la plus parfaite cordialité. Sur une route fréquentée ce serait trop exiger sans doute qu'un asile gratuit. Une condition qui peut, qui doit même être imposée à la concession de la plaine, est l'établissement d'une hôtellerie où seraient reçus, moyennant un léger paiement qui ne serait guères que le remboursement des frais, les voyageurs fatigués ou surpris par la nuit et le mauvais temps. Ce repos est indispensable pour ceux qui traversent l'île et qui ne mettent pas moins de quinze heures à parcourir les douze lieues environ que l'on compte de Saint-Benoît à Saint-Pierre. Il le serait plus encore pour ceux qui prendraient la route intérieure pour se rendre de l'un ou de l'autre de ces quartiers à Saint-Denis. Enfin cet asile serait d'une grande importance pour

les détachemens qui vont à la recherche des marrons; ils y trouveraient d'ailleurs main forte au besoin et en tous cas un dépôt pour les vagabonds qu'ils auraient arrêtés.

Ce serait encore une condition à imposer aux nouveaux concessionnaires, surtout pour ceux qui seraient établis dans la plaine, que leur concours à la recherche et à l'arrestation des marrons. Rien ne contribuera davantage à rendre les évasions rares qu'une augmentation des moyens de répression. Les nouveaux colons y seront intéressés par leur position même. S'ils n'y concouraient pas franchement et avec zèle, leurs troupeaux ne tarderaient pas à être volés, leurs plantations dévastées, leurs intérêts compromis. Ainsi leurs devoirs envers la colonie, comme le soin de la conservation de leurs moyens de fortune, se réuniraient pour que cette indispensable condition soit remplie de leur part, bien entendu qu'ils jouiraient de la prime accordée pour chaque marron arrêté; prime qui, comme on sait, est graduée sur la durée du marronnage.

Une clause expresse des concessions a toujours été l'obligation *d'établir*, dans un temps donné, un espace déterminé, clause dont l'inexécution entraîne le retrait de la concession. Ici sans doute cette condition sera imposée, et devra être exprimée en termes moins généraux et moins vagues. On pourrait dire, par exemple, qu'il seraensemencé la première année dans la plaine, un certain espace en céréales européennes, en légumes, en racines et maïs du pays. Dans les îlettes on se bornerait au maïs, aux légumes,

aux racines. Le premier devoir, et sur l'accomplissement duquel le gouvernement ne doit jamais cesser, dans les colonies insulaires, d'avoir les yeux ouverts, c'est d'assurer la subsistance des individus qui les habitent. Il n'y faut jamais compter que sur ses propres ressources, et la prudence défend de s'en rapporter uniquement aux approvisionnements du dehors. D'autres conditions de plantation devront être réglées pour les années suivantes, de telle sorte qu'elles ne prescrivent que ce qui touche directement et d'une manière plus ou moins rapprochée aux intérêts généraux du pays, laissant à la volonté des colons ce qui regarde uniquement leurs propres intérêts.

En même temps que je pense que, dans l'état actuel des choses, une forte réunion de capitaux est indispensable pour la mise en culture des portions de pays dont je parle, je crois aussi qu'il ne serait pas dans l'intérêt de la colonie que cette vaste possession restât toujours dans les mains d'un seul propriétaire. Il conviendrait, à mon avis, qu'au bout d'un temps déterminé, jugé nécessaire pour que la compagnie fondatrice eût obtenu une somme de profits convenable, les terres fussent divisées et rétrocédées à des conditions prévues d'avance. La division des terres est d'une haute importance pour l'état, et d'un grand avantage pour la culture. Ce serait d'ailleurs un moyen de récompense à des agens qui auraient constamment bien et fidèlement servi la compagnie. Ce système, qui conviendrait mieux sans doute aux terrains des plaines intérieures, pourrait s'appliquer aux îlettes, moyennant quelques modifications.

Je n'indiquerai point ici d'autres conditions qui pourraient être convenues, soit pour des avances en vivres, en armes, et pour le remboursement de ces avances, soit pour les moyens de protection qui devraient être accordés, par exemple, une participation quelconque dans l'ouverture des nouveaux chemins, des primes à l'exportation pour certaines cultures, d'autres primes pour l'éducation des troupeaux, etc. Ces encouragemens, qui auraient pour but principal de porter à l'amélioration ou à l'extension des produits, plutôt que d'augmenter les profits de la compagnie, devront être calculés et surtout distribués dans cette vue et de manière à diriger les efforts des colons vers les résultats qui doivent être d'un plus haut intérêt pour la colonie entière.

Ainsi on aura toujours présent à l'esprit que, dans la concession à faire, il y aura deux grandes divisions de culture, qui elles-mêmes se subdiviseront. Dans les îlettes, cultures coloniales. Le caïer des diverses variétés, suivant les diverses qualités du sol; le girofler, le cacaoyer, le cannellier, le vanillier, dont il est intéressant de faire entrer les produits dans le commerce de l'île Bourbon, y recevront les soins des habitans, en raison des situations, des expositions et des espaces. Dans les plaines, on choisira les lieux propres aux pâturages, et l'on y placera les souches des divers animaux que l'on aura apportés d'Europe. Ils seront confiés aux bergers qui les auront accompagnés. D'autres lieux recevront les semences de nos céréales et se couvriront de champs de blé, d'orge, d'avoine, séparés par d'autres champs de patates et

de maïs. Cette culture sera suivie par les laboureurs et garçons de ferme que l'on aura tirés des provinces occidentales de la France ; mais ce ne sera que successivement et par portions qu'on défrichera ces terres. On se gardera bien des entreprises qui dissémineraient les forces : à mesure des succès obtenus dans une îlette d'un facile abord ou à l'entrée de la plaine où l'on aura préféré se fixer, on s'étendra davantage et l'on parviendra ainsi à des résultats prompts et avantageux. Bien commencer, a-t-on dit il y a long-temps, est avoir fait la moitié de l'ouvrage ; un succès, quelque léger qu'il soit, est le meilleur encouragement à continuer et la plus forte garantie que puissent se procurer ceux qui entreprendront cette colonisation intérieure.

Quant aux méthodes de culture, on a pour celle des îlettes de bons modèles dans la colonie : il vaut mieux imiter ce qui est reconnu bon que de tenter des essais nouveaux, toujours au moins douteux. Pour celle des plaines, on formera d'abord une ferme-modèle, autour de laquelle seront les champs et les pâturages. On choisira pour les premiers les terres de qualités supérieures ; les autres, semés en trèfle, sainfoin, luzerne, vesce, seront destinés à la nourriture des troupeaux : par là ils se bonifieront et deviendront susceptibles de recevoir en peu d'années les céréales et les racines. Peu à peu des fermes nouvelles s'établiront et couvriront tout l'espace.

La plaine des Palmistes, ai-je dit, présente une étendue de cinq lieues de long sur une largeur



moyenne de deux lieues. Elle est arrosée par la rivière Sèche qui la traverse dans toute sa largeur. C'est dans la partie la plus intérieure de cette plaine qu'a été faite la première expérience, il y a trente ans ; ce serait peut-être un motif pour la choisir de nouveau. La plaine des Cafres a une lieue et demie de long sur deux et demie de largeur ; elle est arrosée par la Ravine-Blanche, le bras de Ponteau, la rivière Sèche : une foule de sources se trouvent dans différens endroits ; sous plusieurs rapports, elle a l'avantage sur la première. Plus rapprochée d'ailleurs du quartier Saint-Pierre, avec lequel la communication est facile par un chemin très-beau et bien entretenu, nos nouveaux colons, moins isolés, s'acoutumeraient mieux à leur nouvelle résidence.

J'établirais la ferme aux environs de la Grande-Montée, entre le piton qui en porte le nom et le chemin. Dans un enclos entouré d'un fossé large et profond, revêtu en pierres sèches, bordé à l'intérieur d'un retranchement aussi revêtu, planté d'ormeaux et autres arbres, et garni sur les deux berges d'une haie de sapan épineux, je disposerais symétriquement les logemens des colons, les magasins, les écuries, bergeries, poulaillers. L'hôtellerie serait sur le bord de la route. Les champs partagés suivant la diversité des cultures, les pâturages divisés suivant l'espèce des troupeaux, rapprochés d'abord de ces enclos, s'en éloigneraient à mesure que les travaux acquerraient plus de développement, jusqu'à ce qu'enfin il y ait lieu de former successivement d'autres fermes du même modèle, disposées d'une ma-

nière analogue, suivant les qualités du sol et les accidents du terrain.

On voit que cette ferme et la répartition des plantations se rapprochent des méthodes auxquelles la Normandie, la Beauce, la Bretagne, le Poitou doivent le succès de leurs cultures et le bonheur de leurs habitants.

Le principal agent de la compagnie pour la culture résidera sur cette ferme expérimentale; il en dirigera les travaux, en suivra les opérations, en tiendra la comptabilité; il sera le chef de l'établissement, et tous ceux qui y seront employés lui seront subordonnés. Pour ses rapports avec le gouvernement et jusqu'à l'entier accomplissement du projet, il remplira les fonctions de maire et de juge de paix, et ce qui, dans ces deux fonctions, appartient à la police judiciaire.

Le préfet apostolique prendra soin du nouveau quartier en ce qui tient à la religion, jusqu'à ce que son importance permette ou exige d'y établir une paroisse dont on réservera la dotation dans la distribution des terres.

La nouvelle colonie, celle de la plaine, se composera d'Européens en petit nombre d'abord, que l'on augmentera par la suite à mesure des défrichemens, de telle sorte que les premiers venus passent aux nouvelles fermes successivement établies, et que les derniers arrivés restent sur la ferme expérimentale.

On choisira pour chef un Européen digne de confiance, déjà connu par ses œuvres, qui sache voir

sans découragement les obstacles, les combattre avec force et persévérance, les surmonter avec prudence, en triompher sans cette sotte vanité qui détruit tout le bien qu'on a fait, et s'oppose à celui qui reste à faire.

On lui donnera un adjoint qui ait du zèle et de l'ardeur, qui sache faire et travaille manuellement lui-même. Il devra connaître la pratique de la culture en grand, et pouvoir suivre et enseigner les opérations de détail.

Un de ces deux chefs au moins devra être marié, et sa femme en état de diriger les travaux intérieurs de la ferme. C'est elle qui en aura la direction; elle surveillera la laiterie, les poulaillers, la porcherie; elle fera faire sous ses yeux les salaisons, les beurres, les fromages, etc.; bien entendu que ce sera autant et plus par l'exemple que par les conseils qu'elle s'acquittera de sa charge. L'infirmerie sera spécialement sous sa surveillance.

On aura dix cultivateurs, dont deux bergers pourront conduire et soigner les troupeaux de bêtes à cornes et à laine, dont les souches auront été apportées d'Europe avec eux : deux autres devront pouvoir travailler les bois de charpente et le fer, assez pour construire les bâtimens secondaires de la ferme et les réparer tous au besoin. Des six restans la moitié seront essentiellement cultivateurs et en état de se livrer à tous les travaux de ce genre, sous la direction du sous-chef; les trois autres seront des garçons de ferme, auxquels seront remis tous les détails inférieurs des écuries et des étables; un d'eux saura faire

le pain; on aura moulu le grain dans des moulins portatifs apportés d'Europe.

De ces dix agens, la moitié seront mariés, et leurs femmes aideront celle du chef dont j'ai plus haut expliqué les devoirs; elles se livreront aux travaux de jardinage, dont les produits, mis en commun d'abord, se diviseront ensuite à mesure que l'état de la ferme permettra à chaque ménage de vivre à part. Une de ces femmes sera préposée à l'hôtellerie. Les jeunes gens trouveront à faire des mariages dans les familles créoles, et ces nouvelles épouses suivront aisément l'exemple des femmes européennes.

Ainsi, quant au personnel, notre village sera peuplé en commençant de dix-huit individus au moins, savoir :

- 1 Chef.
- 1 Chef adjoint ou sous-chef.
- 1 La femme de l'un d'eux au moins.

---

3

5 Cultivateurs, dont deux ouvriers en bois et en fer.

2 Bergers.

3 Garçons de ferme, dont un boulanger.

---

10

5 Femmes au moins, épouses des cultivateurs.

---

15

15

---

18

Je dis *dix-huit au moins*, parce que s'il est de rigueur qu'il y ait six ménages, un plus grand nombre ne serait pas exclus, et que si quelque ménage avait des enfans, ce ne serait pas un motif pour le refuser, quoiqu'il ne faille pas se dissimuler que la dépense en serait augmentée dans une proportion différente des forces qu'il apporterait à l'établissement.

On devra s'occuper en même temps à former la souche des troupeaux, dont le produit prochain figurera dans une grande proportion au chapitre des recettes de la nouvelle colonie. On choisira un taureau et six belles vaches, un cheval et deux bonnes jumens, parmi les races de France les plus utiles aux charrois et aux autres travaux de la culture. La compagnie fera venir des ânes de belle race, un étalon et deux ânesses, de forts mulets pour être employés aux travaux, les chevaux devant pendant quelques années être réservés pour la reproduction. Quant aux animaux qui devront peupler les bergeries, les porcheries, garnir les poulaillers, le pigeonnier, on trouvera aisément de quoi y pourvoir dans le pays.

Ce qui devra exiger de grands soins dans le choix et le transport, ce sont les semences des diverses variétés de blé, de seigle, d'orge, d'avoine qui seront apportées d'Europe et que l'on pourra comparer aux graines de même espèce obtenues dans le pays.

Un assortiment d'instrumens aratoires, d'outils de charpentiers, de forgerons, de serruriers, de maçons, parmi ceux qui sont d'un emploi fréquent, compléteront l'approvisionnement, auquel on joindra une bibliothèque rustique et une petite pharmacie.

On formera une petite salle d'armes ; car ces colons devront , comme les autres créoles , être armés et pourvus de munitions.

On se sera occupé des conditions d'engagement des nouveaux colons. Pendant un certain temps ils seront uniquement aux gages de la compagnie , ils ne travailleront que pour elle ; supportant toutes les charges , elle recueillera tous les profits. Ensuite ils entreront en partage dans les produits , comme aussi une portion des charges sera à leur compte : pour obtenir des travaux de l'homme , il faut lui montrer une perspective avantageuse ; on déterminera donc proportionnellement ces deux partages. Enfin , au temps où le privilège de la compagnie cessera , ceux des premiers colons qui l'auront constamment bien et fidèlement servie , pourront acquérir pour de légères redevances annuelles , la propriété des fermes à l'établissement desquelles ils auront si puissamment concouru.

On peut supposer qu'en trois ans la première ferme expérimentale sera en plein rapport , et qu'on pourra en établir au moins une autre. Il faudra moins de temps pour en accroître le nombre ensuite , parce que d'une part nos colons auront plus d'expérience , d'habitude et d'encouragemens , et que de l'autre leur nombre sera augmenté. On peut , ce me semble , raisonnablement admettre comme terme du privilège de la compagnie , la vingt-cinquième année après le premier établissement. Ce temps aura suffi pour procurer les bénéfices qui auront dû déterminer l'association. La colonisation dans toute sa force , dans

toute sa vigueur , pourra continuer sans secours étrangers, en conservant à ceux qui les auront si longtemps fournis, les témoignages de reconnaissance auxquels ils auront de si légitimes droits (1).

C'est ainsi que je conçois non seulement la possibilité, mais la nécessité, la convenance de s'établir dans diverses parties de l'île Bourbon, malheureusement négligées jusqu'ici. C'est ainsi que je conçois la facilité d'augmenter les produits de cette belle colonie, en employant quelques-uns des colons actuels dépourvus de propriétés et quelques Européens qui y trouveraient une activité également utile à eux et aux deux pays. C'est enfin ainsi que je conçois la possibilité de placer une certaine quantité de capitaux de telle sorte qu'en même temps qu'ils produiront un fort intérêt à leurs propriétaires, ils accroissent celui de l'État et tournent encore plus à son avantage, en augmentant l'activité du commerce, étendant la navigation, favorisant l'industrie à l'action de laquelle ils fourniront, d'une part en consommant une plus grande portion de ses produits, et de l'autre en donnant plus de matières à élaborer. Puissent ces idées ne pas être perdues ! puissent-elles être suivies de quelque succès ! Puissent mes vœux pour la prospérité d'un si bon et beau pays ne pas être stériles !

(1) De 1725 à 1766, en quarante ans, le bénéfice de la compagnie des Indes a été de 35 à 40 p. 100 sur les marchandises d'exportation de France, de 90 à 140 p. 100 sur celles d'importation en denrées coloniales. (Voy. Mémoire de M. Necker, pour la compagnie des Indes, du 23 août 1769.)



## **ANNOTATIONS.**





## ANNOTATIONS.

*Extrait des annonces, affiches et avis divers pour les îles de France et de Bourbon, du mercredi neuf décembre 1778.*

Lundi sept de ce mois, messieurs les chefs et administrateurs de la colonie, accompagnés de beaucoup de personnes de considération, se sont rendus au Jardin du Roi, à Mont-Plaisir, où M. Céré, major du quartier des Pamplemousses, à qui M. de Sartines, ministre de la marine, en a confié la direction, leur a fait voir un muscadier femelle, aromatique, en rapport et en fleurs, provenant d'une noix plantée en 1770 par M. Poivre, duquel arbre il a été détaché une noix venue à la grosseur convenable pour reproduire l'espèce. M. le chevalier Guiran de la Brillane, gouverneur général des îles de France et de Bourbon, et M. Foucault, intendait auxdites îles, se sont chargés d'adresser au ministre de la marine cette première noix, pour être présentée à Sa Majesté comme une preuve du succès complet de cette épicerie à l'île de France, et comme un nouveau gage de la reconnaissance des habitans des deux îles.

Ces messieurs, en parcourant ce jardin si riche par ses productions des quatre parties du monde, y ont vu en fleurs ou en fruits un arbre pomifère de l'île de Cythère (Otaïti), nommé hévy, le letchy, cet excellent fruitier de la Chine, le noyer de bancoul, le rima socchus ou arbre à pain, les

différens bois de l'Amérique propres à la teinture, comme rocou, sapan, sandal, campêche, les différens théyers, arbres et arbustes, les arequiers, sagoutiers des Moluques et de Madagascar, cacaoyers, canneliers de Ceylan et de la Côte-Malabar, cardamome, camphrier, bois d'aigle, raven-sara, cet arbre à épicerie fine de Madagascar, et plus de trente girofliers chargés d'une quantité de bouquets, la plupart de 50, 60 et 70 clous. Ils y ont vu également plusieurs pépinières garnies de plusieurs girofliers, raven-saras, et en général tout ce que renferme ce jardin dans le meilleur état de végétation.

---

*Acte de remise de l'île Bourbon aux commissaires de  
S. M. T. C.*

Athanase-Hyacinthe Bouvet de Lozier, maréchal des camps et armées du Roi, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, etc., etc; et J. H. B. Marchant, chef d'administration, ordonnateur de Bourbon, chevalier de la Légion-d'Honneur, commissaires nommés et autorisés par S. M. T. C. le roi de France et de Navarre, pour recevoir la colonie de Bourbon, conformément au huitième article du traité définitif de paix, daté du 30 mai 1814.

De la part de S. M. T. C.

Et M. Charles Telfair, écuyer, faisant les fonctions de secrétaire principal du gouvernement des îles de France et de Bourbon, le major Fluker, du régiment de Bourbon appartenant à S. M. B., aide de camp de son Exc. le commandant des forces de S. M. B. à l'île de France, Edward-Alfred Draper, écuyer, secrétaire du gouvernement pour

les affaires de Bourbon, le major William Carral, inspecteur général des troupes coloniales pour les îles de France et de Bourbon, aide de camp et secrétaire particulier de son Exc. le gouverneur, délégués et appointés par M. le gouverneur Robert Townsend-Farquhar, commandant en chef les îles de France et de Bourbon, capitaine général et vice-amiral, etc. etc; pour agir comme représentans de son Exc., comme commissaires pour la remise de Bourbon, de la part de S. M. B.

Les commissaires ci-dessus nommés, après avoir dûment examiné et échangé leurs pleins pouvoirs, ont procédé à mettre à exécution les ordres de leurs gouvernemens respectifs, comme suit :

Aujourd'hui 6 avril 1815, à neuf heures du matin, en présence des troupes françaises et anglaises, et des habitans de l'île, assemblés sur la place d'armes de St-Denis, la principale ville de la colonie.

Son Excellence le gouverneur Farquhar, par l'organe de ses représentans, Charles Telfair, écuyer, le major Fluker, E. A. Draper, écuyer, le major W. Carral, ont proclamé la remise de l'île Bourbon, rendu ladite île au nom de S. M. B., à MM. le général Bouvet de Lozier et Marchant, commissaires de S. M. T. G., et relevé les habitans de la colonie de Bourbon des sermens d'allégeance et de fidélité qu'ils avaient prêtés à S. M. le roi des royaumes-unis de la Grande-Bretagne et d'Irlande, etc., etc.

Le pavillon de S. M. B., après avoir été salué de vingt-un coups de canon des batteries de terre, de *l'Africaine*, frégate de S. M. T. G. et des autres bâtimens dans la rade de Saint-Denis, a été amené et remis aux soins d'un détachement des troupes de S. M. B., qui avait assisté à la cérémonie. Le pavillon français a été immédiatement hissé aux

acclamations réitérées de *vive le Roi ! vivent les Bourbons !* et il a été salué d'un même nombre de coups de canon.

La proclamation des commissaires de S. M. T. C. a alors été publiée, et des officiers ont été nommés par les commissaires de S. M. T. C. et par les commissaires de S. M. B. pour recevoir et délivrer les fortifications, les établissemens civils et militaires de l'île Bourbon, comme aussi les archives, cartes, plans et autres documens appartenans à la colonie de Bourbon ou relatifs à son administration, desquels objets il sera fait des inventaires généraux, conformément aux stipulations du septième article du traité définitif ci-dessus mentionné, qui demeureront annexés aux présentes.

En conséquence, les commissaires de S. M. T. C. reconnaissent et déclarent avoir pris possession des divers établissemens civils et militaires de l'île Bourbon, au nom du Roi leur maître.

Et les ci-dessus dénommés, commissaires délégués par S. Exc. le gouverneur Farquhar, ayant remis l'île Bourbon et les fortifications, déclarent qu'ils les ont en effet remis et livrés. Enfin de quoi, les commissaires de LL. MM. ont ici mis et apposé leur signature et le cachet de leurs armes, le sixième jour d'avril 1815.

*Signés : DE BOUVET, MARCHANT, Charles TELFAIR,  
E.-J. FLUKER, E.-A. DRAPER, W. CARRAL.*

Et plus bas le sceau des signataires.

---

## INSTALLATION DES ADMINISTRATEURS GÉNÉRAUX.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1817.

L'installation du général Chevalier de Laffitte de Courteuil, maréchal de camp, commandant pour le roi, et de M. le baron Desbassyns de Richemont, commissaire général, ordonnateur de la marine à l'île Bourbon, eut lieu le 1<sup>er</sup> juillet 1827, dans une salle du gouvernement et en présence des autorités civiles et militaires, des fonctionnaires publics et d'un grand nombre de personnes notables de la colonie, réunies à cette occasion.

(*Extrait du Bulletin officiel de la colonie.*)

---

*Ordonnance du roi pour concentrer dans les mains d'un chef unique, sous le titre de commandant et administrateur pour le roi, le gouvernement et l'administration générale de l'île Bourbon.*

Au château des Tuileries, le 11 mars 1818.

ART. II. Il sera envoyé sans délai à Bourbon un commandant et administrateur pour le roi, lequel y exercera, selon les formes que nous nous réservons de prescrire, les pouvoirs réunis des anciens gouverneurs et des anciens intendants coloniaux.

ART. V. Le sieur Milius, capitaine de vaisseau, actuellement directeur du port de Brest, est nommé commandant et administrateur pour le roi, à Bourbon.

*Nota.* M. Milius fut installé en audience extraordinaire de la cour royale, le 11 septembre 1818.

---

Saint-Denis , le 24 décembre 1818.

Nous , commandant et administrateur pour le roi , avons ordonné et ordonnons.

ART. I<sup>er</sup>. Il y aura à Saint-Denis pour la colonie de Bourbon un collège , sous le titre de collège royal de l'île Bourbon.

ART. II. La surveillance du collège est confiée à un directeur nommé par nous. Ces fonctions sont gratuites et compatibles avec toutes autres fonctions quelconques.

ART. IV. Le personnel du collège est composé comme suit :

1 Proviseur, chef de la maison.

1 Professeur de mathématiques.

1 *id.* de rhétorique.

2 *id.* d'humanités.

1 Professeur de dessin , devant enseigner l'architecture civile et militaire.

1 Maître de lecture.

1 Maître d'écriture.

1 Surveillant des élèves.

1 Portier.

XXIII. M. Maingard est nommé directeur du collège royal de la colonie de l'île Bourbon.

*Le commandant et administrateur pour le roi.*

*Signé , P. MILIUS.*

*Ordonnance du commandant et administrateur pour le roi, concernant la construction d'une nouvelle église dans la commune de Saint-André.*

Saint-Denis, le 5 février 1819.

Voulant faire droit à la demande qui nous est adressée

par les habitans de Saint-André, de leur permettre de bâtir une église; désirant donner à cette commune un témoignage de bienveillance en lui accordant les secours qu'elle réclame; après en avoir délibéré en conseil de gouvernement et d'administration, avons ordonné et ordonnons :

ART. I<sup>er</sup>. Il sera construit au canton Saint-André une église suivant les plans qui nous ont été présentés et qui sont approuvés par nous, mais avec les modifications indiquées dans le rapport de l'ingénieur en chef du 1<sup>er</sup> juillet 1818. Les travaux seront commencés sans aucun délai.

II. Les fonds destinés à cette construction se composeront :

1<sup>o</sup> D'une somme de 6,000 fr. qui est allouée à titre de secours sur les fonds généraux, et qui sera versée dans la caisse de la commune d'ici au 1<sup>er</sup> août prochain.

2<sup>o</sup> D'une somme de 15,950 provenant des souscriptions volontaires qui ont été faites jusqu'à ce jour.

3<sup>o</sup> D'une somme de 18,050 fr., laquelle sera fournie par les habitans qui en ont pris l'engagement dans leur adresse du 23 décembre 1818, et par un plus grand nombre s'il y a lieu.

IV. etc.

*Le commandant et administrateur pour le roi.*

*Signé, P. MILIUS.*

---

*Ordonnance du commandant et administrateur pour le roi, portant qu'il sera ouvert un canal de dérivation de la rivière Saint-Étienne.*

Saint-Pierre, le 23 octobre 1819.

Vu la requête qui nous a été présentée par les habitans du quartier Saint-Pierre, tendant à obtenir qu'il soit ouvert



un canal de dérivation d'une portion des eaux de la rivière Saint-Étienne pour fertiliser les terres comprises entre cette rivière et la rivière d'Abord, et procurer au quartier Saint-Pierre des fontaines d'excellente eau dont il est dépourvu ;

Considérant qu'un pareil projet a un but éminemment utile, et que d'après la différence de niveau des deux points extrêmes du canal projeté, la possibilité de l'exécution est démontrée ;

Que cependant un travail de cette importance ne peut être arrêté avant que l'on ait fait les opérations géométriques nécessaires pour arriver à l'appréciation des dépenses qui en résulteront.

Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ART. I<sup>er</sup>. Il sera levé par l'arpenteur du roi, sous la direction de l'ingénieur en chef, un plan exact du terrain traversé par le canal projeté, ainsi que du bras de la rivière Saint-Étienne situé à l'est, depuis le point où il se sépare de l'autre bras jusqu'au point de leur réunion, un peu au-dessus duquel doit commencer le canal.

ART. II. Ce travail et les mémoires, devis, etc., nous seront remis le plus tôt qu'il sera possible, afin que nous puissions en ordonner l'exécution.

*Le commandant et administrateur pour le roi ,*  
*Signé, P. MILIUS.*

---

*Procès-verbal de la pose de la première pierre du*  
*Barachois.*

Aujourd'hui, 27 novembre 1819, à sept heures et demie du soir, en raison de la marée, nous, Pierre-Bernard Milius, capitaine de vaisseau, chevalier des ordres royaux et

militaires de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, commandant et administrateur pour le roi à l'île Bourbon, nous sommes transporté au bord de la mer, au canton Saint-Denis, au lieu dit le Barachois, suivi des autorités civiles et militaires, du préfet apostolique et du clergé, des compagnies d'élite de la milice, du bataillon de Bourbon, et d'une brigade de gendarmerie, ainsi que d'un grand concours des habitants de la ville, où étant, nous avons été salué par 21 fusées, aux cris répétés de *vive le Roi*.

Ayant été reçu par MM. Partiot et Gaudin, ingénieurs en chef des ponts et chaussées, et par eux conduit sous la tente à ce destinée, M. Partiot, auteur du projet, nous en a présenté les dessins que nous avons revêtu de notre approbation.

De là, accompagné de MM. les ingénieurs en chef, nous étant rendu sur les travaux, nous avons déposé dans la fondation, sous la place destinée à recevoir la première pierre, une boîte en plomb de dix-neuf centimètres carrés et de deux millimètres d'épaisseur, dans laquelle nous avons mis une plaque de plomb sur laquelle est l'inscription suivante :

SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XVIII ,  
 CE PORT, OBJET DES VŒUX DE TOUTE LA COLONIE ,  
 FUT ENTREPRIS PAR LES SOINS DE  
 PIERRE-BERNARD MILIUS ,  
 COMMANDANT ET ADMINISTRATEUR POUR LE ROI ,  
 CAPITAINE DE VAISSEAU ,  
 CHEVALIER DES ORDRES ROYAUX ET MILITAIRES DE SAINT-LOUIS  
 ET DE LA LÉGION-D'HONNEUR.  
 LA PREMIÈRE PIERRE A ÉTÉ POSÉE PAR LUI LE 27 NOVEMBRE 1819 ,  
 DEVANT UN GRAND CONCOURS DE PEUPLE ,  
 AUX CRIS MILLE FOIS RÉPÉTÉS DE VIVE LE ROI.  
 J.-B. PARTIOT, INGÉNIEUR EN CHEF DES PONTS ET CHAUSSEES DE FRANCE ,  
 AUTEUR DU PROJET ,  
 EN COMMENÇA L'EXÉCUTION ;  
 J.-F.-D. GAUDIN, INGÉNIEUR EN CHEF DES PONTS ET CHAUSSEES DE FRANCE ,  
 FUT CHARGÉ DE LA CONTINUER.

Nous avons ajouté dans la boîte de plomb une pièce de cinq francs, une de deux francs, une d'un franc, une de cinquante centimes à l'effigie et aux armes de Sa Majesté ; plus cinq pièces de dix centimes au chiffre du Roi.

La boîte de plomb ayant été fermée, ayant ceint le tablier, pris la truelle et le marteau, les conducteurs et chefs d'ateliers aidant à l'apport de la première pierre, nous l'avons posée, et en cet instant les cris de vive le Roi se sont répétés, et la batterie a tiré vingt-un coups de canon.

Cette opération terminée, M. Pasquet, préfet apostolique, suivi du clergé, s'est approché et a béni le travail commencé. Le *Te Deum* et le *Domine salvum fac regem* ont été chantés, et la cérémonie a été terminée par un bouquet d'artifice accompagné des cris répétés de *Vive le Roi!*

De là nous étant rendu sous la tente, le procès-verbal a été dressé et signé par nous, par M. Bussy de Saint-Romain, premier président de la cour royale, M. le colonel Maingard, sous-directeur d'artillerie, M. Thomas, commissaire de marine, chargé des détails du service administratif, M. Gillot-L'étang, avocat général, M. Gérard, contrôleur colonial, MM. Partiot et Gaudin, ingénieurs en chef des ponts et chaussées, M. Pasquet, préfet apostolique, M. Dupar, président du tribunal de première instance, M. Michault-d'Emery, procureur du roi, M. Gabet, capitaine de frégate et de port, M. Pitois, maire de la commune de Saint-Denis, M. Blanchin, capitaine commandant la milice, en l'absence de M. Raoul, chef de bataillon, M. Duplessis, chef de bataillon, commandant le bataillon de Bourbon, MM. Ju-lienne et Gamin, négocians, M. Ozoux, secrétaire archiviste du gouvernement, les jour, mois et an que dessus, le port étant éclairé par une brillante illumination et aux cris répétés de *Vive le Roi!*

*Suivent les signatures.*

*Ordonnance du commandant et administrateur pour le Roi , qui prescrit la formation d'une commission d'instruction publique.*

Le commandant et administrateur pour le Roi , de la colonie de l'île Bourbon , après en avoir délibéré en conseil de gouvernement et d'administration , a ordonné et ordonne pour être exécuté provisoirement , sauf l'approbation de Sa Majesté , ce qui suit :

ART. I<sup>er</sup>. Il sera formé une commission d'instruction publique qui sera chargée : 1<sup>o</sup> de la surveillance de toutes les maisons d'enseignement , tant publiques que particulières , qui existent dans la colonie ; 2<sup>o</sup> de prendre connaissance des plans d'enseignement et d'éducation proposés ou suivis dans ces maisons , ainsi que de leurs réglemens et de la tenue du pensionnat , s'il y en a , et de rendre compte du tout au commandant et administrateur pour le Roi ; 3<sup>o</sup> de proposer la détermination du nombre convenable de maisons ou écoles , ainsi que des limites de l'enseignement qui peut être donné ; 4<sup>o</sup> d'examiner les instituteurs et maîtres des maisons d'éducation et écoles , ainsi que ceux qui désireront se livrer à l'instruction chez des particuliers.

ART. XIV. La commission est composée de MM.

L'officier d'état-major le plus élevé en grade ,

Le procureur général près la Cour royale ,

Le commissaire de marine , chargé du service administratif ,

Le préfet apostolique ,

L'ingénieur en chef ,

Le maire de Saint-Denis ,

Le principal du collège royal.

Donné à l'hôtel du gouvernement, à Sainte-Suzanne,  
île Bourbon, le premier juillet 1820.

*Le commandant et administrateur pour le roi.*

*Signé baron MILIUS.*

*Ordonnance du commandant et administrateur pour le  
Roi, portant création de la Société Philotechnique.*

Le commandant et administrateur pour le Roi, de la colonie de l'île Bourbon, après en avoir délibéré en conseil de gouvernement et d'administration, attendu que l'établissement à l'île-Bourbon d'une société composée des habitants les plus estimés dans l'agriculture, les sciences et les arts, ne peut qu'être favorable à la prospérité de la colonie, en ce que cette société aurait pour but de constater et de publier les observations et les découvertes recueillies dans l'île, d'y faciliter l'introduction des plantes et des machines utiles, de rechercher et d'appliquer, selon les localités, les méthodes les plus propres à améliorer les terres et à perfectionner la culture, ainsi que les meilleurs procédés pour la manipulation et la préparation des produits; de faire naître le goût de l'étude et du travail parmi la jeunesse, et l'émulation dans toutes les classes de la population, en accueillant les mémoires ou les projets qui concernent les arts, ainsi que les ouvrages de littérature en tous genres, et en proposant des récompenses et des distinctions honorables pour prix des essais heureux et des travaux utiles;

Vu la lettre de S. Exc. le ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, en date du 14 avril 1820;

A ordonné et ordonne, pour être exécuté provisoirement, sauf l'approbation de S. M., ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. Il sera créé à l'île Bourbon une société libre, sous la dénomination de *Société Philotechnique*.

ART. V. Les travaux de la société auront pour objet de répandre dans la colonie le goût des arts et des sciences, d'y propager les connaissances utiles, et d'y introduire les machines qui économisent l'emploi des forces de l'homme, ainsi que les procédés propres à améliorer l'agriculture, etc.

Donné en l'hôtel du gouvernement à Sainte-Suzanne, île Bourbon, le 6 août 1820.

*Le commandant et administrateur pour le roi.*

*Signé* baron MILIUS.

*Ordonnance du commandant et administrateur pour le roi, sur la construction d'une fontaine publique à Saint-Paul.*

Nous, commandant et administrateur pour le roi à l'île Bourbon, avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. Il sera construit sans délai, en face du magasin général du roi à Saint-Paul, une fontaine qui portera le nom de *Fontaine de la Providence*, etc.

Donné en l'hôtel du gouvernement à Saint-Denis, île Bourbon, le 30 octobre 1820.

*Le commandant et administrateur pour le roi.*

*Signé* baron MILIUS.

Procès-verbal de l'audience extraordinaire tenue le 15 février 1821 par la cour royale de l'île Bourbon, à l'effet de procéder à l'enregistrement des pouvoirs délivrés par le roi à M. Louis-Henri de Saulces de Freycinet, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, capitaine de vaisseau, nommé par S. M. commandant et admi-

nistrateur de l'île Bourbon, en remplacement de M. le baron Milius, dont la demande de rappel a été agréée.

*Ordonnance du commandant et administrateur pour le roi, relative à l'établissement d'une caisse d'escompte.*

Nous, commandant et administrateur pour le roi à l'île Bourbon,

Considérant l'état de la caisse de réserve du trésor royal, et désirant faire jouir le commerce et l'agriculture des avantages que peut leur procurer son heureuse situation;

Après en avoir délibéré en conseil de gouvernement et d'administration, sauf l'approbation de S. M., avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

TITRE PREMIER.

*De la caisse d'escompte et de son objet.*

ARTICLE I<sup>er</sup>. Il sera créé par le gouvernement une caisse d'escompte pour toute la colonie.

ART. II. Elle sera établie à Saint-Denis; ses opérations commenceront le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

ART. III. Le fonds capital de cette caisse d'escompte est fixé à la somme de sept cent cinquante mille francs, qui sera prise sur les fonds de réserve.

ART. IV. Sur ces fonds, il sera mis à la disposition du caissier la somme nécessaire pour le service courant. Le reste sera déposé dans une caisse à trois clefs, dont une sera remise au directeur, et les deux autres aux deux censeurs.

ART. V. Les bénéfices annuels seront réunis au capital jusqu'à ce que nous en ayons autrement ordonné.

ART. VI. Les opérations de la caisse d'escompte consistent uniquement à escompter des lettres de change ou des billets à ordre présentant les conditions exprimées ci-après au titre de l'escompte. Tout autre genre d'affaires ou de négociations lui est interdit.

ART. VII. Les dépenses de la caisse d'escompte sont à sa charge.

TITRE 2. De l'administration de la caisse d'escompte.

3. Du comité d'escompte.

4. De l'escompte.

5. Du directeur.

6. Des censeurs.

7. Du conseil d'administration.

8. Des conseillers d'escompte.

9. Des employés.

Donné en l'hôtel du gouvernement à Saint-Denis, île Bourbon, le 10 novembre 1821.

*Le commandant et administrateur pour le roi.*

*Signé* HENRI DE FREYCINET.

---

*Ordonnance du commandant et administrateur pour le roi, qui remet au compte de dix négociants les opérations de la caisse d'escompte.*

9 avril 1823.

---

*Ordonnance du commandant et administrateur pour le roi, relative à la société anonyme de la caisse d'escompte.*

Nous, commandant et administrateur pour le roi à l'île Bourbon,

Après en avoir délibéré en conseil de gouvernement et



d'administration , sauf l'approbation de S. M. , avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ARTICLE I<sup>er</sup>. Les statuts de la société anonyme, dont l'acte a été passé par devant maître Senneville et son collègue , notaires à Saint-Denis , le 7 décembre 1823 , sont approuvés , sauf les modifications suivantes.

ART. II. La société ne pourra augmenter son capital ni émettre une plus grande quantité de bons de caisse que celle qui est énoncée audit acte , sans en avoir obtenu l'approbation du commandant et administrateur pour le roi.

ART. III. Après l'expiration des cinq ans pour lesquels la société s'engage , sa prolongation ne pourra avoir lieu que sous l'approbation du gouvernement.

ART. IV. Il ne pourra être réuni d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires , hors l'assemblée annuelle énoncée à l'acte , sans autorisation du gouvernement.

ART. V. Dans le cas de l'article 26 dudit acte , l'approbation du gouvernement sera nécessaire.

ART. VI. Tous les bons de caisse émis par l'administration de la caisse d'escompte , seront visés par l'agent du gouvernement.

ART. VII. La caisse d'escompte ne peut cesser ses opérations avant la fin des cinq ans sans l'autorisation du gouvernement.

ART. VIII. Les procès-verbaux de vérification de caisse seront soumis au gouvernement , qui pourra , pour la garantie publique , prendre connaissance de toutes les opérations généralement quelconques de la caisse d'escompte.

Donné à Saint-Denis , île Bourbon , le 23 décembre 1823.

*Le commandant et administrateur pour le roi.*

*Signé* HENRI DE FREYCINET.

*Acte de la société anonyme de la caisse d'escompte de  
l'île Bourbon.*

Par devant M<sup>e</sup> Joseph-Auguste Senneville et son collègue, notaires royaux à l'île Bourbon, résidant à Saint-Denis, soussignés, furent présents MM. Pierre Gamin, Robin frères, etc. ; lesquels comparans, convaincus de l'utilité d'une caisse d'escompte dans cette colonie, avec l'approbation de M. le commandant et administrateur pour le roi, sont convenus d'en établir une dont le siège sera à Saint-Denis, et ce, sur les bases ci-après :

ARTICLE I<sup>er</sup>. Le capital sera de cent cinquante mille piastres numéraire ; en outre, l'établissement mettra en circulation pour une somme de cinquante mille piastres de bons de caisse de 50 et 100 piastres, savoir : six cents de cinquante, et deux cents de cent. Si les besoins de la place l'exigent, la société se réserve la faculté d'augmenter son capital en émettant un plus grand nombre d'actions, et dans ce cas, l'émission des bons de caisse aura lieu dans une proportion égale à celle déjà établie.

ART. II. Les bons de caisse porteront les numéros de la série, seront signés par le président, deux administrateurs les premiers en exercice, et l'agent général ; ils seront en outre revêtus d'un timbre destiné *ad hoc*.

ART. III. Ces bons de caisse seront remboursables en espèces tous les lundis de chaque semaine, depuis midi jusqu'à deux heures : si le lundi est férié, le remboursement s'effectuera le mardi.

ART. IV. Un préposé désigné par le gouvernement pour surveiller l'établissement, aura le droit de s'assurer, lorsqu'il le jugera convenable, que la mise des bons de caisse en circulation n'excède pas celle de cinquante mille piastres qui a été fixée.

ART. V. Le capital de cent cinquante mille piastres se divisera en trois cents actions de cinq cents piastres.

ART. VI. Le montant des actions sera versé dans la caisse par quart, les trente-un décembre mil huit cent vingt-trois, trente-un janvier, vingt-huit février et trente-un mars mil huit cent vingt-quatre.

ART. VII. Ce capital de cent cinquante mille piastres ne pourra être retiré ni réduit qu'après la liquidation totale de l'établissement.

ART. VIII. Les valeurs en portefeuille et les fonds en caisse répondent toujours et demeurent spécialement affectés à la sûreté et garantie des bons de caisse en circulation.

ART. IX. La présente association étant faite d'après les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés anonymes, les actionnaires ne seront, dans aucun cas, passibles que de la perte du montant de leurs actions, sans aucune solidarité les uns envers les autres.

ART. X. L'établissement commencera le premier janvier prochain, sa durée sera de cinq ans; il sera continué si, à l'expiration de ce terme, la majorité des actionnaires, en comptant par nombre d'actions, le juge convenable, sans cependant que le vœu de la majorité soit obligatoire pour la minorité.

ART. XI. Pour qu'il n'existe pas deux caisses d'escompte à la fois, la caisse actuelle sera liquidée au 31 décembre prochain. Les valeurs restantes en espèces ou en portefeuille seront remises au nouvel établissement, déduction faite des bénéfices obtenus au profit de l'ancienne société, et la nouvelle caisse sera chargée d'acquitter les effets souscrits au profit du gouvernement par les sociétaires de la caisse actuelle.

*Nota.* Les articles suivans jusqu'au XXV<sup>e</sup> sont réglementaires.

ART. XXV. Les opérations de la caisse consisteront à escompter des effets à ordre, ou des lettres de change sur papier timbré, revêtus au moins de deux signatures réputées solvables.

ART. XXVI. Toutes autres opérations sont interdites à la caisse d'escompte. Cependant, dans le cas où le numéraire viendrait à disparaître sur la place de manière à nuire considérablement aux affaires, l'administration aura le droit de convoquer une assemblée générale, à l'effet de proposer des achats de denrées pour être expédiées, soit dans l'Inde, soit en France, et faire venir en retour des espèces métalliques les plus avantageuses pour la colonie; dans ce cas, il suffira de la majorité des voix de l'assemblée en comptant par action.

*Nota.* Les autres articles jusqu'au XXXV<sup>e</sup> sont réglementaires.

ART. XXXV. Le présent acte d'association sera soumis à l'approbation de M. le commandant et administrateur pour le roi.

Fait et passé à Saint-Denis, île Bourbon, en l'étude, le sept décembre de l'an mil huit cent vingt-trois, et ont les parties signé avec les notaires, lecture faite. Suivent les signatures.

Enregistré à Saint-Denis le 16 décembre 1823, f<sup>o</sup> 71, recto, case 6. Reçu trois francs. *Signé* SOLESSE, par délégation du receveur.

Il est ainsi en la minute des présentes demeurée en la possession du notaire soussigné.

*Signé* SENNEVILLE.

~~~~~



## **APPENDICE.**



## APPENDICE.

JE n'ai consigné dans l'essai qu'on vient de lire que des faits recueillis par moi sur les lieux, de la manière la plus authentique, et dont j'avais une connaissance tellement certaine, que je pouvais les présenter avec une entière confiance comme l'expression de la plus exacte vérité. J'ai réuni depuis divers renseignemens dont la plupart présentent le même caractère, et que je puis joindre aux précédens, de manière à porter ce travail jusqu'en 1826. Je serai peut-être amené à les discuter, en les comparant à ceux antérieurs : je le ferai sans partialité, avec indépendance, parce que le seul but vers lequel on doit tendre avec persévérance est la connaissance de la vérité ; c'est servir en même temps la science et l'administration que de se livrer franchement et loyalement à ces examens, puisque l'une ne peut établir ses théories, l'autre fonder ses actes, que sur des faits positifs qui ne laissent aucun accès au plus léger doute. Je vais donc repasser quelques-uns des chapitres de cet ouvrage, sans cependant entrer dans des détails aussi étendus, et ne m'attachant qu'aux masses, les proportions restant à très-peu près les mêmes.

### POPULATION BLANCHE.

On a vu par le tableau, pag. 171, 1<sup>er</sup> vol., que la population blanche se composait au 1<sup>er</sup> jan-



vier 1824, de . . . . 8,751 hom. 8,286 fem. Tot. 17,037

En y ajoutant le nombre des passagers arrivés pendant les années précédentes, moins ceux partis, ce nombre s'est trouvé porté à. . . . .

17,286

Les naissances, pendant l'année 1824, ont été de. . . . .

356

309

Les décès, pendant le même temps, de. .

245

171

Excédant des naiss.

111

138

249

L'existant au 1<sup>er</sup> janvier 1825 était ainsi de.

17,535

Les naissances pendant cette année ont été de. . . . .

364

390

Les décès de. . . .

261

170

Excédant des naiss.

103

220

323

Cette année est des huit dernières celle où ces chiffres sont le plus élevés.

L'existant au 1<sup>er</sup> janvier 1826, était de. .

17,858

A quoi il faut ajouter la différence entre les passagers arrivés et partis pendant ces deux années, laquelle, suivant des avis particuliers qui me sont parvenus, aurait été d'environ. . . . .

50

Et porterait conséquemment le nombre total des blancs existant à cette époque, à environ. . .

17,908

Les mariages des blancs se sont élevés, pendant  
1824, à. . . . . 146

Et pendant 1825, à. . . . . 133

Cette dernière année est, excepté 1818, celle où il y en a eu le moins.

Les naissances d'enfans naturels, pendant 1824, ont été de . . . . . 48

Et pendant 1825, de. . . . . 119

C'est, depuis huit années, celle où il y en a eu plus; et cependant la proportion diffère peu de celle des années 1818 et 1819.

### POPULATION LIBRE.

Le tableau, pag. 191, 1<sup>er</sup> vol., présente pour cette population un effectif, au 1<sup>er</sup> janvier 1824,

de. . . . . 2,482 hom. 2,677 fem. Tot. 5,159

Les naissances ont été, pendant l'année,

de. . . . . 120 120

Les décès de. . . . 69 73

Excédant des naiss. 51 47 98

Le total de la population libre était, d'après cela, au 1<sup>er</sup> janvier 1825, de. . . . .

5,257

Et comme pendant cette année les naissances ont été de. . . 159 136

Et les décès de. . . 81 75

Excédant des naiss. 78 61 139

Le total s'est trouvé porté, au 1<sup>er</sup> janvier

5,396

|                   |       |       |       |
|-------------------|-------|-------|-------|
| 1826, à . . . . . | 2,611 | 2,785 | 5,596 |
|-------------------|-------|-------|-------|

A quoi il faut ajouter les affranchissemens donnés à l'occasion du sacre de Sa Majesté. . . . .

9

Il y avait alors un total de livres montant à. . . . .

5,405

Les mariages de cette population ont été, pendant 1824, au nombre de. . . . .

20

Pendant 1825 il y en a eu. . . . .

18

Il est né pendant 1824 un nombre d'enfans naturels de. . . . .

117

Et pendant 1825. . . . .

173

Cette année 1825 est, depuis huit ans, celle où les naissances et les décès ont été le plus élevés; c'est aussi celle où il est né plus d'enfans naturels, et excepté 1818, celle où il y a eu moins de mariages : il y en avait eu le double en 1821.

Quant à ces deux populations, les résultats ci-dessus, excepté pour les passagers, sont le relevé des registres de l'état civil, et portent par conséquent avec eux toute garantie. Cependant il faut dire que le dépouillement des recensemens, et l'on appelle ainsi les déclarations fournies par les habitans eux-mêmes au 1<sup>er</sup> janvier, a présenté des différences notables : et en effet, pour ne parler que des trois dernières années, suivant ces recensemens, l'existant au 1<sup>er</sup> jan-

|                             |        |        |        |
|-----------------------------|--------|--------|--------|
| vier de chacune aurait été. | 1824   | 1825   | 1826   |
| Population blanche. . . . . | 17,278 | 17,255 | 17,850 |
| Population libre. . . . .   | 5,646  | 5,744  | 5,885  |

On voit par ces rapprochemens quels embarras l'administration elle-même éprouve à établir, d'une manière exacte et positive, l'existant réel; et l'on sentira que s'il en est ainsi pour des nombres qui n'entraînent aucune conséquence fiscale, puisque la capitation n'atteint pas les individus dont ils expriment la quantité, il en doit être bien autrement pour ce qui regarde la population noire, dont on est porté à déguiser la quantité, autant à cause du paiement de l'impôt, que pour masquer les introductions frauduleuses.

### POPULATION NOIRE.

Nous avons présenté, voyez pag. 221, 1<sup>er</sup> vol., le total de cette partie de la population de l'île Bourbon au 1<sup>er</sup> janvier 1824, comme

étant de . . . . . 28,105 hom. 17,270 fem. Tot. 45,375

Cependant les recensemens la donnaient à cette

époque de. . . . . 35,603      21,927      57,530

Ceux au 1<sup>er</sup> janvier 1825 indiquent sans division.. . . .

58,842

Et ceux au 1<sup>er</sup> janvier 1826. . .

60,698

A quoi il faut ajouter ceux du servi-

|                         |        |
|-------------------------|--------|
| <i>Report</i> . . . . . | 60,698 |
| ce colonial. . . 951    |        |
| Ceux appar-             |        |
| tenans aux              |        |
| communes. . . 219       |        |
| Ceux appar-             |        |
| tenans aux              |        |
| cures. . . . . 30       | 1,200  |
| <hr/>                   |        |
| Ce qui donne-           |        |
| rait un total d'es-     |        |
| claves de. . . . .      | 61,898 |

|                                        |       |
|----------------------------------------|-------|
| Cependant les naissances déclarées ont |       |
| été en 1824, de. . . . .               | 204   |
| en 1825, de. . . . .                   | 336   |
|                                        | <hr/> |
|                                        | 540   |

|                                           |         |
|-------------------------------------------|---------|
| Les décès déclarés en 1824 de . . . 1,981 | } 3,976 |
| en 1825 de . . . 1,986                    |         |
| Affranchissemens de 1825 . . . . . 9      |         |
|                                           | <hr/>   |
| Différence. . . . .                       | 3,436   |

Ainsi il devrait y avoir diminution au lieu d'accroissement.

Cependant comme il ne peut tomber sous le sens que les habitans fassent tous de fausses déclarations qui augmenteraient le montant de leurs impositions, quand la vérité diminuerait leurs charges, il faut conclure forcément que les déclarations de naissances et de décès sont inexactes, ce que j'ai déjà dit.

Si l'on se rappelle d'ailleurs ce que j'ai mentionné au chapitre impôts, pag. 182, on reconnaîtra que non seulement je pensais que le nombre de 56,000 noirs porté aux recen-

semens n'était pas encore le véritable nombre de la population, mais qu'on pouvait seulement le regarder comme celui des noirs sur lesquels devait porter l'impôt. Je disais que mon opinion était qu'on pouvait considérer le nombre total comme exprimé avec une grande approximation par 60,000, et l'on voit qu'en admettant celui porté plus haut, et faisant compte de l'excédant des décès sur la population, cette opinion est à peu près d'accord avec les résultats ci-dessus.

Quoi qu'il en soit, il reste constant que la population noire éprouve annuellement une diminution. On peut tirer une induction frappante de ce qui résulte de l'atelier des noirs du roi, où les naissances et les décès sont exactement constatés.

Pendant 1823 sur un total de

|          |                                                                       |     |    |
|----------|-----------------------------------------------------------------------|-----|----|
|          | 791, les naissances ont été de 18, les décès de 57, excéd. de déc. 39 |     |    |
| 1824 900 | 30                                                                    | 109 | 79 |
| 1825 925 | 37                                                                    | 63  | 26 |

Il est constant en outre qu'il y a encore de grandes recherches à faire et beaucoup d'obstacles à surmonter, avant d'arriver à la connaissance positive de l'état réel de la situation des diverses classes de la population de l'île. Il faut avoir habité les colonies pour savoir combien cela est difficile. On y regarde toutes investigations, relativement aux esclaves surtout, comme autant de mesures inquisitoires, vexatoires, et opposées à la tranquille liberté dont les colons doivent jouir.

## MARRONAGE.

Il y a eu pendant l'année 1824, 2892 marrons sur lesquels 2759 sont rentrés volontairement, et 837 ont été ramenés par les détachemens.

Le nombre de ceux déclarés en 1825 a été de 3056, dont 1766 sont rentrés volontairement, et 506 ont été ramenés; un a été tué faisant résistance.

On évaluait à environ 2000 le nombre de ceux restés en fuite à l'époque du 1<sup>er</sup> janvier 1826.

Cette situation, différente de celle indiquée à cet article de l'essai, ne l'infirme cependant point; car on peut remarquer qu'elle change peu la proportion entre ces déserteurs et le total de la population noire.

## - DIVISION DE CETTE POPULATION

*En castes.*

On a désiré connaître la proportion entre les diverses castes des esclaves de la colonie, dont j'ai dit que la division faisait un des moyens de garantie. On peut regarder comme à peu près exacte la suivante :

|                |         |
|----------------|---------|
| Noirs créoles, | 26,418. |
| Malgaches,     | 14,371. |
| Cafres,        | 18,845. |
| Indiens,       | 1,333.  |
|                | <hr/>   |
|                | 60,967. |

Nombre total porté aux recensemens et comprenant ceux des communes, des cures et des habitans, mais non com-

pris ceux de l'atelier du roi, où les Malgaches sont les plus nombreux, où les créoles sont en moindre part, et où il ne se trouve pas d'Indiens.

### OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Quelque soit, au reste, l'accroissement des classes blanche et libre, il est certain qu'il est constamment progressif chaque année. Or, quoiqu'il soit vrai de dire en général que l'accroissement de la population d'un pays prouve celui de sa prospérité, puisqu'il est la conséquence d'une plus grande aisance dans les familles, en même temps que de l'amélioration des mœurs, on ne peut s'empêcher aussi de reconnaître qu'il tend à détruire cette prospérité, ainsi que l'ont dit plusieurs auteurs qui ont fait de l'économie politique l'objet de sérieuses études, quand il arrive à un tel degré que, n'étant plus en proportion avec les capitaux destinés à maintenir l'existence des individus, et surtout avec l'étendue des terres et la quantité de leurs produits, la part de chacun devient trop faible. Il en résulte pour certaines classes un malaise qui gagne de proche en proche, et finit par être dangereux pour la société. On a vu que telle est en ce moment la position d'une grande partie de la population blanche à Bourbon, celle notamment que l'on appelle dans l'île *les petits créoles*. Pour la plupart d'entre eux, comme je l'ai fait remarquer, leurs propriétés, à force de divisions, ne produisent plus une quantité de denrées suffisante à la nourriture de la famille. Repoussant le travail comme ravalant la dignité de leur couleur, repoussant le travail à gages comme humiliant, réduits aux faibles ressources de la chasse et de la pêche, ils n'ont plus même le moyen de se procurer, par la culture de la petite bande de terre dont ils peuvent être encore propriétaires souvent indivis, le



maïs, cette substance qui fait la base de leur nourriture (1). Il est donc extrêmement important de chercher à diminuer dans l'île le nombre de ces prolétaires, et de leur procurer des établissemens au dehors.

On a vu dans l'ouvrage qu'un des moyens considérés comme propres à débarrasser la colonie d'un superflu inquiétant dans ces populations, était un appel au service militaire. Le gouvernement s'occupe de recruter parmi les prolétaires de Bourbon, une compagnie destinée à remplacer les cypahis employés jusqu'ici pour la police des établissemens français dans l'Inde. Cet essai aura sans doute un résultat satisfaisant, mais il ne s'appliquera qu'à l'une de ces deux populations, car on ne peut penser à employer dans le même corps les blancs et les libres; les préjugés de couleur, qui font la sûreté des colonies dans leur état actuel, s'y opposent, et ces préjugés ne peuvent de long-temps encore être anéantis, surtout parmi les blancs dont il est ici question, et malgré leur translation dans un autre pays aussi rapproché. Si l'on admettait la possibilité d'appeler ceux-ci en France et de ne faire passer que les libres dans l'Inde, on arriverait peut-être à la solution du problème.

(1) Et cependant tel est le ridicule orgueil de cette espèce d'hommes, que l'un d'entre eux, et ceci est un fait connu de toute la colonie, étant allé chez une respectable propriétaire, tellement honoré pour sa bienfaisance qu'elle a reçu de toutes les populations l'honorable surnom de SECONDE PROVIDENCE, afin d'en solliciter des secours, et en ayant reçu un sac de maïs, lui demanda encore, avec une assurance que je n'ose caractériser, de lui prêter un noir pour le porter! Son état de misère avait pu le forcer à réclamer cette aumône d'une femme, blanche comme lui; mais sa vanité ne lui permettait pas de se charger lui-même de ce fardeau, en présence des esclaves de l'habitation.

J'ai cité l'île Sainte-Marie comme propre à recevoir l'excédant de population de Bourbon. Elle est peut-être trop proche de celle-ci, nos émigrans seraient presque sous les yeux de leurs compatriotes; trop proche aussi de Madagascar, d'où l'on tirait les esclaves et d'où l'on regarderait peut-être encore comme possible d'en extraire. Mais la Guiane, qui manque d'habitans pour satisfaire aux vues de colonisation du gouvernement toujours portées vers cette contrée, pourrait offrir un plus convenable débouché à l'une ou à l'autre de ces deux classes de prolétaires de l'île Bourbon, et peut-être à toutes deux. Il est possible que la concession gratuite de nouveaux terrains les y attire aisément; la nécessité de les mettre en culture et l'appât des bénéfices qui en seraient la conséquence porteraient au travail les nouveaux colons, dans un pays où ils n'auraient plus pour témoins ni les blancs ni les noirs de leur ancienne patrie, et où ils seraient les émules des Européens qui y sont envoyés, et qui ont moins de chances favorables de succès. Ils auraient sur ceux-ci l'avantage d'être accoutumés à la température, celle de la Guiane différant peu de celle de Bourbon, quoique le climat soit plus humide. On obtiendrait peut-être encore par là la solution de cet autre problème : Si des blancs peuvent travailler activement dans les régions intertropicales; question encore indécise pour beaucoup de personnes, et sur laquelle il est si important d'être entièrement fixé; car, il ne faut pas s'y méprendre, c'est de là que dépend celle du maintien de l'esclavage des noirs dans les colonies fondées dans ces régions par les Européens.

Nombre d'écrivains, parmi les Anglais surtout, se sont épuisés à démontrer que le travail de l'homme libre était plus productif que celui de l'homme esclave : ce qui se réduisait à prouver que l'homme qui travaille dans son

propre intérêt et pour en retirer un profit personnel, produit plus que celui qui travaille dans l'intérêt d'autrui. Ce n'était pas là le point.

Il fallait, avant tout, se mettre d'accord sur ce que les colonies intertropicales sont indispensables aux métropoles européennes, moins peut-être aujourd'hui pour procurer un écoulement à l'excédant de la population de celles-ci, que pour augmenter au dehors la consommation des produits de leur sol et de leur industrie, procurer à leur consommation et à leur industrie des denrées que les autres peuvent seules leur fournir dans l'état actuel, et qui sont devenues nécessaires à leurs besoins.

Cela posé, il fallait examiner si l'homme blanc peut, comme le noir, travailler la terre à découvert sous les climats intertropicaux.

Je ne répéterai pas ce que j'ai dit sur ce que l'observation des peuples qui habitent la grande île de Madagascar fournit pour la solution négative de cette question; j'ajouterai seulement que les Égyptiens présentent un autre moyen. A mesure en effet qu'on avance vers la ligne équinoxiale, leur teint passe graduellement du blanc au noir, qu'il a atteint absolument quand on a dépassé les cataractes, et qu'on est parvenu en Nubie, où l'on trouve tous les caractères de la race nègre développés à la place de ceux de la race blanche, qui se sont successivement modifiés depuis les bords de la Méditerranée.

Ainsi, d'un et d'autre côté de l'équateur, la nature elle-même a pris soin de démontrer quelle couleur peut s'y livrer au travail.

Me sera-t-il permis d'ajouter qu'à Bourbon, ni les blancs, ni les libres, ni même généralement les esclaves créoles, ceux surtout dont la couleur est un peu éclaircie, ne sont employés aux travaux des champs, excepté cependant à

Saint-Louis et à Saint-Joseph, où ils s'y livrent dans quelques circonstances qui ne peuvent être regardées comme absolument concluantes, mais sur lesquelles cependant je reviendrai plus tard pour en tirer quelque induction.

Il est même à remarquer qu'à l'époque de l'année où les rayons du soleil tombent perpendiculairement sur l'île, le gouvernement ordonne de suspendre les travaux à découvert à onze heures du matin, pour ne les reprendre qu'à deux heures. Cet ordre conservatoire de la santé concerne explicitement les noirs, accoutumés cependant à ce ciel d'airain, comme on l'a caractérisé. Il n'en est pas besoin pour les blancs, pour lesquels alors le travail à découvert est la chose impossible.

S'il est reconnu que le noir seul, par sa constitution physique, peut cultiver la terre sous l'équateur, cette autre question se présente : Le noir fera-t-il, dans l'état de liberté, plus ou autant de travail que dans l'état d'esclavage ? c'est-à-dire, se livrera-t-il volontiers aux fatigues qui résultent de ce travail, ou faut-il qu'il y soit contraint ? Je ne répéterai pas non plus ici ce que j'ai dit sur ce qui excite l'homme au travail, qui ne peut être un stimulant pour les noirs, pour lesquels les besoins réels sont infiniment faibles, et qui n'ont aucun de ceux que nous devons à la civilisation. Leur indolence, leur apathie n'ont d'autre cause que cette absence de besoins. Si, à la Jamaïque, un colon que l'on donne en exemple est parvenu à obtenir plus de produits de ses esclaves en les intéressant à la production, c'est qu'il avait su leur créer des besoins. Mais on ne peut, en vérité, d'exemples rares et isolés, tirer des conséquences générales. Voyons plutôt ceux que nous présentent de grandes réunions d'hommes.

Les Égyptiens, dont je parlais tout à l'heure, ne travaillent que parce qu'ils y sont forcés pour satisfaire, non à leurs be-

soins, ils n'en ont guère plus que les autres Africains, mais à ceux de leurs maîtres. Là, ce ne sont pas les individus qui sont esclaves, c'est tout le peuple qui subit la loi du vainqueur. Livrez-les à eux mêmes, ils ne feront que ce qui doit leur suffire.

Autre exemple. Une compagnie anglaise fonda à Sierra-Leone, sur la côte occidentale de l'Afrique, en 1787, 20 ans avant l'abolition de la traite, qui n'a été proclamée en Angleterre qu'en 1807, une colonie dont le but était de civiliser cette contrée. On la forma de noirs affranchis revenus des Antilles anglaises et de la nouvelle Écosse : elle s'est peuplée depuis de noirs arrêtés pendant leur transport en Amérique et rendus à la liberté : ceux-ci forment à présent les trois quarts de la population, qui s'élève à 16,000 individus de cette couleur, et à 60 blancs. Un rapport fait à la chambre des communes porte « qu'il est absolument impos- » sible de déterminer avec certitude le nombre d'individus » qui, dans la colonie, se livrent au travail sans y être con- » traints. Tant qu'on les a nourris, ce n'était qu'avec peine » qu'on parvenait à obtenir d'eux une journée de travail, » même pour un fort salaire. » Le général Turner, qui y avait été envoyé comme gouverneur et qui avait les meilleures intentions de réussir dans l'objet que s'étaient proposé les fondateurs, voulut faire travailler ces noirs, mais *il fallait les y contraindre par la force, autrement ils n'auraient rien fait* : on les fustigeait sans miséricorde, et des centaines de ces gens libres ont été enchaînés par le cou, dix à une même chaîne. Cette colonie, qu'il faut abandonner, a coûté plus de seize millions de livres sterlings, dont plus du quart pour le prix de noirs rachetés (1).

(1) Blackwood's magazine. ( Voy. Revue britannique, 1827, p. 146 et suiv.

La nouvelle république d'Haïti fournit un autre exemple plus convaincant peut-être. Il a fallu les réglemens coercitifs les plus sévères pour faire travailler ces noirs devenus libres, et cela, non dans les premiers momens où ils ont joui, avec une effervescence que l'on conçoit aisément, d'une liberté à laquelle ils ne connaissaient pas de limites, mais après vingt-cinq ans d'indépendance, quand ils y étaient déjà accoutumés, qu'elle n'occasionnait plus l'enthousiasme de la nouveauté; après un espace de temps durant lequel ceux qui les gouvernaient ont multiplié les efforts de tout genre pour faire naître chez eux des besoins, dont les temps qui avaient précédé leur sanglante révolution leur avaient fourni l'exemple, et dont ils ne pouvaient avoir perdu le souvenir; besoins qui auraient dû leur faire sentir la nécessité du travail, afin de se procurer par lui les moyens de les satisfaire.

Mais, dit-on, les Indiens qui habitent un délicieux climat, et qui sont en état de liberté, travaillent : pour quoi les Africains ne feraient-ils pas ce que font les Asiatiques? L'Inde et l'Afrique ne se ressemblent pas, l'état de civilisation de la première ne peut se comparer à l'état de barbarie de la seconde, encore moins la timidité et la patience des Indiens au courage froid, et pourtant ardent des autres, et à leur disposition constante à la révolte qui n'a d'autre but que l'indépendance, c'est-à-dire pour eux la faculté de ne rien faire. Mais si l'on voulait absolument comparer, que l'on considère les genres d'industrie auxquels on se livre dans les deux contrées, et l'on verra qu'aux Antilles et à Bourbon les gens libres travaillent, mais, ainsi que dans l'Inde, dans des ateliers couverts, et jamais à la culture de la terre, dont ils ne peuvent, comme les Africains, supporter la fatigue.

Si donc l'Europe a tellement besoin de ses colonies insulaires qu'elle ne puisse s'en passer, si le noir seul peut y

travailler la terre, et si l'on ne peut obtenir de lui de travail dans l'état de liberté, il faut bien arriver à dire qu'il doit y être forcé, et que pour en obtenir les mêmes produits qu'à présent, il est de toute nécessité qu'il reste dans l'état où nous le trouvons, état au reste qui ne lui est pas étranger, je dirais presque qui lui est habituel; état bien plus supportable dans les colonies des Européens qu'il ne l'est en Afrique, si l'on a soin d'assurer à l'esclave tout le bien-être dont il doit jouir (1). Or là-dessus la législation est d'accord avec l'intérêt des colons, et il faut le dire, parce que c'est une vérité, les colons français, et surtout ceux de l'île Bourbon, obéissent sans contrainte à cette double loi. Ce n'est que par des exceptions fort rares qu'on en rencontre qui y résistent. Ceux qui fournissent ces déplorables exemples, sont, non seulement réprimés par les lois, mais flétris dans l'opinion générale des colons, et punis dans leur intérêt privé, ne pouvant jamais plus

(1) Veut-on savoir ce que pensent les noirs de leur situation? Lorsque je quittai l'île Bourbon, je demandai à un des miens s'il voulait que je le renvoyasse à Madagascar. C'était un Antacim, nation voisine du font Dauphin, quoiqu'un peu plus au nord, et de ceux qui ont la couleur plus jaune que noire et les cheveux soyeux comme les Européens. « Non, mon maître, me répondit-il sans hésiter. — Eh pourquoi non? Ici tu es esclave et forcé au travail, tu seras libre dans ton pays. — Mon maître, reprit-il, ne faut-il pas travailler partout? Ici je n'ai pas à m'occuper de ma subsistance, de mon vêtement, de mon logement; c'est vous que cela regarde. Là-bas, les autres voleront les vivres que j'aurai cultivés, ils ruineront ma cabane, me feront peut-être encore esclave, ainsi que ma femme et mes enfans dont ils me sépareront. Je suis heureux avec les blancs; il vaut mieux y rester! » Voilà bien la logique de la nature. *Ubi benè, ibi patria.*

être propriétaires d'esclaves, ce qui équivalait à être renvoyés de la colonie (1).

J'ai écarté de cette espèce de discussion les mots de justice, humanité, religion. L'emploi, ou si l'on veut, l'abus de la force ne peut être justifié, à moins peut-être que ce ne soit par le motif et les moyens; voilà pour la justice. Quant à l'humanité, je ne crois pas que ce soit la servir que d'abandonner les prisonniers que les nations africaines font les unes sur les autres dans leurs guerres continuelles, au sort réservé à la plupart d'entre eux, LA MORT, pour les introduire sur nos plantations, où, au travail près auquel ils sont forcés, ils trouvent, sans se donner la peine de se le procurer, tout ce qui est nécessaire aux premiers besoins de la vie, et où ils sont préparés à la civilisation,

(1) Veut-on encore savoir ce que pensent les noirs à ce sujet? M. \*\*\* fut traduit par le ministère public devant les tribunaux pour avoir fait arracher des dents à des esclaves qui avaient volé et dévoré la provision de viandes salées destinée à leur subsistance de plusieurs mois. Il fut condamné à deux ans de prison, et déclaré incapable d'être propriétaire de noirs. Remarquez qu'il ne fut condamné que parce qu'il s'était fait justice lui-même d'un délit que les tribunaux auraient puni, s'il le leur avait dénoncé; mais alors il eût été privé du travail de ses noirs durant tout le temps de leur punition. Ses esclaves passèrent en d'autres mains; deux d'entre eux furent réunis par confiscation à l'atelier du roi. M. \*\*\* mourut fou pendant sa détention. Ces deux noirs vinrent me demander la permission d'aller à son convoi. Étonné, je leur rappelai ce qu'il leur avait fait souffrir. « Ah! monsieur, me répondirent-ils avec tristesse, il est mort! » Analysez cette simple réponse, vous y trouverez non seulement le pardon d'un mal qui n'était au reste que la punition du vol dont ils étaient coupables, mais aussi la reconnaissance des bienfaits antérieurs.



ne fût-ce que par le spectacle continuel des actions des Européens et des colons, bien qu'on puisse contester cette préparation par l'exemple des habitans actuels d'Haïti et d'une partie des colons de Sierra-Leone.

Je ne pense pas non plus que ce soit servir la religion que de laisser les Africains livrés à toutes les superstitions qui sont la conséquence de l'absence absolue de toute morale humaine et religieuse, plutôt que de les amener parmi nous, où l'intérêt des planteurs les porte à donner à leurs esclaves la connaissance de la religion chrétienne qui garantit la subordination de ceux-ci, en même temps qu'elle prêche à ceux-là la conduite paternelle qu'ils ne doivent jamais cesser de tenir. La loi religieuse leur en fait un devoir; la loi civile le prescrivait autrefois; l'administration ne peut plus aujourd'hui que le recommander. Elle donne l'exemple pour ceux qui sont attachés à ses ateliers, et pour ne parler que de ce que j'ai vu, les dispositions prescrites à l'égard des noirs sous ce rapport par les ordonnances locales de 1819 et 1820 ont eu les meilleurs résultats, comme quelques habitations où les anciennes pratiques religieuses ont été maintenues, se font remarquer par la subordination des esclaves employés à leur exploitation (1).

(1) Dans beaucoup d'habitations que nous citerions si ce n'était une inconvenance, où la prière se fait tous les jours en commun, où les noirs sont envoyés le dimanche à l'église, on remarque moins de désordres, moins de punitions, moins de marronage qu'ailleurs, et les produits sont loin d'y être moindres.

Le gouverneur avait prescrit, en 1819, que les noirs de l'atelier du roi fussent conduits tous les dimanches à l'église, où une instruction religieuse à leur portée leur était donnée par le respectable curé M. Collin, qui exerce depuis plus de

Ce n'est guères à nous, d'ailleurs, qu'il convient d'invoquer pour les noirs de l'Afrique la justice, l'humanité, la religion, quand nous laissons conduire en esclavage, et dans quel esclavage, grand Dieu ! les blancs européens,

cinquante ans le saint ministère dans les deux îles. Tous les jours la prière du soir était faite à haute voix dans le camp au retour du travail et avant la distribution des vivres. A deux époques de l'année, un nombre déterminé était admis aux sacrements de baptême et de mariage, auxquels ils avaient été préparés par les sœurs hospitalières, qui se livraient à ces soins spirituels avec autant de zèle qu'elles en mettent à secourir les malades. Pendant tout le temps que ces dispositions ont été en vigueur, on a pu remarquer généralement dans cet atelier, qui se composait d'environ mille individus, une conduite plus régulière et plus d'exactitude au travail.

Il faut espérer que ces exemples ne seront pas perdus, que sous le vain prétexte de ne pouvoir détourner les noirs des travaux, et les éloigner de l'habitation, on ne les privera plus de la connaissance des vérités de la religion ; on ne se privera plus de tous les avantages qui en sont la conséquence, et qui, je le répète avec conviction, se montrent partout où le maître, se soumettant lui-même aux devoirs qu'elle impose, y soumet aussi l'esclave dont il est chargé, le tirant de l'abrutissement où il a croupi pour lui donner une vie nouvelle, qui, en même temps qu'elle le relève à ses propres yeux, comme étant aussi l'œuvre du Créateur, lui prescrit l'humilité, l'obéissance dont le Rédempteur a lui-même été l'exemple sur la terre.

Les Anglais envoient des missionnaires propager la foi chrétienne en Afrique, à Madagascar et dans les mers du sud ; et nous, catholiques, nous en priverions les noirs qui nous aident à acquérir nos richesses, quand nos intérêts terrestres, autant que nos devoirs religieux, nous en font une loi également si impérieuse !

nos concitoyens, nos amis, tout un peuple qui, autrefois, tint un rang si élevé dans la civilisation ! quand nous laissons exister, que dis-je, quand nous contractons alliance avec ces chefs féroces qui chargent de chaînes les esclaves blancs, européens, chrétiens, qui les forcent aux travaux les plus abjects et les plus pénibles, qui les accablent d'outrages et de mauvais traitemens, et qui, s'ils leur accordent quelque repos au prix de l'abnégation de notre religion, leur font payer encore ce repos et cette abnégation par le mépris le plus absolu (1) !

Quand cet état de choses sera changé dans l'est de l'Europe et dans le nord de l'Afrique, quand on aura écouté la justice, l'humanité et la religion en faveur des chrétiens blancs, si cruellement traités par les sectaires de Mahomet, nous pourrons faire parler ces sentimens pour les noirs des côtes orientale et occidentale de l'Afrique, que nous arrachons en ce moment à tant de dangers personnels pour les conduire à la connaissance des vérités religieuses et à un état de sécurité individuelle qu'il ne dépend que d'eux de maintenir et d'étendre.

Au surplus, on aura remarqué que si je suis arrivé à la nécessité de maintenir l'esclavage des noirs dans les colo-

(1) Naples, la Suède, le Danemarck, le Portugal paient à Alger un tribut annuel de 100,000 fr.

Au moment même où nous écrivons ceci, plusieurs équipages français sont faits esclaves par les Algériens ; Naples est en guerre avec la régence de Tripoli pour n'avoir pas acquitté son tribut. Un brick de Maroc, admis à Lisbonne, chicane avec le gouvernement portugais sur le plus ou moins de coups de canon du salut ; salue les bâtimens de guerre français et anglais qui sont dans la rade et qui lui rendent cette courtoisie : et ce brick n'est qu'un corsaire qui court sur les navires européens et emmène leurs équipages en esclavage !

nies des Européens, ce n'est que par une suite d'hypothèses dont je ne me permets pas de changer la nature douteuse ; mais j'en vais exposer une autre dont j'espère davantage. Si l'on parvenait à prouver, non pas que ces colonies ne nous sont point indispensables, mais qu'elles peuvent être cultivées par des blancs, alors la thèse changerait entièrement.

Ce ne sera pas encore l'Inde que je citerai en faveur de cette proposition. On pourrait tirer parti de cet exemple, si la rage que la férocité des Espagnols souleva chez les Caraïbes, n'avait amené la totale destruction de ceux-ci, et si les malheureux peuples que les premiers explorateurs trouvèrent aux Antilles n'avaient été leurs victimes. Quant à l'île Bourbon, elle était, comme on sait, inhabitée.

Si l'on reconnaissait que les natifs actuels, blancs ou de couleur, de l'île Bourbon ou des Antilles, peuvent supporter les travaux de la culture ; si ces hommes qui ont à satisfaire non pas seulement aux besoins réels, mais à une grande partie des besoins factices, pouvaient, afin d'y parvenir, travailler à leur compte ou au compte d'autrui, échanger l'emploi de leurs forces contre l'argent qui les mettra à même de se procurer l'aisance qu'ils doivent désirer, la question serait résolue.

Il faut donc s'attacher à constater que le blanc peut être employé réellement à la culture dans les régions intertropicales. Peut-on espérer d'y parvenir ? Quelque espoir se fonde sur ce que j'ai déjà dit, que dans les communes de Saint-Louis et de Saint-Joseph on rencontre des blancs et des libres qui cultivent la terre dans certaines circonstances.

Si l'on pouvait décider les prolétaires de l'île Bourbon à s'établir à la Guiane, et à la cultiver eux-mêmes, c'est alors que les théories du plus grand avantage du travail

libre sur celui de l'esclave viendraient recevoir leur application dans ces contrées, théories d'ailleurs incontestables quand on considère la chose sous un point de vue général, et contre lesquelles il ne peut, en ce cas, y avoir de raisonnable opposition, lorsque ce n'est qu'en hésitant que l'on ose en indiquer, quand on l'envisage sous de certaines conditions particulières. Les produits du sol de la Guiane travaillé par les mains de ces hommes blancs et libres, seraient la preuve la plus positive de la vérité de ces théories. Mais il ne faut pas se dissimuler que si l'on a eu quelque peine à attirer dans les ateliers du roi, à Saint-Denis, un petit nombre de ces hommes qu'on n'a pu y maintenir, il sera plus difficile peut-être d'en décider un plus grand nombre à une émigration telle que celle proposée, quoique d'ailleurs les avantages soient bien différens, puisque cette émigration serait payée par la propriété de vastes terrains, lorsque, dans l'autre circonstance, il ne s'agissait que de favoriser le développement de leurs moyens industriels et leur application dans leur propre pays. Ce but atteint, et du moment où il serait reconnu que les noirs ne sont pas indispensables pour obtenir les produits coloniaux, l'esclavage tomberait de lui-même, il serait un effet sans cause.

Ce fait serait plus concluant que toutes les déclamations, tous les raisonnemens auxquels on se livre depuis cinquante ans. Il le faut obtenir, ou du moins le tenter.

Tout ne serait pas fait cependant, et c'est alors qu'on pourrait faire entendre les mots *humanité* et *religion* avec une énergie que rien ne comprimerait plus. C'est alors ( je suppose que l'esclavage des blancs aura eu son terme, et j'espère que ce moment n'est pas éloigné ), c'est alors qu'il faudrait continuer les essais, si périlleusement entrepris par quelques généreux voyageurs, de faire cesser les guerres à mort que se font les peuples de l'Afrique : ce

qui sera peut-être moins difficile qu'il ne semble, si l'on peut ajouter foi à leurs récits; car s'il est vrai que les peuples qui habitent l'intérieur de cette contrée inconnue jusqu'à nos jours ne sont pas étrangers à la civilisation, il suffira de presser ceux qui n'en ont aucune idée entre cette civilisation, toute imparfaite qu'elle est et que l'on peut améliorer, et notre civilisation européenne déjà introduite sur quelques parties de la côte occidentale et méridionale. Quelle honorable et précieuse mission ! L'imagination s'enflamme à la pensée de tels résultats; mais ce n'est pas dans un ouvrage comme celui-ci, où des questions si graves, si importantes ne peuvent être qu'accessoires, qu'on peut se permettre de les traiter, et je ne sais si l'on ne trouvera pas que c'est avoir déjà trop fait que de les avoir effleurées.

Revenons donc à l'examen, dont nous n'aurions peut-être pas dû nous éloigner autant, de la situation actuelle de l'île Bourbon.

#### INDUSTRIE.

Un produit industriel qui a pris un développement analogue à celui de la fabrication du sucre, est celle des sacs de vacoa. Quoique dans cet appendice je me borne à rapporter des totaux sans rappeler la division entre les communes, je vais ici entrer dans ce détail qui n'est pas sans importance et ne peut être sans intérêt. Je dirai donc qu'il a été fabriqué dans les

| communes suivantes en | 1824          | 1825         |
|-----------------------|---------------|--------------|
| Saint-Denis,          | 1,000 sacs    | 1,000        |
| Sainte-Marie,         | 100,000       | 40,000       |
| Sainte-Suzanne,       | 20,000        | 5,000        |
|                       | <hr/> 121,000 | <hr/> 46,000 |

|                 |         |         |
|-----------------|---------|---------|
| <i>Report ,</i> | 121,000 | 46,000  |
| Saint-André ,   | 35,000  | 30,000  |
| Saint-Benoît ,  | 20,000  | 30,000  |
| Sainte-Rose ,   | 80,000  | 80,000  |
| Saint-Joseph ,  | 60,000  | 80,000  |
| Saint-Pierre ,  | 125,000 | 290,000 |
| Saint-Louis ,   | 30,000  | 55,000  |
| Saint-Leu ,     | 150,000 | 10,000  |
| Saint-Paul ,    | 30,000  | 30,000  |
|                 | <hr/>   | <hr/>   |
|                 | 651,000 | 651,000 |
|                 | <hr/>   | <hr/>   |

Le prix moyen de la première année a été de 0,43 par sac, et celui de la deuxième de 0,451, quoiqu'il ait été dans les extrêmes de 0,20 à 1 fr. la première année, et pour la deuxième seulement dans ceux de 0,40 à 0,60. Cette industrie a accru le revenu de la colonie de 277,300 fr. la première année, et de 293,800 la seconde. Il faut considérer cependant que les sacs étant compris dans le prix des denrées, il ne peut entrer comme profits que la valeur des sacs exportés, qui a été de 3,250 fr. pour 1824, prix de 6,500 sacs, et de 19,910 fr. pour 1825, prix de 49,775. Cette exportation de sacs vides a lieu principalement pour Maurice, où la culture du vacoa étant négligée, cette colonie devient en ce moment, pour cet article de consommation, tributaire de celle qui nous occupe. Cette position au surplus ne tardera vraisemblablement pas à changer, du moment que le gouvernement anglais y aura porté son attention.

De 1822 à 1825 le nombre des élèves du collège royal a peu changé, mais à la rentrée des classes, en octobre de cette dernière année, il a un peu diminué; de 106 il est descendu à 100. En général les enfans créoles sont élevés dans une sorte d'indépendance qui leur fait regarder comme insupportable le joug de la discipline sous lequel il faut se plier dans les établissemens publics; et les parens sont aussi en général trop faibles pour résister à la répugnance de leurs enfans, car nous ne pouvons dire qu'il y en ait d'assez peu éclairés pour ne pas sentir et apprécier les avantages d'une éducation qui repose sur les bases les plus solides, et leur préférer des leçons particulières où les instituteurs enseignent d'après des méthodes différentes, et ne suivent pas une marche constante et régulière. La situation du collège était en 1826 de 28 pensionnaires, 6 demi-pensionnaires et 66 externes (100).

La succursale de M. Gallet n'en comptait que 37.

Il eût été désirable de connaître le nombre des enfans créoles envoyés en France pour leur éducation, indépendamment de ceux qui occupent les bourses fondées dans les collèges royaux de la métropole.

Les écoles et pensions ouvertes aux jeunes personnes du sexe ont pris un peu plus de développement. Les sœurs de Saint-Joseph tiennent toujours leurs trois maisons de Saint-Denis, Saint-Paul et Saint-André. La pension de mademoiselle Raoul compte 40 élèves dont 25 pensionnaires. Mesdemoiselles Philibert ont cessé de tenir celle qui est indiquée dans l'ouvrage; elles sont remplacées par madame Lasserve, qui a 25 élèves dont 7 pensionnaires; mademoiselle Charnois a ouvert en 1826, une troisième maison



ou dès les premiers momens on instruisait 15 jeunes enfans dont les progrès étaient remarquables.

Quoique dans les renseignemens que j'ai sous les yeux , la pension des Dllles Aguiar, à St-Benoît , ne soit pas mentionnée , j'ai cependant lieu de croire , d'après la manière dont elle était tenue et suivie , et surtout d'après le besoin que l'on en avait dans cette partie de l'île , qu'elle continue d'exister.

#### ROUTES.

Depuis 1824 les routes ont encore été améliorées ; le chemin de ligne , de la rivière des Pluies à celle du Mat , par les hauts des communes Sainte-Marie , Sainte-Suzanne et Saint-André , est élargi , redressé et praticable , non seulement aux charrettes , mais aux voitures suspendues.

La route royale , jusqu'à Saint-Benoît , a vu ses pentes adoucies , elle est tout unie et bien entretenue.

Celle qui va par la montagne de Bernica à la ravine Saint-Gilles , a été aussi rendue praticable aux voitures.

On espère obtenir le même résultat pour la communication entre Saint-Denis et Saint-Paul , quelque difficiles que soient les travaux à faire pour y parvenir , à cause de la quantité et surtout de la profondeur des ravines qu'il faut traverser.

L'établissement de cantonniers blancs avec quelques noirs sur les portions les plus exposées à des dégradations instantanées , opérera sans doute une heureuse amélioration dans l'état des choses , par un entretien qui deviendra d'autant plus facile et d'autant moins coûteux qu'il sera continu. Malheureusement on rencontre souvent des oppositions dans les améliorations nécessaires , l'intérêt particulier se roidissant souvent contre des vues d'ordre et d'intérêt

général, quoiqu'il doive résulter avantage de l'adoption des mesures qu'elles prescrivent.

#### PONTS.

Le pont de la rivière du Mat excite l'admiration de la colonie. Les voitures peuvent y passer deux de front sans embarras, séparé qu'il est, dans le milieu de sa longueur, par un grillage en fer.

Le second pont en fer doit être placé sur la rivière des Roches, où l'on a vu qu'il était si nécessaire d'en établir un.

Un entrepreneur s'est chargé d'en construire un en charpente sur la rivière Sainte-Suzanne; il était commencé en avril 1828.

On projette de traverser ensuite de la même manière la rivière Saint-Jean.

Rappelons les époques et les bienfaiteurs. Les deux ponts en fer furent demandés en France par M. le baron Milius; et les travaux préparatoires pour en placer un sur la rivière du Mat, commencés pendant son administration. Il a été établi par son successeur, M. de Freycinet.

C'est à M. de Cheffontaines qu'on devra les autres.

#### CANAUX.

Le canal de Saint-Étienne, entièrement terminé, a satisfait déjà à une grande partie des espérances qui avaient fait entreprendre ce travail non moins utile que magnifique. Une plantation de cocos des Seychelles et d'arbres du pays sur les berges de ce canal, remplira un double but : elle retiendra les terres, dans les endroits surtout où des remblais ont été nécessaires, elle conduira à une culture plus étendue de ces arbres que l'on pourrait appeler oléifères,

et qui aura pour résultat de créer une nouvelle branche d'industrie dans le pays, de diminuer d'abord et d'éteindre par la suite le tribut que la colonie paye à l'étranger pour son éclairage.

Des concessions d'eau ont été faites à des propriétaires riverains ; les écluses de prise d'eau sont terminées, et déjà, comme nous l'avons dit, des sucreries s'élèvent dans des terrains livrés précédemment à une affligeante aridité.

L'eau de la rivière Saint-Étienne coule dans les rues de Saint-Pierre, un réservoir a été établi dans la partie la plus élevée de la ville, et trois habitants, déjà l'objet de l'attachement de leurs concitoyens par le bien qu'ils ont fait au pays, viennent d'acquérir de nouveaux droits à leur reconnaissance en faisant construire trois fontaines publiques à leurs frais. Ce sont MM. Robin père, Deheaulme aîné, créoles tous deux, et M. Marin, Européen allié à une des anciennes familles du pays, et qui est maire de ce quartier.

#### ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

Une ordonnance du 30 septembre 1827 a donné à l'île une nouvelle organisation judiciaire. Le nombre des juges du tribunal de première instance et de la cour royale a été réduit, et le siège de la cour transféré à Saint-Paul.

Deux cours d'assises ont été instituées pour les affaires criminelles ; l'institution du jury a été adaptée à ces tribunaux avec les modifications que la différence des lieux et des personnes a rendues indispensables.

Les arrêts de la cour royale en matières correctionnelle et criminelle, ainsi que ceux des cours d'assises sont irrévocables : toutefois le ministère public a la faculté de se pourvoir en cassation dans l'intérêt de la loi. On peut se

pourvoir aussi en cassation dans les affaires civiles et commerciales.

L'ordonnance du 6 juillet 1828, qui a fixé le ressort des deux cours d'assises à chacune des deux parties du vent et sous le vent de l'île, a porté à six le nombre des juges de paix savoir : un pour Saint-Denis, un pour les communes de Ste-Marie, Sainte-Suzanne et Saint-André, un pour celles de Saint-Benoît et Sainte Rose ; le quatrième a pour juridiction la commune de Saint-Paul ; le cinquième celles de Saint-Leu et Saint-Louis ; le sixième celles de Saint-Pierre et Saint-Joseph.

Une ordonnance plus récente, du 31 août 1828, a réglé la forme des procédures au conseil privé, pour ce qui regarde les appels en matière de douanes, de traite et de commerce étranger, et en première instance pour les anciennes attributions du tribunal terrier, savoir : les discussions sur les concessions de terrain, sur les demandes en prises d'eau, etc.

#### AGRICULTURE.

La quantité de terres cultivées mérite partout de fixer l'attention des économistes ; car c'est de cette quantité, non moins que des soins donnés aux cultures, et de la distribution de ces cultures, comme de leurs rapports avec la population et les besoins du commerce, que l'on peut tirer des conséquences sur la prospérité actuelle et future d'un pays. Aussi avons-nous mis le plus grand soin à recueillir les éléments qui nous ont servi à former les divers tableaux que nous avons placés sous les yeux du lecteur. Nos évaluations sont basées quant au nombre total : 1° sur un mémoire manuscrit fait de 1775 à 1780 ; 2° sur un mémoire officiel de 1804, justement apprécié en France et dans la colonie ; 3° sur les recensements fournis par les habitans. L'étendue des terres

cultivées que nous croyons avoir établie de la manière la plus exacte qu'il est possible dans un pays où les terres ne sont point encore mesurées, quoique l'on en sente chaque jour de plus en plus la nécessité, s'est trouvée confirmée par le produit des cultures, contrôlé lui-même par l'exposé des quantités consommées et exportées. Mais, quelque confiance que nous ayons dans notre travail, nous ne devons point passer sous silence des documens qui nous ont été procurés depuis et qui ont été recueillis avec autant de soin, quoiqu'ils ne s'appuient que sur les recensemens produits chaque année. Nous croyons ne pouvoir mieux faire que de présenter ceux-ci en regard des nôtres, car le premier devoir est d'être consciencieux. Quelque doute qu'ils fassent naître sur l'exacte étendue des terres actuellement cultivées, il en résultera : 1° que l'on sentira davantage combien il importe d'arriver à la vérité, et 2° quelques conséquences qui viendront se placer à l'appui de ce que nous avons dit sur la distribution de la culture.

Terres cultivées en denrées coloniales.

| 1823.                   | 1824.                  | 1825.                  | 1826.                  |
|-------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 5,114,430 <sup>s</sup>  | 5,393,654 <sup>s</sup> | 4,144,875 <sup>s</sup> | 4,566,219 <sup>s</sup> |
| En vivres et jardinage. |                        |                        |                        |
| 11,990,875              | 10,634,910             | 11,837,381             | 10,284,882             |
| 17,105,305              | 16,028,564             | 15,982,256             | 14,651,101             |

Les conséquences que nous disons devoir être tirées de ces rapprochemens, sont que la culture des vivres a diminué chaque année, surtout pour les denrées qui sont les plus importantes à la subsistance et qui en font la base, comme le maïs, le blé, le riz, le manioc, les patates et les pommes de

terre. Ainsi quand d'une part la population augmente, de l'autre la quantité de vivres diminue, de sorte que la part attribuée à chaque consommateur devient moins grande et exige une importation conséquente à cette réduction ; d'où il résulte que les observations que nous avons faites sur le danger de ne pas assurer la subsistance d'une population insulaire par les produits de la terre qu'habite cette population, acquièrent plus de force et méritent plus d'attention.

Si l'on remarque une augmentation dans les terres où les ambrevades ont été cultivées (1), on en peut conclure que l'on a reconnu la nécessité de raviver certains terrains appauvris, car c'est là presque toujours le principal objet que l'on se propose en cultivant cet arbrisseau, dont le produit ne sert qu'accidentellement à la nourriture.

En admettant que la différence entre l'expression des quantités de terres affectées aux denrées coloniales en 1824 et 1825 soit la suite de rectifications des recensements, malgré ce que j'ai dit sur le soin mis à établir les premières, on reconnaîtra qu'il y a aussi, depuis 1823, une différence qui donnerait une moindre quantité de surface cultivée, lorsque cependant les produits ont augmenté en quantités; et ceci tend à atténuer la confiance que l'on peut avoir dans ces divers documens. Quoi qu'il en soit, cette comparaison fera voir que si d'une part l'étendue des terres consacrées aux vivres a diminué, celle des terres consacrées aux cultures coloniales a augmenté de 1823 à 1824, résultat certain, puisqu'il est confirmé par la quantité des produits, quel que soit d'ailleurs le chiffre qui l'exprime; tandis qu'elle aurait diminué les années suivantes, ce qui est contredit par les produits obtenus qui ont été plus considérables.

|                                                 |           |                 |
|-------------------------------------------------|-----------|-----------------|
| (1) 51,350 gaul. au 1 <sup>er</sup> janv. 1823. | 1,092,300 | 1825.           |
| 25,300                                          | 1824.     | 1,146,664 1826. |

Si l'on entrait dans les détails, on reconnaîtrait que la culture de la canne se serait accrue d'un septième, celle du caféier dans une moindre et faible proportion, ainsi que celle du giroflier, tandis que d'autre part celles du cotonnier et du cacaoyer auraient déchu d'environ un tiers, ce qui est bien expliqué déjà par le défaut de débouchés du premier, et ce qui importe peu quant à l'autre, parce que, outre que cette culture est d'un faible produit, elle n'est pas réglée, et que les cacaoyers se trouvent répandus sur divers points des habitations, d'où il résulte toujours une évaluation au moins peu exacte.

|                                                                                             |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Quant aux terres non cultivées que l'essai de statistique indique être en 1825 de gaulettes | 22,697,666 |
| les documens que je compare en ce moment,                                                   |            |
| ne les portent pour 1825 qu'à                                                               | 16,351,825 |
| et pour 1826, à                                                                             | 21,830,967 |

Cette dernière quantité se rapproche de celle que nous avons écrite ; mais la différence entre les deux années 1825 et 1826 est telle, qu'elle fera regarder l'indication propre à celle-là comme inexacte ; nous trouvons cependant dans la dernière un document qu'il est bon d'indiquer, ne fût-ce que pour avoir une donnée proportionnelle sur l'étendue des forêts, qui y est indiquée être de 12,455,125 gaulettes, celle des savanes 2,417,480. des terres incultivables 1,441,681.

|                                                      |            |
|------------------------------------------------------|------------|
| Et enfin des terres cultivables, mais non cultivées, | 5,516,681. |
|------------------------------------------------------|------------|

On n'aura pas perdu de vue ce que nous avons dit, 1° sur l'inconvénient qu'il y aurait à diminuer la première quantité, ce qui serait porter la zone des cultures à une région trop élevée peut-être au dessus du niveau de la mer pour obtenir des produits satisfaisans mais surtout ôter à la partie actuelle-

ment cultivée le peu d'humidité qui lui reste et qui est indispensable à la végétation; 2° sur l'avantage qu'il y aurait à rendre les savanes en état de nourrir les bestiaux comme autrefois, et à restituer au pays cette portion intéressante de ses produits agricoles; 3° enfin sur le soin et l'attention qu'il convient de donner à la division des cultures, pour ne pas tomber dans le cas d'être forcé à la suspension des travaux par la nécessité de laisser reposer une trop grande étendue de terres que l'on aurait épuisées en même temps.

Au surplus, ces différences entre des renseignemens réunis à diverses époques, par diverses personnes qui n'avaient d'autre désir que d'en avoir de parfaitement exacts, prouvent la nécessité d'un mesurage commencé en quelques endroits, mais qu'il est indispensable d'exécuter partout, autant dans l'intérêt général du pays que dans celui particulier des propriétaires. Nous en sommes venus à un point où l'on ne se contente plus d'évaluations qui n'ont pas de bases, ce sont des vérités positives que l'on veut connaître, et chaque pas que l'on fait en démontre le besoin.

Si de la surface des terres en culture nous passons à leurs produits, nous pouvons former le tableau suivant. Nous nous bornerons encore à donner des résultats finaux, pour ne pas trop grossir ce volume.



| PRODUITS.                             | 1823      |          | 1824      |          | 1825      |          |
|---------------------------------------|-----------|----------|-----------|----------|-----------|----------|
|                                       | QUANTITÉS | VALEURS. | QUANTITÉS | VALEURS. | QUANTITÉS | VALEURS. |
| Sucre . . . . . kil.                  | 5608800   | 3365280  | 5781550   | 3591942  | 7666900   | 5290161  |
| Café. . . . .                         | 1555700   | 3382647  | 1513505   | 2365232  | 2491800   | 2865570  |
| Girofle. . . . .                      | 230850    | 1054923  | 251835    | 101665   | 471930    | 1576507  |
| Cacao. . . . .                        | 7000      | 6965     | 16700     | 15440    | 26637     | 24772    |
| Muscades. . . . .                     | 550       | 4675     | 500       | 5800     | 500       | 5800     |
| Coton. . . . .                        | 22850     | 45700    | 33200     | 74440    | 38600     | 79130    |
| Miel vert . . bouteilles.             | "         | "        | 24200     | 29550    | 10200     | 11350    |
|                                       |           | 7861190  |           | 7084069  |           | 9853290  |
| Blé . . . . . kil.                    | 1198750   | 440540   | 946861    | 329203   | 889335    | 287611   |
| Riz . . . . .                         | 464300    | 121878   | 440525    | 153675   | 366800    | 123318   |
| Maïs . . . . .                        | 14230400  | 3557600  | 15081650  | 3123390  | 17060000  | 3036680  |
| Manioc . . . . .                      | 2316700   | 210819   | 3895850   | 290932   | 5403826   | 335035   |
| Patates, ou pommes de terre . . . . . | 583400    | 41421    | 789250    | 122407   | 695630    | 55637    |
| Songes . . . . .                      | 61100     | 3696     | 290600    | 45360    | 198000    | 21100    |
| Ignames. . . . .                      | 21000     | 1491     | 81300     | 4376     | 80400     | 7713     |
| Haricots et pois du Cap.              | 579600    | 347760   | 474100    | 164040   | 345200    | 161680   |
| Ambrevades . . . . .                  | 38000     | 9595     | 691900    | 164080   | 725700    | 130092   |
| Sel . . . . .                         | "         | "        | 50000     | 15000    | "         | "        |
| Jardinage. . . . .                    | "         | 204000   | "         | 285000   | "         | 309200   |
|                                       |           | 4938800  |           | 4697463  |           | 4406061  |
| Arack. . . . . veltes .               | 129847    | 779322   | 124380    | 903340   | 91100     | 684350   |
| Vacoa (sacs de ) nombr.               | "         | "        | 651000    | 277300   | 651000    | 293800   |
| Bois équarris de 15 p.                | "         | 232000   | "         | 203000   | "         | 293000   |
| Planches . . . . .                    | 17340     | 49765    | 113000    | 259000   | 161000    | 360500   |
| Bardeaux. . . milliers .              | "         | "        | 4350      | 108500   | 4155      | 105775   |
|                                       |           | 1061087  |           | 1751140  |           | 1737425  |
| Valeur des denrées coloniales . . .   | 7861190   |          | 7084069   |          | 9853290   |          |
| vivres . . . . .                      | 4938800   |          | 4697463   |          | 4406061   |          |
| diverses autres. . . . .              | 1061087   |          | 1751140   |          | 1737425   |          |
| TOTAL GÉNÉRAL. . . . .                | 13861077  |          | 13532672  |          | 15996776  |          |

On n'a pas tenu compte cette année du miel, du sel, des sacs ni de la chaux, articles qui cependant forment une assez grande valeur.

On n'a pas tenu compte non plus de la chaux, qui cependant est un produit industriel assez important et d'une grande consommation.

## MOYENS D'EXPLOITATION.

|                                  | MOULINS A SUCRE, MUS PAR |        |          |                                |           |        |
|----------------------------------|--------------------------|--------|----------|--------------------------------|-----------|--------|
|                                  | le feu ou<br>la vapeur.  | l'eau. | le vent. | Chevaux<br>mulets<br>et bœufs. | les bras. | TOTAL. |
| IL EXISTAIT                      |                          |        |          |                                |           |        |
| au 1 <sup>er</sup> janvier 1825. | 20                       | 34     | 2        | 90                             | 22        | 168    |
| au 1 <sup>er</sup> janvier 1826. | 75                       | 37     | 6        | 64                             | 7         | 187    |

Ce n'est qu'en 1821 qu'un moulin à vent fut construit à Saint-Denis pour le service d'une sucrerie, et l'année suivante un autre à Sainte-Marie. Le premier ne tarda pas à être abandonné, à cause des accidens météorologiques qui n'en permettaient pas un usage habituel, constant et régulier : on avait même depuis long-temps renoncé aux moulins à vent pour la mouture des grains. Cependant comme la partie du vent est celle où ces accidens éprouvent le moins de variations, et comme aussi la saison de la roulaison est celle des fortes brises, le moulin élevé à Sainte-Marie fut maintenu, et l'on en a construit deux autres à Saint-André et Saint-Benoît. Dans la partie occidentale de l'île, qui reçoit peu l'influence des vents, ce n'est qu'à Saint-Pierre, sur la portion la plus avancée de la côte où la colonne d'air divisée se fait sentir, que l'on voyait un unique moulin de ce genre pour faire de blé farine : on y en a établi trois autres pour l'expression du jus de la canne.

Quant à la réduction du nombre des moulins à manège

et à bras, et à l'augmentation de celui des moulins à vapeur et à eau, quelque grande que soit la différence, de 20 à 75 pour ceux à vapeur, l'économie de travail qui en résulte a dû naturellement porter à en augmenter le nombre, et leur établissement explique, ce qui avait paru à l'académie avoir besoin de l'être, comment la fabrication du sucre est devenue plus considérable lorsque la population noire a diminué; et, en effet, en nous reportant à la théorie des forces et en n'évaluant celle des cinquante-trois moulins à vapeur qu'à la force moyenne de 10 chevaux pour chacun, cette augmentation représenterait pour les trois ans l'équivalent de la force de 4240 hommes ou une moyenne annuelle de 1413.

#### TROUPEAUX.

La situation des troupeaux, mais surtout celle des bêtes de trait et de somme s'est améliorée, et, comme je l'ai dit, est en même temps la preuve et l'effet de la prospérité du pays. Afin de faciliter les comparaisons, je réunis les indications présentées dans l'essai aux tableaux pages 275 et 287, 1<sup>er</sup> vol. L'existant au 1<sup>er</sup> janvier de chacune des années suivantes était comme ci-après :

|       | Chevaux et<br>Jumens. | Mulets. | Ânes. | Taureaux,<br>boeufs<br>et vaches. | Moutons. | Chèvres. | Cochons. |
|-------|-----------------------|---------|-------|-----------------------------------|----------|----------|----------|
| 1823. | 3,266                 | 1,557   | 481   | 4,305                             | 3,375    | 7,654    | 86,061   |
| 1824. | 3,201                 | 1,816   | 538   | 3,655                             | 2,619    | 6,386    | 91,424   |
| 1825. | 3,718                 | 1,803   | 505   | 4,503                             | 2,881    | 7,467    | 48,513   |
| 1826. | 3,989                 | 2,138   | 489   | 4,444                             | 3,106    | 7,545    | 43,625   |

On s'occupe aussi de l'amélioration de l'espèce et de sa reproduction; car, sur le dernier nombre indiqué de che-

vaux et jumens, 73 des premiers et 1671 des autres y étaient destinés, lorsque seulement 396 étaient employés aux transports et aux moulins à manège.

Quant aux bêtes à cornes, 344 taureaux étaient réservés pour la monte, et 1024 bœufs étaient employés aux transports.

Ce qu'il est important de faire remarquer ici, c'est que, par suite des mesures prises pour favoriser l'importation des animaux utiles à l'exploitation de la colonie, soit pour la culture, soit pour les transports, soit même pour la subsistance, il y est entré pendant les années

|                                            | 1823. | 1824. | 1825. |
|--------------------------------------------|-------|-------|-------|
| Chevaux et jumens de France. . . .         | »     | »     | 5     |
| de Mascate. . .                            | 17    | 4     | 12    |
| de l'Amérique du sud. . . . .              | 2     | 4     | 10    |
| de Batavia ou de l'Inde. . . .             | »     | 20    | 1     |
| du cap de Bonne-Espérance . .              | 28    | »     | 72    |
| Mules et mulets — de France. . . .         | »     | 26    | 165   |
| de Mascate . . .                           | 2     | 28    | 7     |
| de l'Amérique du sud. . . . .              | 185   | 77    | 237   |
| par Maurice. . .                           | 3     | »     | »     |
| Anes et ânesses — de Mascate. . .          | 197   | 24    | 40    |
| Bœufs — — — de Madagascar. . .             | 797   | 2690  | 1944  |
| Taureaux et vaches de France. . .          | 27    | 76    | 32    |
| du cap de Bonne-Espérance et de l'Inde . . | 24    | 20    | 25    |

|                   |                  |     |     |     |
|-------------------|------------------|-----|-----|-----|
|                   | de Mascate. . .  | 54  | 3   | »   |
|                   | du Guzurate. .   | »   | »   | 9   |
|                   | de Madagascar.   | 54  | 1   | 20  |
|                   | de l'Amérique    |     |     |     |
|                   | du sud. . .      | »   | 4   | »   |
| Veaux et génisses | de Madagascar.   | 116 | 411 | 454 |
|                   | de l'Inde. . . . | »   | »   | 8   |
|                   | de France . . .  | »   | »   | 3   |

L'effet de l'ordonnance locale qui avait accordé pour trois ans des primes à l'introduction de certains animaux, cessait le 31 décembre 1825. Elle fut prorogée, excepté cependant pour les mulets de l'Amérique du sud, dont l'indocilité avait été reconnue, qui s'acclimataient difficilement, et dont il mourait d'ailleurs un grand nombre dans la traversée, ce qui occasionnait des pertes quelquefois considérables aux spéculateurs. Il importait d'ailleurs d'ouvrir une voie plus large au commerce français qui venait de s'engager dans cette route d'une manière si avantageuse.

Ces résultats justifient suffisamment les diverses mesures adoptées depuis 1817, et le moment n'est pas éloigné, sans doute, où il ne sera plus besoin d'encouragemens pour une branche de commerce si profitable. Il n'est pas sans intérêt pour le commerce de la métropole de coter ici le prix à Bourbon, en 1826, des animaux qu'il y envoie.

|                      |               |               |
|----------------------|---------------|---------------|
| Chevaux. . . . .     | 1200 f. prime | 100 à 150 fr. |
| Mules et mulets. . . | 1100          | 100           |
| Taureaux et vaches.  | 700           | 125           |

Mais ce qui, considéré sous le point de vue colonial, est d'un intérêt plus grand encore peut-être, c'est que les importations des animaux employés à l'industrie agricole

représentent, en nous reportant à la théorie des forces indiquée pag. 269, 1<sup>er</sup> vol. de l'ouvrage, savoir :

|                               |            |                      |
|-------------------------------|------------|----------------------|
| 175 chevaux employés au trait | =          | 1400 hommes (force). |
| 728 mulets                    | <i>id.</i> | 4568                 |
| 495 bœufs                     | <i>id.</i> | 1980                 |
| 261 ânes                      | <i>id.</i> | 261                  |
|                               |            | <hr/>                |
|                               |            | 8009                 |
|                               |            | <hr/>                |

Moyenne d'une année. . . . . 2669

Et en y ajoutant l'augmentation  
produite par l'accroissement du  
nombre des moulins à vapeur  
seulement, ci. . . . . 1400

On obtient pour l'accroissement des forces employées à cette industrie une moyenne annuelle de 4069, ce qui continue à confirmer l'explication donnée sur l'augmentation du produit de la canne à sucre.

Quant aux différences en moins sur le nombre des moutons, cabris et cochons, elles proviennent sans doute de recensements plus exacts, et on se rappellera ce qui a été dit sur le peu de confiance que je donnais moi-même aux nombres indiqués, surtout à celui de la dernière colonne qui me paraissait ridiculement exagéré. Il ne faut pas oublier que c'est toujours avec répugnance et souvent avec légèreté que ces documens sont fournis par les habitans, généralement persuadés qu'ils ne sont demandés que pour satisfaire une frivole curiosité, et qui ne se figurent pas quelle importance la science attache à leur exactitude. On peut regarder comme un succès tout résultat qui se rapproche de la vérité; et c'est pour y concourir autant qu'il

est en nous, que nous sommes entrés dans ces nouveaux détails.

De ce que nous venons de dire sur l'accroissement du nombre des animaux, soit employés à l'industrie agricole, soit destinés à la subsistance, résulte la nécessité de remettre les savanes en état de suffire à la nourriture de ces bestiaux. Nous avons dit, en parlant de l'agriculture dans ce supplément, que l'étendue des savanes est de 2,417,480 gaulettes : mais nous avons vu, dans l'ouvrage lui-même, que ces savanes ne produisent qu'un gazon court et maigre : il est donc instant de les remettre en valeur. L'on ne pourra y parvenir qu'en leur restituant d'abord les arbres dont on les a si imprudemment privées. Tout appelle une mesure si importante et dont les résultats doivent avoir une si grande influence.

#### AUTRES MOYENS D'EXPLOITATION.

Aux moyens d'exploitation que nous avons indiqués, il convient d'ajouter ceux mentionnés aussi dans l'ouvrage. Voici leur situation en

|                                        | 1824. | 1825. | 1826. |
|----------------------------------------|-------|-------|-------|
| Alambics destinés à la distillation du |       |       |       |
| vesou. . . . .                         | 28    | 32    | 33    |
| Charrettes employées aux transports    | 563   | 711   | 782   |
| Embarcations pontées pour les trans-   |       |       |       |
| ports par mer. . . . .                 | 18    | 18    | 12    |
| Chaloupes pour les chargemens et       |       |       |       |
| déchargemens. . . . .                  | 16    | 15    | 46    |
| Canots <i>id.</i>                      | 19    | 29    | 23    |
| Pirogues de charge et de pêche. . .    | 174   | 202   | 249   |

Ainsi, et c'est vraiment une superfluité que de le faire remarquer, en même temps que les produits de la culture

augmentent, les moyens d'exploitation deviennent plus nombreux et accroissent la valeur du capital. Tout concourt donc à prouver le développement que prend l'utilité de la colonie pour la métropole, en même temps que sa richesse à elle-même.

Avant de terminer, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer une phrase qui a trouvé place dans un rapport mis sous les yeux d'un auguste personnage, et qui ensuite a été rendu public; c'est celle-ci: «La culture de la canne, » *qui devient presque exclusive dans la colonie, récom-* » pense amplement les soins des planteurs. » Cette proposition rappelle nécessairement les observations que nous avons déjà exposées dans notre essai, observations qui ne sauraient être trop répétées aux colons dans leur intérêt même, et qui n'échappent point au gouvernement qui ne considère pas seulement la situation présente de la colonie, mais qui doit aussi prévoir et assurer son existence future.

Toutes les fois qu'on augmente les produits d'une branche d'industrie au-delà des besoins, il en résulte encombrement dans les marchés et nécessairement perte pour le producteur. Quand les planteurs des Antilles anglaises étendirent la culture de la canne, afin de pouvoir remplir le vide que venait de former la perte des belles plantations de la plus belle et de la plus riche des îles françaises d'Amérique, ils ne calculèrent pas que non seulement ils y concourraient, mais qu'avec eux se présenteraient les colons de la Martinique et de la Guadeloupe, ceux de la Havane et de Porto-Rico. Depuis lors, les sucres du Brésil et ceux de l'Inde sont venus augmenter cette concurrence. Qu'en est-il résulté pour les premiers? leur sucre, qui coûtait en Angleterre, en 1798, 66 shillings, ne coûta plus en 1806 que 34 sh., prix non seulement insuffisant pour procurer des bénéfices aux planteurs, mais même



pour les indemniser de leurs avances. De là les embarras qui les accablèrent en 1807 et dont rien encore aujourd'hui ne peut faire présager le terme. Ces faits, ceux que l'on remarque depuis quelques années à Bourbon, où, malgré l'accroissement des produits de la canne, le nombre des acheteurs n'augmente pas dans la même proportion, doivent avertir les habitans de cette dernière colonie, et les prémunir contre les dangers d'une trop grande extension de cette culture, quand ils peuvent porter sans crainte leurs soins attentifs, leur intelligente et active industrie sur d'autres denrées qui ne peuvent rencontrer de véritables concurrens sur les marchés européens. On ne doit jamais craindre de trop produire, il est vrai; mais il faut avoir attention à bien produire, c'est-à-dire à ne pas avoir des produits qui se trouvent en quantités supérieures aux besoins, ou dans des proportions trop fortes avec les articles contre lesquels on doit les échanger.

La prévoyance que nous indiquions tout à l'heure, le gouvernement ne la perd pas de vue, et l'on en trouve une nouvelle preuve dans les soins qu'il donne à l'introduction de la cochenille à Bourbon. C'est non seulement fournir à son agriculture une nouvelle branche à exploiter, mais aussi conduire à de notables différences dans son commerce et dans celui de la métropole. Ce qui a été dit du climat et de la météorologie de cette île porte à croire sans aucun doute qu'un succès complet favorisera cette nouvelle culture. Mais ce ne serait avoir fait qu'une partie de ce qui est à faire, si les droits à percevoir à l'entrée de ces produits en France, n'étaient calculés de manière à leur assurer au moins la concurrence avec ceux de même nature qui y sont importés maintenant; et l'on a vu avec quel désavantage Bourbon est traité sous ce rapport.

## JARDIN DU ROI.

Ces soins bienveillans, cette ingénieuse attention du gouvernement, intéressent trop le pays pour que nous ne reparlions pas du Jardin du Roi dans ce supplément. On se rappellera ce que nous en avons dit déjà page 90, 1<sup>er</sup> vol. Déjà plus de 800 sujets, choisis dans les arbres fruitiers apportés d'Europe, avaient été distribués aux habitans. On y

|                   |      |
|-------------------|------|
| en ajouta en 1820 | 1100 |
| 1821              | 500  |
| 1822              | 700  |
| 1823              | 3400 |
| 1824              | 600  |
| 1825              | 6200 |

La collection de ces arbres avait été portée par les divers envois reçus du dehors à

|    |                      |
|----|----------------------|
| 27 | espèces de pommiers. |
| 28 | de poiriers.         |
| 3  | d'abricotiers.       |
| 3  | de coignassiers.     |
| 10 | de pruniers.         |
| 8  | de cerisiers.        |
| 3  | d'amandiers.         |
| 7  | de pêcheurs.         |

Les autres classes n'avaient pas augmenté.

D'autre part, les plantes introduites, toutes précieuses et utiles aux colons, soit comme propres à accroître les ressources alimentaires, soit sous les rapports de leurs propriétés médicinales, soit seulement comme susceptibles d'orner les jardins et d'en augmenter l'agrément, ont tellement prospéré qu'on a pu en distribuer :

|    |      |       |      |        |
|----|------|-------|------|--------|
| En | 1820 | 3,400 | 1823 | 11,700 |
|    | 1821 | 3,400 | 1824 | 6,200  |
|    | 1822 | 4,200 | 1825 | 5,300  |

Une acquisition des plus importantes, faite par M. Bréon dans son voyage en Arabie, à bord de la flûte *la Mayenne*, commandée par M. Forsans, est celle du teck d'Arabie, de la famille des gatilliers et du genre teck. Dans cette contrée où, comme nous l'avons vu, le cafier est indigène, il croît sous la protection des grandes feuilles de cet arbre. Les inconvénients que nous avons dit résulter fréquemment des maladies du bois noir (*Mimosa febech*) ne viendraient plus dévaster nos plantations, si le teck d'Arabie lui pouvait être substitué à Bourbon. Cette considération ne pouvait échapper à l'observation de M. Bréon. Aussi s'empressa-t-il de recueillir des graines de cet arbre, qui, après cinq mois seulement de semis, avaient déjà donné de jeunes sujets de 10 à 12 pieds de haut sur 4 et 6 pouces de circonférence. 800 de ces plants ont été distribués en 1824 aux habitants, et il y a lieu d'espérer un succès complet. Cette introduction est à coup sûr une des plus utiles qui aient été faites dans la colonie.

Certains arbres du nord exigeant une région plus froide, on a fait en 1825 un grand défriché à 100 toises au dessus du jardin de naturalisation. 2,500 arbres fruitiers et forestiers de l'Europe, du cap de Bonne-Espérance, de l'Amérique septentrionale, y ont été placés dans l'espoir que cette température leur conviendrait : la plupart commencent à se développer de la manière la plus satisfaisante.

Ainsi, au moyen des trois jardins qui composent ce magnifique établissement, et dont on peut se rappeler que l'un est à 20 toises seulement au-dessus du niveau de la mer, le second à 296 toises, et le dernier à près de 400

toises d'élévation, les végétaux de toute espèce des quatre parties du monde pourront s'acclimater à Bourbon, se répandre dans les pays où ils sont encore inconnus, et faire participer tout le genre humain aux bienfaits dont la nature semblait n'avoir voulu disposer d'abord que pour un petit nombre.

#### COMMERCE.

Nous allons nous occuper maintenant d'un sujet qui semblera plus intéressant à une grande partie de nos lecteurs. Nous avons peine à nous défendre nous-même de ce qu'il présente de plus imposant, en considérant qu'il est le lien principal qui unit aujourd'hui les colonies et les métropoles, et combien il est important dans les rapports qui existent entre l'île Bourbon et la France, rapports qu'il augmente et fortifie chaque jour davantage.

Le mouvement des bâtimens du commerce, pendant les années 1823, 1824 et 1825, donne les résultats suivans :

| ENTRÉS.                                            | BATIMENS  |         |                      |            |         |                      |
|----------------------------------------------------|-----------|---------|----------------------|------------|---------|----------------------|
|                                                    | FRANÇAIS. |         |                      | ÉTRANGERS. |         |                      |
|                                                    | NOMBRE DE |         | PORT<br>en tonneaux. | NOMBRE DE  |         | PORT<br>en tonneaux. |
|                                                    | Navires.  | Hommes. |                      | Navires.   | Hommes. |                      |
| Venus directement de France, ou ayant touché en    |           |         |                      |            |         |                      |
| Amérique ou à Maurice . . . . .                    | 41        | 679     | 10789                | 2          | 46      | 540                  |
| Des ports à l'est du Cap de Bonne-Espérance . . .  | 18        | 383     | 5375                 | 5          | 121     | 1522                 |
| Cabotage avec Madagascar et l'archipel du N.-E. .  | 23        | 254     | 3089                 | 31         | 402     | 2973                 |
| Cabotage entre les îles Bourbon et Maurice . . . . | 40        | 479     | 7406                 | 72         | 835     | 5496                 |
| TOTAUX . . . . .                                   | 122       | 1795    | 26659                | 110        | 1404    | 10531                |

| ENTRÉS.                                             | BATIMENS  |         |                      |            |         |                      |
|-----------------------------------------------------|-----------|---------|----------------------|------------|---------|----------------------|
|                                                     | FRANÇAIS. |         |                      | ÉTRANGERS. |         |                      |
|                                                     | NOMBRE DE |         | PORT<br>en tonneaux. | NOMBRE DE  |         | PORT<br>en tonneaux. |
|                                                     | Navires.  | Hommes. |                      | Navires.   | Hommes. |                      |
| 1824.                                               |           |         |                      |            |         |                      |
| Venus de France directement, ou ayant touché en     |           |         |                      |            |         |                      |
| Amérique ou à Maurice . . . . .                     | 51        | 946     | 15194                | 1          | 11      | 351                  |
| Des ports à l'est du Cap de Bonne-Espérance. . .    | 8         | 150     | 1716                 | 6          | 186     | 1199                 |
| Cabotage avec Madagascar et l'archipel du N.-E. .   | 41        | 506     | 5550                 | 41         | 641     | 5445                 |
| Cabotage entre les îles Bourbon et Maurice . . . .  | 17        | 456     | 5708                 | 59         | 676     | 4712                 |
| 1825.                                               |           |         |                      |            |         |                      |
| De France directement, ou ayant touché en Amé-      | 117       | 2018    | 28168                | 107        | 1514    | 11707                |
| rique ou à Maurice . . . . .                        |           |         |                      |            |         |                      |
| Des ports à l'est du Cap de Bonne-Espérance. . .    | 50        | 871     | 14281                | 2          | 2       | 2                    |
| Cabotage avec Madagascar et l'archipel du N.-E. .   | 15        | 253     | 5929                 | 1          | 17      | 512                  |
| Cabotage entre les îles Bourbon et Maurice. . . . . | 51        | 583     | 6702                 | 20         | 288     | 2333                 |
|                                                     | 57        | 507     | 6921                 | 72         | 751     | 4329                 |
| TOTAUX. . . . .                                     | 153       | 2414    | 31833                | 93         | 1036    | 9974                 |

Pour les deux premières lignes de ces tableaux, les chiffres indiquent le seul nombre de navires; mais pour les deux dernières, ils indiquent le nombre de voyages: ainsi, pour ce qui ne concerne que le cabotage avec Maurice, il y a eu 40 communications de navires français entre les deux îles pendant 1823, 17 pendant 1824, 57 pendant 1825; tandis qu'il y en a eu 72 de navires anglais pendant la première année, 59 pendant la deuxième, et encore 72 pendant la troisième.

| SORTIS.                                                                  | BATIMENS. |         |                      |            |         |                      |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------|---------|----------------------|------------|---------|----------------------|
|                                                                          | FRANÇAIS. |         |                      | ÉTRANGERS. |         |                      |
|                                                                          | NOMBRE DE |         | PORT<br>en tonneaux. | NOMBRE DE  |         | PORT<br>en tonneaux. |
|                                                                          | Navires.  | Hommes. |                      | Navires.   | Hommes. |                      |
| 1825.                                                                    |           |         |                      |            |         |                      |
| Directement pour France . . . . .                                        | 41        | 752     | 12260                | "          | "       | "                    |
| avec partie de chargement pris à<br>Maurice. . . . .                     | "         | 59      | 355                  | "          | "       | "                    |
| Pour les pays étrangers à l'ouest du Cap de Bonne-<br>Espérance. . . . . | "         | "       | "                    | 2          | 43      | 382                  |
| Pour les pays étrangers à l'est du Cap de Bonne-<br>Espérance . . . . .  | 14        | 308     | 5250                 | 15         | 560     | 3794                 |
| Cabotage de Madagascar et de l'archipel du N.-E.                         | 37        | 449     | 4818                 | 23         | 276     | 1959                 |
| Cabotage entre Bourbon et Maurice . . . . .                              | 52        | 557     | 4938                 | 59         | 708     | 5030                 |
| Totaux. . . . .                                                          | 126       | 1705    | 25621                | 99         | 1387    | 11165                |



| SORTIS.                                                             | BATIMENS  |         |                   |            |         |                   |
|---------------------------------------------------------------------|-----------|---------|-------------------|------------|---------|-------------------|
|                                                                     | FRANÇAIS. |         |                   | ÉTRANGERS. |         |                   |
|                                                                     | NOMBRE DE |         | PORT en tonneaux. | NOMBRE DE  |         | PORT en tonneaux. |
|                                                                     | Navires.  | Hommes. |                   | Navires.   | Hommes. |                   |
| Directement pour France. . . . .                                    | 20        | 554     | 5713              | "          | "       | "                 |
| ayant pris une partie de chargement à Maurice. . . . .              | 10        | 119     | 5263              | "          | "       | "                 |
| dans l'Inde. . . . .                                                | 9         | 155     | 2474              | "          | "       | "                 |
| Pour les pays étrangers à l'est du Cap de Bonne-Espérance . . . . . | 17        | 538     | 4750              | 7          | 205     | 1437              |
| à l'ouest du Cap. . . . .                                           | "         | "       | "                 | 1          | 13      | 241               |
| Cabotage de Madagascar et de l'archipel du N.-E.                    | 50        | 605     | 5876              | 20         | 525     | 2217              |
| Cabotage entre les îles Bourbon et Maurice . . . .                  | 29        | 425     | 5374              | 66         | 940     | 6147              |
| 1825.                                                               | 155       | 1996    | 27450             | 94         | 1483    | 10042             |
| Directement pour France . . . . .                                   | 45        | 756     | 12723             | "          | "       | "                 |
| Pour le Cap de Bonne-Espérance et les pays à l'E.                   | 18        | 287     | 5924              | 3          | 86      | 555               |
| Pour les pays étrangers à l'ouest du Cap. . . . .                   | "         | "       | "                 | 2          | 57      | 636               |
| Cabotage de Madagascar et de l'archipel du N.-E.                    | 72        | 785     | 7563              | 26         | 400     | 3259              |
| Cabotage entre les îles Bourbon et Maurice. . . .                   | 58        | 519     | 7045              | 66         | 645     | 2441              |
| TOTAUX. . . . .                                                     | 173       | 2147    | 51055             | 97         | 1188    | 6871              |

La valeur des cargaisons importées en 1823 a été de 8,944,498 fr. ; en 1824, elle s'est élevée à 8,351,327 fr. , dont 1,285,383 fr. produits du sol français, 3,190,948 fr. produits de l'industrie française, et 75,600 fr. mulets de France. La valeur des objets importés de l'étranger se compose de 512,170 fr. en bestiaux de l'Amérique septentrionale, de Mascate et de Madagascar, 1,226,800 fr. en riz, maïs, blé et autres comestibles de Madagascar et de l'Inde, 925,000 fr. en toileries de l'Inde, 65,000 fr. en machines à vapeur venues d'Angleterre, le reste en divers articles de l'Inde, de Madagascar, de Mascate, de Maurice, etc.

Les valeurs des exportations ont été, en 1823, de 10,341,272 f., en 1824, de 9,616,449 f., dont 7,797,709 f. en produits du sol colonial, et 1,818,740 fr. en articles divers extraits de l'entrepôt.

Quant à l'année 1825, les importations ont été de 9,044,033 fr., dont 4,352,335 fr. produits du sol et de l'industrie française (desquels 215,100 fr. représentent la valeur de chevaux et mulets), et les 4,691,698 fr. restans provenaient de Madagascar, de l'Inde, de Mascate, de Maurice, et représentaient les mêmes articles précédemment énoncés.

L'exportation de cette année montait à 11,678,988 fr., dont 9,502,385 fr. provenant du sol colonial, et 2,176,603 fr. de l'entrepôt.

Il n'est pas inutile de dire que cette somme d'exportations s'est trouvée répartie en produits coloniaux et étrangers, comme il va être exposé :

|                          | Produits du sol<br>colonial. | Produits étrangers à<br>la colonie. |
|--------------------------|------------------------------|-------------------------------------|
| Destinés pour la France, | 8,629,755                    | 286,991                             |
| l'Inde,                  | 674,848                      | 386,904                             |
| Maurice,                 | 137,754                      | 638,984                             |
| Madagascar,              | 60,028                       | 863,724                             |
|                          | <u>9,502,385 fr.</u>         | <u>2,176,603 fr.</u>                |

La consommation locale a été évaluée comme suit :

|                              | Pour 1824           | Pour 1825           |
|------------------------------|---------------------|---------------------|
| Denrées coloniales,          | 454,746             | 614,357             |
| Vivres produits par le pays, | 4,500,473           | 4,551,278           |
| Bois, planches et bardeaux,  | 378,850             | 1,197,147           |
| Sacs à vacoa,                | 215,600             | 133,947             |
|                              | <u>5,549,669 f.</u> | <u>6,496,729 f.</u> |

Et en produits étrangers  
à la colonie, provenant de  
France, 1824 1825  
4,192,672 3,502,420  
l'Inde et  
Maurice, 1,649,144 2,108,908  
Madagas-  
car, 787,369 974,965

|                                 |                  |                  |                  |                  |
|---------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
|                                 | <u>6,629,185</u> | <u>6,576,293</u> | <u>6,629,185</u> | <u>6,576,293</u> |
| Total de la consommation. . . . | 12,178,854       | 13,073,022       |                  |                  |

Il résulte de tout ceci : 1° que les produits du sol colonial livrés au commerce ont été en plus grande quantité, ce qui est évidemment dû à l'amélioration de l'agriculture et à la plus grande impulsion qui lui a été donnée; 2° que si ce-

pendant cette quantité de produits a obtenu de l'accroissement, d'une autre part celle des vivres nécessaires à la consommation a diminué, puisqu'on a été obligé d'en tirer chaque année de l'Inde et de Madagascar pour une valeur de plus de 1,200,000 fr., c'est-à-dire à peu près le huitième des importations. Cette somme se trouve à la vérité payée en partie en denrées coloniales, combinaison avantageuse en ce moment, mais qui ne pourrait avoir lieu si les communications cessaient. D'ailleurs il serait possible qu'une disette dans l'Inde, occasionnée ou par la sécheresse ou par la dévastation des sauterelles, comme il vient d'arriver, ne permit pas de tirer des vivres de cette contrée; que quelques mésintelligences avec Radama, quelques guerres parmi les habitans de Madagascar, missent des obstacles à la fourniture que cette île a faite jusqu'ici de riz et de maïs; et alors la colonie de l'île Bourbon éprouverait des embarras auxquels elle ne pourrait instantanément pourvoir par elle-même. Je le répète, un pays insulaire ne doit jamais compter sur les secours du dehors pour assurer sa subsistance, et c'est là une des grandes différences que sa position doit apporter entre ses prévisions et celles des populations continentales.

3° La faculté de recevoir des pavillons étrangers a été utile à l'île Bourbon, et n'a point nui au commerce de la métropole, puisqu'à lui seul il a exporté les sept huitièmes des produits du sol de cette colonie, tandis que les étrangers ont composé plus des deux tiers de leurs chargemens en produits français.

4° L'existence de l'entrepôt à Bourbon facilite l'exportation pour la France de productions étrangères utiles à la métropole, mais surtout l'écoulement à l'étranger des produits français, qui, pour l'Inde, a été dans le rapport de 2 à 1, pour Maurice dans celui de 5 à 1 et pour Madagascar

dans celui de 12 à 1. Encore faut-il remarquer ici que les produits du sol colonial exportés à l'étranger, sont pour la plupart ceux qui ne trouveraient pas leur entier débouché en France, ou n'y trouveraient que des prix désavantageux, ou même ne pourraient y être placés, comme, par exemple, le girofle et l'arack, tandis que les articles provenant de la France sont les vins, les eaux-de vie, les soieries, les modes, etc.

5° La très-grande majorité du commerce a lieu par bâtimens français, ce qui, comme nous l'avons dit, est d'un éminent avantage pour la marine et tous les arts qui s'y rattachent. Il faut cependant excepter les communications avec Maurice, à l'égard desquelles ce qui a été dit dans l'essai qui précède, subsiste dans toute sa force, puisque, malgré l'augmentation qu'a éprouvée le nombre des caboteurs français, il n'était encore, en 1826, que la moitié de celui des caboteurs anglais; d'où il suit qu'il n'y a vraiment pas de réciprocité dans le traitement des uns et des autres dans les deux colonies : les droits étant plus élevés à Maurice qu'à Bourbon, les Français payent plus au Port-Louis que les Anglais à Saint-Denis, bien que les uns et les autres soient traités comme nationaux dans le port où chacun est étranger.

6° Enfin les importations s'étant élevées à Bourbon, en 1823, pour les marchandises livrées à la consommation, à . . . . . 7,526,344

A quoi il faut ajouter celles retirées de l'entrepôt, où elles existaient auparavant, et dont la valeur a été de. . . . . 321,845

---

7,648,189

Et les exportations des produits du sol s'étant élevées cette année à. . . . . 9,258,128

---

La balance est en faveur de la colonie de. . 1,609,939

---

|                                                      |            |
|------------------------------------------------------|------------|
| En 1824 les importations ayant été de. . . . .       | 8,351,327  |
| Et les exportations de. . . . .                      | 9,616,448  |
|                                                      | <hr/>      |
| La balance est de. . . . .                           | 1,265,121  |
|                                                      | <hr/>      |
| Enfin en 1825 les importations ayant été de. . . . . | 9,044,034  |
| Et les exportations de. . . . .                      | 11,678,988 |
|                                                      | <hr/>      |
| La balance est de. . . . .                           | 2,634,954  |
|                                                      | <hr/>      |

Et en ajoutant la somme de ces opérations à celles exposées page 273 de ce volume, on obtient pour les onze années une balance moyenne annuelle de 1,444,017.

Il s'élève à la vérité deux principales observations sur ces balances : la première est qu'on n'y mentionne pas la sortie frauduleuse d'espèces qui diminue d'autant le capital du pays; mais il faut dire aussi qu'on ne calcule point l'introduction frauduleuse d'objets prohibés, qui au moins rétablit la balance, si même elle ne produit un plus grand avantage, puisque le capital augmente dans une proportion beaucoup plus forte sans qu'il y ait lieu à solde.

La seconde, c'est qu'on ne fait pas compte des *envois sans retours*, soit à des propriétaires qui restent en France, soit par des habitans qui vont se fixer dans la métropole; mais il faut considérer que si des habitans quittent la colonie avec des capitaux, d'autres y arrivent aussi avec des capitaux, et que si les uns cessent de produire, les autres produisent à leur place; ce qui fait bien déplacement pour des individus, mais n'altère point l'état général des choses. Une partie de ces *envois sans retours* d'ailleurs sert à acquitter d'anciennes dettes; or qui paie ses dettes s'enrichit, et jamais proverbe ne reçut mieux son application. Mais voulût-on faire entrer ces sortes d'envois en

ligne de compte, on ne les évalue guère à plus de 6 à 800,000 fr. par an pour les dernières années, et cette évaluation, si elle peut être admise quelquefois, ne peut l'être pour une moyenne de plusieurs années; elle serait alors beaucoup trop élevée, et l'on s'éloignerait moins de la vérité en ne la portant qu'à 500,000 fr. Alors même la balance de 1824 ne se trouverait réduite que d'un peu plus d'un quart, et de moins d'un cinquième seulement celle de 1825.

Après ces considérations particulières à l'île Bourbon, voyons quelle est sa situation par rapport à la France et aux autres colonies. Nous ne nous attacherons qu'à l'année 1826, qui est la dernière sur laquelle il soit encore parvenu des documens certains. Nous verrons :

|                                              | Navires.  | Tonneaux.     | Hommes.    | Valeurs.         |
|----------------------------------------------|-----------|---------------|------------|------------------|
| 1° Que sur un nombre de 457                  |           |               |            |                  |
| jaugeant . . . . .                           |           | 113,451       |            |                  |
| armés de . . . . .                           |           |               | 6,114      |                  |
| et chargés de . . . . .                      |           |               |            | 42,905,558       |
| arrivés de France dans                       |           |               |            |                  |
| toutes les colonies, cel-                    |           |               |            |                  |
| le de Bourbon seule en                       |           |               |            |                  |
| a reçu . . . . .                             | 50        | 14,281        | 871        | 5,344,358        |
|                                              | <u>50</u> | <u>14,281</u> | <u>871</u> | <u>5,344,358</u> |
| 2° Que sur . . . . .                         | 411       | 99,455        | 5287       | 50,429,968       |
| expédiés des colonies                        |           |               |            |                  |
| pour France, Bourbon                         |           |               |            |                  |
| seule en a envoyé . . .                      | 45        | 12,723        | 756        | 8,916,746        |
|                                              | <u>45</u> | <u>12,723</u> | <u>756</u> | <u>8,916,746</u> |
| 3° Enfin, que tandis que toutes les colonies |           |               |            |                  |
| ayant reçu de la France des valeurs faisant. |           |               |            | 42,095,558       |
| Et en ayant remis pour . . . . .             |           |               |            | 50,428,968       |
| Elles ont une balance favorable de . . . .   |           |               |            | <u>8,333,410</u> |

|                                                                                     |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| L'île Bourbon ayant reçu de la France une portion de la première somme évaluée à. . | 5,344,358 |
| Et ses remises figurant dans la seconde somme pour. . . . .                         | 8,916,746 |
|                                                                                     | <hr/>     |
| Sa balance avec la métropole est en sa faveur de. . . . .                           | 3,572,388 |
|                                                                                     | <hr/>     |

Ainsi, cette île entre pour un neuvième dans la navigation commerciale de la France avec ses colonies quant aux navires, et pour un septième quant aux hommes, en ne considérant que les nombres, lorsque la proportion dans l'instruction acquise par les marins est beaucoup plus forte. Elle entre pour plus d'un huitième dans les exportations de France auxquelles elle donne lieu, pour un peu plus d'un sixième dans les retours qu'elle fait à la France, et qui sont presque en totalité composés des produits de son sol. Sa balance à elle seule entre pour trois huitièmes dans celle de toutes les colonies.

|                                                                                                                       |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Quant au commerce avec l'étranger, les valeurs que la Martinique reçoit de l'étranger étant représentées par. . . . . | 51 |
| Et celles qu'elle lui fournit par le même chiffre. . . . .                                                            | 51 |
| Celles que la Guadeloupe reçoit par. . . . .                                                                          | 38 |
| Et celles qu'elle fournit par. . . . .                                                                                | 28 |
| Celles que Bourbon reçoit le sont par. . . . .                                                                        | 19 |
| Et celles qu'elle fournit par. . . . .                                                                                | 31 |

Ainsi, tandis que la Martinique balance son commerce avec l'étranger, et que la Guadeloupe est obligée de solder le sien en argent, Bourbon reçoit au contraire un solde en argent dans une bien plus forte proportion.

Dès lors on peut dire avec vérité, et si j'étais créole je



dirais avec orgueil, que l'île Bourbon est de toutes les colonies de la France celle qui mérite le plus de fixer l'attention de la métropole, puisque d'une part elle est celle qui proportionnellement lui coûte moins, et de l'autre, celle qui procure le plus d'avantages à son commerce, sous quelque rapport qu'on l'envisage.

Ceci nous conduit à examiner deux propositions que nous avons remarquées dans un document important qui, distribué aux Chambres dans leur dernière session, a par cela seul acquis une publicité qui nous permet de nous en occuper ici. La première est que « le but essentiel de » la création des colonies est de procurer à la métropole » d'amples débouchés de ses productions territoriales et » manufacturières ; » la seconde que « le commerce entre » les colonies et la métropole a, pour celle-ci, par les conditions d'après lesquelles il est réglé, des avantages qui » lui conservent toute la faveur d'un commerce intérieur. »

Que le but des métropoles en fondant des colonies soit de nos jours celui énoncé, tout le monde en convient. Mais que les conditions imposées aux communications commerciales entre les métropoles et les colonies, doivent être telles qu'elles soient toutes et seulement en faveur des premières, si c'est là ce qu'on a entendu, nous ne serons pas également d'accord ; et notre opinion sera, à coup sûr, partagée par beaucoup de personnes. Plus que jamais les idées d'un commerce libre prévalent sur les anciens systèmes, et les renverseront très-incessamment de la manière la plus absolue. Les inconvénients des restrictions, ou du moins de restrictions trop étendues dans ces communications, sont devenus trop évidents pour que l'on puisse encore les soutenir. Les avantages doivent être réciproques ; et si les métropoles oubliaient que trop de gênes dans le commerce colonial entraînent indubitablement la ruine absolue

de ce commerce, il suffirait pour se convaincre qu'il faut enfin sortir des vieilles ornières et entrer dans des voies plus larges, conservatrices de tous les intérêts, il suffirait de jeter les yeux sur des événemens trop peu éloignés de nous pour ne pas être considérés encore aujourd'hui comme présens. On ne peut plus se retrancher derrière ces systèmes surannés : le temps les bat en brèche depuis longtemps; ils s'écroulent de toutes parts, et le moment est arrivé d'embrasser sans détour ces principes si sages, si universellement reconnus, sur lesquels reposent l'activité et conséquemment les avantages du commerce métropolitain, et qui sont, d'autre part, la garantie de l'existence des colonies et de leur conservation à leurs métropoles.

Ce n'est pas cependant, et nous nous en sommes suffisamment expliqués, que nous pensions qu'il ne doive y avoir quelques restrictions, lorsque le commerce national se trouve en concurrence avec le commerce étranger : mais pour être profitables au premier, il est indispensable qu'elles soient établies avec la plus grande prudence. Le commerce est de sa nature ennemi de la gêne : ce n'est point par des prohibitions qu'on le sert; ce n'est point par des prohibitions qu'on change les habitudes des consommateurs, et ce sont les consommateurs qui attirent les commerçans. Ceux-ci vont où ils voient des profits assurés. Déjà l'île Bourbon a ajouté à l'appel qu'elle ne cesse de faire aux toileries françaises, en leur accordant une prime d'introduction de 6 p. cent (1); mais nous ne craignons pas de le

(1) Elle en a déjà éprouvé d'heureux effets, recevant plus de toileries françaises et moins de toiles anglaises. Il sera moins facile, sans doute, à l'industrie française de remplacer les guinées bleues pour l'habillement des noirs, pour lesquelles il faut réunir la bonté de l'étoffe, la solidité de la

dire, le meilleur moyen de protéger dans les colonies l'industrie de la métropole, c'est de disposer en France les tarifs de telle sorte que le commerce national puisse se présenter sur ces marchés avec autant de faveur quant aux prix; ce sera à lui ensuite à se mettre en état de soutenir la concurrence par des qualités au moins égales et par des approvisionnemens suffisans.

Si le commerce anglais est parvenu à répandre ses tissus dans l'Inde, d'où il tirait autrefois tous ceux nécessaires à sa consommation, s'il y est parvenu malgré le bas prix de la main-d'œuvre dans l'Inde, et tous les frais dont sont chargés les tissus qu'il y expédie d'Angleterre, il est hors de doute que si le commerce français entrevoit les mêmes avantages à expédier ses tissus dans celles de nos colonies où ceux de l'Angleterre sont en ce moment d'un usage habituel, il adoptera les mêmes moyens, et s'il ne les adopte pas, c'est qu'il n'y verra pas les mêmes avantages. Toujours est-il que si « les colonies doivent procurer aux métropoles » d'amples débouchés de leurs productions, » ce ne doit pas être par des moyens ruineux pour les premières; et à coup sûr les relations réciproques entre ces pays sont telles, que, même à égalité de prix, la préférence sera toujours donnée par les colonies au commerce national: et il ne faut pas croire que ce soit seulement par patriotisme, ce sera aussi par un des mobiles les plus puissans sur les hommes, l'intérêt particulier. La vraie science administrative est de le faire servir à l'intérêt général: l'écueil est de les mettre en opposition.

teinture et la modicité du prix. C'est cependant un objet important, puisqu'on en évalue la consommation annuelle à 50,000 pièces dont la valeur s'élève à un million de francs.

## CAISSE D'ESCOMPTE.

Quand je terminais l'article sous le même titre dans l'ouvrage soumis à l'académie, je savais que le changement apporté à la constitution de la caisse d'escompte lui avait été funeste ; mais je manquais de détails positifs que des personnes bienveillantes et bien informées m'ont fournis depuis et que je dois consigner ici.

Le capital de la caisse fondée en 1823 comme société anonyme, se composait de 300 actions et formait un capital en numé-

|                           |             |
|---------------------------|-------------|
| raire de. . . . .         | 750,000 fr. |
| Et en billets de. . . . . | 250,000     |

---

1,000,000

---

Il fut porté en février 1825, en numé-

|                  |           |
|------------------|-----------|
| raire à. . . . . | 1,000,000 |
|------------------|-----------|

|                       |         |
|-----------------------|---------|
| En billets à. . . . . | 500,000 |
|-----------------------|---------|

---

1,500,000

---

|                                       |           |
|---------------------------------------|-----------|
| Enfin, en mai 1826, en numéraire à. . | 1,500,000 |
|---------------------------------------|-----------|

|                       |         |
|-----------------------|---------|
| En billets à. . . . . | 750,000 |
|-----------------------|---------|

---

2,250,000

---

Ces augmentations successives étaient réclamées par les besoins du commerce, elles étaient fondées sur son accroissement constamment progressif; et les nouvelles actions auxquelles elles donnèrent lieu, non seulement furent placées dès que l'émission en fut autorisée, mais même les demandes excédèrent la possibilité de satisfaire à toutes.

Ces faits prouvent de la manière la plus évidente la solidité de l'établissement, et la confiance qu'il inspirait. Aussi ne rencontrait-il plus de contradicteurs, depuis que l'expérience avait prouvé son indispensable nécessité et son utilité si importante.

C'est sur ces entrefaites que fut rendue en France l'ordonnance du 16 mai 1826, qui supprime la caisse d'escompte de l'île Bourbon, telle qu'elle avait été formée en 1823, et la remplace par une autre qui devait aussi se composer d'actions formant un capital de 800,000 fr. seulement, susceptible d'être porté à 1 million.

L'ordonnance fixe la durée de cette association à 20 ans; elle lui accorde le privilège exclusif d'émettre des bons de caisse.

Elle fixe ses attributions : 1° à l'escompte des effets à échéances fixes; 2° à des avances sur dépôts de matières d'or et d'argent, ainsi que de denrées; 3° à l'admission de capitaux dont elle sert les intérêts; 4° à l'importation d'espèces.

Elle règle le taux de l'escompte à 12 pour 0/0, susceptible de réduction de 1, de 2, de 3, selon que le fonds de réserve égalera le  $\frac{1}{3}$ , les  $\frac{2}{3}$  ou le total du capital primitif.

Elle autorise à émettre des bons de caisse jusqu'à  $\frac{15}{16}$  des valeurs en espèces.

Le président, le vice-président, six des douze administrateurs et deux des quatre suppléants doivent être nommés par le gouverneur et prêter serment.

Enfin l'ordonnance prend soin elle-même de prescrire d'une manière détaillée le régime d'après lequel cette caisse doit être administrée.

Cette ordonnance fut reçue dans la colonie le 12 septembre, et la souscription ouverte le 16. Cependant comme il était facile de reconnaître qu'il s'écoulerait quelque temps avant qu'elle fût remplie, et qu'il eût été du plus dangereux

effet de laisser entre l'existence des deux sociétés un intervalle qui eût eu de fâcheuses influences sur le commerce, force fut d'autoriser l'ancienne compagnie à continuer ses opérations jusqu'à ce que la nouvelle pût commencer les siennes. Cette prudente mesure sauva le pays de la crise dans laquelle il eût été plongé. En effet, à la fin d'octobre 1826, c'est-à-dire plus d'un mois après l'ouverture des souscriptions, au lieu de 600 actions, minimum du nombre nécessaire pour constituer la nouvelle société, il n'en avait encore été souscrit que 465.

|              |          |    |                         |
|--------------|----------|----|-------------------------|
| Savoir : 255 | par      | 10 | fonctionnaires publics. |
| 55           | par      | 3  | négocians.              |
| 95           | par      | 4  | habitans.               |
| <hr/> 405    | par      | 17 | Français.               |
| 60           | par      | 1  | Anglais non domicilié.  |
| <hr/> 465    | actions. | 18 | souscripteurs.          |

Il s'en fallait donc de 135 actions que le nouveau service pût être en activité.

Ce n'est pas sans dessein que je viens de distinguer la situation personnelle des actionnaires. On remarquera que ceux qu'une caisse d'escompte intéresse davantage, auxquels seuls elle est utile, pour lesquels elle est fondée, ne forment que le plus petit nombre des nouveaux souscripteurs, tandis que plus de la moitié des actions souscrites le sont par des fonctionnaires publics auxquels, par la plus sage et la plus prévoyante de toutes les restrictions, la loi défend, *sous peine de cassation*, de prendre aucune part directe ou indirecte dans les opérations commerciales. Si un intérêt dans une caisse d'escompte et de prêt pouvait n'être pas considéré comme une part directe à une opération commerciale, c'en est au moins une indirecte; et l'influence de ces dix fonctionnaires dans les opérations de la

société devait être d'autant plus grande qu'ils formaient majorité pour le nombre des souscripteurs et pour le nombre des actions.

Mais comment se faisait-il que sur le nombre des actionnaires dont se composait l'ancienne compagnie, il s'en trouvât si peu parmi les nouveaux souscripteurs ? Ce n'est pas que la même utilité ne dût résulter de l'une et de l'autre société ; ce n'est pas qu'on ne pût espérer les mêmes profits. La véritable cause, c'est que ce n'est point par des ordonnances qu'on régit le commerce, et qu'on ne peut lui prescrire de se former en société et lui en imposer les conditions. Quand des négocians se réunissent pour une exploitation quelconque, l'acte libre et volontaire qui les engage contient des obligations auxquelles tous se soumettent parce qu'ils les ont discutées : mais quand ces règles viennent du dehors, ils refusent de s'y assujétir. Tout ce qui sent la contrainte est rejeté par le commerce ; il réclame, il veut la liberté entière. Cette vérité, qui ne peut plus être discutée en France, cette vérité, qui est admise chez tous les peuples commerçans, cette vérité, ajouterons nous, prouvée chaque jour de plus en plus dans la colonie par l'exemple d'une autre compagnie formée aussi par ordonnance, dont les membres, associés contre leur gré, participent malgré eux à des charges qu'ils auraient rendues moindres s'ils avaient été maîtres d'agir suivant leur volonté, à des profits qu'ils cherchent sans cesse à augmenter aux dépens les uns des autres, cette vérité est la cause de l'absence des négocians au nombre des souscripteurs de la nouvelle caisse d'escompte.

Mais, dira-t-on peut-être, quand en 1823 la caisse d'escompte fut établie, les conditions furent aussi imposées par le gouvernement. Oui, sans doute, mais c'était lui qui fournissait les fonds ; il était donc le maître de le faire sous telles

charges et avec telles formes qu'il lui semblait bon. Quand son capital lui fut rendu peu après, comme le remboursement ne devait s'opérer que successivement et qu'il avait toujours un intérêt majeur dans l'opération, il était encore naturel qu'il intervînt. Mais quand il fut totalement rempli de ses avances et tout-à-fait désintéressé, l'association prit une nouvelle forme. Elle régla elle-même toutes les conditions qui la concernaient, et le gouvernement se borna à y donner son approbation, à y apporter des modifications dictées par des considérations d'intérêt général, à exercer une surveillance qui était pour le public la garantie de la confiance qu'il pouvait donner à l'établissement. C'est ainsi qu'on agit en France. Les sociétés anonymes présentent leurs actes, le gouvernement les approuve, les modifie; il en surveille l'exécution; il exige des comptes, et cette intervention tutélaire se borne là.

Il existait encore d'autres motifs d'éloignement. Au lieu de se fonder en partie sur un capital effectif et en partie sur un crédit qui reposait sur les bases les plus solides, les propriétés, la nouvelle ordonnance imposait pour premier devoir le versement instantané d'un nantissement en numéraire ou en valeurs réalisables, égal au vingtième des actions souscrites. Après les 15 jours d'ouverture de la liste, elle devait rester ouverte jusqu'à ce que les trois quarts de la totalité des actions représentant le capital fussent soumissionnées, celles qui devaient l'être en ces deux délais, devaient être réalisées, un tiers comptant, le reste à un et deux mois; et enfin le quart qui serait alors resté disponible devait être vendu au comptant. Par là évidemment on n'appelait à la formation de la nouvelle caisse que des capitalistes; et comme il y en a peu dans la colonie, de ceux du moins qui cherchent à tirer parti de leurs capitaux, on appelait par cette disposition les régnicoles à la formation de la nou-



velle société. C'est un point à examiner que les résultats pour les colonies du concours, dans leurs opérations privées, d'hommes pour la plupart étrangers au pays, à ses mœurs, à ses usages, à ses habitudes; et le peu de succès de la banque de la Guadeloupe jetterait peut-être quelque jour sur cette question, contre laquelle les conséquences différentes des deux caisses successives de Bourbon s'élèvent d'une manière bien frappante.

La faculté donnée aux notaires dépositaires de la liste des souscriptions, de refuser, sans être tenus d'en déduire les motifs, les effets dont les signatures ne leur paraissaient pas offrir une garantie suffisante, était encore un nouveau motif d'éloignement pour un grand nombre de souscripteurs peu jaloux de faire dépendre leur crédit de la confiance de deux hommes qui peuvent bien en effet connaître les propriétaires de valeurs foncières, mais qui aussi ne peuvent savoir jusqu'à quel point est étendu le crédit d'un négociant. Il résultait de cette disposition la crainte d'une pensée cachée que semblait d'ailleurs faire deviner l'ensemble des autres dispositions.

Enfin le privilège exclusif accordé à cette société concédant à elle seule la faculté d'émettre des bons de dépôt, il en résultait qu'elle était ôtée aux négocians qui en avaient joui jusqu'alors, ce qui était au fait porter atteinte à la confiance que les habitans doivent avoir en ceux entre les mains desquels ils déposent une partie de leur fortune, confiance dont l'exercice doit être d'autant plus libre et entier que c'est une affaire purement commerciale.

Ce qui éloignait encore les souscripteurs, c'était de voir que la société anonyme nouvelle se trouvait absolument sous la main du gouvernement, à la nomination duquel devaient être le président et le vice-président, ainsi que la majorité des administrateurs, lorsque la majorité des ac-

tionnaires se composait d'hommes sous sa dépendance directe, ce qui aurait amené des discussions d'une longue et difficile solution si le cas était arrivé de procès entre les porteurs de billets et la société qui, par son institution, devait être assujettie aux lois et aux tribunaux de commerce, lorsque la qualité d'une si grande partie de ses membres semblait devoir les y soustraire.

On apercevait bien que les statuts imposés à la société nouvelle étaient modelés sur ceux de la banque de France, mais c'était déjà un motif de les repousser, les idées de privilège n'étant pas, il s'en faut, celles qu'adopte le commerce, lorsque celles d'une action libre et sans contrainte lui conviennent seules, et qu'il venait de faire une si heureuse expérience de leur application par la compagnie à laquelle on faisait succéder celle-ci avant le terme de son engagement, et lorsqu'on réduisait à moins de moitié le capital qui avait été jugé nécessaire aux opérations de la première.

Cependant le gouvernement métropolitain a versé à la nouvelle caisse une somme de 500,000 fr., provenant de la rente de l'Inde, et dont le montant a dû être remis en France par traites, sans doute sur les actionnaires régnicoles, pour lesquels cela a été un moyen facile et peut-être économique de réaliser à Bourbon le montant de leurs souscriptions. S'il est vrai, comme une grande partie des négociants de Bourbon persistent à le penser, que le commerce de l'Inde occasionne chaque année une exportation d'espèces équivalente à 4 ou 500,000 fr., faire de l'Inde à Bourbon une remise de la somme employée à ce commerce, ne serait-ce pas le favoriser, quand au contraire on veut le restreindre dans l'intérêt commun de la France et de la colonie? En supposant que cette remise n'ait pas lieu en traites, est-ce faire une chose avantageuse que d'introduire à Bour-

bon une quantité d'espèces numéraires excédant les besoins de la circulation ? ne serait-ce pas fournir de l'aliment à des exportations frauduleuses, au moyen desquelles seules peuvent être exploitées deux branches de commerce dont une est regardée comme désavantageuse et l'autre est prohibée ?

Au surplus nous devons nous borner à ces simples exposés, n'ayant pas d'avis positifs plus récents, et lorsqu'il a été affirmé que la nouvelle caisse a réalisé les espérances qu'elle avait fait naître. Ce que nous pouvons ajouter, c'est que, malgré la faculté d'émettre des billets pour les  $\frac{15}{10}$  de la valeur des espèces existant dans ses coffres, la compagnie nouvelle a eu la sagesse de maintenir l'ancienne proportion, ce qui tend à garantir la confiance publique, à accroître le crédit, et prouve aussi que les espèces en circulation ne sont pas dans un rapport défavorable avec le besoin que l'agriculture et le commerce peuvent en éprouver.

#### CAPITAUX ET REVENUS.

Ce qui a été dit sous ce titre dans l'ouvrage était de sa nature susceptible de changemens dans ses résultats, et en effet l'application de certaines cultures a dû changer le produit des terres : des maisons se sont élevées dans certains quartiers, notamment à Saint-Denis : les moyens d'exploitation ont augmenté en nombre et en valeur : il y a eu plus d'espèces en circulation : en général les élémens de la fortune publique se sont accrus, et conséquemment les rapports qui terminaient ce chapitre important devaient cesser d'être les mêmes.

Nous allons consigner ici ce qui est parvenu à notre connaissance, en présentant les principaux détails qui nous ont été communiqués.

*Changemens survenus dans l'évaluation des capitaux  
et revenus, ainsi que dans celle des charges de l'île  
Bourbon, de 1823 à 1826.*

| CAPITAUX.                             | 1823.                    | 1826.                    |
|---------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Propriétés foncières.                 |                          |                          |
| Terres. . . . .                       | 34,210,600               | 34,210,600               |
| Maisons . . . . .                     | 8,220,000                | 10,807,000               |
|                                       | <hr/> 42,430,600         | <hr/> 45,017,600         |
| Propriétés mobilières.                |                          |                          |
| Noirs . . . . .                       | 112,000,000              | 123,796,000              |
| Animaux employés à l'exploit.         | 3,650,925                | 6,067,000                |
| Moulins à sucre                       | 1,016,000                | 2,630,000                |
| Charrettes et autres objets . . . . . | 127,750                  | 150,000                  |
| Troupeaux. . . . .                    | 2,735,340                | 2,404,000                |
| Embarcations de tout genre. . . . .   | 883,800                  | 623,800                  |
|                                       | <hr/> 120,413,815        | <hr/> 135,670,800        |
| Numéraire circulant . . . . .         | 2,304,000                | 3,700,000                |
| Bons de dépôt.                        | 50,000                   | 60,000                   |
|                                       | <hr/> 2,354,000          | <hr/> 3,760,000          |
| TOTAL des capitaux. . . . .           | <hr/> <u>165,198,415</u> | <hr/> <u>184,448,400</u> |

Les capitaux ont éprouvé un accroissement de 19,249,985 f. en trois ans.

| REVENUS.                                                                                                                | 1823              | 1826              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Produit moyen annuel de la culture calculé sur les trois années antérieures. .                                          | 14,564,267        | 16,049,073        |
| Produit moyen de l'industrie.                                                                                           |                   |                   |
| Produit moyen du commerce calculé sur un mouvement commercial moyen des trois années antérieures de 16,396,000. . . . . | 4,744,856         |                   |
| Pour les années 1823, 1824, 1825, le mouvement commercial a été annuellement au moyen de 19,419,143. . . . .            |                   | 5,631,540         |
| A quoi il faut ajouter le bénéfice de la caisse d'es-compte, calculé à 12 p. 100 sur 2,400,000. . . . .                 |                   | 288,000           |
| Total du revenu moyen. .                                                                                                | <u>19,309,123</u> | <u>21,968,613</u> |

Les revenus ont éprouvé une augmentation moyenne annuelle de 2,659,490, proportion plus forte que celle de l'accroissement des capitaux.

#### CHARGES.

Frais d'exploitation calculés sur la base de 63,000

|                                                                                              |                  |                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| noirs à 20 fr. par tête. . .                                                                 | 1,260,000        |                  |
| <i>Idem</i> , calculés sur la base<br>de 65,400 noirs, compris<br>ceux en marronage. . . . . |                  | 1,308,000        |
| Consommation de den-<br>rées coloniales. . . . .                                             | 930,000          | 1,132,613        |
| Vivres des blancs et des<br>libres. . . . .                                                  | 2,500,000        | 2,750,000        |
| Impôts. . . . .                                                                              | 1,467,000        | 1,400,000        |
|                                                                                              | <hr/> 6,157,000  | <hr/> 6,590,613  |
| Ainsi le revenu brut<br>étant. . . . .                                                       | <hr/> 19,309,123 | <hr/> 21,968,613 |
| Le revenu net est (1). .                                                                     | 13,152,123       | 15,578,000       |

Et a éprouvé une augmentation moyenne annuelle de 2,225,877 fr.

Conséquemment le revenu brut est au capital, au lieu de. . . . .  $11 \frac{5}{8}$  11,91 près de 12 p.  $\frac{2}{3}$

Le revenu net au lieu de. . . . . 8 8,33 ou  $8 \frac{1}{2}$  p.  $\frac{2}{3}$

Les charges au lieu d'être au revenu brut. . . . . 32 30 p.  $\frac{2}{3}$

Et l'impôt au lieu d'être à ce même revenu. . . . .  $7 \frac{1}{2}$  6,37 ou  $6 \frac{1}{2}$  p.  $\frac{2}{3}$  environ.

(1) Il n'aura pas échappé qu'il s'est glissé une erreur de chiffre à la page 193, qui présente pour revenu net 13,134,728 au lieu de 13,152,123 fr.

Telle était, peut-on dire, au commencement de 1826 la situation de la colonie.

#### IMPÔTS.

Lorsqu'on apprit dans la colonie que, dans sa royale bonté, Sa Majesté avait ordonné que les ministères de la guerre et de la marine pourvoiraient sur leurs fonds généraux aux dépenses de ces départemens à Bourbon, on conçut aussitôt l'espérance que le pays se trouverait déchargé dans les impôts dont il est grevé, d'une somme équivalente (1). Cependant les impôts sont restés les mêmes; les dépenses en égalent le montant; d'où il suit que la dépense totale s'est accrue du montant de ce que la France paie pour celles qu'elle acquitte depuis 1826.

Les impôts que supporte un pays rentrent dans le domaine de la science, et ce n'est point empiéter sur les actes de l'administration, ce n'est point s'immiscer sans raison dans ses opérations que d'examiner leur quotité à diverses époques, leur objet et leur relation avec les besoins et les facultés du pays.

Prouvons d'abord par une courte comparaison qu'il n'y a point eu de réduction dans les impôts, bien qu'elle dût être la conséquence de la disposition sollicitée depuis plusieurs années par la colonie, et approuvée par le roi.

|  |       |       |
|--|-------|-------|
|  | 1824. | 1825. |
|--|-------|-------|

Contributions directes, c'est-à-dire  
capitation des esclaves, taxe sur les

(1) Département de la guerre, environ 460,000.

Département de la marine, environ 90,000.

---

550,000.

|                                                                                               | 1824.            | 1828.            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| maisons, patentes                                                                             | 241,000          | 250,000          |
| Contributions indirectes, c'est-à-dire, enregistrement, timbre, hypothèques, droits de greffe | 206,000          | 330,000          |
| Tabacs et guildives                                                                           | 120,000          | 134,000          |
| Douanes                                                                                       | 900,000          | 673,000          |
|                                                                                               | <u>1,467,000</u> | <u>1,387,000</u> |
| Poste aux lettres,                                                                            | »                | 3,000            |
|                                                                                               | <u>1,467,000</u> | <u>1,390,000</u> |
| Recettes pour locations, cours d'eau, etc.                                                    | 5,400            | 7,985            |
| Amendes prononcées par les tribunaux,                                                         | 4,000            | 2,015            |
|                                                                                               | <u>1,476,400</u> | <u>1,400,000</u> |

Ainsi la somme des impôts est restée la même à 76,400 f. près; et l'on voit que pour balancer la réduction que Sa Majesté a prescrite sur la perception des droits de douanes afin d'encourager l'agriculture coloniale en lui procurant un prix plus avantageux de ses denrées, l'impôt sur les maisons, celui sur les patentes, et surtout celui d'enregistrement sont portés à une somme beaucoup plus élevée : ainsi les propriétés se trouvent affectées de 50 pour 100 de droits pour 1828 plus qu'en 1824, car c'est la multiplicité de leur transmission qui grossit autant les recettes de l'enregistrement; conséquemment la portion de la fortune publique qui réclame une plus grande diminution dans ses charges, éprouve au contraire une notable augmentation, quand les autres portions, qui, par la nature des choses, doivent entrer



pour la plus grande part dans la contribution, ainsi que nous l'avons esquissé dans le chapitre de l'ouvrage, auquel celui-ci est une addition, y concourent pour la moindre fraction. Il reste donc positif, et cela nous semble plus évident que jamais, 1° que les impôts dont la colonie est encore grevée sont trop élevés; 2° qu'ils ne sont point entre eux dans une juste relation; 3° que conséquemment tout est encore à faire à cet égard. La tâche est forte peut-être, mais certainement il n'en est pas de plus belle à remplir.

Mais si la somme des impôts n'est pas diminuée, serait-ce parce qu'il y aurait eu une somme égale de dépenses à acquitter? mais alors c'est que la somme de celles-ci se serait accrue.

S'il en était ainsi, serait-ce afin de pourvoir à des dépenses locales d'un intérêt majeur et instantané pour le pays? On verra avec reconnaissance conduire à leur fin les travaux du Barachois, cette construction si importante pour le commerce européen et objet constant des vœux de la colonie (1) : On verra avec reconnaissance aussi élever sur quelques rivières des ponts projetés depuis si longtemps (2); bâtir, reconstruire ou agrandir des églises dans des paroisses qui en sont privées ou qui en ont d'insuffisantes, et dont au surplus les habitants ont souscrit il y a déjà plusieurs années pour une partie des frais qui doi-

(1) Si le galet et les sables se sont accumulés le long du quai qui était praticable en 1824, c'est que le coude qui devait les tenir dans le lit du courant par lequel ils auraient été portés vers le cap Bernard, n'a pas été fait. C'est à l'interruption des travaux prescrits cette même année qu'on doit attribuer ce funeste résultat, qui d'ailleurs fut prévu au moment où l'on reçut l'ordre de suspendre.

(2) Voyez plus haut l'article *ponts*, pag. 341.

vent en résulter (1). C'est encore rendre un service éminent à la culture que d'ouvrir un canal de dérivation des eaux de la rivière du Mat et donner une nouvelle activité aux vastes terrains du Chamborne (2); que de perfectionner les routes pour étendre les communications et les rendre plus faciles (3); que de rebâtir le collège de Saint-Denis et le mettre en état de répondre aux besoins du pays (4). C'est faire des choses utiles que d'étendre et embellir la ville de Saint-Denis, d'y établir un éclairage complet, d'y construire un abattoir, que réclamait la salubrité publique (5);

(1) Les souscriptions pour l'église Sainte Suzanne datent au moins de 1816 : cette église est presque achevée. On n'a pu trouver d'entrepreneur pour celle de Saint-Denis, qui non seulement est insuffisante, mais n'a pas même l'aspect intérieur qui devrait distinguer la première église de la colonie.

(2) L'entreprise de ce canal par une compagnie était en pleine activité en avril 1828.

(3) Voy. plus haut l'article *routes*, pag. 340.

(4) Le collège rebâti presque à neuf sur l'emplacement de l'ancien bâtiment, est à peu près terminé. Il restera à assurer le sort des professeurs. Voy. page 236, I<sup>er</sup> vol.

(5) Le vaste terrain qui s'étend de la rue des Boucheries jusqu'au Bator, se couvre de belles maisons, le long de rues nouvelles qui sont parallèles aux anciennes du nord au sud ou le prolongement de celles qui les coupent à angle droit de l'est à l'ouest. Toutes les anciennes rues viennent d'être réparées; le Bazar est planté d'allées d'arbres qui y procurent de l'ombrage et y entretiennent la fraîcheur; les établissements publics sont éclairés par des réverbères, et la ville le sera sous peu toute entière; un abattoir vient d'être construit en pierres à la gauche de la rivière, sur le bord de la mer sous le vent de la ville.

les actions de grâce des colons suivront ces nouveaux bienfaits.

Mais pendant dix ans que la colonie acquittait toutes les dépenses, c'est-à-dire pendant dix ans, qu'au lieu de 500,000 que le trésor royal vient de prendre à sa charge, elle n'en a reçu que 200,000 pendant quelque temps, et seulement 80,000 pendant quelques années, on a construit le Barachois qu'il ne reste qu'à achever; on a réparé une très-grande étendue de routes; on a acheté deux ponts en fer, et l'on a fait les constructions nécessaires pour en placer un; on a établi plusieurs radiers; on a fait le canal Saint-Étienne, fondé les fontaines de la commune Saint-Joseph, et réparé celles de Saint-Denis; on a bâti deux églises. On peut donc espérer qu'il serait fait beaucoup encore, en affectant successivement les mêmes sommes qu'autrefois à des travaux qui ne peuvent être exécutés que successivement, tandis qu'on allégerait la charge des contribuables, en diminuant la masse de l'impôt, ne fût-ce que de tout ce qui est acquitté maintenant par la France métropolitaine.

Mais aussi ne serait-ce pas que certaines dépenses auraient éprouvé de l'augmentation? N'oublions pas que les frais de régie ne doivent jamais excéder 10 pour cent des recettes. Tout ce qui dépasserait cette fixation serait abusif, tranchons le mot; et s'il est nécessaire qu'il y ait proportion entre les diverses branches de l'impôt, il ne l'est pas moins qu'elle existe entre les salaires des diverses fonctions publiques. Ne serait-ce pas que certaines fonctions déclarées gratuites recevraient sous une autre dénomination des salaires qui accroîtraient la dépense d'une manière disproportionnée aux services rendus? Ce serait encore un étrange abus, il faut le dire. Mais ces investigations ne nous concernent pas, et il est sans doute des personnes qui trouveront que nous en avons trop dit sur ce point.

Cependant cet état de choses mérite trop de fixer l'attention pour que nous ne nous soyons pas fait un devoir de l'exposer ici, et ce n'est point dans un esprit de critique, qui serait au surplus bien permis dans un gouvernement tel que le nôtre. Ce que nous avons eu pour objet, c'est d'obtenir une amélioration dans les impôts de l'île Bourbon, impôts que l'on peut dire énormes, si on les compare à ce qu'ils étaient autrefois, et à l'immunité, aux franchises dont nos rois voulaient faire jouir les colonies; impôts dont il est vrai de dire, après le roi Louis XVI d'auguste et douloureuse mémoire, qu'ils attaquent directement l'effet de la destination de ces établissemens. (Voy. pag. 196) Ce résultat, on doit certainement l'attendre de la volonté si connue du Roi, et qui est si bien dans son cœur paternel, de faire le bonheur de tous ses sujets, quelque partie du monde qu'ils habitent. On doit l'attendre d'un gouvernement qui a pris envers la France comme envers Sa Majesté, l'engagement d'asseoir tous ses actes sur l'équité. On doit l'attendre du Ministre dans le département duquel les colonies sont placées, et qui a manifesté si loyalement et d'une manière si française, l'intention de marcher avec persévérance au but qu'il s'est proposé, le succès de l'administration importante qui lui est confiée.

FIN.



# TABLE

DÉTAILLÉE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE SECOND VOLUME.

|                                                                                                  | Pages.     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| AGRICULTURE . . . . .                                                                            | 1          |
| Ses commencemens à l'île Bourbon. . . . .                                                        | <i>ib.</i> |
| Surface cultivable . . . . .                                                                     | 5          |
| Mesure agraire en usage à Bourbon. . . . .                                                       | 6          |
| Etendue des terres cultivées et non cultivées . . . . .                                          | <i>ib.</i> |
| Détail des cultures . . . . .                                                                    | 9          |
| Maïs. . . . .                                                                                    | <i>ib.</i> |
| Riz . . . . .                                                                                    | 10         |
| Blé. . . . .                                                                                     | 11         |
| Méthode de la culture de cette plante. . . . .                                                   | 12         |
| A quoi l'on peut attribuer la non conservation du grain et de la farine. . . . .                 | 14         |
| <i>Note sur les services rendus à la colonie par M. de Crémont, ordonnateur en 1767. . . . .</i> | <i>15</i>  |
| Manioc . . . . .                                                                                 | 17         |
| Pommes de terre et patates. . . . .                                                              | 18         |
| Ignames et cambares . . . . .                                                                    | 19         |
| Songes ou gouets. . . . .                                                                        | <i>ib.</i> |
| Ambrevades ou pois d'Angole. . . . .                                                             | 20         |
| Haricots et pois du Cap . . . . .                                                                | <i>ib.</i> |
| Légumes. . . . .                                                                                 | 21         |
| Culture des denrées coloniales . . . . .                                                         | 22         |

|                                                                                               | Pages.     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Canes à sucre. . . . .                                                                        | 23         |
| Extension donnée à cette culture. . . . .                                                     | 24         |
| Introduction des moulins à vapeur. . . . .                                                    | 25         |
| Tableau des divers moulins à sucre. . . . .                                                   | 28         |
| Qualités distinctives du sucre de Bourbon . . . . .                                           | 32         |
| Il ne faut pas se livrer exclusivement à la culture de la<br>canne. . . . .                   | 33         |
| Surface employée à la culture de la canne. . . . .                                            | 40         |
| Cafier. . . . .                                                                               | 41         |
| Historique de l'introduction de cet arbuste à Bourbon .                                       | <i>ib.</i> |
| Soins qu'exige sa culture. — Ses produits. . . . .                                            | 45         |
| Diverses variétés du cafier. . . . .                                                          | 48         |
| Description d'une cafétérie ; détails sur le produit et la<br>durée du cafier. . . . .        | 49         |
| Importation de nouvelles graines de Moka . . . . .                                            | 52         |
| Préparation de la fève. . . . .                                                               | 53         |
| Nouveaux moulins pour cet usage . . . . .                                                     | 54         |
| Giroflier . . . . .                                                                           | 55         |
| Historique de l'importation de cet arbre à l'île de France.<br>à l'île Bourbon. . . . .       | 56<br>65   |
| Soins qu'exigent sa culture, la préparation des clous. . .                                    | 67         |
| Muscadier . . . . .                                                                           | 70         |
| Des muscades rondes et longues . . . . .                                                      | 72         |
| Cacaoyer. . . . .                                                                             | 73         |
| Canelier . . . . .                                                                            | 74         |
| Raven-sara . . . . .                                                                          | 76         |
| Cotonnier. . . . .                                                                            | <i>Ib.</i> |
| Indigotier. . . . .                                                                           | 79         |
| Rocou . . . . .                                                                               | 80         |
| Diverses plantes , arbustes et arbres de l'Inde. . . . .                                      | 81         |
| Arbres à thé. . . . .                                                                         | 82         |
| Vanillier . . . . .                                                                           | 83         |
| Cocotier. . . . .                                                                             | <i>ib.</i> |
| Tableau des surfaces employées aux principales cultures<br>en usage à l'île Bourbon . . . . . | 85         |

|                                                                                                                | Pages.     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| A quelle époque de l'année les navires européens doivent arriver à Bourbon . . . . .                           | 88         |
| Epoque et durée des plantations. — Epoque des récoltes.                                                        | <i>ib.</i> |
| Résultat des travaux de l'agriculture . . . . .                                                                | 89         |
| Tableau de la nature , de la quantité et de la valeur des produits de la culture en 1820. . . . .              |            |
| 1821. . . . .                                                                                                  |            |
| 1822. . . . .                                                                                                  |            |
| Tableau de la consommation totale des produits . . . .                                                         | 91         |
| Tableau de comparaison de la valeur des terres et de celle des produits par chaque quartier. . . . .           | 93         |
| par nature de denrées. . . . .                                                                                 | 94         |
| COMMERCE. . . . .                                                                                              | 95         |
| La prospérité de Bourbon sous ce rapport date de 1815.                                                         | 96         |
| Commerce avec la France. . . . .                                                                               | 98         |
| Comparaison du commerce des Antilles et de celui de Bourbon . . . . .                                          | 98         |
| Avantages du commerce avec la France. . . . .                                                                  | 100        |
| Commerce avec l'Inde. . . . .                                                                                  | 101        |
| les possessions hollandaises . . . . .                                                                         | 107        |
| Mascate. . . . .                                                                                               | 108        |
| Moka. . . . .                                                                                                  | 110        |
| Zanzibar et la côte d'Afrique. . . . .                                                                         | 112        |
| l'Archipel du nord-est . . . . .                                                                               | 112        |
| Madagascar. . . . .                                                                                            | 113        |
| l'île Maurice . . . . .                                                                                        | 117        |
| Des prohibitions de certaines marchandises anglaises . .                                                       | 121        |
| Commerce étranger. . . . .                                                                                     | 127        |
| de la colonie. . . . .                                                                                         | 132        |
| de consommation . . . . .                                                                                      | 133        |
| Comparaison des élémens du prix des denrées des Antilles et de celles de Bourbon sur les marchés européens . . | 136        |
| Douanes. . . . .                                                                                               | 137        |
| Combien les droits de douane pèsent sur les denrées de l'île Bourbon. — Nécessité de les réduire. . . . .      | 138        |





|                                                                                                   | Pages.     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Revenus. Produits de la culture . . . . .                                                         | 189        |
| du commerce . . . . .                                                                             | 189        |
| Charges . . . . .                                                                                 | 192        |
| Résumé. . . . .                                                                                   | 194        |
| Impôts . . . . .                                                                                  | 196        |
| Premières contributions imposées à l'île Bourbon. . . . .                                         | 198        |
| Augmentation antérieure à la conquête. . . . .                                                    | 200        |
| Fixation en 1815 . . . . .                                                                        | 201        |
| Réduction. . . . .                                                                                | 203        |
| Dénomination des impôts ; leur quotité, leur produit. . . . .                                     | 204        |
| Capitation des esclaves. . . . .                                                                  | <i>ib.</i> |
| Taxe sur les maisons des villes. . . . .                                                          | 210        |
| Quantité de denrées que représente l'impôt. . . . .                                               | 211        |
| Valeur totale des maisons des villes, et en particulier de<br>celles de Saint-Denis. . . . .      | 214        |
| Patentes . . . . .                                                                                | 215        |
| Enregistrement, hypothèques et timbre . . . . .                                                   | <i>ib.</i> |
| Droits de greffe. . . . .                                                                         | 218        |
| Comparaison des recettes des droits de greffe et des<br>dépenses du personnel judiciaire. . . . . | 219        |
| Douanes. . . . .                                                                                  | 220        |
| Comparaison des produits des droits de douanes au mon-<br>tant du mouvement commercial . . . . .  | 222        |
| Indication du produit de chaque impôt. . . . .                                                    | 224        |
| Dans quelle proportion l'impôt doit être avec le revenu. . . . .                                  | 223        |
| Division des impôts ; leur rapport avec les divers élé-<br>ments de la fortune publique . . . . . | 227        |
| Ferme des tabacs. . . . .                                                                         | 252        |
| Consommation générale de l'île. . . . .                                                           | 234        |
| Produit de la culture des tabacs . . . . .                                                        | <i>ib.</i> |
| Etablissement de l'impôt sur le tabac ; ses variations. . . . .                                   | 235        |
| Ferme des guildives . . . . .                                                                     | 239        |
| Définition de ce mot. . . . .                                                                     | <i>ib.</i> |
| Etablissement de l'impôt . . . . .                                                                | 240        |

|                                                                                                      | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Différence des produits du jus de la canne converti en<br>arack, ou en sucre et rum. . . . .         | 242    |
| Nécessité d'encourager la dernière conversion . . . . .                                              | 244    |
| Projet à cet effet. . . . .                                                                          | 245    |
| Historique de l'impôt sur la fabrication de l'arack. . . . .                                         | 249    |
| Produits successifs des distilleries sous les divers régimes. . . . .                                | 250    |
| COLONISATION DE L'INTÉRIEUR DE L'ILE. . . . .                                                        | 254    |
| Examen de diverses propositions à cet égard . . . . .                                                | 255    |
| Y a-t-il encore des terres à défricher? . . . . .                                                    | 256    |
| Pourquoi ces terres n'ont-elles pas été mises encore en<br>culture. . . . .                          | 257    |
| Elévation des plaines intérieures au-dessus du niveau de<br>la mer . . . . .                         | 260    |
| Nature du sol. . . . .                                                                               | ib.    |
| Essais de culture qui y ont été faits . . . . .                                                      | 261    |
| Température de ces plaines. . . . .                                                                  | 262    |
| Y a-t-il encore des terres à concéder? . . . . .                                                     | 264    |
| Est-il avantageux de les mettre en culture, relativement<br>à la France? . . . . .                   | 268    |
| à la colonie? . . . . .                                                                              | 269    |
| Qui des Européens ou des créoles doit être chargé de<br>ces défrichemens? . . . . .                  | 271    |
| L'emploi des noirs y est-il indispensable? . . . . .                                                 | ib.    |
| Une seule concession est-elle préférable à plusieurs? . . . . .                                      | 273    |
| Quelles conditions devraient être imposées aux conces-<br>sionnaires? . . . . .                      | 276    |
| Déterminer les limites des concessions . . . . .                                                     | ib.    |
| Précautions contre la destruction des forêts. . . . .                                                | ib.    |
| Entretien des communications existantes, et ouverture<br>de nouvelles routes. . . . .                | 277    |
| Recherche des marrons . . . . .                                                                      | 280    |
| Nature des cultures à entreprendre . . . . .                                                         | ib.    |
| Durée de la nouvelle concession jusqu'à la division. . . . .                                         | 281    |
| Quels moyens à employer pour arriver au but désiré de<br>la manière la plus satisfaisante? . . . . . | 282    |

|                                                                                                                                 | Pages.     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Division des cultures . . . . .                                                                                                 | 282        |
| Où convient-il de faire le nouvel établissement ? . . . .                                                                       | 283        |
| Projet détaillé quant aux nouveaux colons . . . . .                                                                             | 284        |
| ANNOTATIONS. . . . .                                                                                                            | 291        |
| Procès-verbal de situation en décembre 1778 des arbres<br>à épices introduits en 1770 par les soins de M. Poivre. . .           | 293        |
| Acte de la remise de l'île Bourbon en 1815. . . . .                                                                             | 294        |
| Installation des administrateurs généraux en 1817. . . .                                                                        | 297        |
| Ordonnance du roi pour concentrer dans les mains d'un<br>chef unique le gouvernement et l'administration . .                    | 293        |
| Installation du commandant et administrateur en 1818. .                                                                         | <i>ib.</i> |
| Ordonnance dudit pour l'établissement du collège royal.<br>pour la construction d'une nouvelle église<br>à Saint-André. . . . . | <i>ib.</i> |
| pour l'ouverture du canal Saint-Etienne . .                                                                                     | 299        |
| Procès-verbal de la pose de la première pierre du Bara-<br>choix de Saint-Denis, le 27 novembre 1819 . . . . .                  | 300        |
| Ordonnance du commandant et administrateur pour le<br>roi, portant création de la commission d'instruction<br>publique. . . . . | 303        |
| Autre portant création de la Société philotechnique . .                                                                         | 304        |
| Autre pour la création d'une fontaine publique à Saint-<br>Paul . . . . .                                                       | 305        |
| Installation d'un nouveau commandant et administra-<br>teur en 1821 . . . . .                                                   | <i>ib.</i> |
| Ordonnance dudit, relative à l'établissement d'une<br>caisse d'escompte au compte du roi. . . . .                               | 306        |
| Autre qui remet cet établissement au compte de dix<br>négocians. . . . .                                                        | 307        |
| Autre qui approuve les statuts de la Société anonyme<br>qui se charge de la caisse d'escompte. . . . .                          | <i>ib.</i> |
| Acte de ladite Société . . . . .                                                                                                | 309        |
| APPENDICE. . . . .                                                                                                              | 313        |
| Population blanche. . . . .                                                                                                     | 315        |
| libre . . . . .                                                                                                                 | 317        |

|                                                                                                   | Pages.     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Population noire . . . . .                                                                        | 319        |
| Marronage . . . . .                                                                               | 322        |
| Division des noirs en castes. . . . .                                                             | <i>ib.</i> |
| Observations générales . . . . .                                                                  | 323        |
| Nécessité de déplacer une partie des deux premières po-<br>pulations. . . . .                     | <i>ib.</i> |
| Moyens proposés. 1 <sup>o</sup> Service militaire dans l'Inde et en<br>France . . . . .           | 324        |
| 2 <sup>o</sup> Emigration à Sainte-Marie de Madagascar. . . . .                                   | 335        |
| à la Guiane française . . . . .                                                                   | <i>ib.</i> |
| Si les colonies intertropicales sont indispensables à la<br>France . . . . .                      | 326        |
| Si les blancs peuvent travailler activement entre les<br>tropiques. . . . .                       | <i>ib.</i> |
| Si le noir fera autant de travail dans l'état de liberté que<br>dans l'état de servitude. . . . . | 327        |
| Si les créoles de Bourbon pourraient travailler active-<br>ment à la Guiane. . . . .              | 335        |
| Situation de l'industrie en 1815. . . . .                                                         | 335        |
| Instruction publique . . . . .                                                                    | 339        |
| Routes . . . . .                                                                                  | 340        |
| Ponts. . . . .                                                                                    | 341        |
| Canaux . . . . .                                                                                  | <i>ib.</i> |
| Administration de la justice. . . . .                                                             | 342        |
| Agriculture. . . . .                                                                              | 343        |
| Terres cultivées en denrées coloniales en 1824, 1825,<br>1826. . . . .                            | 344        |
| en vivres. . . . .                                                                                | <i>ib.</i> |
| non cultivées . . . . .                                                                           | 345        |
| Produits . . . . .                                                                                | 348        |
| Moyens d'exploitation. Moulins à sucre. . . . .                                                   | 349        |
| Troupeaux . . . . .                                                                               | 350        |
| Chevaux, mulets, etc., introduits en 1823, 1824, 1825. . . . .                                    | 351        |
| Prix à Bourbon des chevaux, mulets, taureaux et vaches<br>venant de France . . . . .              | 352        |

|                                                                                                                                                 | Pages.     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Forces que représentent l'introduction des machines<br>et celle des animaux de trait . . . . .                                                  | 353        |
| Autres moyens d'exploitation. . . . .                                                                                                           | 354        |
| Observations sur une trop grande extension de la culture<br>de la canne. . . . . , . . . . .                                                    | 355        |
| Introduction de la cochenille. . . . .                                                                                                          | 356        |
| Jardin du Roi. Distribution de sujets aux habitans . . .                                                                                        | 357        |
| Introduction du teck d'Arabie . . . . .                                                                                                         | 358        |
| Naturalisation d'arbres fruitiers et forestiers du nord de<br>l'Europe et de l'Amérique , et du sud de l'Afrique. . .                           | 358        |
| Commerce . . . . .                                                                                                                              | 359        |
| Mouvement des bâtimens français et étrangers , 1823 ,<br>1824 , 1825. . . . .                                                                   | 360        |
| Valeurs de leurs chargemens. . . . .                                                                                                            | 365        |
| Division des exportations en produits coloniaux et pro-<br>duits étrangers . . . . .                                                            | 366        |
| Consommation locale. . . . .                                                                                                                    | <i>ib.</i> |
| Observations sur l'augmentation des denrées coloniales<br>et la diminution des vivres. . . . .                                                  | 367        |
| Avantages de l'admission des pavillons étrangers . . . .                                                                                        | <i>ib.</i> |
| de l'entrepôt . . . . .                                                                                                                         | <i>ib.</i> |
| Résultat des communications entre Maurice et Bourbon,<br>quant à la réciprocité de traitement. . . . .                                          | 368        |
| Balance du commerce 1823. . . . .                                                                                                               | <i>ib.</i> |
| 1824. . . . .                                                                                                                                   | 369        |
| 1825. . . . .                                                                                                                                   | <i>ib.</i> |
| Réponse à des objections sur l'établissement de ces ba-<br>lances . . . . .                                                                     | <i>ib.</i> |
| Rapprochemens entre le commerce général de la France<br>avec ses colonies, et celui particulier avec l'île Bourbon.                             | 370        |
| Autres sur le commerce des différentes colonies avec l'é-<br>tranger. . . . .                                                                   | 371        |
| Observations sur deux propositions relatives à l'objet<br>actuel des colonies , et à leurs rapports commerciaux<br>avec les métropoles. . . . . | 372        |

|                                                        | Pages.     |
|--------------------------------------------------------|------------|
| Caisse d'escompte. . . . .                             | 375        |
| Capitaux et revenus . . . . .                          | 382        |
| Changemens survenus dans l'évaluation des capitaux     |            |
| de 1823 à 1826. . . . .                                | 383        |
| dans celle des revenus. . . . .                        | 384        |
| dans les charges . . . . .                             | <i>ib.</i> |
| Rapport actuel entre les uns et les autres . . . . .   | 385        |
| Impôts . . . . .                                       | 386        |
| Travaux projetés, récemment entrepris et récemment     |            |
| exécutés . . . . .                                     | 388        |
| Aperçu sommaire de ceux qui ont eu lieu depuis dix ans | 390        |
| Conclusion . . . . .                                   | 391        |

FIN DE LA TABLE.